R E P U B L I Q U E  F R A N Ç A I S E

**Projet de loi de finances pour 2006**

Annexe

# Enseignement scolaire



# Note explicative

Cette annexe au projet de loi de finances est prévue par l'article 51-5° de la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001 (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les projets annuels de performances des programmes qui lui sont associés.

- **Cette annexe par mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours attendus) et les emplois demandés pour 2006 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.**

Les crédits de la loi de finances pour 2005, votée selon la nomenclature de l'ordonnance de 1959, font l'objet d'une présentation indicative dans la nomenclature prévue par la LOLF (cf. encadré).

- **Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :**
  - **La présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées :**
    - Les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). L'évaluation des fonds de concours attendus en 2006 est précisée.
    - Le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation (qui figure également dans le tome II de l'annexe Voies et moyens). Lorsqu'un programme n'a pas de dépense fiscale associée, cette rubrique ne figure pas.
  - **Le projet annuel de performances qui regroupe :**
    - La présentation du programme et de ses actions.
    - La présentation des objectifs et des indicateurs de résultats.
    - La justification au premier euro des crédits. Elle développe le contenu physique et financier du programme ainsi que les déterminants de la dépense et un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement. En raison des nouvelles modalités de décompte des emplois, leur nombre n'est pas indiqué en 2004, mais figure pour 2005 à chaque fois que l'information est disponible.
    - Une présentation des principaux opérateurs et de leurs emplois.
    - La présentation des coûts associés.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

**Les emplois sont exprimés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)**. On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. A titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80% sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80% correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.

***Indications relatives aux conventions de présentation des crédits votés pour 2005 en raison du changement de cadre budgétaire***

La répartition des crédits votés pour 2005 constitue une actualisation du rapport déposé en annexe du PLF 2005 (en application de l'article 66-I de la LOLF) qui présentait, à titre indicatif, les crédits du budget général selon les principes retenus par la loi organique. La nomenclature a été modifiée sur quelques points qui ont été présentés dans le tome II du rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques transmis en juin dernier lors du débat d'orientation budgétaire.

Pour la présentation des crédits votés pour 2005 dans la nomenclature prévue par la LOLF, les autorisations d'engagement ont été évaluées sur une base conventionnelle : pour les dépenses en capital, les autorisations de programme ont été converties en autorisation d'engagement et ont été réparties dans la nomenclature LOLF selon les mêmes clés de répartition que les crédits de paiement associés ; pour les dépenses ordinaires, il a été considéré que les autorisations d'engagement étaient de même montant que les crédits de paiement sauf dans le cas d'expérimentations ayant explicitement donné lieu à une budgétisation en autorisations d'engagement.

Les crédits de pensions de 2005 n'ont pas été traduits en taux de cotisation. Les charges de pensions inscrites sur les budgets des ministères ont été réparties par programme au prorata des effectifs budgétaires correspondant à ces programmes et les charges de pensions inscrites au budget des Charges communes maintenues sur une ligne spécifique. En raison de la différence dans les modalités de répartition de ces crédits du titre 2, les dépenses de personnels ne sont pas directement comparables entre 2005 et 2006.

Les comparaisons entre les crédits votés pour 2005, présentés selon la nomenclature LOLF, et les demandes de crédits pour 2006 doivent donc être réalisées de façon prudente.

Les prévisions de fonds de concours pour 2005, rattachées en exécution selon la nomenclature de l'ordonnance de 1959, n'ont pu être ventilées dans la nouvelle nomenclature et ne figurent pas ainsi dans les tableaux (colonnes grisées). Enfin, en raison du passage d'un cadre budgétaire à l'autre, la présentation de l'exécution des crédits 2004 au format LOLF ne peut être fournie.

*L'ensemble des documents budgétaires ainsi qu'un guide de lecture et un lexique sont disponibles sur le site Internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : http://www.minefi.gouv.fr*

# Table des matières


**Récapitulations des crédits et des emplois de la mission** 5
- Récapitulation des crédits et des emplois par programme 6
- Récapitulation des crédits par programme et action 7
- Présentation des crédits par programme et titre 9

**Programme 140 : Enseignement scolaire public du premier degré** 11
- Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées 12
- Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs 15
- Projet annuel de performances : Justification des crédits 33
- Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions 43

**Programme 141 : Enseignement scolaire public du second degré** 47
- Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées 48
- Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs 54
- Projet annuel de performances : Justification des crédits 90
- Projet annuel de performances : Opérateurs 105
- Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions 108

**Programme 230 : Vie de l'élève** 113
- Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées 114
- Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs 118
- Projet annuel de performances : Justification des crédits 132
- Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions 145

**Programme 139 : Enseignement privé du premier et du second degrés** 147
- Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées 148
- Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs 151
- Projet annuel de performances : Justification des crédits 176
- Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions 186

**Programme 214 : Soutien de la politique de l'éducation nationale** 189
- Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées 190
- Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs 193
- Projet annuel de performances : Justification des crédits 208
- Projet annuel de performances : Opérateurs 229
- Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions 238

**Programme 143 : Enseignement technique agricole** 241
- Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées 242
- Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs 246
- Projet annuel de performances : Justification des crédits 257
- Projet annuel de performances : Opérateurs 271
- Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions 274

# Récapitulations des crédits et des emplois de la mission

## Récapitulation des crédits et des emplois par programme

| Programme | Ministre intéressé | Autorisations d'engagement pour 2006 | Crédits de paiement pour 2006 | Plafond d'emplois autorisé pour 2006 exprimé en ETPT |
|---|---|---|---|---|
| Enseignement scolaire public du premier degré | Ministre de l'éducation nation., de l'enseign. sup. et de la recherche | 15.767.413.101 | 15.767.413.101 | 335.398 |
| Enseignement scolaire public du second degré | Ministre de l'éducation nation., de l'enseign. sup. et de la recherche | 27.790.376.346 | 27.790.376.346 | 477.605 |
| Vie de l'élève | Ministre de l'éducation nation., de l'enseign. sup. et de la recherche | 5.905.822.859 | 5.905.822.859 | 131.783 |
| Enseignement privé du premier et du second degrés | Ministre de l'éducation nation., de l'enseign. sup. et de la recherche | 7.045.695.706 | 7.045.695.706 | 131.615 |
| Soutien de la politique de l'éducation nationale | Ministre de l'éducation nation., de l'enseign. sup. et de la recherche | 1.971.991.191 | 1.967.941.541 | 28.163 |
| Enseignement technique agricole | Ministre de l'agriculture et de la pêche | 1.259.204.474 | 1.259.470.974 | 18.955 |
| **Totaux** | | **59.740.503.677** | **59.736.720.527** | **1.123.519** |

# Récapitulation des crédits par programme et action

| Numéro et intitulé du programme et de l'action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ouvertes en LFI pour 2005 | Demandées pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 | Ouverts en LFI pour 2005 | Demandés pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
| **140 Enseignement scolaire public du premier degré** | **14.613.782.586** | **15.767.413.101** | | **14.613.782.586** | **15.767.413.101** | |
| 01 Enseignement pré-élémentaire | 3.699.719.042 | 3.878.902.523 | | 3.699.719.042 | 3.878.902.523 | |
| 02 Enseignement élémentaire | 6.693.573.875 | 7.393.430.851 | | 6.693.573.875 | 7.393.430.851 | |
| 03 Besoins éducatifs particuliers | 1.250.203.672 | 1.382.520.492 | | 1.250.203.672 | 1.382.520.492 | |
| 04 Formation des personnels enseignants | 1.007.566.952 | 845.264.164 | | 1.007.566.952 | 845.264.164 | |
| 05 Remplacement | 1.172.340.852 | 1.276.542.585 | | 1.172.340.852 | 1.276.542.585 | |
| 06 Pilotage et encadrement pédagogique | 681.245.706 | 824.264.068 | | 681.245.706 | 824.264.068 | |
| 07 Personnels en situations diverses | 109.132.487 | 166.488.418 | | 109.132.487 | 166.488.418 | |
| **141 Enseignement scolaire public du second degré** | **24.820.364.813** | **27.790.376.346** | **30.320.000** | **24.820.364.813** | **27.790.376.346** | **30.320.000** |
| 01 Enseignement en collège | 9.341.700.754 | 9.895.867.678 | | 9.341.700.754 | 9.895.867.678 | |
| 02 Enseignement général et technologique en lycée | 5.509.348.864 | 5.971.867.725 | | 5.509.348.864 | 5.971.867.725 | |
| 03 Enseignement professionnel sous statut scolaire | 3.550.622.168 | 3.718.009.861 | 320.000 | 3.550.622.168 | 3.718.009.861 | 320.000 |
| 04 Apprentissage | 5.130.373 | 27.664.459 | | 5.130.373 | 27.664.459 | |
| 05 Enseignement post-baccalauréat en lycée | 1.455.775.509 | 1.797.897.664 | | 1.455.775.509 | 1.797.897.664 | |
| 06 Besoins éducatifs particuliers | 1.046.088.241 | 1.033.339.271 | | 1.046.088.241 | 1.033.339.271 | |
| 07 Aide à l'insertion professionnelle | 35.976.888 | 49.299.409 | 23.000.000 | 35.976.888 | 49.299.409 | 23.000.000 |
| 08 Information et orientation | 266.270.786 | 254.000.932 | | 266.270.786 | 254.000.932 | |
| 09 Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience | 69.811.968 | 188.949.654 | 7.000.000 | 69.811.968 | 188.949.654 | 7.000.000 |
| 10 Formation des personnels enseignants et d'orientation | 682.130.518 | 671.832.126 | | 682.130.518 | 671.832.126 | |
| 11 Remplacement | 905.230.368 | 1.027.996.660 | | 905.230.368 | 1.027.996.660 | |
| 12 Pilotage, administration et encadrement pédagogique | 1.641.274.000 | 2.806.593.424 | | 1.641.274.000 | 2.806.593.424 | |
| 13 Personnels en situations diverses | 162.064.710 | 208.445.405 | | 162.064.710 | 208.445.405 | |
| 14 Subventions globalisées aux EPLE | 148.939.666 | 138.612.078 | | 148.939.666 | 138.612.078 | |
| **230 Vie de l'élève** | **6.652.114.812** | **5.905.822.859** | | **6.652.114.812** | **5.905.822.859** | |
| 01 Vie scolaire et éducation à la responsabilité | 2.372.484.268 | 1.983.390.219 | | 2.372.484.268 | 1.983.390.219 | |
| 02 Santé scolaire | 269.413.908 | 332.349.193 | | 269.413.908 | 332.349.193 | |
| 03 Accompagnement des élèves handicapés | 194.375.332 | 184.034.620 | | 194.375.332 | 184.034.620 | |
| 04 Action sociale | 649.055.173 | 614.135.083 | | 649.055.173 | 614.135.083 | |
| 05 Accueil et service aux élèves | 3.166.786.131 | 2.791.913.744 | | 3.166.786.131 | 2.791.913.744 | |
| **139 Enseignement privé du premier et du second degrés** | **6.886.098.493** | **7.045.695.706** | | **6.886.098.493** | **7.045.695.706** | |
| 01 Enseignement pré-élémentaire | 527.932.951 | 562.365.331 | | 527.932.951 | 562.365.331 | |
| 02 Enseignement élémentaire | 943.008.705 | 1.003.191.495 | | 943.008.705 | 1.003.191.495 | |
| 03 Enseignement en collège | 1.803.544.841 | 1.771.726.305 | | 1.803.544.841 | 1.771.726.305 | |
| 04 Enseignement général et technologique en lycée | 1.059.857.892 | 1.094.189.214 | | 1.059.857.892 | 1.094.189.214 | |
| 05 Enseignement professionnel sous statut scolaire | 704.272.324 | 728.521.771 | | 704.272.324 | 728.521.771 | |
| 06 Enseignement post-baccalauréat en lycée | 235.258.647 | 247.448.484 | | 235.258.647 | 247.448.484 | |
| 07 Dispositifs spécifiques de scolarisation | 131.847.592 | 142.859.593 | | 131.847.592 | 142.859.593 | |
| 08 Actions sociales en faveur des élèves | 67.984.200 | 68.052.200 | | 67.984.200 | 68.052.200 | |
| 09 Fonctionnement des établissements | 835.090.245 | 848.362.179 | | 835.090.245 | 848.362.179 | |
| 10 Formation initiale et continue des enseignants | 130.704.841 | 160.902.645 | | 130.704.841 | 160.902.645 | |
| 11 Remplacement | 168.200.632 | 149.374.349 | | 168.200.632 | 149.374.349 | |

| Numéro et intitulé du programme et de l'action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ouvertes en LFI pour 2005 | Demandées pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 | Ouverts en LFI pour 2005 | Demandés pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
| 12 Soutien | 278.395.623 | 268.702.140 | | 278.395.623 | 268.702.140 | |
| **214 Soutien de la politique de l'éducation nationale** | **2.053.154.469** | **1.971.991.191** | **618.910** | **2.049.086.469** | **1.967.941.541** | **618.910** |
| 01 Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche | 378.552.359 | 364.181.203 | | 378.552.359 | 364.181.203 | |
| 02 Évaluation et contrôle | 52.284.345 | 51.652.657 | 260.000 | 52.284.345 | 51.652.657 | 260.000 |
| 03 Communication | 17.932.471 | 18.555.844 | | 17.932.471 | 18.555.844 | |
| 04 Expertise juridique | 17.836.672 | 15.294.653 | | 17.836.672 | 15.294.653 | |
| 05 Action internationale | 17.092.488 | 17.064.248 | | 17.092.488 | 17.064.248 | |
| 06 Politique des ressources humaines | 579.053.834 | 567.395.519 | 16.000 | 579.110.834 | 567.452.519 | 16.000 |
| 07 Établissements d'appui de la politique éducative | 157.227.768 | 158.558.155 | | 157.185.768 | 158.516.155 | |
| 08 Logistique, système d'information, immobilier | 514.761.763 | 626.503.106 | 342.910 | 510.678.763 | 622.438.456 | 342.910 |
| 09 Certification | 207.166.396 | 142.339.433 | | 207.166.396 | 142.339.433 | |
| 10 Transports scolaires | 111.246.373 | 10.446.373 | | 111.246.373 | 10.446.373 | |
| **143 Enseignement technique agricole** | **1.198.196.953** | **1.259.204.474** | **2.800.000** | **1.198.083.953** | **1.259.470.974** | **2.800.000** |
| 01 Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics | 638.027.316 | 687.261.373 | | 637.935.316 | 687.527.873 | |
| 02 Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés | 469.112.200 | 483.255.062 | | 469.091.200 | 483.255.062 | |
| 03 Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) | 73.272.549 | 77.590.224 | | 73.272.549 | 77.590.224 | |
| 04 Évolution des compétences et dynamique territoriale | 13.669.671 | 6.665.671 | 2.800.000 | 13.669.671 | 6.665.671 | 2.800.000 |
| 05 Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé | 4.115.217 | 4.432.144 | | 4.115.217 | 4.432.144 | |

# Présentation des crédits par programme et titre

| Numéro et intitulé du programme et du titre | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ouvertes en LFI pour 2005 | Demandées pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 | Ouverts en LFI pour 2005 | Demandés pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
| **140 Enseignement scolaire public du premier degré** | **14.613.782.586** | **15.767.413.101** | | **14.613.782.586** | **15.767.413.101** | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 14.522.954.628 | 15.689.910.051 | | 14.522.954.628 | 15.689.910.051 | |
| Autres dépenses : | 90.827.958 | 77.503.050 | | 90.827.958 | 77.503.050 | |
| *Titre 3. Dépenses de fonctionnement* | *58.962.373* | *51.506.952* | | *58.962.373* | *51.506.952* | |
| *Titre 6. Dépenses d'intervention* | *31.865.585* | *25.996.098* | | *31.865.585* | *25.996.098* | |
| **141 Enseignement scolaire public du second degré** | **24.820.364.813** | **27.790.376.346** | **30.320.000** | **24.820.364.813** | **27.790.376.346** | **30.320.000** |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 24.594.127.714 | 27.579.464.168 | 23.320.000 | 24.594.127.714 | 27.579.464.168 | 23.320.000 |
| Autres dépenses : | 226.237.099 | 210.912.178 | 7.000.000 | 226.237.099 | 210.912.178 | 7.000.000 |
| *Titre 3. Dépenses de fonctionnement* | *59.283.936* | *51.885.760* | *7.000.000* | *59.283.936* | *51.885.760* | *7.000.000* |
| *Titre 6. Dépenses d'intervention* | *166.953.163* | *159.026.418* | | *166.953.163* | *159.026.418* | |
| **230 Vie de l'élève** | **6.652.114.812** | **5.905.822.859** | | **6.652.114.812** | **5.905.822.859** | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 5.214.430.818 | 4.230.650.840 | | 5.214.430.818 | 4.230.650.840 | |
| Autres dépenses : | 1.437.683.994 | 1.675.172.019 | | 1.437.683.994 | 1.675.172.019 | |
| *Titre 3. Dépenses de fonctionnement* | *57.667.860* | *50.409.604* | | *57.667.860* | *50.409.604* | |
| *Titre 6. Dépenses d'intervention* | *1.380.016.134* | *1.624.762.415* | | *1.380.016.134* | *1.624.762.415* | |
| **139 Enseignement privé du premier et du second degrés** | **6.886.098.493** | **7.045.695.706** | | **6.886.098.493** | **7.045.695.706** | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 5.929.908.531 | 6.076.165.810 | | 5.929.908.531 | 6.076.165.810 | |
| Autres dépenses : | 956.189.962 | 969.529.896 | | 956.189.962 | 969.529.896 | |
| *Titre 3. Dépenses de fonctionnement* | *2.170.331* | *2.170.331* | | *2.170.331* | *2.170.331* | |
| *Titre 6. Dépenses d'intervention* | *954.019.631* | *967.359.565* | | *954.019.631* | *967.359.565* | |
| **214 Soutien de la politique de l'éducation nationale** | **2.053.154.469** | **1.971.991.191** | **618.910** | **2.049.086.469** | **1.967.941.541** | **618.910** |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 1.271.240.209 | 1.277.771.444 | | 1.271.240.209 | 1.277.771.444 | |
| Autres dépenses : | 781.914.260 | 694.219.747 | 618.910 | 777.846.260 | 690.170.097 | 618.910 |
| *Titre 3. Dépenses de fonctionnement* | *559.766.971* | *571.076.541* | *618.910* | *559.724.971* | *571.391.541* | *618.910* |
| *Titre 5. Dépenses d'investissement* | *58.040.000* | *54.813.300* | | *47.804.000* | *44.595.650* | |
| *Titre 6. Dépenses d'intervention* | *164.107.289* | *68.329.906* | | *170.317.289* | *74.182.906* | |
| **143 Enseignement technique agricole** | **1.198.196.953** | **1.259.204.474** | **2.800.000** | **1.198.083.953** | **1.259.470.974** | **2.800.000** |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 810.930.125 | 867.945.275 | | 810.930.125 | 867.945.275 | |
| Autres dépenses : | 387.266.828 | 391.259.199 | 2.800.000 | 387.153.828 | 391.525.699 | 2.800.000 |
| *Titre 3. Dépenses de fonctionnement* | *11.167.503* | *10.353.427* | | *11.167.503* | *10.353.427* | |
| *Titre 5. Dépenses d'investissement* | *800.000* | *170.000* | | *708.000* | *436.500* | |
| *Titre 6. Dépenses d'intervention* | *375.299.325* | *380.735.772* | *2.800.000* | *375.278.325* | *380.735.772* | *2.800.000* |
| **Totaux pour la mission** | **56.223.712.126** | **59.740.503.677** | **33.738.910** | **56.219.531.126** | **59.736.720.527** | **33.738.910** |
| *Dont :* | | | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 52.343.592.025 | 55.721.907.588 | 23.320.000 | 52.343.592.025 | 55.721.907.588 | 23.320.000 |
| Autres dépenses : | 3.880.120.101 | 4.018.596.089 | 10.418.910 | 3.875.939.101 | 4.014.812.939 | 10.418.910 |
| *Titre 3. Dépenses de fonctionnement* | *749.018.974* | *737.402.615* | *7.618.910* | *748.976.974* | *737.717.615* | *7.618.910* |
| *Titre 5. Dépenses d'investissement* | *58.840.000* | *54.983.300* | | *48.512.000* | *45.032.150* | |
| *Titre 6. Dépenses d'intervention* | *3.072.261.127* | *3.226.210.174* | *2.800.000* | *3.078.450.127* | *3.232.063.174* | *2.800.000* |

# Programme 140 :
# Enseignement scolaire public du premier degré

# Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

## Présentation par action et titre des crédits demandés pour 2006

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 3.870.152.776 | 1.916.997 | 6.832.750 | **3.878.902.523** | |
| 02 | Enseignement élémentaire | 7.351.675.772 | 22.675.537 | 19.079.542 | **7.393.430.851** | |
| 03 | Besoins éducatifs particuliers | 1.377.572.957 | 4.863.729 | 83.806 | **1.382.520.492** | |
| 04 | Formation des personnels enseignants | 828.438.101 | 16.826.063 | 0 | **845.264.164** | |
| 05 | Remplacement | 1.276.542.585 | | | **1.276.542.585** | |
| 06 | Pilotage et encadrement pédagogique | 819.039.442 | 5.224.626 | | **824.264.068** | |
| 07 | Personnels en situations diverses | 166.488.418 | | | **166.488.418** | |
| **Totaux** | | **15.689.910.051** | **51.506.952** | **25.996.098** | **15.767.413.101** | |

### Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 3.870.152.776 | 1.916.997 | 6.832.750 | **3.878.902.523** | |
| 02 | Enseignement élémentaire | 7.351.675.772 | 22.675.537 | 19.079.542 | **7.393.430.851** | |
| 03 | Besoins éducatifs particuliers | 1.377.572.957 | 4.863.729 | 83.806 | **1.382.520.492** | |
| 04 | Formation des personnels enseignants | 828.438.101 | 16.826.063 | 0 | **845.264.164** | |
| 05 | Remplacement | 1.276.542.585 | | | **1.276.542.585** | |
| 06 | Pilotage et encadrement pédagogique | 819.039.442 | 5.224.626 | | **824.264.068** | |
| 07 | Personnels en situations diverses | 166.488.418 | | | **166.488.418** | |
| **Totaux** | | **15.689.910.051** | **51.506.952** | **25.996.098** | **15.767.413.101** | |

## Présentation par action et titre des crédits votés pour 2005 (loi de finances initiale)

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 3.690.134.056 | 1.916.997 | 7.667.989 | **3.699.719.042** | |
| 02 | Enseignement élémentaire | 6.639.644.203 | 29.814.778 | 24.114.894 | **6.693.573.875** | |
| 03 | Besoins éducatifs particuliers | 1.245.257.241 | 4.863.729 | 82.702 | **1.250.203.672** | |
| 04 | Formation des personnels enseignants | 990.424.709 | 17.142.243 | | **1.007.566.952** | |
| 05 | Remplacement | 1.172.340.852 | | | **1.172.340.852** | |
| 06 | Pilotage et encadrement pédagogique | 676.021.080 | 5.224.626 | | **681.245.706** | |
| 07 | Personnels en situations diverses | 109.132.487 | | | **109.132.487** | |
| **Totaux** | | **14.522.954.628** | **58.962.373** | **31.865.585** | **14.613.782.586** | |

### Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 3.690.134.056 | 1.916.997 | 7.667.989 | **3.699.719.042** | |
| 02 | Enseignement élémentaire | 6.639.644.203 | 29.814.778 | 24.114.894 | **6.693.573.875** | |
| 03 | Besoins éducatifs particuliers | 1.245.257.241 | 4.863.729 | 82.702 | **1.250.203.672** | |
| 04 | Formation des personnels enseignants | 990.424.709 | 17.142.243 | | **1.007.566.952** | |
| 05 | Remplacement | 1.172.340.852 | | | **1.172.340.852** | |
| 06 | Pilotage et encadrement pédagogique | 676.021.080 | 5.224.626 | | **681.245.706** | |
| 07 | Personnels en situations diverses | 109.132.487 | | | **109.132.487** | |
| **Totaux** | | **14.522.954.628** | **58.962.373** | **31.865.585** | **14.613.782.586** | |

## Présentation des crédits par titre et catégorie

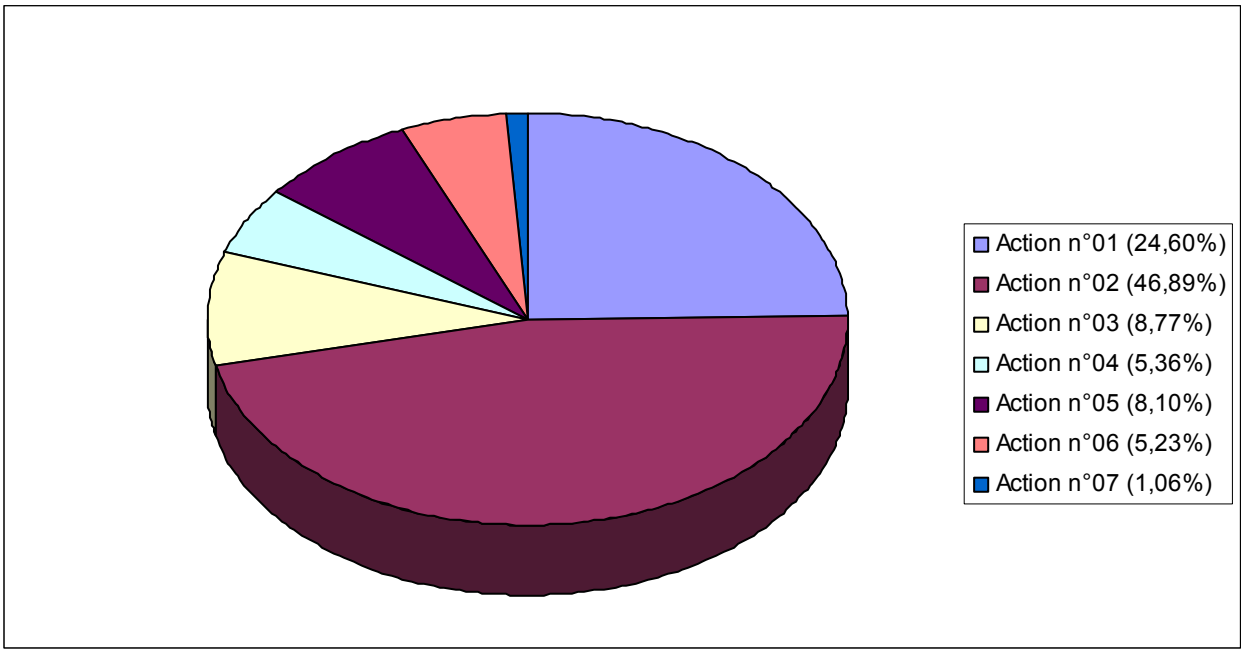
| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consommées en 2004 | Ouvertes en LFI pour 2005 | Demandées pour 2006 | Consommés en 2004 | Ouverts en LFI pour 2005 | Demandés pour 2006 |
| **Titre 2. Dépenses de personnel** | | **14.522.954.628** | **15.689.910.051** | | **14.522.954.628** | **15.689.910.051** |
| Rémunérations d'activité | | 9.478.546.033 | 9.695.334.473 | | 9.478.546.033 | 9.695.334.473 |
| Cotisations et contributions sociales | | 4.887.393.451 | 5.928.338.608 | | 4.887.393.451 | 5.928.338.608 |
| Prestations sociales et allocations diverses | | 157.015.144 | 66.236.970 | | 157.015.144 | 66.236.970 |
| **Titre 3. Dépenses de fonctionnement** | | **58.962.373** | **51.506.952** | | **58.962.373** | **51.506.952** |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 58.962.373 | 51.506.952 | | 58.962.373 | 51.506.952 |
| **Titre 6. Dépenses d'intervention** | | **31.865.585** | **25.996.098** | | **31.865.585** | **25.996.098** |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 30.988.680 | 25.119.200 | | 30.988.680 | 25.119.200 |
| Transferts aux autres collectivités | | 876.905 | 876.898 | | 876.905 | 876.898 |
| **Totaux** | | **14.613.782.586** | **15.767.413.101** | | **14.613.782.586** | **15.767.413.101** |

# Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs

## Présentation par action des crédits demandés pour 2006

| Numéro et intitulé de l'action | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 3.878.902.523 | 3.878.902.523 |
| 02 | Enseignement élémentaire | 7.393.430.851 | 7.393.430.851 |
| 03 | Besoins éducatifs particuliers | 1.382.520.492 | 1.382.520.492 |
| 04 | Formation des personnels enseignants | 845.264.164 | 845.264.164 |
| 05 | Remplacement | 1.276.542.585 | 1.276.542.585 |
| 06 | Pilotage et encadrement pédagogique | 824.264.068 | 824.264.068 |
| 07 | Personnels en situations diverses | 166.488.418 | 166.488.418 |
| **Totaux** | | **15.767.413.101** | **15.767.413.101** |

## Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2006



# Présentation du programme

**• Finalités générales du programme**

L'école primaire apporte aux élèves les instruments (maîtrise de la langue française, de la numération et du calcul) et les éléments fondamentaux du savoir. Elle permet à chacun d'étendre sa conscience du temps et de l'espace, sa connaissance des milieux vivants et des objets du monde moderne, de l'histoire et de la géographie de la France et de l'Europe, des œuvres majeures du patrimoine accessibles à l'enfance ; elle propose l'apprentissage d'une première langue vivante étrangère.

Elle conduit tous les élèves à exercer et développer leur intelligence, leur sociabilité, leur curiosité, leur sensibilité, leurs aptitudes manuelles, physiques et artistiques, en aménageant si besoin est les conditions de leur scolarité. Elle favorise l'acquisition de savoirs méthodologiques et prépare à suivre dans de bonnes conditions la scolarité du collège, en assurant l'acquisition des connaissances et compétences indispensables en vue de la maîtrise à terme du socle commun exigible en fin de scolarité obligatoire.

Elle contribue à prévenir les difficultés scolaires, à dépister les handicaps et à compenser les inégalités.

Le cycle des apprentissages fondamentaux commence en grande section d'école maternelle et se poursuit pendant les deux premières années de l'école élémentaire (cours préparatoire et cours élémentaire première année) ; le cycle des approfondissements correspond aux trois dernières années de l'école élémentaire (cours élémentaire deuxième année, cours moyen première et deuxième années).

Les programmes, rénovés en 2002, précisent les compétences exigibles à la fin de l'école maternelle et de chaque cycle de l'école élémentaire.

Ainsi se définit ce que l'on est en droit d'attendre de l'école primaire, premier niveau d'une culture commune.

L'école primaire est l'élément de service public le plus présent sur le territoire : dans plus de 2 communes sur 3.

***L'éducation prioritaire***

L'égalité des chances est un principe fondateur du système éducatif français. La politique d'éducation prioritaire en est une des expressions les plus ambitieuses. Elle concerne un élève sur cinq.

La politique mise en œuvre en faveur des ZEP (zones d'éducation prioritaire) et des REP (réseaux d'éducation prioritaire) conduit à une différence de traitement pour compenser un déséquilibre reconnu, lié à la concentration de populations qui partagent certaines caractéristiques (essentiellement sociales et souvent culturelles) en relation avec une plus grande vulnérabilité face aux exigences scolaires.

L'objectif central est ici de renforcer la prévention des difficultés et, à terme, d'améliorer les résultats scolaires par des actions éducatives et pédagogiques centrées sur les besoins des élèves ; les objectifs et les programmes sont ceux de toutes les écoles primaires.

Des moyens importants sont mis en œuvre : tous les personnels bénéficient de mesures spécifiques ; les classes y comptent en moyenne deux élèves de moins que les autres ; l'engagement financier du ministère y est de 10 à 15 % plus élevé qu'ailleurs.

**• Action législative et réglementaire**

- Loi n°2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école (intégrée dans le Code de l'Education),

- Décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires modifié,

- Arrêtés du 25 janvier 2002 relatifs aux horaires et aux programmes de l'enseignement primaire.

**• Éléments de contexte**

***L'école primaire en 2004-2005*** (Public, FM+DOM)

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre d'élèves | | | 5.688.200 |
| Nombre d'enseignants | | | 318.381 |
| Nombre d'écoles | | | 51.155 |
| dont (données 1998) | % | à classe unique | *13,7* |
| | % | de 1 à 3 classes | *45,8* |
| | % | de 8 classes et plus | *15,8* |
| Après une baisse liée à l'évolution démographique, l'école connaît depuis 3 ans un accroissement sensible des effectifs du niveau préélémentaire ; en 2004, cette tendance se confirme dans le préélémentaire et atteint l'élémentaire ; elle devrait se prolonger en 2005 et 2006 (respectivement +47.000 et +43 000 élèves). | | | |

Sources : MEN-DEP / DESCO

**• Environnement** (partenaires / co-financeurs)

Les communes, propriétaires des locaux, assurent la construction, les réparations, l'équipement et le fonctionnement des écoles.

Le conseil municipal décide de la création et de l'implantation des écoles après avis du représentant de l'Etat.

Les conseils généraux, responsables des transports scolaires sont partenaires de l'Ecole pour tout ce qui a trait à l'aide sociale à l'enfance, à la protection maternelle et infantile, à la politique en faveur des handicapés. De par leurs responsabilités en matière de gestion d'équipements à vocation culturelle, ils contribuent à la politique scolaire de la lecture, en particulier en milieu rural.

**• Acteurs et pilotage du programme**

La mise en œuvre de ce programme, placé sous la responsabilité du directeur de l'enseignement scolaire est fortement déconcentrée : sous l'autorité des recteurs d'académie, l'enseignement primaire est piloté au niveau départemental par les inspecteurs d'académie-DSDEN.

Cette déconcentration conduit à la fixation d'objectifs académiques.

La répartition des moyens entre les académies est critérisée et s'accompagne de la définition d'un BOP par académie constitué d'unités opérationnelles au niveau académique ou départemental.

**• Présentation de la structuration en actions**

- Action 1 : Enseignement préélémentaire ;
- Action 2 : Enseignement élémentaire ;
- Action 3 : Besoins éducatifs particuliers ;
- Action 4 : Formation des enseignants ;
- Action 5 : Remplacement ;
- Action 6 : Pilotage et encadrement de proximité ;
- Action 7 : Personnels en situations diverses.

## Présentation des actions



### Action n° 01 : Enseignement pré-élémentaire

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

La scolarisation pré-élémentaire concerne les enfants de deux ans à six ans. L'école a l'obligation d'accueillir tous les enfants de 3 ans dont les parents en font la demande. Les enfants qui ont atteint l'âge de deux ans au jour de la rentrée scolaire peuvent être admis dans les écoles et les classes maternelles dans la limite des places disponibles. L'accueil des enfants de moins de trois ans est assuré en priorité dans les écoles et classes maternelles situées dans un environnement social défavorisé.

Cette scolarisation peut se réaliser :
- dans des écoles maternelles de plein exercice,
- dans des classes maternelles intégrées dans des écoles primaires,
- dans les sections enfantines des classes primaires, où sont admis, en l'absence d'école ou de classe maternelle, les enfants de 5 ans dont les parents en font la demande.

Lieu de la première socialisation collective hors de la famille pour la majorité des enfants, l'école maternelle leur apprend la vie en collectivité. Elle vise à développer toutes les possibilités de chacun, afin de lui permettre de former sa personnalité et de lui donner les meilleures chances de réussir à l'école élémentaire. Elle participe aussi au dépistage des difficultés sensorielles, motrices ou intellectuelles et favorise leur traitement précoce (action 3).

Les programmes scolaires définis en 2002 structurent ses apports en cinq grands domaines d'activités, dont chacun est essentiel au développement de l'enfant et participe de manière active et complémentaire à la conquête du langage, priorité de cette étape de la scolarité car du niveau de langage acquis dépend pour l'essentiel la réussite de l'apprentissage de la lecture en cours préparatoire.

**L'enseignement pré-élémentaire en 2004-2005**
(Public, FM+DOM, sauf détail par âge : FM)

| | | |
|---|---|---|
| Nombre | 2 ans (FM) | 164.700 |
| | 3 ans (FM) | 676.100 |
| | 4 ans (FM) | 690.000 |
| | 5 ans (FM) | 653.000 |
| | 6 ans et plus (FM) | 8.500 |
| | Total FM | 2.192.300 |
| | Total FM + DOM | 2.285.100 |
| Nombre d'écoles maternelles | | 17.703 |

Source : MEN-DEP

Par le jeu et par des activités prenant progressivement une forme scolaire, l'envie d'apprendre, l'attention, la persévérance, la mémoire sont développées, de même que l'affirmation de soi et le respect des autres.

Les enfants acquièrent ainsi une première méthodologie de l'apprentissage ; c'est en ce sens que la scolarisation en maternelle prépare à l'école élémentaire, et non parce qu'elle exigerait de manière précoce, et prématurée pour la majorité des enfants, des acquisitions qui relèvent de la scolarité obligatoire.

**Évolution des effectifs en pré-élémentaire**
(Public, FM+DOM, en milliers)

| Estimations | | | | Prévisions | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| 2 238,2 | 2 248,4 | 2 273,4 | 2 285,1 | 2 300,5 | 2 288,4 |

Source : MEN-DEP



### Action n° 02 : Enseignement élémentaire

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'école élémentaire correspond aux cinq premières années de la scolarisation obligatoire. Ses élèves ont en règle générale entre 6 et 11 ans. Ils ont quasiment tous eu antérieurement un long cursus à l'école maternelle et des acquis sur lesquels elle doit s'appuyer.

**Évolution des effectifs en élémentaire**
(yc CLIS et adaptation, en milliers)

| Estimations | | | | Prévisions | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| 3.412,2 | 3.397,2 | 3.382,8 | 3.403,0 | 3.434,4 | 3.489,2 |

Source : MEN-DEP

Les exigences de l'école primaire ont changé de nature depuis qu'elle prépare tous ses élèves à devenir des collégiens ; il faut désormais qu'ils maîtrisent les outils du travail intellectuel qui sera demandé dans le second degré. C'est en particulier ce qui rend impérieuse l'exigence de maîtrise de la langue française.

Les compétences-clés en vue de la scolarisation secondaire concernent tous les savoirs et savoir-faire qui constituent les bases et les conditions des acquisitions ultérieures. Il en va ainsi, depuis toujours, des domaines de la langue française (expression et compréhension orales, lecture et production d'écrit) et des mathématiques ; c'est en voie de le devenir pour la première langue vivante étrangère et pour les nouvelles technologies qui constituent, comme le français et les mathématiques, des domaines constitutifs du socle commun exigible en fin de scolarité obligatoire. Ce socle commun comprend par ailleurs des éléments appartenant aux autres disciplines, pour lesquelles les apprentissages de l'école élémentaire ne constituent pas stricto sensu des conditions des apprentissages ultérieurs. Ces acquisitions ont néanmoins une importance reconnue en tant que repères culturels et pour développer la curiosité, la mémoire et des attitudes méthodologiques favorables au travail intellectuel.

L'école élémentaire prend en compte les difficultés et les rythmes d'apprentissage ; l'attention personnalisée portée à chaque élève permet d'organiser les adaptations nécessaires à ses progrès, en particulier sous la forme d'un programme personnalisé de réussite éducative : à l'intérieur de la classe par un soutien adapté, ou en relation avec un professionnel spécialisé si la nature et l'ampleur des difficultés requièrent des mesures spécifiques (voir action 3).



## Action n° 03 : Besoins éducatifs particuliers

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Pour atteindre l'objectif principal de ce programme, le système éducatif se doit, à la fois, d'assurer la scolarisation de tous les enfants en âge d'aller à l'école en proposant des aménagements adaptés aux besoins particuliers de certains d'entre eux (enfants du voyage, enfants non francophones, enfants malades ou handicapés) et de favoriser la réussite scolaire de chacun en développant des aides spécifiques, différentes selon la nature des besoins.

**3.1 Prévention et traitement des difficultés scolaires** (dont réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté - RASED).

A l'école maternelle, certains élèves manifestent des difficultés observables dès les premiers apprentissages.

A l'école élémentaire, l'entrée dans les apprentissages systématiques et structurés prévus par les programmes constitue un moment délicat qui expose les élèves qui n'y sont pas prêts à des risques d'échec difficilement compensés par la suite.

Lorsque l'action du maître ne suffit pas, il est nécessaire de recourir, dès l'école maternelle et tout au long de l'école élémentaire, à des aides spécialisées : celles-ci ont une finalité de prévention précoce et visent à éviter l'aggravation des difficultés ou constituent des remédiations quand les problèmes sont avérés voire structurés.

Les aides spécialisées peuvent être dispensées soit en petits groupes, soit individuellement, parfois dans le cadre même de la classe, l'enseignant spécialisé co-intervenant avec le maître de la classe dans laquelle l'élève reste inscrit.

Pour conduire ces actions, sont affectés aux RASED organisés dans chaque circonscription d'enseignement du premier degré :
- des enseignants spécialisés titulaires d'un diplôme spécifique : certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaire (CAPSAIS) transformé en 2004 en certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap (CAPA-SH) ; ces certificats comportent plusieurs options en rapport avec la diversité des besoins des élèves ; ils dispensent aux élèves soit des aides à dominante pédagogique (option E : 7.324 postes en 2004-2005), soit des aides à dominante rééducative (option G : 3.928 postes en 2004-2005) ;

- des psychologues scolaires (3.624 postes en 2004-2005).

**3.2 Intégration des primo arrivants**

Les enfants étrangers nouvellement arrivés en France, en âge de fréquenter l'école élémentaire, bénéficient d'aménagements de leur scolarité s'ils ne connaissent pas la langue française ou/et s'ils n'ont jamais été scolarisés antérieurement ou seulement très peu.

L'objectif est de les conduire le plus rapidement possible à un usage de la langue française compatible avec les exigences des apprentissages qu'ils doivent faire en milieu scolaire compte tenu de leur âge.

Les élèves sont inscrits dans les classes du cursus normal correspondant à leur âge et à leur niveau ; ils sont en même temps inscrits dans une classe d'initiation (CLIN) pour un regroupement journalier de plusieurs heures afin d'y recevoir un enseignement intensif du français adapté à leur situation, dans un groupe de 15 élèves maximum. Le but est de

réaliser leur intégration à temps complet dans une classe ordinaire le plus vite possible.

Si le nombre d'élèves ne permet pas de constituer une CLIN, des cours intensifs de français (cours de rattrapage intégré - CRI) sont apportés par un enseignant itinérant qui intervient dans l'école.

Les CLIN sont confiées à des enseignants volontaires, formés à l'enseignement du français langue seconde, formation et compétences qu'il est désormais possible de valider par une certification supplémentaire.

***La scolarisation des primo arrivants au cours des 4 dernières années***

| | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|
| Nombre moyen d'élèves primo-arrivants | 15.967 | 18.071 | 18.432 | 19.375 |
| Effectifs d'élèves en CLIN et CRI | | 13.600 | 13.676 | 14.628 |

Sources : MEN-DEP/DESCO

Une convention conclue entre la direction de l'enseignement scolaire, la direction des populations et des migrations et le FASILD) fournit le cadre national du partenariat mis en œuvre avec les responsables départementaux de l'accueil des immigrants et le FASILD.

**3.3 Scolarisation des élèves malades ou handicapés**

L'objet est double : faciliter l'accès de l'école à tous les élèves présentant un handicap ou une maladie invalidante ou durable, leur permettre de réaliser tous les apprentissages scolaires dont ils sont capables en adaptant l'environnement pédagogique en fonction de leurs besoins.

L'accès à la scolarité en milieu ordinaire de certains élèves à autonomie restreinte nécessite parfois un accompagnement assuré par un assistant d'éducation auxiliaire de vie scolaire (AVS, voir programme « Vie de l'élève »), parfois aussi, des aides techniques (matériels informatiques avec logiciels ou périphériques adaptés par exemple).

Dans chaque cas, les modalités de scolarisation :

- soit intégration individuelle dans une classe ordinaire, si besoin avec un AVS : environ 30.000 élèves en 2002-2003,
- soit affectation dans une classe d'intégration scolaire (CLIS) : classe à petit effectif réunissant, pour certaines séquences d'apprentissage, des élèves ayant des besoins relativement proche (37.000 élèves en 2002-2003),

sont précisées dans le cadre d'un projet individualisé élaboré en association étroite avec les parents de l'enfant et avec d'autres intervenants, soignants ou rééducateurs.

En 2004-2005, 3.872 postes spécialisés ont été affectés à ces CLIS. Les enseignants qui y sont affectés doivent être titulaires du CAPA-SH (ex CAPSAIS) dans l'option correspondant aux besoins des élèves.

**3.4 Enseignement à l'extérieur de l'école**

L'objet est d'assurer la continuité du cursus scolaire d'élèves momentanément ou durablement éloignés de l'école en leur dispensant un enseignement, soit à domicile, soit dans un établissement sanitaire ou médico-éducatif.

L'élève peut bénéficier de l'intervention d'un enseignant rémunéré en heures complémentaires dans le cadre du service d'assistance pédagogique à domicile (SAPAD). Au cours de l'année 2002-2003, 1.815 demandes de SAPAD ont été effectuées pour des élèves du 1er degré, 84 % d'entre elles ont pu être satisfaites.

L'élève peut aussi avoir besoin d'une prise en charge globale dans un établissement sanitaire ou médico-éducatif. Au sein de ces établissements, les enseignements sont assurés par des enseignants du premier degré, titulaires du CAPA-SH (ex CAPSAIS) et affectés sur des postes mis à la disposition de l'établissement.

3.762 postes d'enseignants du premier degré sont affectés à des établissements médico-éducatifs qui accueillaient en 2001 près de 102.000 enfants de 6 à 20 ans ou plus.

859 postes d'enseignants du premier degré sont affectés dans les établissements sanitaires. Près de 13.000 élèves y sont accueillis annuellement.

Pour assurer, dans ou hors l'école, les soins et/ou rééducations nécessaires aux élèves malades ou handicapés, des partenariats peuvent être noués (par voir conventionnelle) avec des établissements ou services sanitaires ou médico-éducatifs ou des personnels para-médicaux exerçant en libéral.

La loi pour l'égalité des droits et des chances, sur la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a été promulguée le 11 février 2005. Ses principales dispositions, applicables à partir du 1er janvier 2006, conforteront la priorité assignée à la scolarisation en milieu ordinaire de ces élèves, tout en assurant une meilleure complémentarité entre l'école et les établissements ou services spécialisés.



## Action n° 04 : Formation des personnels enseignants

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

La formation des enseignants est pour l'institution scolaire l'un des principaux leviers d'action : il s'agit donc par la formation initiale (dont la responsabilité est partagée entre plusieurs missions et programmes) et par la formation continue, (qui relève entièrement du présent programme) de faire en sorte que la formation «académique» et «professionnelle» des enseignants du premier degré permette à l'école de disposer d'un potentiel de personnels qualitativement adapté.

Si la formation initiale des professeurs des écoles relève en grande partie des IUFM (programme enseignement supérieur et recherche) et est fortement liée au recrutement

(programme soutien), le milieu scolaire y apporte une forte contribution.

Quant à la formation continue des enseignants du premier degré, elle s'effectue en totalité sur les moyens du présent programme.

***La formation initiale***

L'enseignement du premier degré est lié à la formation initiale des professeurs des écoles au travers de deux principaux modes d'action :

- le tissu scolaire participe à la préparation des épreuves professionnelles des concours de recrutement du professorat des écoles et à la professionnalisation des futurs enseignants en dégageant les moyens nécessaires à l'accueil des étudiants et stagiaires sur le terrain (écoles d'application, stages en responsabilité…) et en mettant à disposition des instituts universitaires de formation des maîtres un large potentiel de formateurs (instituteurs, professeurs des écoles, maîtres formateurs, conseillers pédagogiques) ;

- par ailleurs, les emplois des stagiaires de seconde année d'IUFM sont inclus dans ce programme ; ils représentent d'ailleurs des moyens d'enseignement qui permettent de dégager un potentiel de formation dans le cadre de la formation continue des enseignants du premier degré.

***La formation continue***

La formation continue des personnels du 1er degré a vocation à accompagner les évolutions pédagogiques et les orientations ministérielles par des plans départementaux de formation continue adaptés aux besoins des personnels et des projets d'école.

Touchant chaque année 1/3 des personnels concernés, elle mobilise à la fois des emplois du 1er degré (environ 1,1 %) et des crédits de fonctionnement.

Ces moyens sont également utilisés pour la spécialisation de certains enseignants en tant que conseillers pédagogiques ou enseignants spécialisés dans le domaine de l'adaptation et de l'intégration scolaires (personnel spécialisé du 1er degré (CAPA-SH), directeurs de SEGPA et d'établissements spécialisés (DDEAS), psychologues scolaires (DEPS) ainsi que pour la formation « initiale » des directeurs d'école à leur nouvelles fonctions.

**• Partenaires**

- Universités.

- Autres départements ministériels.

**• Acteurs**

- IUFM, inspecteurs, conseillers pédagogiques, associations.

**• Politique réglementaire**

- Décret 85-607 du 14 juin 1985 relatif à la formation professionnelle des fonctionnaires d'Etat.

- Circulaire 99-212 du 20 décembre 1999 : nouveau dispositif de formation continue des personnels enseignants des 1er et 2nd degrés, des personnels d'éducation et d'orientation.

- Circulaire n° 2001-150 du 27 juillet 2001 relative à l'accompagnement de l'entrée dans le métier et à la formation continue des enseignants des premier et second degrés et des personnels d'éducation et d'orientation.

- Décret n° 2004-13 du 5 janvier 2004 créant le certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap et le certificat complémentaire pour les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap.

- Arrêté du 5 janvier 2004 relatif à l'organisation de la formation professionnelle spécialisée à l'intention d'enseignants chargés des aides spécialisées, des enseignements adaptés et de la scolarisation des élèves en situation de handicap.



## Action n° 05 : Remplacement

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Les absences des enseignants sont liées à diverses raisons :
- formation continue ;
- stages longs de spécialisation AIS ;
- congés de maladie et de maternité.

Par cette action, l'Etat tente de concilier deux impératifs :
- que ces absences pénalisent le moins possible les élèves ;
- que le calibrage et l'organisation des moyens affectés permettent leur utilisation optimale.

Les personnels affectés au remplacement sont tous des enseignants titulaires.

Ils bénéficient d'une indemnité de sujétion spéciale de remplacement (ISSR) pendant la durée du remplacement.

***Potentiel de remplacement :***
***proportion des emplois affectés au remplacement***

| | | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|
| France métropolitaine + DOM | | 8,02 % | 8,16 % | 8,12 % |
| Disparités académiques | minimum | 7,06 % | 7,37 % | 7,41 % |
| | maximum | 9,91 % | 9,74 % | 9,52 % |

Sources : MEN-DEP/DESCO

**• Politique réglementaire**

- Circulaire 76-182 bis du 13 mai 1976 : emplois des instituteurs chargés du remplacement des maîtres indisponibles (RLR 725-0).

- Note de service n° 82-141 du 25 mars 1982 : Situation des instituteurs titulaires remplaçants.



## Action n° 06 : Pilotage et encadrement pédagogique

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

La nécessité d'une action de qualité dans tous les points de mise en œuvre de la politique éducative et l'importance du nombre des écoles justifient la mise en place d'un pilotage et d'un encadrement pédagogiques garantissant le bon fonctionnement de chacune de ces écoles, l'égalité de tous les élèves à l'égard du service qui leur est dû.

Aussi, dans les écoles de deux classes et plus, un des enseignants est nommé dans l'emploi fonctionnel de directeur d'école ; il est investi de responsabilités administratives et pédagogiques et assure les relations extérieures de l'école.

L'encadrement pédagogique de proximité est lui assuré par des inspecteurs de l'éducation nationale (IEN) qui constituent des relais pour la mise en œuvre des orientations nationales et leur déclinaison aux niveaux académique et départemental. Dans leurs activités d'information, conseil, animation, formation, ces inspecteurs sont assistés de conseillers pédagogiques.

***Direction d'école***

Les directeurs d'écoles sont des instituteurs ou des professeurs des écoles nommés dans cet emploi fonctionnel après avis de la commission administrative paritaire départementale.

Selon la taille de l'école maternelle ou élémentaire concernée, ces directeurs bénéficient d'un quart de décharge (une journée par semaine), d'une demi décharge ou d'une décharge complète.

Sont regroupés ici, outre les rémunérations accessoires liées à leurs fonctions, la valorisation des durées de travail correspondant aux décharges des directeurs, qui sont fonction du nombre de classes de l'école.

***Décharges 2003-2004***

| | | |
|---|---|---|
| % de directeurs déchargés | | 40 % |
| % des différents taux de décharge | Quarts de décharge | 76 % |
| | Demi décharges | 19 % |
| | Décharges complètes | 5 % |

Source : MEN-DESCO

***Inspection et pilotage pédagogique***

Dans le 1er degré, les missions d'impulsion, d'évaluation, d'inspection et d'animation sont assurées principalement par les inspecteurs de l'éducation nationale chargés d'une circonscription (IEN-CCPD) et, depuis quelques années, par des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR 1er degré).

Les inspecteurs chargés d'une circonscription du premier degré représentent, dans leur circonscription, l'inspecteur d'académie directeur des services départementaux. A ce titre, outre les missions déjà évoquées, ils préparent et exécutent les actes d'administration et de gestion du premier degré, en particulier la carte scolaire et la gestion des personnels enseignants.

Les écoles n'ayant pas de personnalité juridique, l'inspecteur chargé d'une circonscription est l'interlocuteur institutionnel des maires et des élus locaux ainsi que des responsables des services de l'Etat impliqués dans les politiques éducatives territoriales. Pour mener à bien ces missions l'IEN-CCPD est assisté d'une équipe de circonscription composée de conseillers pédagogiques et d'un secrétariat.

***Potentiel de pilotage***

| | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|
| Nb d'Inspecteurs | 1.361 | 1.364 | 1.368 |
| Nb de Conseillers pédagogiques *(ETP)* | *3.370* | *3.394* | *3.415* |

Sources : MEN-DEP/DESCO

**• Politique réglementaire**

Directeurs d'écoles

- Code de l'éducation : L 411.1 -Décret n° 89-122 du 24 février 1989 -Décret n° 90-788 du 6 septembre 1990.

Inspecteurs de l'éducation nationale

- Code de l'éducation : L 241-4.

- Décret n° 90-675 du 18 juillet 1990, modifié.

## Action n° 07 : Personnels en situations diverses

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Cette action concerne les personnels enseignants titulaires du 1er degré, qui, pour divers motifs d'ordre individuel ou fonctionnels, quittent leurs fonctions premières pour exercer temporairement ou définitivement de nouvelles activités au sein du système scolaire ou parallèlement.

Les situations nouvelles dans lesquelles se trouvent alors ces personnels relèvent de plusieurs cas de figure.

***Réadaptation et réemploi***

L'affectation sur un emploi de réadaptation, pour les personnels ayant dû interrompre durablement leur activité pour des raisons de santé, est une situation provisoire, dont la durée ne saurait dépasser 3 ans, destinée à permettre la réinsertion professionnelle de l'agent. Cette période de réadaptation doit préparer le retour devant une classe, mais peut se conclure en situation de réemploi.

Les postes de réadaptation peuvent être :

- des postes administratifs ;

- des postes pédagogiques ou d'action socio-éducative offrant les conditions d'un travail compatible avec un déficit de santé ;

- des postes mixtes comprenant une part de travail pédagogique et des tâches administratives.

Les réadaptations sont prononcées par le recteur. La procédure est déconcentrée : une commission paritaire comprenant médecin et assistante sociale se prononce sur les dossiers.

La procédure pour les réemplois est nationale : les dossiers sont instruits par un « groupe » paritaire (administration centrale, syndicats, CNED, médecin conseil du ministre, assistante sociale) réuni sous la présidence de la DPE.

Le réemploi concerne les enseignants inaptes définitivement à l'enseignement devant les élèves. Au terme d'une procédure mise en œuvre au niveau central, ils sont affectés au CNED, dans une fonction d'enseignement aménagée compatible avec la nature du handicap.

**Effectifs concernés 2004-2005**

| | | |
|---|---|---|
| Enseignants du 1er degré | Réadaptation | 874 |
| | Réemploi | 186 |

Source : MEN-DESCO

**• Références réglementaires**

- Décret n° 86-185 du 4 février 1986 : affectations de personnels relevant du ministère de l'éducation nationale dans des emplois de réadaptation.

- Circulaire n° 85-296 du 26 août 1985 : Réinsertion professionnelle des fonctionnaires atteints de maladie ou de handicap en cours de carrière.

- Circulaire 2002-090 du 24 avril 2002 : recrutement et intégration des travailleurs handicapés.

***Partenariats divers***

Ces partenariats reposent sur des personnels sollicités pour exercer des fonctions diverses au sein du système éducatif et en relation directe avec l'enseignement ou des fonctions auprès d'organismes avec lesquels l'institution entretient des relations.

Les personnels exercent ces nouvelles fonctions en administration centrale, en services déconcentrés, en établissements publics…, ou sont mis à disposition des organismes concernés (Mutuelle générale de l'éducation nationale, associations périscolaires, musées…).

| | 2004-2005 |
|---|---|
| **Nombre d'enseignants du 1er degré mis à disposition** | **623** |

Source : MEN-DESCO

Les fonctionnaires mis à disposition en application des articles 41 à 44 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 relèvent des dispositions du titre 1er du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat.

***Décharges syndicales***

Les décharges d'activité et les autorisations spéciales d'absence pour l'exercice d'un mandat syndical constituent une contribution de l'institution à la représentation démocratique des personnels.

Y sont consacrés environ 630 ETP

Les décharges d'activité et les autorisations spéciales d'absence pour l'exercice d'un mandat syndical reposent sur les dispositions du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.

## Objectifs et indicateurs

**Introduction - Présentation stratégique :**

Le choix des objectifs de performance retenus pour le programme « Enseignement scolaire public du premier degré» et cohérents avec l'esprit et la lettre de la loi n°2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école, répond à une triple volonté :

- rendre compte de l'unicité et de la globalité des missions de l'école primaire, en privilégiant les dimensions les plus significatives de la performance de cette partie fondamentale du système scolaire ;
- pouvoir situer cette performance à différents niveaux : national, académique, voire infra-académique, en la rapprochant autant que faire se peut de données relatives à des territoires de référence plus larges, l'Europe notamment ;
- mettre en évidence des caps explicites, manifestant une réelle ambition pour l'Ecole tout en restant réalisables à un horizon perceptible.

Les quatre objectifs retenus sont des objectifs attachés à l'ensemble du programme, ils sont articulés entre eux :

- les deux premiers sont, légitimement, centrés sur les élèves, les compétences que l'école se doit de leur apporter, le deuxième s'intéressant plus particulièrement aux élèves les plus vulnérables.
- le troisième concerne les enseignants, leur accompagnement et leur formation, leur présence en face des élèves : "conditions" non suffisantes mais nécessaires à la réalisation des objectifs définis pour les élèves
- le quatrième porte sur la répartition et l'utilisation des moyens du programme : l'équité dans les dotations et l'optimisation des moyens alloués devant également servir la réussite de tous les élèves et la mise en place des conditions nécessaires à celle-ci.

Le choix de ces objectifs ne minimise pas l'intérêt des autres dimensions constitutives de la mise en œuvre du programme (décrites dans la partie "Présentation des actions"). Ces quatre objectifs ont été sélectionnés car fondamentaux, permanents et donc "incontournables".

Ces objectifs et indicateurs ont été conçus également dans la perspective du dialogue stratégique que le responsable de programme a à conduire avec les académies. Ces objectifs nationaux engagent en effet l'ensemble des responsables et acteurs du premier degré et, quel que soit son positionnement -administratif ou pédagogique-, chacun d'eux à son niveau doit pouvoir contribuer à les atteindre.

Dans toute la mesure du possible, les indicateurs présentés ci-dessous seront donc "déclinés" ou traduits au niveau académique pour servir le pilotage national qui a à prendre en compte la diversité des territoires où s'organise et se réalise concrètement l'acte éducatif : ils constitueront donc le cœur des informations partagées par les services centraux et les académies pour étayer le dialogue stratégique.

Ils pourront l'être également au niveau infra-académique, notamment au niveau départemental compte tenu du rôle de cet échelon de déconcentration dans le pilotage de l'école primaire.

Certains d'entre eux peuvent aussi être traduits et faire sens au niveau des unités d'enseignement ou groupements d'unités, permettant ainsi de situer la performance produite localement et, si nécessaire, d'en tirer des conséquences en termes de pilotage, de mise en œuvre de réponses appropriées aux problèmes mis en évidence, que ceux-ci concernent les élèves, l'organisation de l'école et des actions connexes, les personnels....

Il appartiendra à chaque responsable opérationnel -académique, départemental ou infra- de compléter ces indicateurs, de les enrichir en fonction des caractéristiques de "ses" territoires d'action et de référence.

Bien que très riches et diversifiés, l'appareil statistique, les outils d'évaluation et les systèmes d'information en vigueur ne permettent pas encore de disposer de tous les indicateurs retenus. Mais des évolutions sont d'ores et déjà amorcées pour rendre les informations disponibles au cours des prochaines années.

**Objectif n° 1 (du point de vue du citoyen) : Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences de base exigibles au terme de la scolarité primaire.**

C'est évidemment l'objectif majeur de l'ensemble du programme puisqu'il traduit l'ambition de la communauté nationale pour l'école de la république : une école démocratique dispensant une formation de qualité.

Les actions correspondantes du programme sont plus précisément les actions 1 et/ou 2.

Les indicateurs retenus sont à la fois très significatifs de la demande sociale et chargés d'une forte dimension symbolique puisqu'ils portent sur les compétences acquises par les élèves à l'issue de la scolarité primaire, avec un accent mis

- d'une part, sur la maîtrise des compétences de base en français et en mathématiques,
- d'autre part, sur le niveau atteint en langue étrangère et sur l'apprentissage de l'allemand : l'engagement de la France de développer l'apprentissage de la langue de ce pays partenaire venant conforter la mise en œuvre du principe de diversification des langues enseignées,

- ainsi que sur la maîtrise des technologies de l'information et de la communication.

Sans pouvoir rendre compte de toute la richesse de la formation des élèves du premier degré, ce quadruple éclairage a vocation à en montrer plusieurs facettes particulièrement porteuses de sens.

Il s'agit là d'approches nouvelles à plusieurs titres :

- ces approches sont centrées sur la mesure de ce qu'ont acquis effectivement les élèves, mesure effectuée par rapport à des référentiels précis,
- les compétences de base en français et en mathématiques sont pour le moment définies en référence au programme de l'école élémentaire mais dès que les connaissances et compétences constitutives du socle commun prévu par la loi n°2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école- auront été précisées après avis du Haut Conseil de l'éducation, les compétences de base en français et en mathématiques seront redéfinies en référence à ce socle ;
- la généralisation de l'enseignement des langues étrangères à l'école primaire (cycle 3) est relativement récente comme l'est l'attention portée aux technologies de l'information et de la communication dans la perspective de construction de compétences spécifiques, reconnues : dans un cas comme dans l'autre, les niveaux de compétences atteints seront certifiés par des attestations ;
- le référentiel choisi pour apprécier les compétences acquises en langues étrangères est le "cadre européen commun de référence", ce qui permettra à terme de situer le niveau de nos élèves parmi l'ensemble européen ;
- l'attestation du niveau 1 du B2i (Brevet informatique et internet) est délivrée après évaluation de chaque élève selon un protocole fixé au niveau national.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'élèves maîtrisant, en fin d'école primaire, les compétences de base en français et en mathématiques**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| en français | % | | | | | | |
| en mathématiques | % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques** :

- Source : MENESR-DEP
- Champ : public, France métro + DOM.
- Cet **indicateur** est **en construction** : il devrait être disponible en 2007 pour le PLF 2008.

  Il sera établi annuellement à partir d'une évaluation auprès d'un échantillon national représentatif des élèves des CM2 des écoles publiques et présentera, pour le français comme pour les mathématiques, le rapport (x100) du nombre des élèves atteignant le score minimal retenu au nombre total des élèves de l'échantillon.

  Selon les données actuellement disponibles, la valeur de chacun des deux sous indicateurs devrait être de l'ordre de 85 à 90 %.

  L'évaluation étant réalisée sur un échantillon d'élèves, sa valeur sera assortie d'un intervalle de confiance de + ou - 2 à 3 % au niveau académique; cet intervalle de confiance sera évidemment moindre au niveau national.

  L'interprétation des éventuelles évolutions de l'indicateur devra tenir compte de l'importance de l'intervalle de confiance évoqué ci-dessus.

**Indicateur n° 2 : Proportion d'élèves entrant en sixième avec au moins un an de retard**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 19 | | 19 | | | |

**Précisions méthodologiques** :

- Sources : MENESR-DEP
- Champ : public et privé sous contrat, France métropolitaine + DOM
- Cet indicateur provisoire est destiné, en l'absence des données nécessaires au calcul de l'indicateur précédent, à apprécier la performance du 1er degré : le retard du passage en 6ème étant considéré comme signifiant que les élèves concernés n'avaient pas atteint, à l'âge "normal", les compétences exigibles en fin de scolarité primaire.

Cet indicateur est construit à partir du flux d'entrants en 6ème l'année N dans les établissements publics et privés sous contrat pour évaluer la durée de leur parcours jusqu'à l'année N-1 dans les écoles publiques ; il est calculé ainsi : 100 x (entrants en 6ème, venant du public et ayant au moins un an de retard / entrants en 6ème et venant du public).

**Indicateur n° 3 : Proportion d'élèves ayant atteint en langue étrangère le niveau A1 du cadre européen de référence.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR - DEP.
- Champ : public, France métro + DOM.
- Il s'agit d'un **indicateur à créer** : l'introduction de l'enseignement des langues vivantes dans la scolarité primaire étant encore récente et la généralisation à partir du CE2, en cours d'achèvement, inégalement réalisée sur tous les points du territoire.

  Le principe de certification liée au cadre européen de référence est encore plus récent : les mesures -techniques et budgétaires- destinées à permettre de disposer des outils nécessaires sont en cours de mise au point, leur mise en application ne sera pas immédiatement homogène partout. Les premiers résultats ne seront donc qu'indicatifs mais leur utilisation et leur publication contribueront à la fiabilisation des pratiques de certification et donc de l'indicateur qui en sera issu.

  La mise en place du système de certification fondée sur le cadre européen de référence concernera d'abord les langues de l'Europe (allemand, anglais, basque, catalan, espagnol, italien, portugais), l'indicateur sera par conséquent calculé à partir des effectifs d'élèves apprenant ces langues vivantes étrangères. Il sera calculé ainsi : nombre d'élèves quittant l'école primaire avec une attestation du niveau A1 dans une des langues de l'Europe enseignées dans le 1er degré / nombre d'élèves quittant l'école primaire et ayant suivi l'enseignement d'une de ces langues au cycle 3 (x100).

  Cet indicateur dont le calcul s'appuiera sur le système d'information du 1er degré en cours de construction, devrait être disponible pour le PLF 2010.

**Indicateur n° 4 : Proportion d'élèves apprenant l'allemand**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 12,3 | | 11,3 | 11,3 | 11,7 | 13,6 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENSER – DESCO
- Champ : public, France métro + DOM
- Cet indicateur rapporte le nombre d'élèves du cycle 3 du premier degré apprenant l'allemand au nombre total d'élèves du cycle 3 bénéficiant d'un enseignement de langue vivante étrangère.

Ces données sont recueillies actuellement par une enquête spécifique ; à terme, elles seront issues du système d'information du 1er degré en cours de construction : la mention des langues apprises par les élèves étant prévue dans la « base élèves » de ce futur système d'information.

**Indicateur n° 5 : Proportion d'élèves ayant atteint, à l'issue de leur scolarité primaire, le niveau 1 du Brevet Informatique et Internet (B2i)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENSER-DESCO
- Champ : public, France métro + DOM
- Il s'agit d'un indicateur à créer. L'acquisition des compétences dont la maîtrise est attestée par le B2i suppose une formation aux usages des TIC tout au long de l'école primaire selon des modalités adaptées aux intérêts et aux capacités des élèves. Cette formation est elle-même très dépendante des conditions d'équipement des écoles, ce qui explique pour une grande part les différences d'offre enregistrées aujourd'hui dans ce domaine.

  En toute rigueur, il serait préférable de ne prendre en compte pour le calcul de la performance que la population des élèves qui sont dans des conditions leur permettant de bénéficier d'une formation au B2i ; tous ceux qui sont scolarisés dans des écoles non équipées ne peuvent s'y préparer et on ne peut faire grief au système scolaire de ne pas parvenir à un résultat « maximal » dans ces conditions. Mais le chiffrage du nombre des élèves qui sont dans des conditions appropriées est actuellement impossible.

  Cet indicateur sera établi annuellement à compter du PLF 2008 à partir des données relatives aux élèves quittant l'école primaire, sur la base de l'évaluation effectuée par les équipes pédagogiques, les compétences dont atteste le B2i étant validées en cours de formation.

  Dans un premier temps, cet indicateur sera calculé à partir des informations recueillies sur les élèves entrant en 6ème. La "Base élèves" du système d'information du 1er degré (qui sera généralisé à la rentrée 2006) permettra à terme d'enregistrer pour chaque élève des informations sur sa situation en termes de validation du niveau 1 ou d'indications sur une maîtrise partielle de l'ensemble des compétences du référentiel de compétences.

**Objectif n° 2 (du point de vue du citoyen et de l'usager) : Accroître la réussite scolaire des élèves en zones difficiles et des élèves à besoins éducatifs particuliers.**

Cet objectif renvoie à la responsabilité de l'école à l'égard des élèves les plus vulnérables que ce soit en raison de leur trajectoire personnelle, de leurs caractéristiques individuelles, ou en raison du contexte social et culturel dans lequel ils évoluent.

Il signifie clairement la volonté du système éducatif d'accorder une attention particulière à ces publics, à leur formation et à leur réussite scolaire. C'est un axe fort de la politique éducative qui doit se traduire à tous les échelons de responsabilité par les prises de décisions nécessaires à la mise en œuvre de cet objectif.

Cette attention et les mesures qu'elle suppose sont d'ailleurs des éléments constitutifs des politiques publiques, interministérielles, à visée plus large : politiques de la ville, de l'intégration, plan de cohésion sociale, politique relative aux personnes handicapées… et les partenaires du système éducatif -des départements ministériels aux parents d'élèves en passant par les collectivités locales et les nombreuses associations agissant dans ces secteurs- sont très vigilants à la traduction concrète des engagements politiques pris en matière d'éducation et d'égalité des chances.

Les indicateurs retenus ont pour but de vérifier l'impact de l'action mise en œuvre pour :

- favoriser la réussite des élèves scolarisés dans les écoles en ZEP et REP ;
- assurer aux élèves primo arrivants non francophones une acquisition rapide de la langue française ;
- scolariser des élèves présentant un handicap ou un trouble de la santé invalidant en aménageant les conditions de leur scolarité.

**Indicateur n° 1 : Ecarts ZEP-REP - hors ZEP-REP des proportions d'élèves maîtrisant les compétences de base en français et en mathématiques**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| écart en français | point | | | | | | |
| écart en mathématiques | point | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR-DEP
- Champ : public, France métro + DOM.
- Cet indicateur est à construire, il sera disponible pour le PLF 2008. Il sera établi annuellement à partir la même évaluation (auprès d'un échantillon national représentatif des élèves des CM2 des écoles publiques) que celle qui conduit à l'indicateur 1 du premier objectif.

  Pour le français comme pour les mathématiques, cet indicateur mettra en évidence la différence (en points) entre le rapport (x100) du nombre des élèves des ZEP/REP atteignant le score minimal retenu au nombre total des élèves des ZEP/REP de l'échantillon et le rapport (x100) du nombre des élèves hors ZEP et REP atteignant le score minimal retenu au nombre total des élèves hors ZEP et REP de l'échantillon.

  Les deux indices dont la différence constitue l'indicateur seront assortis d'un intervalle de confiance de + ou - 2 à 3 points au niveau académique ; cet intervalle de confiance sera évidemment moindre au niveau national. Les évolutions de la carte des ZEP/REP ou des modifications importantes de leur composition sociale affecteront la comparabilité de l'indicateur dans le temps.

  Le commentaire de cet indicateur présentera l'évolution des valeurs moyennes en ZEP-REP et hors ZEP-REP ; l'interprétation de ses valeurs et de leurs éventuelles évolutions tiendra compte de l'importance des intervalles de confiance évoqués ci-dessus ainsi que d'éventuelles évolutions de la carte des ZEP et de leur composition sociale.

**Indicateur n° 2 : Rapport, entre ZEP-REP et hors ZEP-REP, des proportions d'élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| ratio | | 1,8 | 1,8 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR - DEP
- Champ : public, France métropolitaine + DOM
- Comme pour le deuxième indicateur du premier objectif, cet indicateur provisoire est construit à partir du flux d'entrants en 6ème l'année N dans les établissements publics et privés sous contrat pour évaluer la durée de leur parcours jusqu'à l'année N-1 dans les écoles publiques.

  Pour plus de lisibilité, cet écart entre ZEP-REP et hors ZEP-REP est calculé en rapport et, pour information, sont présentées ci-dessous les valeurs moyennes en ZEP-REP et hors ZEP-REP

| PROPORTIONS D'ÉLÈVES ENTRANT EN 6ÈME AVEC AU MOINS UN AN DE RETARD | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|
| A. % EN ZEP-REP | 30,7 | 30,2 | 30 |
| B. % HORS ZEP-REP | 17,6 | 17,0 | 17,0 |

a : entrants en 6ème, venant d'une école publique en éducation prioritaire et ayant au moins un an de retard / entrants en 6ème venant d'une école publique en ZEP-REP

b : entrants en 6ème, venant d'une école publique hors éducation prioritaire et ayant au moins un an de retard / entrants en 6ème è venant d'une école publique hors ZEP-REP.

**Indicateur n° 3 : Ecart des taux d'encadrement (E/C) (nombre d'élèves par classe) en ZEP-REP et hors ZEP-REP.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| - Ecart de taux d'encadrement en REP et hors REP (point) | | | | | | |
| - (pour information : taux d'encadrement en REP) (E/C) | | | | | | |
| - (pour information : taux d'encadrement hors REP) (E/C) | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR-DESCO
- Champ : public, France métropolitaine + DOM
- Cet indicateur, qui vise à rendre compte de l'effort de compensation fait en direction des élèves des écoles de ZEP et REP, afin que ceux-ci bénéficient de conditions d'enseignement améliorées, est actuellement indisponible du fait de l'absence jusqu'à présent de système d'information du premier 1er degré (en cours de construction).

  L'**indicateur**, **à construire**, présentera donc la différence entre les deux taux suivants (qui seront également donnés en commentaire pour information) :

  - 1: Nombre d'élèves en ZEP-REP/ nombre de classes en ZEP-REP (x100)

  - 2: Nombre d'élèves hors ZEP-REP/ nombre de classes hors ZEP-REP (x100)

  Une **première estimation** pourra être donnée pour le **PLF 2007** à partir d'une enquête spécifique.

**Indicateur n° 4 : Proportion d'élèves primo arrivants non francophones passant dans une classe ordinaire correspondant à leur âge à l'issue d'un an au plus de scolarisation en structure spécifique.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENSER - DEP
- Champ : Champ : public+ privé sous contrat, France métro + DOM
- **Indicateur à construire** à partir de la future base « élèves » du SI 1er degré. Disponibilité prévue en 2008.

  Cet indicateur vise à mettre en évidence l'efficacité de la mise en œuvre des mesures conçues spécifiquement pour l'accueil des nouveaux arrivants non francophones. Mais actuellement on recense difficilement ces nouveaux élèves dont certains n'ont jamais été scolarisés auparavant.

  En outre, le mode d'enquête actuel (enquête Web) ne permet pas de distinguer les données de l'enseignement public et celles de l'enseignement privé.

  Le futur SI du 1er degré et sa possibilité de liaison avec le SI du second degré *via* les identifiant élèves permettront une meilleure connaissance des parcours de ces élèves. En attendant, la prochaine enquête Web sera affinée pour obtenir une première estimation de l'indicateur.

**Indicateur n° 5 : Proportion d'élèves handicapés parmi les élèves de l'école primaire.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | 1,4 | 1.6 | 1,8 | 2 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENSER - DEP.
- Champ : public, France métropolitaine + DOM
- Données recueillies par "enquête web" depuis 2003 (les donnes précédentes l'étaient par enquête "papier" non remontée depuis 2000).

  Devant l'impossibilité de mettre en évidence la proportion d'élèves handicapés bénéficiant d'une intégration scolaire (puisque les sources d'information permettant d'appréhender le nombre total d'enfants handicapés sont insuffisantes), le choix a été fait de rendre compte de la place qu'occupent ces élèves dans l'enseignement primaire ; il s'agit d'élèves scolarisés à temps plein ou à temps partiel.

  Cet indicateur est donc construit comme suit :
  Nombre d'élèves handicapés (= enfants handicapés scolarisés) / nombre total d'élèves x 100.

**Objectif n° 3 (du point de vue du citoyen / de l'usager / du contribuable) : Disposer d'un potentiel d'enseignants qualitativement adapté.**

La nature même de l'acte éducatif donne aux enseignants une importance primordiale pour la qualité du service rendu aux usagers et bien sûr l'atteinte des objectifs visés en matière d'accroissement des compétences et certifications des élèves ; l'institution se doit donc de veiller à ce que les élèves aient effectivement en face d'eux les enseignants dont ils ont besoin ; d'où la nécessité de :

- suivre attentivement les enseignants dans leur exercice professionnel : c'est l'objet notamment des inspections qui permettent à la fois d'apprécier les qualités professionnelles des professeurs, de veiller à la mise en œuvre des orientations prises mais aussi de les conseiller face à des situations délicates, les guider pour compléter, actualiser, parfaire leur formation et, éventuellement, les aider à orienter leurs choix professionnels ;

- renforcer la formation continue des enseignants pour s'assurer de l'actualisation et du développement de leurs compétences professionnelles, en donnant notamment une place privilégiée aux formations liées aux priorités définies pour les niveaux d'enseignement auxquels ils exercent et aux formations visant à spécialiser des personnels pour l'accueil et la scolarisation des élèves handicapés ;

- assurer le remplacement des enseignants momentanément absents afin de ne pas pénaliser les élèves, et pour ce faire, renforcer l'efficience du potentiel de remplacement.

Les indicateurs retenus concernent ces trois préoccupations.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'enseignants inspectés au cours des cinq dernières années**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | 76,55 | 77 | 78 | >80 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR – Direction des personnels enseignants (DPE)
- Champ : 1er degré public France métro + DOM
- Cet indicateur est obtenu par exploitation nationale des bases de gestion académique.

  Il est calculé comme suit :
  Nombre d'enseignants en activité ayant fait l'objet d'au moins une inspection pédagogique au cours des cinq dernières années scolaires rapporté au nombre d'enseignants en activité.

  Cette exploitation étant effectuée pour la première fois cette année, la valeur portée est à considérer comme une **première estimation**.

**Indicateur n° 2 : Part du volume de formation consacrée aux priorités nationales**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 33 | | 37 | 37 | 38 | >40 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR - direction de l'enseignement scolaire.
- Champ : enseignement public, France métro + DOM
- À partir de données recueillies par une enquête nationale spécifique sur les données de la formation continue des enseignants (enquête informatisée conduite par la DESCO), cet indicateur est calculé comme suit :

  Cumul du nombre total de journées-stagiaires réalisées au titre de chacune des priorités rapporté au nombre total de journées-stagiaires réalisées dans les plans départementaux de formation continue.

  Cet indicateur permet d'apprécier la prise en compte du pilotage national par les académies. Les priorités en question, définies au niveau central en fonction des orientations de la politique éducative, sont indiquées aux académies par voie de circulaire.

  Il est donc lié au nombre de priorités retenues chaque année au niveau national et surtout au poids accordé à chacune d'entre elles au niveau déconcentré.

**Indicateur n° 3 : Part des crédits de formation consacrée à la spécialisation des personnels d'adaptation et d'intégration scolaires (AIS)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | 23 | 23 | 24 | > 25 |

**Précisions méthodologiques :**

Source : MENESR- DESCO

Champ : Enseignement public, France métropolitaine + DOM.

Cet indicateur vise à apprécier l'effort de l'éducation nationale pour faire prendre en charge les élèves handicapés ou malades par des enseignants formés spécifiquement. Les formations dispensées sont des formations longues (400 heures à 900 heures).

Cet indicateur est construit en rapportant le total des crédits consommés au titre des formations de spécialisation au budget départemental de la formation continue des personnels enseignants du 1er degré. Ces informations, recueillies par l'Enquête nationale « données sur la formation continue » (enquête informatisée), sont disponibles depuis 2004.

L'indicateur ne peut rendre compte des formations de spécialisation réalisées sans coût financier direct : ainsi les formations faites au bénéfice des enseignants des départements d'Île de France n'entraînent pas de frais de déplacement.

**Indicateur n° 4 : Taux de remplacement (congés pour maladie ou maternité).**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 91,38 | | 90,87 | 91 | 91 | 93 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : Ministère chargé de l'éducation nationale - direction de l'enseignement scolaire.
- Champ : public, France métro + DOM
- Cet indicateur, construit à partir des logiciels de gestion des personnels du premier degré, rapporte, pour une année scolaire, le nombre de journées d'absence pour congés de maladie et maternité, effectivement remplacées au nombre total des journées d'absence pour raisons de maladie ou maternité.

  Il s'agit d'une moyenne annuelle qui ne rend pas compte des difficultés ponctuelles de remplacement.

**Indicateur n° 5 : Taux de rendement du remplacement**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 77,26 | | 78,58 | 80 | 82 | 90 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENESR – DESCO
- Champ : Champ : public, France métro + DOM
- Cet indicateur mesure l'efficience des personnels chargés du remplacement pour congés de maladie et maternité. Il dépend du nombre de personnels chargés du remplacement et de l'organisation du remplacement (ZIL, brigade)

  Numérateur : Nombre de jours d'absence pour congés de maladie et maternité remplacés pendant une année scolaire par les titulaires remplaçants chargés du remplacement pour congés de maladie et maternité pendant une année scolaire

  Dénominateur : nombre de jours potentiels de remplacement des titulaires remplaçants chargés du remplacement pour congés de maladie et maternité pendant une année scolaire.

  Cet indicateur est une moyenne annuelle. A certaines périodes de l'année, lorsque les absences des enseignants dans les classes sont nombreuses, le taux d'efficience est égal à 100 %

  Un taux proche de 100 % montre une excellente efficience. Il est cependant difficile d'atteindre 100% sur une année scolaire complète.

**Objectif n° 4 (du point de vue du citoyen / de l'usager / du contribuable) : Promouvoir un aménagement équilibré du territoire éducatif.**

L'Etat se doit d'assurer aux élèves des conditions d'enseignement comparables sur l'ensemble du territoire. La répartition du budget du programme, notamment des moyens en personnels, en direction des budgets opérationnels -qui est effectuée au niveau national- vise donc à assurer une équité des dotations entre les académies, en tenant compte à la fois de la démographie des élèves et des disparités des situations géographiques et sociales. C'est la première dimension de cet objectif majeur pour le pilotage du programme, la réalisation du rééquilibrage recherché demandant une action prolongée.

En outre, compte tenu de la maîtrise des dépenses recherchée, la volonté d'équité dans les dotations académiques doit s'accompagner de la part des responsables opérationnels

- d'une part, de la même volonté d'équité dans la répartition entre unités d'enseignement des moyens alloués dans le cadre des budgets opérationnels

- d'autre part, d'un effort de rationalisation de l'utilisation de ces moyens.

Cet objectif souligne donc également cette nécessité d'optimisation qui concerne en particulier l'affectation des moyens en personnels et leur utilisation effective au bénéfice des élèves

Les indicateurs retenus portent sur ces deux dimensions de l'aménagement du territoire éducatif.

**Indicateur n° 1 : Nombre d'académies bénéficiant d'une dotation globale équilibrée.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| Nb | 14 | | 15 | 17 | 19 | 30 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : Ministère chargé de l'éducation nationale - direction de l'enseignement scolaire.
- Champ : public, France métro + DOM
- Cet indicateur est construit à partir des taux d'encadrement des académies (P/E : Numérateur : nombre d'emplois ; Dénominateur : nombre d'élèves)

  Le P/E constaté de chaque académie est confronté à un P/E théorique calculé en prenant en compte des situations d'académies comparables du point de vue territorial et social.

Pour ce faire sont utilisés des indicateurs externes au système scolaires :
- critères territoriaux = indicateurs INSEE : population rurale, rurale isolée, densité des 2-6 ans au km²
- critères sociaux : taux de RMI, taux de chômage, poids des catégories sociales défavorisées

Est ensuite calculé pour chaque académie, l'écart (en pourcentage) entre son taux d'encadrement (P/E) et un P/E théorique d'équilibre

Les académies pour lesquelles l'écart à la dotation théorique est supérieur à 2 % sont considérées comme nettement
- excédentaires (dotation constatée - dotation théorique > 2%)
ou - déficitaires (dotation théorique - dotation constatées > 2%).

Lorsque le nombre d'académies dont la dotation effective se situe entre – 2% et + 2% de la dotation théorique sera égal à 30, on pourra considérer que l'objectif d'équité est atteint, chaque académie étant dotée en fonction de ses besoins et de ses contraintes territoriales et sociales.

**Indicateur n° 2 : Part du potentiel enseignant en responsabilité d'une classe**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 81,99 | | 81,97 | 82 | 82 | > 83 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR – DESCO
- Champ : Enseignement public - Métropole+DOM
- Cet indicateur est construit en rapportant le nombre d'emplois (ETPT) affectés aux classes maternelles, élémentaires et spécialisées des écoles et établissements spécialisés au nombre total des emplois (ETPT) du premier degré public.

Il permet de connaître la présence directe des maîtres dans des classes. C'est un indicateur qui est analysé et commenté chaque année lors des réunions bilatérales de rentrée avec les recteurs et les inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale.

Mais il ne rend pas compte ni de l'activité des maîtres remplaçants (remplacement des absences ou des décharges de service) ni des autres modalités d'exercice des maîtres devant élèves : soutien par groupe ou individualisé (appelé à se développer), prise en charge de groupes en adaptation scolaire, interventions spécifiques (enseignement des langues vivantes, animations lecture, animations culturelles…)

# Projet annuel de performances : Justification des crédits

## Éléments transversaux au programme

| N° et intitulé de l'action / sous-action | | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 3.870.152.776 | 8.749.747 | **3.878.902.523** | 3.870.152.776 | 8.749.747 | **3.878.902.523** |
| 02 | Enseignement élémentaire | 7.351.675.772 | 41.755.079 | **7.393.430.851** | 7.351.675.772 | 41.755.079 | **7.393.430.851** |
| 03 | Besoins éducatifs particuliers | 1.377.572.957 | 4.947.535 | **1.382.520.492** | 1.377.572.957 | 4.947.535 | **1.382.520.492** |
| 04 | Formation des personnels enseignants | 828.438.101 | 16.826.063 | **845.264.164** | 828.438.101 | 16.826.063 | **845.264.164** |
| 05 | Remplacement | 1.276.542.585 | 0 | **1.276.542.585** | 1.276.542.585 | 0 | **1.276.542.585** |
| 06 | Pilotage et encadrement pédagogique | 819.039.442 | 5.224.626 | **824.264.068** | 819.039.442 | 5.224.626 | **824.264.068** |
| 07 | Personnels en situations diverses | 166.488.418 | 0 | **166.488.418** | 166.488.418 | 0 | **166.488.418** |
| **Total** | | **15.689.910.051** | **77.503.050** | **15.767.413.101** | **15.689.910.051** | **77.503.050** | **15.767.413.101** |

### Dépenses de personnel (titre 2)

Pour cette rubrique, les crédits sont exprimés en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de même montant.

#### Emplois exprimés en ETPT et répartis par catégorie

| Catégorie d'emplois | Exécution 2004 | Estimation* pour 2005 | Demandé pour 2006 | Variation 2006 / 2005 | Crédits demandés pour 2006 (y c. charges sociales) |
|---|---|---|---|---|---|
| Enseignants du 1er degré | | 318.187 | 318.224 | +37 | 14.949.208.848 |
| Enseignants du 2nd degré | | 271 | 248 | -23 | 14.552.640 |
| Enseignants stagiaires | | 15.447 | 15.447 | 0 | 539.795.415 |
| Personnels d'encadrement | | 1.488 | 1.479 | -9 | 120.208.683 |
| **Total** | | **335.393** | **335.398** | **+5** | **15.623.765.586** |

* *L'année 2006 constituant la première année de décompte des emplois en ETPT par programme, la colonne 2005 retrace l'incidence sur la gestion 2006 des agents présents en 2005 avant impact des mesures propres à l'année 2006.*

### Éléments sur les effets de structure

**Evolution des emplois**

L'augmentation des moyens en personnel du programme à hauteur de 5 ETPT recouvre les évolutions suivantes :

- la création à la rentrée 2006 de 1000 emplois d'enseignants du premier degré (333 ETPT), en cohérence avec l'augmentation attendue des effectifs d'élèves, estimée à 42 700 élèves supplémentaires dans le premier degré ;

- la transformation de mises à disposition d'enseignants auprès d'associations ou d'autres organismes en situations de détachement (-255 ETPT) ;

- le transfert au programme « Formations supérieures et recherche universitaire » des moyens du Centre national d'études et de formation pour l'enfance inadaptée, à compter du 1er janvier 2006 (-73 ETPT).

**Structure du programme**

Ce programme regroupe les rémunérations des personnels intervenant au titre de l'enseignement public du 1er degré, y compris l'enseignement spécialisé :

- enseignants titulaires et stagiaires des écoles préélémentaires, élémentaires et des classes spécialisées

- directeurs d'école

- personnels chargés de la coordination des ZEP ou des REP

- personnels en fonction dans les classes relais

- personnels d'inspection chargés d'une circonscription du 1er degré

- assistants étrangers, intervenants extérieurs

Ces agents appartiennent pour plus de 81 % à un corps de catégorie A, 19% à un corps de catégorie B.

### HYPOTHÈSES D'ENTREES - SORTIES

| Catégorie | Entrées | Sorties | Solde |
|---|---|---|---|
| Enseignants du 1er degré | 17 708 | 17 171 | 537 |
| Enseignants stagiaires | 15 476 | 15 476 | 0 |
| Personnels d'encadrement | 150 | 150 | 0 |

Ces estimations sont fondées sur les prévisions de départ en retraite et les prévisions de recrutement. Elles ne comprennent pas les flux liés aux transferts.

Coût annuel (en euros) par catégories d'emplois (Valeur du point 2006)

| Catégorie | Entrants | Sortants | Moyen |
|---|---|---|---|
| Enseignants du 1er degré | 38 765 | 56 806 | 46 977 |
| Enseignants stagiaires | 32 883 | 35 632 | 34 945 |
| Personnels d'encadrement | 69 742 | 93 353 | 81 277 |

Les coûts moyens correspondent au traitement indiciaire moyen de la catégorie, tel qu'il résulte d'une enquête réalisée tous les ans par le ministère, auquel s'ajoute une évaluation des indemnités perçues en moyenne par chaque agent ; les taux de cotisations en vigueur sont appliqués.
Dans le cas des coûts « entrants » et « sortants », les indices retenus sont respectivement, les indices de recrutement et les indices que détiennent, en moyenne, les personnels partant en retraite.

GVT solde du programme (progression de l'indice réel moyen) : 0,70% ce qui représente une progression de la masse salariale de 61 M€ pour 2006.

## Éléments salariaux

### MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2006 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur de point fonction publique de 53,7110 euros, soit une progression de 1,8% par rapport au montant prévu par la LFI 2005, ce qui représente un montant de 190,04 M€ pour le programme.

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale d'allocations familiales (taux 5,4%) est de 456,20 M€.
Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement (taux 0,1%) est de 8,88 M€.
Le montant de la cotisation employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de 4 474,10 M€ (taux 50,2%).

### PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES

**Intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles** (20 735 transformations) pour un montant de 19,82 M€ avec une date d'effet le 1er septembre 2006, soit 59,46 M€ en année pleine.
Depuis la création du corps de professeurs des écoles en 1990, le plan d'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles est mis en œuvre à un rythme stabilisé depuis des années : 20 735 transformations annuelles dans l'enseignement public. Ce rythme permettra l'extinction du corps des instituteurs en 2007.

**Amélioration des perspectives de promotion et du déroulement des carrières** (avec une date d'effet le 1er septembre 2006) : 1,5 M€ sont prévus pour augmenter les possibilités de passage de professeurs des écoles à la hors classe. En effet, ce corps relativement jeune a intégré des instituteurs ayant déjà une certaine ancienneté dans leur carrière. L'accès à la hors classe qui représente encore moins de 2% de l'effectif du corps doit être ouvert de manière raisonnable à ses membres afin de préserver son attractivité.

**Amélioration de l'indemnisation des enseignants de religion dans le premier degré en Alsace Moselle** : 1,5 M€.

## Effectifs et activité des services

| Répartition des emplois par action / sous-action | |
|---|---|
| Enseignement pré-élémentaire | 82.775 |
| Enseignement élémentaire | 157.502 |
| Besoins éducatifs particuliers | 30.033 |
| Formation des personnels enseignants | 22.492 |
| Remplacement | 25.653 |
| Pilotage et encadrement pédagogique | 13.908 |
| Personnels en situations diverses | 3.035 |
| **Total des emplois du programme** | **335.398** |

## Autres éléments

**Périmètre des dépenses de personnels**

A titre indicatif, la décomposition des crédits de rémunération en 2006 devrait s'établir de la façon suivante :

● Rémunérations principales (traitement indiciaire, indemnité de résidence, bonification indiciaire, nouvelle bonification indiciaire, supplément familial de traitement, majoration DOM-TOM) : 9 360 M€

● Indemnités : 320 M€

Les principales sont les suivantes (les montants indiqués correspondent à la prévision 2005) :

- indemnité différentielle aux professeurs des écoles : 45,18 M€
- indemnité de sujétions spéciales de remplacement : 101,67 M€
- indemnité de sujétions spéciales ZEP : 54,47 M€
- indemnité de sujétions spéciales aux directeurs d'école : 49,17 M€

● Heures supplémentaires d'enseignement : 16 M€

● Prestations familiales et sociales (congé longue durée, congé de fin d'activité, capital-décès, allocation d'invalidité temporaire, prise en charge des accidents de service ou du travail, prise en charge des trajets domicile travail) : 66 M€

Depuis le 1er juillet 2005, le service des prestations familiales aux agents affectés en métropole a été transféré aux caisses d'allocations familiales. Les DOM et les TOM ne sont pas concernés par cette réforme.

● Cotisations sociales (part employeur) y compris les nouvelles cotisations au titre des allocations familiales et des retraites : 5 928 M€.

## Coûts synthétiques transversaux

### DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention concernent la rémunération des instituteurs du cadre territorial de Mayotte qui s'imputent sur les actions « pré-élémentaire », « élémentaire » et « besoins éducatifs particuliers ».

Ils s'élèvent à 25,13 M€ (AE = CP), y compris l'extension en année pleine de la mesure d'intégration de 300 instituteurs au 1er septembre 2006.

La convention du 10 novembre 2000 entre l'État et la collectivité territoriale de Mayotte relative à la rémunération des instituteurs du cadre territorial a modifié celle appliquée depuis le 5 avril 1995. A ce titre, l'État prend en charge l'intégralité des rémunérations des instituteurs en remboursant les crédits qu'elle consacre à la rémunération des instituteurs.

Par ailleurs, la loi de programmation pour l'outre-mer du 21 juillet 2003 prévoit l'intégration dans la fonction publique de l'État d'ici 2010 des agents territoriaux qui exercent des fonctions relevant de la compétence de l'État. C'est pourquoi, il est prévu d'intégrer dans le corps d'État des instituteurs, au 1er septembre 2006, 200 instituteurs de Mayotte qui s'ajouteront aux 300 instituteurs mahorais intégrés à la rentrée 2005.

- Rémunération des instituteurs de Mayotte : 16 900 €/an.
- Effectifs du 1er janvier au 31 août 2006 : 1 554 ETP
- Effectifs du 1er septembre au 31 décembre 2006 : 1 354 ETP
- Prévision de dépense pour 2006 : 25,15 M€ (AE = CP).

| Répartition par action (en M€) | |
|---|---|
| **Action 1** | **6,8** |
| **Action 2** | **18,2** |
| **Action 3** | **0,1** |

### PRINCIPALE MESURE DE L'ANNEE

- Une mesure d'intégration au 1er septembre 2006 de 200 instituteurs supplémentaires : - 2 M€ (AE = CP).

# Justification par action

## Action n° 01 : Enseignement pré-élémentaire

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *8.749.747* | *3.878.902.523* |
| *Crédits de paiement* | *8.749.747* | *3.878.902.523* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les dépenses de fonctionnement courant imputées sur cette action sont destinées à financer les actions pédagogiques et les droits de reprographie qui se déroulent dans les écoles préélémentaires.

Les crédits correspondants s'élèvent à **1 916 997 € (AE = CP).**

**Les crédits pédagogiques**

Un certain nombre d'actions, notamment celles prévues dans les projets d'école, bénéficient d'une aide financière de l'Etat et peuvent couvrir les domaines suivants :

- des actions spécifiques destinées à la prévention et au traitement des difficultés scolaires, à la scolarisation en milieu rural ou à la scolarisation dans les ZEP,
- des activités complémentaires à l'enseignement et les partenariats dans les domaines artistique, culturel et scientifique, l'enseignement des langues vivantes et le développement des TICE à l'école,
- des actions spécifiques concernant l'enseignement à l'extérieur de l'école (scolarisation des enfants malades, des enfants du voyage ...).

Le montant des crédits prévus pour le financement de ces actions s'élève à 1,05 M€.

**Les droits de reprographie**

Par ailleurs, la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, dans son article 21 – VIII, dispose que l'Etat prend en charge les droits de reproduction par reprographie à usage pédagogique d'œuvres protégées dans les écoles élémentaires et les écoles maternelles. Dans ce cadre, le contrat conclu avec le Centre français d'exploitation du droit de copie prévoit une montée en charge du dispositif entre 2005 et 2007.

Le montant des crédits alloué au règlement de cette redevance est de 0,867 M€.

### DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention s'élèvent à **6 832 750 € en AE et en CP.**

#### TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Ils concernent la rémunération des instituteurs du cadre territorial de Mayotte (cf. présentation des coûts synthétiques transversaux).

## Action n° 02 : Enseignement élémentaire

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *41.755.079* | *7.393.430.851* |
| *Crédits de paiement* | *41.755.079* | *7.393.430.851* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

##### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits de fonctionnement courant de cette action couvrent deux types de dépenses : les crédits pédagogiques et les frais de déplacement.

Ces crédits s'élèvent à **22,67 M€ (AE = CP)**

**Les crédits pédagogiques**

Les actions financées sont les mêmes que celles décrites à l'action « pré-élémentaire ».

Le montant des crédits 2006 est de 21,082 M€. Ce montant intègre la tranche 2006 des contrats de plan Etat-Région 2000–2006 à hauteur de 1,748 M€.

**Les droits de reprographie**

Le montant des crédits inscrits pour la redevance des droits de copie s'élève à 1,292 M€ au titre de l'enseignement élémentaire.

**Les frais de déplacement**

Le remboursement des frais de remplacement concerne pour l'essentiel des enseignants qui interviennent pour l'enseignement des langues vivantes dans plusieurs écoles.

Indicateurs :

- Effectif 2003 : 580

- Coût moyen par agent : 520 €

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention s'élèvent à **18 202 644 € en AE et en CP.**

##### TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Ils concernent la rémunération des instituteurs du cadre territorial de Mayotte (cf. présentation des coûts synthétiques transversaux).

### TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Les crédits d'intervention de cette action sont destinés à subventionner des associations qui soutiennent les politiques éducatives développées dans l'enseignement élémentaire. Le montant des subventions est de 0,877 M€.

## Action n° 03 : Besoins éducatifs particuliers

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *4.947.535* | *1.382.520.492* |
| *Crédits de paiement* | *4.947.535* | *1.382.520.492* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits de fonctionnement courant de cette action couvrent deux types de dépenses, les crédits pédagogiques et les frais de déplacement. Le montant de ces crédits s'élève **4 863 729 € (AE = CP).**

**Les crédits pédagogiques**

Les actions financées avec les crédits pédagogiques sont les mêmes que celles décrites à l'action « pré-élémentaire ».

Le montant des crédits 2006 est de 1,46 M€.

**Les frais de déplacement**

Les crédits de cette action comportent également les crédits consacrés au remboursement des frais de déplacement des personnels participant aux réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficultés (RASED) qui exercent leurs fonctions sur plusieurs écoles.

Sont concernés environ 10 000 enseignants pour un coût total de 3,40 M€ soit un coût moyen par enseignant de 340 €.

### DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention s'élèvent à **83 806 € en AE et en CP.**

### TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Ils concernent la rémunération des instituteurs du cadre territorial de Mayotte (cf. présentation des coûts synthétiques transversaux).

## Action n° 04 : Formation des personnels enseignants

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *16.826.063* | *845.264.164* |
| *Crédits de paiement* | *16.826.063* | *845.264.164* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

##### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits de cette action recouvrent les dépenses afférentes à l'organisation de la formation continue des personnels du premier degré. Ils s'élèvent à **19 956 023 € (AE = CP) dont 3 130 000 € sur le titre 2 et 16 826 023 € sur le titre 3.**

**Directeurs d'écoles**

Aux termes de l'arrêté du 4 mars 1997, les directeurs d'école bénéficient à leur nomination de 5 semaines de stage de formation obligatoire.

Le nombre de nouveaux directeurs nommés chaque année est de 3.400. Le nombre de journées suivies par chacun d'eux est de 25 et le coût moyen d'une journée de formation s'élève à 13,5 €. Le coût de la formation des directeurs d'école est de 1,15 M€.

**Enseignants du 1er degré**

Le nombre total de journées de formation suivies par les enseignants du 1er degré est, en moyenne sur une année scolaire, de 1 330 000. Le coût moyen d'une journée de formation étant de 12,05 €, les crédits consacrés à cette action s'élève à 16 M€ (hors rémunération des intervenants).

**PRINCIPALE MESURE DE L'ANNEE**

Transfert des crédits de fonctionnement du Centre national d'études et de formation pour l'enfance inadaptée (CNEFEI) vers la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur : - 316 180 € (AE = CP).

## Action n° 05 : Remplacement

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *0* | *1.276.542.585* |
| *Crédits de paiement* | *0* | *1.276.542.585* |

## Action n° 06 : Pilotage et encadrement pédagogique

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *5.224.626* | *824.264.068* |
| *Crédits de paiement* | *5.224.626* | *824.264.068* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

##### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les dépenses portent sur les frais de déplacement des personnels d'inspection et des conseillers pédagogiques dont les fonctions nécessitent de très fréquents déplacements, notamment en zone rurale. Ces crédits s'élèvent à **5 224 626 € (AE = CP).**

| Personnels | Effectifs (2003) | Coût moyen par agent | Total des dépenses |
|---|---|---|---|
| IEN (frais de déplacements) | 1 308 | 1 204 € | 1,57 M€ |
| Conseillers pédagogiques | 3 282 | 1 112 € | 3,65 M€ |

## Action n° 07 : Personnels en situations diverses

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *0* | *166.488.418* |
| *Crédits de paiement* | *0* | *166.488.418* |

## Échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement

| | Autorisations d'engagement demandées pour 2006 et engagements antérieurs | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|
| | | Demandés pour 2006 | À ouvrir après 2006 |
| Incidence des autorisations d'engagement demandées pour 2006 | 15.767.413.101 | 15.767.413.101 | 0 |
| *Incidence des autorisations de programme engagées avant 2006 (Estimation*)* | | *0* | *0* |
| **Total pour le programme** | **15.767.413.101** | **15.767.413.101** | **0** |

** Estimation réalisée sur la base de la nomenclature de l'ordonnance organique de 1959.*

# Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions

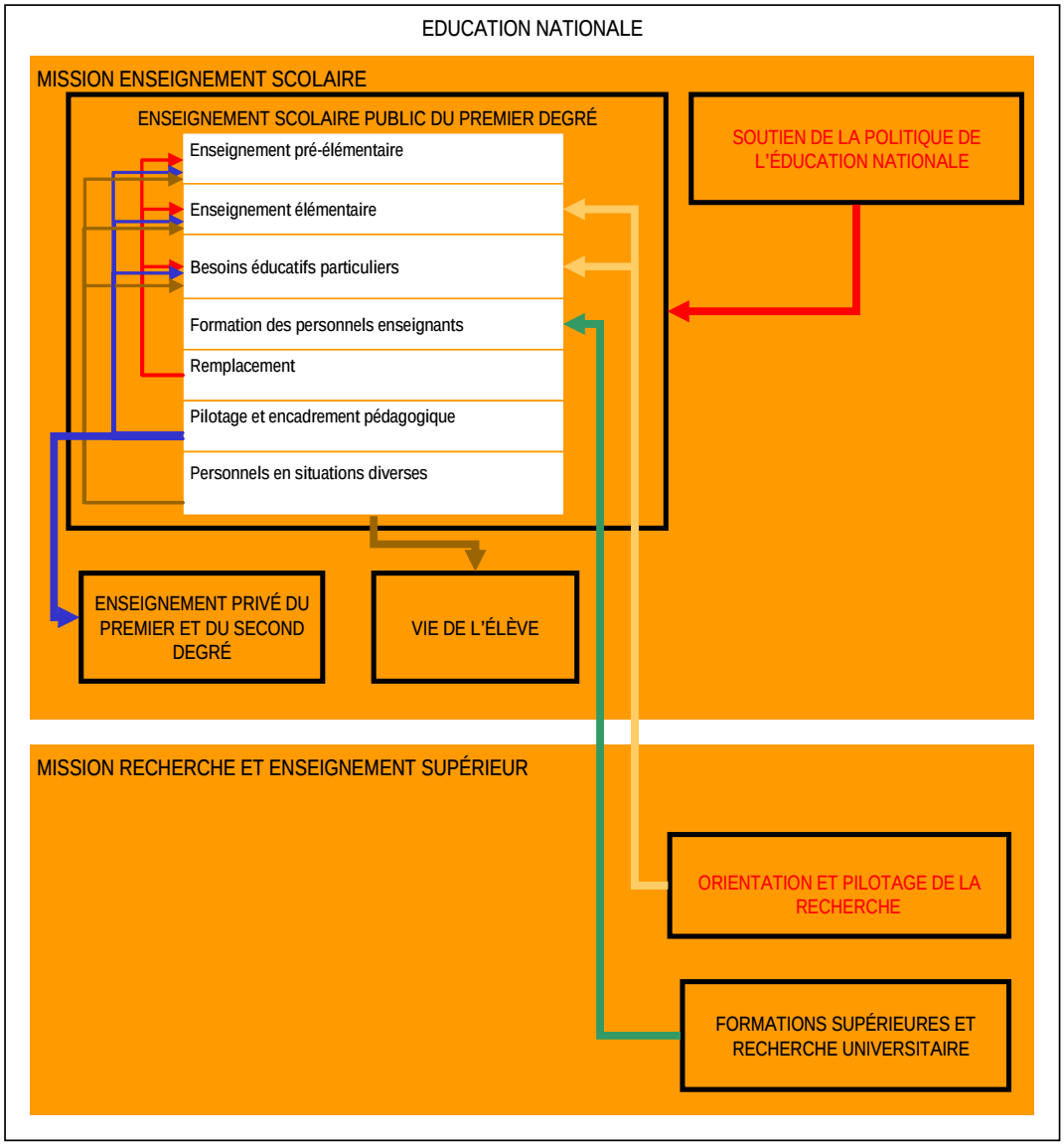
***Avertissement***

*Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits des actions et des programmes de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.*

*S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche adoptée pour ce premier exercice budgétaire en prévision s'est voulue pragmatique, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.*

## Schéma de déversement analytique du programme

Présentation des liens établis entre les actions du programme et d'autres programmes.



## Présentation des crédits de paiement concourant à la mise en œuvre de la politique

| Intitulé de l'action | Crédits prévus | Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents | | Crédits après ventilation |
|---|---|---|---|---|
| | | au sein du programme | entre programmes | |
| Enseignement pré-élémentaire | 3.878.902.523 | +687.993.363 | +154.689.467 | 4.721.585.353 |
| Enseignement élémentaire | 7.393.430.851 | +1.309.104.032 | +294.902.899 | 8.997.437.782 |
| Besoins éducatifs particuliers | 1.382.520.492 | +249.338.479 | +55.307.038 | 1.687.166.009 |
| Formation des personnels enseignants | 845.264.164 | | +36.467.825 | 881.731.989 |
| Remplacement | 1.276.542.585 | -1.276.542.585 | | 0 |
| Pilotage et encadrement pédagogique | 824.264.068 | -820.554.289 | -3.709.779 | 0 |
| Personnels en situations diverses | 166.488.418 | -149.339.000 | -17.149.418 | 0 |
| **Total** | **15.767.413.101** | **0** | **+520.508.032** | **16.287.921.133** |

| Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes | -520.508.032 |
|---|---|
| VIE DE L'ELEVE (Mission Enseignement scolaire) | +17.149.418 |
| ENSEIGNEMENT PRIVE DU PREMIER ET DU SECOND DEGRES (Mission Enseignement scolaire) | +3.709.779 |
| SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE L'EDUCATION NATIONALE (Mission Enseignement scolaire) | -533.365.792 |
| FORMATIONS SUPERIEURES ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE (Mission Recherche et enseignement supérieur) | -7.837.117 |
| ORIENTATION ET PILOTAGE DE LA RECHERCHE (Mission Recherche et enseignement supérieur) | -164.320 |

## Observations

### LES FONCTIONS DE SOUTIEN

**● Présentation des fonctions de soutien du programme**

**Action « Remplacement ».** Cette action rassemble les moyens en personnel destinés à pallier les absences des enseignants du premier degré. Ces absences sont liées à diverses raisons : formation continue, stages longs de préparation AIS ou congés de maladie et de maternité. Par cette action l'Etat tente de concilier deux impératifs : que les absences pénalisent le moins possible les élèves et que le calibrage et l'organisation des moyens affectés permettent leur utilisation maximale.

**Action « Pilotage et encadrement pédagogique ».** Cette action comprend les moyens en personnel titulaires qui permettent d'assurer la mise en place d'un pilotage et d'un encadrement pédagogique de qualité garantissant le bon fonctionnement de chacune des écoles. Les responsabilités administratives, pédagogiques ainsi que les relations extérieures à l'école sont remplies par un enseignant nommé dans l'emploi fonctionnel de directeur d'école. Les inspecteurs de l'éducation nationale sont chargés de l'encadrement pédagogique de proximité.

**Action « Personnels en situations diverses » .** Cette action concerne les personnels enseignants titulaires du 1er degré, qui, pour divers motifs d'ordre individuel ou fonctionnels, quittent leurs fonctions premières pour exercer temporairement ou définitivement de nouvelles activités au sein du système scolaire ou parallèlement. Ces personnels peuvent se trouver dans plusieurs situations : affectation sur un emploi de réadaptation, partenariats divers auprès d'organismes en relation avec l'enseignement ou décharges d'activité et autorisations spéciales d'absence permettant l'exercice d'un mandat syndical.

**● Modalités de rapprochement et de ventilation des dépenses de fonction de soutien dans les actions.**

- Ventilation des crédits de l'action « Remplacement » : les moyens de remplacement ont vocation à être utilisés à tous les niveaux d'enseignement du premier degré. Aussi, les crédits de cette action sont ventilés sur les actions « Enseignement pré-élémentaire », « Enseignement élémentaire » et « Besoins éducatifs particuliers » en fonction des effectifs d'ETPT inscrits sur ces actions.

- Ventilation des crédits de l'action « Pilotage et encadrement pédagogique » : Une première distinction est opérée entre les crédits consacrés aux missions des personnels d'inspection et les autres crédits. Au sein des crédits consacrés aux missions des inspecteurs de l'éducation nationale une distinction est ensuite opérée entre leurs missions d'inspection et leurs missions de formation continue ou relative à la carte scolaire. En effet, seules les missions d'inspection des inspecteurs de l'éducation nationale sont exercées à la fois dans l'enseignement public et dans l'enseignement privé. Une fois isolés, les crédits consacrés aux missions d'inspection sont ventilés au prorata des effectifs d'ETPT d'enseignants :

- des actions « Enseignement pré-élémentaire », « Enseignement élémentaire » et « Besoins éducatifs particuliers » du programme « Enseignement scolaire public du 1er degré » ;

- des actions « Enseignement pré-élémentaire », « Enseignement élémentaire » et « Dispositifs spécifiques de scolarisation » du programme « Enseignement scolaire privé».

Les crédits restants sont ventilés au prorata des effectifs d'ETP d'enseignants sur les actions « Enseignement pré-élémentaire », « Enseignement élémentaire » et « Besoins éducatifs particuliers » du programme « Enseignement scolaire public du 1er degré ».

- Ventilation des crédits de l'action « Personnels en situations diverses » : l'intégralité des crédits de cette action est, dans un premier temps, additionnée aux crédits de l'action « Personnels en situations diverses » du programme « Enseignement scolaire public du second degré ». L'ensemble de ces crédits est ensuite ventilé sur plusieurs actions des progammes « Enseignement scolaire public du premier degré », « Enseignement scolaire public du second degré » et « Vie de l'élève » au prorata des effectifs d'ETPT des actions concernées. Pour le programme « Enseignement scolaire public du premier degré », les actions sur lesquelles sont ventilés des crédits sont les suivantes : « Enseignement pré-élémentaire », « Enseignement élémentaire » et « Besoins éducatifs particuliers ».

- Ventilation de crédits en provenance du programme « Orientation et pilotage de la recherche » de la mission « Recherche et enseignement supérieur ». Les crédits destinés à des structures de l'administration centrale inscrits sur la mission « Recherche et enseignement supérieur », mais concourant à la mise en œuvre de la mission « Enseignement scolaire » sont ventilés sur les actions « Enseignement élémentaire », « Besoins éducatifs particuliers » en fonction des effectifs d'ETPT.

- Une partie des crédits consacrés aux IUFM inscrits sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » de la mission « Recherche et enseignement supérieur » sont ventilés sur l'action « Formation des personnels enseignants ».

# Programme 141 :
# Enseignement scolaire public du second degré

# Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

## Présentation par action et titre des crédits demandés pour 2006

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement en collège | 9.889.085.785 | 1.870.815 | 4.911.078 | **9.895.867.678** | |
| 02 | Enseignement général et technologique en lycée | 5.969.218.223 | 1.192.389 | 1.457.113 | **5.971.867.725** | |
| 03 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 3.714.795.622 | 1.944.425 | 1.269.814 | **3.718.009.861** | 320.000 |
| 04 | Apprentissage | 25.266.283 | | 2.398.176 | **27.664.459** | |
| 05 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 1.797.745.881 | | 151.783 | **1.797.897.664** | |
| 06 | Besoins éducatifs particuliers | 1.025.758.463 | | 7.580.808 | **1.033.339.271** | |
| 07 | Aide à l'insertion professionnelle | 42.605.039 | 5.322.329 | 1.372.041 | **49.299.409** | 23.000.000 |
| 08 | Information et orientation | 252.077.103 | 1.923.829 | | **254.000.932** | |
| 09 | Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience | 184.182.260 | 3.867.394 | 900.000 | **188.949.654** | 7.000.000 |
| 10 | Formation des personnels enseignants et d'orientation | 642.160.022 | 29.672.104 | | **671.832.126** | |
| 11 | Remplacement | 1.027.996.660 | | | **1.027.996.660** | |
| 12 | Pilotage, administration et encadrement pédagogique | 2.800.127.422 | 6.092.475 | 373.527 | **2.806.593.424** | |
| 13 | Personnels en situations diverses | 208.445.405 | | | **208.445.405** | |
| 14 | Subventions globalisées aux EPLE | | | 138.612.078 | **138.612.078** | |
| **Totaux** | | **27.579.464.168** | **51.885.760** | **159.026.418** | **27.790.376.346** | **30.320.000** |

## Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement en collège | 9.889.085.785 | 1.870.815 | 4.911.078 | **9.895.867.678** | |
| 02 | Enseignement général et technologique en lycée | 5.969.218.223 | 1.192.389 | 1.457.113 | **5.971.867.725** | |
| 03 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 3.714.795.622 | 1.944.425 | 1.269.814 | **3.718.009.861** | 320.000 |
| 04 | Apprentissage | 25.266.283 | | 2.398.176 | **27.664.459** | |
| 05 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 1.797.745.881 | | 151.783 | **1.797.897.664** | |
| 06 | Besoins éducatifs particuliers | 1.025.758.463 | | 7.580.808 | **1.033.339.271** | |
| 07 | Aide à l'insertion professionnelle | 42.605.039 | 5.322.329 | 1.372.041 | **49.299.409** | 23.000.000 |
| 08 | Information et orientation | 252.077.103 | 1.923.829 | | **254.000.932** | |
| 09 | Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience | 184.182.260 | 3.867.394 | 900.000 | **188.949.654** | 7.000.000 |
| 10 | Formation des personnels enseignants et d'orientation | 642.160.022 | 29.672.104 | | **671.832.126** | |
| 11 | Remplacement | 1.027.996.660 | | | **1.027.996.660** | |
| 12 | Pilotage, administration et encadrement pédagogique | 2.800.127.422 | 6.092.475 | 373.527 | **2.806.593.424** | |
| 13 | Personnels en situations diverses | 208.445.405 | | | **208.445.405** | |
| 14 | Subventions globalisées aux EPLE | | | 138.612.078 | **138.612.078** | |
| **Totaux** | | **27.579.464.168** | **51.885.760** | **159.026.418** | **27.790.376.346** | **30.320.000** |

## Présentation par action et titre des crédits votés pour 2005 (loi de finances initiale)

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement en collège | 9.334.918.861 | 1.870.815 | 4.911.078 | **9.341.700.754** | |
| 02 | Enseignement général et technologique en lycée | 5.506.699.362 | 1.192.389 | 1.457.113 | **5.509.348.864** | |
| 03 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 3.547.407.929 | 1.944.425 | 1.269.814 | **3.550.622.168** | |
| 04 | Apprentissage | 2.732.197 | 2.398.176 | | **5.130.373** | |
| 05 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 1.455.623.726 | | 151.783 | **1.455.775.509** | |
| 06 | Besoins éducatifs particuliers | 1.038.501.632 | | 7.586.609 | **1.046.088.241** | |
| 07 | Aide à l'insertion professionnelle | 29.282.518 | 5.322.329 | 1.372.041 | **35.976.888** | |
| 08 | Information et orientation | 264.346.957 | 1.923.829 | | **266.270.786** | |
| 09 | Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience | 65.044.574 | 3.867.394 | 900.000 | **69.811.968** | |
| 10 | Formation des personnels enseignants et d'orientation | 647.458.414 | 34.672.104 | | **682.130.518** | |
| 11 | Remplacement | 905.230.368 | | | **905.230.368** | |
| 12 | Pilotage, administration et encadrement pédagogique | 1.634.816.466 | 6.092.475 | 365.059 | **1.641.274.000** | |
| 13 | Personnels en situations diverses | 162.064.710 | | | **162.064.710** | |
| 14 | Subventions globalisées aux EPLE | | | 148.939.666 | **148.939.666** | |
| **Totaux** | | **24.594.127.714** | **59.283.936** | **166.953.163** | **24.820.364.813** | |

### Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement en collège | 9.334.918.861 | 1.870.815 | 4.911.078 | **9.341.700.754** | |
| 02 | Enseignement général et technologique en lycée | 5.506.699.362 | 1.192.389 | 1.457.113 | **5.509.348.864** | |
| 03 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 3.547.407.929 | 1.944.425 | 1.269.814 | **3.550.622.168** | |
| 04 | Apprentissage | 2.732.197 | 2.398.176 | | **5.130.373** | |
| 05 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 1.455.623.726 | | 151.783 | **1.455.775.509** | |
| 06 | Besoins éducatifs particuliers | 1.038.501.632 | | 7.586.609 | **1.046.088.241** | |
| 07 | Aide à l'insertion professionnelle | 29.282.518 | 5.322.329 | 1.372.041 | **35.976.888** | |
| 08 | Information et orientation | 264.346.957 | 1.923.829 | | **266.270.786** | |
| 09 | Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience | 65.044.574 | 3.867.394 | 900.000 | **69.811.968** | |
| 10 | Formation des personnels enseignants et d'orientation | 647.458.414 | 34.672.104 | | **682.130.518** | |
| 11 | Remplacement | 905.230.368 | | | **905.230.368** | |
| 12 | Pilotage, administration et encadrement pédagogique | 1.634.816.466 | 6.092.475 | 365.059 | **1.641.274.000** | |
| 13 | Personnels en situations diverses | 162.064.710 | | | **162.064.710** | |
| 14 | Subventions globalisées aux EPLE | | | 148.939.666 | **148.939.666** | |
| **Totaux** | | **24.594.127.714** | **59.283.936** | **166.953.163** | **24.820.364.813** | |

## Présentation des crédits par titre et catégorie

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consommées en 2004 | Ouvertes en LFI pour 2005 | Demandées pour 2006 | Consommés en 2004 | Ouverts en LFI pour 2005 | Demandés pour 2006 |
| **Titre 2. Dépenses de personnel** | | **24.594.127.714** | **27.579.464.168** | | **24.594.127.714** | **27.579.464.168** |
| Rémunérations d'activité | | 16.633.190.127 | 17.373.689.964 | | 16.633.190.127 | 17.373.689.964 |
| Cotisations et contributions sociales | | 7.545.572.339 | 9.858.716.806 | | 7.545.572.339 | 9.858.716.806 |
| Prestations sociales et allocations diverses | | 415.365.248 | 347.057.398 | | 415.365.248 | 347.057.398 |
| **Titre 3. Dépenses de fonctionnement** | | **59.283.936** | **51.885.760** | | **59.283.936** | **51.885.760** |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 59.283.936 | 51.885.760 | | 59.283.936 | 51.885.760 |
| **Titre 6. Dépenses d'intervention** | | **166.953.163** | **159.026.418** | | **166.953.163** | **159.026.418** |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 157.994.513 | 150.073.569 | | 157.994.513 | 150.073.569 |
| Transferts aux autres collectivités | | 8.958.650 | 8.952.849 | | 8.958.650 | 8.952.849 |
| **Totaux hors fonds de concours prévus** | | **24.820.364.813** | **27.790.376.346** | | **24.820.364.813** | **27.790.376.346** |
| *Fonds de concours prévus au titre 2* | | | *23.320.000* | | | *23.320.000* |
| *Fonds de concours prévus sur les autres titres* | | | *7.000.000* | | | *7.000.000* |
| ***Totaux y compris fonds de concours prévus*** | | ***24.820.364.813*** | ***27.820.696.346*** | | ***24.820.364.813*** | ***27.820.696.346*** |

# Évaluation des dépenses fiscales[1]

## Dépenses fiscales dont l'objet principal contribue au programme

(en millions d'euros)

| Numéro et intitulé de la mesure | | Résultat estimé pour 2004 | Évaluation pour 2005 | Évaluation pour 2006 |
|---|---|---|---|---|
| 120110 | Exonération des indemnités de stage en entreprise versées aux élèves et étudiants | 25 | 25 | 25 |

## Dépenses fiscales contribuant au programme sans que ce soit leur objet principal

(en millions d'euros)

| Numéro et intitulé de la mesure | | Résultat estimé pour 2004 | Évaluation pour 2005 | Évaluation pour 2006 |
|---|---|---|---|---|
| 120109 | Exonération partielle du salaire des apprentis | 175 | 180 | 195 |
| 120132 | Exonération des salaires perçus par les jeunes exerçant une activité pendant leurs congés scolaires ou universitaires | _ | _ | 20 |

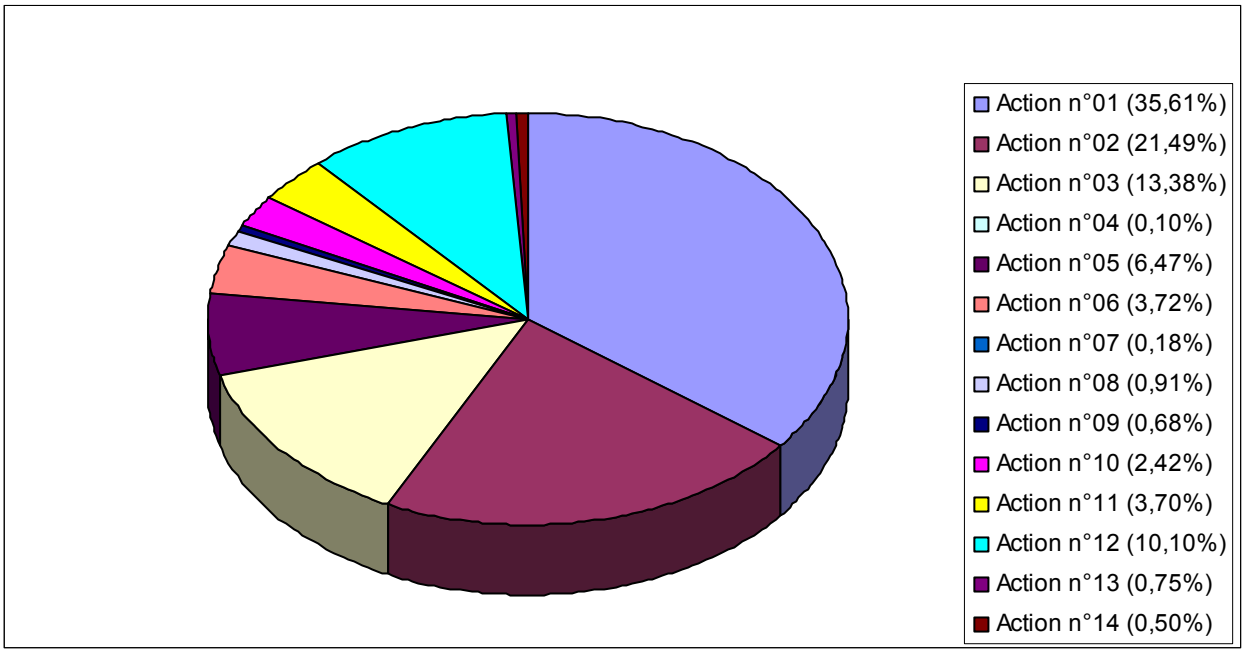
[1] Les dépenses fiscales sont décrites dans le tome II de l'annexe au projet de loi de finances intitulée « Évaluation des voies et moyens ». Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier et précisées dans le projet annuel de performances. Les montants indiqués sont des estimations. Lorsqu'aucun montant ne figure, la lettre « ε »signifie que le coût est estimé à moins de 0,5 million d'euros ; l'abréviation « nc » signifie « non chiffrable » et l'astérisque « * » signifie que l'évaluation de cette mesure fiscale n'est pas disponible lors de la mise sous presse de cette annexe, mais figure en revanche dans le tome II de l'annexe « Évaluation des voies et moyens ».

# Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs

## Présentation par action des crédits demandés pour 2006

| Numéro et intitulé de l'action | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement en collège | 9.895.867.678 | 9.895.867.678 |
| 02 | Enseignement général et technologique en lycée | 5.971.867.725 | 5.971.867.725 |
| 03 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 3.718.009.861 | 3.718.009.861 |
| 04 | Apprentissage | 27.664.459 | 27.664.459 |
| 05 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 1.797.897.664 | 1.797.897.664 |
| 06 | Besoins éducatifs particuliers | 1.033.339.271 | 1.033.339.271 |
| 07 | Aide à l'insertion professionnelle | 49.299.409 | 49.299.409 |
| 08 | Information et orientation | 254.000.932 | 254.000.932 |
| 09 | Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience | 188.949.654 | 188.949.654 |
| 10 | Formation des personnels enseignants et d'orientation | 671.832.126 | 671.832.126 |
| 11 | Remplacement | 1.027.996.660 | 1.027.996.660 |
| 12 | Pilotage, administration et encadrement pédagogique | 2.806.593.424 | 2.806.593.424 |
| 13 | Personnels en situations diverses | 208.445.405 | 208.445.405 |
| 14 | Subventions globalisées aux EPLE | 138.612.078 | 138.612.078 |
| **Totaux** | | **27.790.376.346** | **27.790.376.346** |

## Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2006



# Présentation du programme

**• Finalités générales du programme**

L'enseignement secondaire est structuré en deux cycles complémentaires dispensés dans des établissements publics locaux d'enseignement (EPLE) distincts : le premier cycle relève du collège, collège « unique » depuis la loi Haby (1975) ; le second cycle relève du lycée qui offre des voies de formation diversifiées : la voie générale et la voie technologique dans les lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) et la voie professionnelle en lycée professionnel (LP) ; chacune a sa spécificité et mène à un type de baccalauréat, mais des passerelles existent pour permettre d'éventuelles réorientations.

L'obligation scolaire prend fin à 16 ans, ce qui correspond approximativement à la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire.

La loi d'orientation de 1989, supprimant le palier d'orientation de fin de 5ème, a conforté la démocratisation du collège instituée dans les années 1970. Pour poursuivre la formation entamée à l'école primaire par l'apprentissage de nouveaux savoirs disciplinaires et l'acquisition de nouvelles compétences, le collège, qui s'adresse maintenant à la quasi-totalité d'une classe d'âge a à relever le défi de la grande hétérogénéité des élèves.

Dans certains collèges, des sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) dispensent à des élèves en grande difficulté scolaire, à l'issue de l'école, des enseignements leur permettant d'accéder à une formation qualifiante et diplômante de niveau V. Les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA), EPLE spécialisés, offrent également ces enseignements.

Longtemps réservé à une minorité, le lycée s'est, au cours des vingt dernières années, fortement ouvert à tous les élèves pour leur permettre d'acquérir, en LEGT ou en LP, un ensemble de savoirs les préparant à leur vie d'adulte capables d'assumer pleinement leur rôle de citoyens, de poursuivre des études ou de s'insérer dans la vie active.

Cette démocratisation s'est traduite par le développement du baccalauréat professionnel qui a contribué, dans les années 1990, à la forte progression du taux de bacheliers.

***Taux de bacheliers dans une génération***

| Années 50 | ≈10 % |
|---|---|
| 1970 | 20,1 |
| 1980 | 25,9 |
| 1990 | 43,5 |
| 1999 | 61,6 |
| 2000 | 62,8 |
| 2001 | 62 |
| 2002 | 61,8 |
| 2003 | 62,9 |
| 2004 | 62,0 |

Y est également liée la profonde réforme du lycée mise en place au cours de cette décennie, caractérisée d'abord par la rénovation des filières, la définition d'un nouvel équilibre entre les séries et le double choix de la diversification et du décloisonnement puis par la rénovation des contenus d'enseignement et l'implication plus étroite des lycéens dans leurs apprentissages et leur formation de citoyen.

Au-delà de son action en direction des élèves - qui se diversifie lorsqu'elle vise des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, des jeunes en rupture scolaire ou en voie de décrochage -, l'enseignement secondaire est aussi le lieu d'organisation et de mise en œuvre de formations diverses : c'est notamment le cas, d'une part, pour des formations post-baccalauréat et, d'autre part, pour la formation continue des adultes.

**• Action législative et réglementaire**

Code de l'éducation modifié par la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école.

**• Environnement** (partenaires / co-financeurs).

- Autres départements ministériels.

- Collectivités territoriales : la construction, l'équipement et le fonctionnement des établissements relèvent des départements (pour les collèges) et des régions (pour les lycées). Les départements sont également chargés des transports scolaires.

**• Acteurs et pilotage du programme**

Ce programme est placé sous la responsabilité du directeur de l'enseignement scolaire. Sa mise en œuvre est fortement déconcentrée et conduite au niveau académique sous l'autorité des recteurs qui peuvent en confier certains segments aux inspecteurs d'académie-DSDEN.

Cette déconcentration conduit à la fixation d'objectifs académiques.

La répartition des moyens entre les académies est critérisée et s'accompagne de la définition d'un BOP par académie constitué d'unités opérationnelles au niveau académique ou départemental.

**Autres acteurs**

- Établissements publics locaux d'enseignement (EPLE) : collèges, LEGT et LP et EREA (cf. action 6).

***Nombre d'EPLE (FM + DOM)***

| Années | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| Collèges | 5.128 | 5.139 | 5.168 | 5.183 | 5.200 |
| EREA | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| LEGT | 1.513 | 1.527 | 1.531 | 1.538 | 1.545 |
| LP | 1.108 | 1.096 | 1.083 | 1.072 | 1.061 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Total | 7.829 | 7.842 | 7.862 | 7.873 | 7.886 |

Source : MEN-DEP.

**• Éléments de contexte**

La baisse des effectifs d'élèves du second degré public constatée depuis 1994 s'est ralentie au début des années 2000, mais s'accentue à nouveau à la rentrée 2003 et 2004 ; elle devrait se poursuivre en 2005 et 2006.

***Évolution des effectifs du second degré dans les EPLE*** (en milliers)

| Constats (FM + DOM) | | | | | | | Prévisions | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| 1er cycle (hors SEGPA) | 2.709,1 | 2.620,4 | 2.608,9 | 2.597,9 | 2.573,7 | 2.527,0 | -48,6 | -34,6 |
| 2nd cycle P | 567,8 | 551,8 | 547,8 | 549,8 | 555,9 | 561,1 | 4,3 | 1,8 |
| 2nd cycle GT | 1.206,6 | 1.199,4 | 1.202,3 | 1.207,0 | 1.206,6 | 1.207,6 | -3,9 | -7,4 |
| Ens. adapté | 121,6 | 118,4 | 117,1 | 115,1 | 113,2 | 112,2 | -1,9 | -1,4 |
| Total | 4.605,0 | 4.490,1 | 4.476,0 | 4.469,7 | 4.449,4 | 4.407,9 | -50,1 | -41,6 |
| Évolution générale en % | | - 0,8 | - 0,3 | - 0,1 | - 0,5 | -0,9 | -1,1 | -1.0 |

Le premier cycle devrait enregistrer une baisse (-48.600 élèves en 2005 et - 34.600 élèves en 2006) en raison de l'arrivée en sixième de classes d'âge moins nombreuses. En revanche, le second cycle professionnel connaîtrait une hausse d'effectifs de 4.300 élèves en 2005 et de 1.800 en 2006. Ces évolutions résultent en partie, en plus de facteurs démographiques, de la croissance prévue des CAP et de la poursuite des études après un BEP. Enfin, le second cycle général et technologique enregistrerait une baisse de ses effectifs de -1.900 élèves en 2005 et de –1.400 en 2005. Ces évolutions sont essentiellement dues à des effets démographiques.

Source : MEN-DEP

***Les personnels enseignants du 2nd degré devant élèves dans les EPLE : répartition par corps des titulaires***

| Corps | Collèges | EREA | LEGT | LP | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| certifiés et assimilés | 154 192 | 292 | 89 976 | 3 444 | 247 904 |
| adjoints et. chargés ens. | 2 411 | 7 | 773 | 367 | 3 558 |
| professeurs chaire sup. | | | 2 148 | | 2 148 |
| agrégés | 9 236 | 27 | 37 993 | 306 | 47 562 |
| PEGC | 14 340 | 14 | 18 | 22 | 14 394 |
| PLP | 3 479 | 806 | 13 152 | 45 324 | 62 761 |
| autres titulaires | 6 498 | 507 | 5 | 9 | 7 019 |
| Total | 190 156 | 1 653 | 144 065 | 49 472 | 385 346 |

Source : MEN-bases relais - France métro + DOM - rentrée 2004

**• Présentation de la structuration en actions**

Ce programme est constitué d'actions présentant chacune une unité de finalité.

Les 9 premières concernent les prestations d'enseignement mises en œuvre en direction des différents publics :

1. enseignement en collège,

2. enseignement général et technologique en lycée,

3. enseignement professionnel sous statut scolaire,

4. apprentissage,

5. enseignement post-baccalauréat en lycée,

6. besoins éducatifs particuliers,

7. aide à l'insertion professionnelle,

8. information et orientation,

9. formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience.

Plusieurs dimensions transversales à la majeure partie de ces actions sont à souligner :

***L'éducation prioritaire***

L'égalité des chances est un principe fondateur du système éducatif français. La politique d'éducation prioritaire, développée depuis plus de vingt ans, en est une des expressions les plus ambitieuses. Elle concerne principalement le collège, mais des lycées professionnels y sont associés ; elle touche environ un collégien sur 5.

Des moyens importants sont mis en œuvre :

- tous les personnels des établissements concernés bénéficient de mesures spécifiques,

- l'engagement financier du ministère y est de 10 à 15 % plus élevé qu'ailleurs,

- les classes y comptent en moyenne deux élèves de moins que les autres.

L'objectif central est d'améliorer les résultats scolaires par des actions éducatives et pédagogiques centrées sur les besoins individuels des élèves.

***L'action culturelle***

L'action culturelle, menée en partenariat avec le ministère de la culture et de la communication et associant le plus souvent les conseils régionaux, s'inscrit dans une démarche de projet finalisé intégrant la réalisation concrète d'un objet ou d'un événement. Elle peut concerner des formes d'art peu enseignées dans le cadre disciplinaire (design, architecture, photographie…).

***L'action internationale***

Les sections internationales et les sections de langue européennes ou orientales ont été conçues pour offrir aux élèves un apprentissage renforcé d'une langue vivante avec notamment un enseignement en langue étrangère de certaines disciplines. Elles s'inscrivent dans les objectifs européens engagés à Lisbonne et à Copenhague. Les partenariats scolaires mis en œuvre dans le cadre de coopérations binationales concourent à développer la mobilité des élèves et des personnels et favorisent l'apprentissage des langues étrangères

Les cinq autres actions concernent le fonctionnement de l'appareil scolaire :

10. formation des personnels enseignants et d'orientation,

11. remplacement,

12. pilotage, administration et encadrement pédagogique,

13. personnels en situations diverses,

14. subventions globalisées aux EPLE.

# Présentation des actions



## Action n° 01 : Enseignement en collège

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'enseignement au collège s'adresse à tous les enfants sortant de l'école primaire ; il vise à faire acquérir aux élèves un socle commun de connaissances et de compétences et à assurer la nécessaire diversité des parcours pour y parvenir. Il repose sur un équilibre des disciplines intellectuelles, artistiques, manuelles, physiques et sportives, permet de révéler les aptitudes et les goûts des élèves et prépare leur orientation.

Deux grands principes structurent cet enseignement : la volonté de faire acquérir à tous le socle commun et la diversification pédagogique nécessaire pour tenir compte des compétences et intérêts des collégiens.

***L'acquisition du socle commun de connaissances et de compétences***

Il s'agit de faire acquérir aux élèves, pendant le temps de leur scolarité obligatoire, les compétences nécessaires à la poursuite d'études ultérieures, à l'obtention d'une formation qualifiante et à l'entrée dans la vie d'adulte.

Ce socle commun est structuré autour de trois grands pôles qui regroupent chacun plusieurs disciplines particulières : la maîtrise des langages, la culture des humanités, la culture scientifique et technique. L'éducation civique et l'éducation physique et sportive y participent également.

L'égalité de traitement est garantie à chaque niveau par un enseignement des disciplines obligatoires, arrêté réglementairement.

***L'accompagnement des élèves et les parcours diversifiés***

L'enseignement est organisé de manière à offrir au collégien un parcours de formation qui concilie exigences communes pour tous et diversification des cheminements pour les atteindre, avec à chaque niveau, l'accompagnement nécessaire.

En classe de sixième, c'est l'aide aux élèves et l'accompagnement de leur travail personnel (2 heures) qui sont proposés.

Au cycle central, les itinéraires de découverte, d'une durée de 11 semaines, fondés sur une approche interdisciplinaire, participent de la diversification des démarches d'enseignement.

Par ailleurs, pour des élèves volontaires, âgés d'au moins 14 ans, les collèges peuvent mettre en place des dispositifs d'alternance incluant des périodes en milieu professionnel. Ces dispositifs offrent une solution pédagogique vis-à-vis d'élèves ayant accumulé des retards et des lacunes mais qui manifestent des intérêts qu'il convient d'exploiter par l'approche concrète du milieu professionnel au sens large et par la découverte des métiers.

Dans le cycle d'orientation, la classe de 3ème repose sur un tronc commun unique de disciplines obligatoires et d'options facultatives permettant de mieux répondre à la diversité des élèves et de leurs attentes. Elle favorise l'approche du monde du travail par l'introduction de découverte professionnelle.

**• Les acteurs**

EPLE : collèges.

**• Politique réglementaire**

- Décret n° 96-465 du 29 mai 1996 relatif à l'organisation de la formation au collège ;

- Arrêté du 29 mai 1996 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2002 relatif à l'organisation des enseignements dans les classes de sixième de collège ;

- Arrêté du 26 décembre 1996 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2002 relatif à l'organisation des enseignements du cycle central de collège ;

- Arrêté du 26 décembre 1996 relatif à l'organisation des enseignements du cycle d'orientation de collège (classe des troisième), modifié par l'arrêté du 2 juillet 2004 (applicable à partir de la rentrée scolaire 2005-2006) ;

- Arrêté du 2 juillet 2004 relatif à l'organisation du cycle d'orientation au collège

- Circulaire n° 2003-133 du 01-09-03 : « des objectifs et des méthodes pour lutter contre la fracture scolaire et élaborer les contrats de réussite scolaire ».

***Le collège en 2004-2005 (FM + DOM, public)***

| | | |
|---|---|---|
| Nombre d'élèves en premier cycle (y compris classes de 1er cycle situées en lycée ou LP, hors EREA) | 6ème | 624.959 |
| | 5ème | 623.923 |
| | 4ème | 642.939 |
| | 3ème | 628.711 |
| | Classes spécialisées | 107.787 |
| | Dont SEGPA | 101.321 |
| | CPA-CLIPA, UPI, classes-relais | 6.466 |
| | total | 2.628.319 |
| Nombre de collèges | | 5.200 |
| dont % ayant des effectifs | < 200 élèves | 6,5 % |
| | entre 200 et 600 élèves | 63.1 % |
| | > 600 élèves | 30,4 % |
| Nombre d'enseignants devant élèves (titulaires et non titulaires en collèges) | | 195 893 |

*Source* : MEN-DEP.



## Action n° 02 : Enseignement général et technologique en lycée

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'enseignement général et technologique en lycées est sanctionné par le diplôme du baccalauréat (général ou technologique). Ces deux voies de formation ont pour mission principale de préparer les lycéens à une poursuite d'études dans l'enseignement supérieur. L'enseignement est organisé en deux cycles, la classe de seconde générale et technologique commune aux deux voies de formation et le cycle terminal de deux ans, diversifié en trois séries pour la voie générale et six séries pour la voie technologique.

***Évolution des effectifs du 2nd cycle GT***

| Année scolaire | 1990-1991 | 1995-1996 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| nombre d'élèves | 1.276.700 | 1.206.600 | 1.199.400 | 1.202.300 | 1.207.000 | 1.206.600 | 1.207.600 |

Champ : métropole + DOM - public. Source : MENESR-DEP.

L'organisation et les contenus des enseignements visent à
- accroître le nombre de lycéens atteignant les compétences attendues en fin de lycée et attestées par le baccalauréat ;
- accroître le pourcentage d'élèves en filières scientifiques et technologiques industrielles en encourageant l'équilibre filles-garçons ;
- faire accéder le maximum d'élèves à la maîtrise des langues étrangères.

La classe de seconde générale et technologique est une classe de détermination permettant aux élèves de choisir à son issue une des séries conduisant au baccalauréat général ou technologique. L'enseignement comprend des enseignements communs obligatoires, deux enseignements de détermination obligatoires choisis par l'élève parmi une offre d'enseignements correspondant aux séries de baccalauréat, un enseignement facultatif.

Par ailleurs, la réforme des lycées de 1999 a conduit à développer une individualisation de l'aide aux élèves les plus en difficulté à l'entrée au lycée.

En classes de première et de terminale de chaque série, l'enseignement comprend des enseignements communs, des enseignements de spécialité et jusqu'à deux enseignements facultatifs.

En 2001, de nouvelles pratiques pédagogiques fondées sur des approches interdisciplinaires (travaux personnels encadrés) ont été introduites dans les trois séries d'enseignement générales.

Dans la voie technologique, des dispositifs d'adaptation accueillent des titulaires d'un BEP ou d'un CAP souhaitant poursuivre leur formation dans l'enseignement supérieur en préparant un baccalauréat technologique.

**• Acteurs**

- EPLE : LEGT

**• Politique réglementaire**

- Arrêtés du 18 mars 1999 modifiés, relatifs à l'organisation et horaires :
  - de la classe de seconde des LEGT ;
  - des classes de première et terminale sanctionnées par le baccalauréat général.

- Arrêté du 16 février 1977 modifié : organisation et horaires des classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat technologique « techniques de la musique et de la danse ».

- Arrêté du 14 février 1992 modifié : organisation et horaires des classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat technologique « hôtellerie ».

- Arrêté du 15 septembre 1993 modifié : organisation et horaires des classes de première et terminale sanctionnées par le baccalauréat technologique.

- Arrêté du 14 janvier 2004 modifié : organisation et horaires des classes de première et terminale sanctionnées par le baccalauréat technologique de la série « sciences et technologies de la gestion » (STG).

***Le second cycle général et technologique en 2003-2004***
*(FM + DOM, public)*

| | | |
|---|---|---|
| Nombre d'élèves en 2nd cycle GT (y compris en LP, hors EREA) | Classes de 2nde | 425.903 |
| | Classes de 1ère | 386.099 |
| | (dont voie générale | 250.792 |
| | voie technologique | 135.307 |
| | Classes terminales | 395.574 |
| | dont voie générale | 251.340 |
| | voie technologique | 144.234 |
| | total | 1.207.576 |

| | | |
|---|---|---|
| **Nombre de LEGT** | | 1.545 |
| dont % avant des | < 200 élèves | 1,1 % |
| | entre 200 et 600 élèves | 18,2 % |
| | > 600 élèves | 80,7 % |
| Nombre d'enseignants devant élèves (titulaires et non titulaires en LEGT) | | 147.505 |

Source : MEN-DEP.



## Action n° 03 : Enseignement professionnel sous statut scolaire

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'enseignement professionnel vise à faire acquérir à des jeunes lycéens un premier niveau de qualification professionnelle reconnu par l'obtention d'un diplôme de niveau V (CAP, BEP, mentions complémentaires) ou de niveau IV (baccalauréat professionnel, brevet des métiers d'art, mentions complémentaires).

Élaborée en partenariat entre l'Etat et les régions, dans le cadre du plan régional de développement des formations professionnelles (PRDF), l'offre de formation des lycées professionnels constitue une réponse aux demandes de formation des élèves, des territoires et des milieux économiques. Elle est mise en cohérence avec les autres formations professionnelles (apprentissage, formation continue) au sein du PRDF.

Les formations de l'enseignement professionnel reposent sur une collaboration étroite avec les représentants des entreprises pour garantir leur professionnalité et faciliter l'insertion des élèves. Toutes comprennent des enseignements généraux qui s'articulent avec les enseignements professionnels, incluent des périodes en entreprise, privilégient la mise en projet et le travail en équipe dans le cadre de groupes à effectifs réduits, articulent formation et délivrance des diplômes grâce au contrôle en cours de formation.

***Formations de niveau V (CAP-BEP)***

Le certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et le brevet d'études professionnelles (BEP) sont des diplômes classés au niveau V, niveau de base de la classification des qualifications professionnelles. Ils valident l'acquisition de compétences et de connaissances permettant d'occuper un emploi d'ouvrier ou d'employé qualifié.

En 2004 les formations préparant au CAP accueillent en lycée professionnel public 60.646 élèves dans environ 155 spécialités.

Elles visent principalement l'insertion professionnelle, sans exclure la poursuite d'études vers un niveau IV. Les formations conduisant au BEP accueillent 350.352 élèves dans 47 spécialités. Elles visent principalement la poursuite d'études vers le baccalauréat professionnel, tout en permettant une insertion dans l'emploi (secteurs du bâtiment, de l'hôtellerie).

***Formations de niveau IV (Bac Professionnel)***

Le baccalauréat professionnel atteste de compétences et de connaissances correspondant au niveau IV des qualifications professionnelles. Il a pour but l'insertion directe dans un emploi d'ouvrier, d'agent technique ou d'employé hautement qualifié mais il peut aussi donner accès à certaines études supérieures.

En 2004, 139.872 élèves préparent le baccalauréat professionnel en lycée professionnel public dans environ 69 spécialités.

***Formations complémentaires***

Des mentions complémentaires attestent d'une spécialisation obtenue après un premier diplôme. Elles peuvent être soit de niveau V soit de niveau IV selon le diplôme auquel elles font suite. D'une durée d'un an, les formations qui y conduisent accueillent 4.984 élèves en 2004, dans environ 49 spécialités.

**• Partenaires**

Les entreprises versent aux établissements une partie de leur taxe d'apprentissage.

**• Acteurs**

EPLE : LP et LEGT ayant des sections d'enseignement professionnel.

**• Politique législative et réglementaire**

- Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

- Loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école, notamment article 33 (création du label lycée des métiers).

***Le second cycle professionnel en 2004-2005***
*(FM + DOM, public)*

| | | |
|---|---|---|
| **Nombre d'élèves en 2nd cycle Pro** (y compris en lycée, hors EREA) | CAP en un an | 1.987 |
| | 1ère année CAP 2 | 33.801 |
| | 2ème année CAP 2 | 27.489 |
| | Total CAP 2 ans | 61.290 |
| | Total CAP 3 ans | 275 |
| | BEP en un an | 3.373 |
| | Seconde professionnelle | 177.190 |
| | Terminale BEP | 166.805 |
| | Total BEP en 2 ans | 343.995 |
| | Mentions complémentaires | 4.974 |
| | 1ère professionnelle / BMA | 78.171 |
| | Terminale pro / BMA | 67.019 |
| | Total bac pro / BMA | 145.190 |
| Total 2nd cycle professionnel | | 561.084 |
| **Nombre de LP** | | 1.061 |
| dont % ayant des effectifs | < 200 élèves | 8,1 % |
| | entre 200 et 600 élèves | 75,6 % |
| | > 600 élèves | 16,3 % |
| Nombre d'enseignants devant élèves (titulaires et non titulaires en LP | | 53.322 |

*Source* : MEN-DEP.



## Action n° 04 : Apprentissage

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'apprentissage vise à faire acquérir à des jeunes de 16 à 25 ans une qualification professionnelle initiale par une formation se déroulant sous contrat de travail, pour partie dans une entreprise et pour partie dans un établissement de formation.

Pour diversifier leur offre de formation, les établissements publics locaux d'enseignement (EPLE), en complément des formations sous statut scolaire, offrent cette voie de préparation aux diplômes professionnels de niveaux V, IV et III en créant à cette fin soit des centres de formation d'apprentis (CFA, multi formations) soit des sections d'apprentissage (limitées à une formation).

La création de ces centres et sections fait l'objet de conventions passées avec les régions, qui, après expertise des services académiques, fixent leur offre de formation et leurs modalités d'organisation pédagogique et financière. Elle repose aussi sur un partenariat étroit avec le monde économique pour répondre aux besoins de celui-ci et organiser avec lui la formation des apprentis.

L'Etat assure aux EPLE gestionnaires des centres une aide financière à leur fonctionnement, la prise en charge éventuelle de leurs coordonnateurs pédagogiques et la mise à disposition d'emplois gagés d'enseignants.

| Age | effectifs 2002-2003 | effectifs 2003-2004 |
|---|---|---|
| 16 | 4.954 | 4 447 |
| 17 | 4.981 | 4 687 |
| 18 | 3.873 | 3 524 |
| 19 | 2.784 | 2 639 |
| 20 | 2.205 | 1 711 |
| 21 | 1.484 | 1 199 |
| 22 | 849 | 704 |
| 23 | 459 | 487 |
| 24 | 288 | 233 |
| 25 | 336 | 287 |
| | 22.213 | 19 918 |

(France Métro + DOM ) *Source* : MEN-DEP

Les apprentis dans les formations de niveaux III, IV et V du secteur public sont formés dans diverses structures relevant des EPLE : 95 CFA (avec 12 antennes), 109 SA (sections d'apprentissage) et 85 UFA (unités de formation).
En 2003-2004, 22.488 apprentis ont été recensés dans l'ensemble de ces structures ; en 2001-2002, ils étaient 21.512 pour 22.358 en 2002-2003.

***Répartition par âge des apprentis des CFA et SA publics***
*(hors apprentis des UFA)*

***Répartition des apprentis en apprentissage public par type de formations suivies (en %)***
*(Hors UFA - France Métro + DOM)*

| Type de formations suivies | 2002-2003 | 2003-2004 |
|---|---|---|
| CAP et autres diplômes équivalents de niveau V | 50,19 | 47,39 |
| BEP | 14,89 | 14,68 |
| Mention complémentaire et autres de niveau V | 2,87 | 2,76 |
| Total niveau V | 67,96 | 64,74 |
| BP et autres diplômes de niveau IV | 9,35 | 12,15 |
| Bac pro | 13,61 | 14,31 |
| Total niveau IV | 22,95 | 26,46 |
| BTS | 7,96 | 7,64 |
| DUT et autres diplômes de niveau III | 1,13 | 1,16 |
| Total niveau III | 9,09 | 8,80 |

Source : MEN-DEP.

**• Partenaires**

- Les régions sont les principaux financeurs de l'apprentissage.

- Par le versement de la taxe d'apprentissage, les entreprises participent également à ce financement.

Le financement de l'apprentissage fait l'objet d'une réforme dont le but est d'assurer une meilleure répartition de la taxe d'apprentissage.

**• Acteurs**

EPLE : LP et LEGT.

**• Politique législative et réglementaire**

- Code du travail, Articles :

L115-1 à L115-3 ; L116-1 à L116-8 ; L117-1 à L117-2 ; L117-3 à L117-11-1 ; L117-12 à L117-18 ; L117 BIS-1 à L117 BIS-7 ; L118-1-1 à L118-7 ; L119-1 à L119-5).

- Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

- Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, dont un chapitre est consacré au financement de l'apprentissage.

- Loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école.



## Action n° 05 : Enseignement post-baccalauréat en lycée

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Les enseignements post-baccalauréat assurés dans les lycées sont organisés dans les sections de techniciens supérieurs et dans les classes préparatoires aux grandes écoles. L'accès à ces filières est de nature sélective et l'admission se fait sur dossier.

***Effectifs d'élèves en cursus post-bac dans les lycées***

| Année scolaire | | 1990-1991 | 1995-1996 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'élèves | | 165 200 | 210 800 | 216 300 | 215 800 | 217 300 | 217 100 | 217 200 |
| dont | CPGE | 55 000 | 61 800 | 57 900 | 58 200 | 59 400 | 59 200 | 60 400 |
| | STS (1) | 109 900 | 148 600 | 157 400 | 156 400 | 156 600 | 156 500 | 155 100 |
| | Prépa diverses (2) | 300 | 400 | 900 | 1 100 | 1 300 | 1 400 | 1 700 |

(1) et assimilés : sections préparant aux BTS en deux ans, BTS et DTS en trois ans et DCESF, DMA et classes de mise à niveau
(2) DPECF, DECF, DNTS, DSAA, DESCF, préparations diverses post-bac, formations complémentaires post BTS
Source : ministère de l'éducation nationale.
Champ : métropole+DOM-public

***STS***

Implantées dans les lycées, les sections de techniciens supérieurs (STS) sont des classes qui préparent après le baccalauréat au brevet de technicien supérieur (BTS). Le BTS est un diplôme national de l'enseignement supérieur de niveau III qui atteste d'une qualification professionnelle et sanctionnent un niveau d'études à bac + 2.

Le BTS est conçu dans un objectif d'insertion professionnelle. Il permet à ses titulaires d'assumer des tâches d'encadrement et confère le titre de technicien supérieur breveté.

***CPGE***

Les classes préparatoires aux grandes écoles ont pour fonction d'accroître le niveau des connaissances des bacheliers dans différents champs disciplinaires de manière à les rendre aptes à suivre une formation en grande école dans les filières littéraires, économiques et commerciales et scientifiques. Chaque filière est subdivisée en voies.

Les éléments caractéristiques des activités consistent en l'application d'un programme national d'études propres à chaque voie de préparation, fixé par arrêté, après élaboration en co-partenariat avec les grandes écoles. Il est suffisamment détaillé pour ne pas prêter à interprétation. Ces connaissances sont évaluées par les concours qu'organisent les grandes écoles.

Aux activités traditionnelles d'enseignement s'ajoutent, dans la filière scientifique, les travaux d'initiative personnelle encadrée, dont l'objectif est de permettre à l'étudiant de développer des qualités et capacités d'ouverture d'esprit, d'initiative personnelle, d'esprit critique, d'aptitude à l'imagination expérimentale et à la collecte d'information pour l'analyser et la communiquer.

**• Acteurs**

- EPLE : lycées

**• Politique réglementaire**

***STS :***

- Décret n° 95-665 du 9 mai 1995 portant règlement général du brevet de technicien supérieur.

***CPGE :***

- Décret n° 94-1015 du 23.11.1994 relatif à l'organisation et au fonctionnement des classes préparatoires aux grandes écoles organisées dans les lycées relevant des ministres chargés de l'éducation, de l'agriculture et des armées ;

- Arrêté du 23.11.1994 relatif à l'admission et au régime des études dans les classes préparatoires aux grandes écoles organisées dans les lycées relevant du ministre chargé de l'éducation ou fonctionnant sous contrat d'association dans des établissements privés.

Par ailleurs, chaque filière est régie par des arrêtés propres :

- Filière économique et commerciale : arrêtés du 23 mars 1995 concernant la nature des classes et l'organisation et horaires et arrêtés du 3 juillet 1995 concernant les programmes ;

- Filière littéraire : arrêtés du 27 juin 1995 concernant la nature des classes, l'organisation et horaires et les programmes ;

- Filière scientifique : arrêtés du 10 février 1995 concernant la nature des classes et l'organisation et horaires ; note de service n° 95-164 du 12 juillet 1995 concernant la présentation générale des programmes.



## Action n° 06 : Besoins éducatifs particuliers

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Pour atteindre l'objectif stratégique principal du programme 2nd degré, le système éducatif se doit de scolariser tous les jeunes qui sont d'âge scolaire -voire au-delà pour ceux d'entre eux qui, à l'issue de la scolarité obligatoire, n'ont pas obtenu un niveau de qualification reconnu- et de favoriser leur réussite scolaire. A cet effet, il est nécessaire d'adapter les démarches aux besoins particuliers de certains élèves (non francophones, malades ou handicapés) et d'apporter des aides spécifiques différentes selon la nature des besoins.

Des partenariats peuvent être organisés (par voie conventionnelle) avec des établissements ou services sanitaires ou médico-éducatifs ou avec des personnels para-médicaux exerçant en libéral pour assurer les soins et ou rééducations nécessaires aux élèves.

**• Acteurs**

- Établissements (certains chefs d'établissements -en EREA- ou adjoint -en SEGPA- étant titulaires du diplôme de directeur d'établissement d'éducation adaptée ou spécialisée –DDEEAS-),

- Enseignants (dont certains sont des enseignants spécialisés du 1er degré titulaires du certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaires –CAPSAIS-).

A partir de la rentrée 2004, une formation spécialisée est ouverte aux enseignants du 2nd degré, les préparant au certificat complémentaire pour les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap (2CA-SH), afin de favoriser la scolarité secondaire de ces élèves.

**• Politique législative et réglementaire**

- Scolarisation des élèves malades ou handicapés et enseignement à l'extérieur de l'EPLE :

Code de l'éducation : articles L. 112-1 à L. 112-5 et articles L.312-9-1, L.251-1 à L.351-3, L.352-1.

Ces dispositions ont été sensiblement modifiées par la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées promulguée le 11 février 2005.

- Dispositifs relais : circulaire n° 2003-085 du 16 mai 2003 ; circulaire n° 2000-141 du 4 septembre 2000, circulaire n° 99-147 du 4 octobre 1999 ; circulaire n° 98-120 du 12 juin 1998, convention cadre du 2 octobre 2002 et avenant du 17 décembre 2003.

Cette action vise à apporter des aides ciblées à des élèves identifiés par leurs besoins particuliers liés, selon les cas, à des difficultés scolaires graves et/ou à des décrochages scolaires (6.1), à la non maîtrise de la langue de scolarisation (6.2), à une situation de maladie ou de handicap (6.3 et 6.4).

**6.1 Prévention et traitement des difficultés scolaires (SEGPA, EREA, dispositifs relais)**

Les SEGPA (sections d'enseignement général et professionnel adapté) scolarisent des élèves dont les difficultés d'apprentissage graves et persistantes nécessitent

une prise en charge globale ; leur scolarité adaptée se déroule en référence aux cycles et aux contenus d'enseignement du collège. Elles permettent aux collégiens qui en bénéficient l'accès à une formation professionnelle qualifiante et diplômante de niveau V et contribuent à la réussite des parcours scolaires de l'ensemble d'entre eux.

Les EREA, établissements régionaux d'enseignement adapté, ont pour mission de prendre en charge des élèves en grande difficulté scolaire et sociale ou présentant un handicap.

À partir de la rentrée 2005, les élèves de SEGPA (108.261 en 2003-2004) comme ceux des EREA (10.669) sont orientés et affectés par une commissions présidée par l'IA-DSDEN, à l'exclusion de ceux qui sont orientés vers un des 8 EREA accueillant des jeunes handicapés par la commission des droits et de l'autonomie créée par la loi du 11 février 2005..

1.664 postes spécialisés du 1er degré sont affectés en EREA, 6.958 en SEGPA, dont 972 sur des emplois de directeurs-adjoints titulaires du DDEEAS.

Le traitement des difficultés observées passe aussi par la mise en place de dispositifs relais spécifiques : les classes-relais et les ateliers-relais, toujours rattachés à un collège et inscrits dans le projet d'établissement, proposent un accueil temporaire aux collégiens en voie de marginalisation scolaire, en raison de troubles de comportement conjugués à des difficultés d'apprentissage. Les résultats des enquêtes montrent qu'un an après leur passage en dispositifs-relais, plus des trois quarts des élèves poursuivent une formation.

**6.2 Intégration des primo arrivants**

L'objectif premier est de conduire le plus rapidement possible chaque adolescent à un usage de la langue française compatible avec les exigences des apprentissages qu'il doit faire en milieu scolaire compte tenu de son âge.

Les modalités prévues de scolarisation consistent à offrir à la fois un enseignement intensif du français et une approche immersive du « français scolaire ». Ceci justifie la double inscription, dans une classe particulière à effectif limité et dans une classe ordinaire. On vise à réaliser l'insertion complète dans le cursus normal le plus rapidement possible, au maximum deux ans pour les élèves arrivés en cours d'année scolaire ou avec un faible niveau de scolarisation. Tout élève nouvellement arrivé, après évaluation de ses connaissances, est inscrit dans une classe ordinaire correspondant à son âge (ou une autre classe sans dépasser un écart d'âge de 2 ans) et à son niveau scolaire.

Lorsqu'un effectif suffisant d'élèves (une quinzaine d'élèves) est réuni, il bénéficie pour un temps partiel, d'un enseignement renforcé et quotidien de français, en classe d'accueil (CLA) ; ce temps quotidien d'abord important est progressivement réduit. En cas d'effectif très faible, des heures d'apprentissage de la langue sont mises en place et des heures supplémentaires attribuées aux professeurs qui les assurent.

Les élèves arrivés en France à un âge proche de la limite de l'obligation scolaire, peu ou pas scolarisés dans le pays d'origine, sont inscrits dans des classes d'accueil spécifiques pour élèves non scolarisés antérieurement (CLA-NSA) pour acquérir en un premier temps le français oral courant, puis des bases en lecture et écriture.

Certains nouveaux arrivants âgés de plus de 16 ans, avec un niveau scolaire très faible, peuvent être accueillis dans le cadre de la mission d'insertion des jeunes de l'éducation nationale (MGIEN) et participer à des cycles d'insertion pré-professionnels spécialisés en français langue étrangère et en alphabétisation (CIPPA FLE-ALPHA).

Les classes d'accueil (près de 900) sont confiées de préférence à des enseignants volontaires, formés en général à l'enseignement du français langue étrangère ou langue seconde, formation et compétences qu'il est désormais possible de faire valider par une certification supplémentaire.

***Partenariat :***

Une convention conclue entre la direction de l'enseignement scolaire, la direction des populations et des migrations et le FASILD fournit le cadre national du partenariat mis en œuvre avec les responsables départementaux de l'accueil des immigrants et le FASILD.

**6.3 Scolarisation des élèves malades ou handicapés**

Les objectifs sont ici d'assurer, dans le 2nd degré, la continuité du cursus des élèves présentant un handicap, une maladie invalidante ou chronique et de leur permettre de réaliser tous les apprentissages scolaires ou professionnels dont ils sont capables.

Un effort important doit être réalisé pour répondre aux demandes des jeunes et de leurs parents. Outre les adaptations pédagogiques, l'accès à la scolarité en milieu ordinaire de certains élèves disposant d'une autonomie restreinte nécessite parfois un accompagnement assuré par un assistant d'éducation auxiliaire de vie scolaire (programme vie de l'élève action 3), parfois aussi, des aides techniques (matériels informatiques disposant de logiciels ou de périphériques adaptés). Dans chaque cas, c'est dans le cadre d'un projet personnalisé de scolarisation, évolutif en fonction des besoins, élaboré en association étroite avec l'élève et ses parents et avec d'autres intervenants, soignants ou rééducateurs, que sont précisées les modalités de scolarisation :

- soit intégration individuelle dans une classe ordinaire, si besoin avec un AVS,

- soit affectation dans un collège ou un lycée disposant d'une unité pédagogique d'intégration (UPI) qui permet le regroupement d'élèves ayant des besoins relativement proches, pour certains enseignements ou pour des soutiens indispensables.

L'affectation en UPI ne fait pas obstacle à un retour à une modalité d'intégration individuelle si cela redevient préférable pour l'élève. Chaque élève inscrit dans une UPI suit la majorité des cours dans une classe de son niveau d'enseignement, à l'exception de jeunes accueillis en raison de troubles importants du fonctionnement cognitif. Dans ce dernier cas, les enseignements dispensés au sein de l'UPI peuvent être plus importants. On recensait 695 UPI à la rentrée 2004 (597 à la rentrée 2003).

L'immense majorité des jeunes présentant une maladie chronique ou invalidante est intégrée de manière individuelle (sauf en cas de troubles associés), les soins ou rééducations nécessaires étant coordonnés dans son projet d'accueil individualisé.

On recensait en 2003-2004 plus de 27.000 jeunes handicapés intégrés dans des établissements du second

degré : 19.571 en collège (dont 4.316 en UPI) ; 2.771 en lycée professionnel ; 4.880 en lycée d'enseignement général et technologique.

**6.4 Enseignement à l'extérieur de l'EPLE**

L'objectif est d'assurer la continuité du cursus scolaire des élèves ne pouvant, momentanément ou durablement, fréquenter un établissement public local d'enseignement, en leur dispensant un enseignement soit à domicile, soit dans un établissement sanitaire ou médico-éducatif.

L'élève peut bénéficier de l'intervention d'un enseignant rémunéré en heures supplémentaires dans le cadre du service d'assistance pédagogique à domicile (SAPAD). En 2002-2003, 82 % des demandes en collèges (2.937) et en lycées (1.572) ont pu être satisfaites, ainsi que 78 % des demandes en lycées professionnels (370).

L'élève peut aussi avoir besoin d'une prise en charge globale dans un établissement sanitaire (il y est admis sur prescription médicale) ou médico-éducatif (admission sur décision de la commission départementale d'éducation spéciale).

Si besoin, des enseignants spécialisés du 1er degré peuvent être mis à la disposition de ces établissements, des enseignants du 2nd degré peuvent intervenir ou assurer des vacations tout en restant rattachés à un EPLE d'affectation.

Sur les 102.000 jeunes accueillis dans des établissements médico-éducatifs, plus de la moitié ont entre 13 et 20 ans ou plus ; 85 % des jeunes accueillis dans ces établissements présentent un handicap mental ou psychique ou un polyhandicap, ce qui explique qu'un certain nombre d'entre eux bénéficient de l'enseignement dispensé par des personnels du premier degré.

Près de 13.000 jeunes sont accueillis dans des établissements sanitaires chaque année, la moitié d'entre eux y est scolarisée à temps plein sans que l'on puisse connaître avec précision ceux d'entre eux qui relèvent d'un enseignement du second degré.

***Partenariats :***

Pour assurer, dans ou hors l'école, les soins et/ou rééducations nécessaires aux élèves malades ou handicapés, des partenariats peuvent être noués (par voie conventionnelle) avec des établissements ou services sanitaires ou médico-éducatifs ou des personnels para-médicaux exerçant en libéral.



## Action n° 07 : Aide à l'insertion professionnelle

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'enseignement secondaire public a l'obligation d'offrir à tous les jeunes, avant leur sortie du système éducatif, l'accès à une qualification destinée à faciliter leur insertion professionnelle. Pour les jeunes de plus de 16 ans les plus éloignés d'une première qualification et qui sont en situation ou en voie de rupture de scolarité, les établissements mettent en place des actions relevant de la « mission générale d'insertion » (MGI) de l'éducation nationale.

La MGI propose trois catégories d'actions : des actions de remobilisation, qui préparent les élèves à reprendre un parcours de formation qualifiant (35.326 élèves en 2004) ; des actions de préparation à un diplôme, plus personnalisées que les formations diplômantes habituelles (14.855 élèves) ; des actions d'accompagnement vers l'emploi qui conduisent des jeunes titulaires d'un premier diplôme vers l'insertion professionnelle directe (7.278 élèves).

La rémunération des personnels de la MGI et le fonctionnement des actions sont essentiellement assurés par un financement spécifique de l'Etat.

L'organisation de la MGI est territorialisée : au niveau du bassin, les établissements scolaires et les CIO analysent la situation locale avec les partenaires économiques et proposent des actions ; au niveau académique, le recteur choisit l'implantation des actions et coordonne leur mise en œuvre ; au niveau national, la direction de l'enseignement scolaire anime et suit la mise en œuvre du dispositif.

**• Partenaires**

Le Fonds social européen (FSE) apporte une contribution d'un montant potentiel de 11.433.676 € par année.



## Action n° 08 : Information et orientation

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'orientation regroupe un ensemble d'activités dont l'objectif essentiel vise à aider les jeunes à construire des projets scolaires et professionnels en cohérence avec les intérêts de chacun et les caractéristiques des besoins du système économique.

C'est un processus éducatif, porté par toute l'équipe éducative, qui doit permettre aux jeunes d'apprendre à se repérer, ouvrir des pistes, développer leur autonomie et de

se doter de compétences pour élaborer des projets tout au long de leur vie.

Dans les 588 Centres d'Information et d'Orientation (CIO) - dont une moitié sont gérés par l'Etat, l'autre moitié par les départements - les activités d'orientation se traduisent par l'accueil de tout public et en priorité des jeunes scolarisés et de leur famille, l'information sur les études, les formations professionnelles, les qualifications et les métiers, le conseil individuel, l'observation, l'analyse des transformations locales du système éducatif et des évolutions du marché du travail et la production de documents de synthèse à destination des équipes éducatives ou des élèves, enfin l'animation des échanges et des réflexions entre les partenaires du système éducatif, les parents, les jeunes, les décideurs locaux et les responsables économiques.

4.000 conseillers d'orientation-psychologues travaillent essentiellement auprès des collégiens, des lycéens, des jeunes en voie d'insertion professionnelle et des étudiants. Pour environ 60 % de leur temps, ils interviennent dans les établissements scolaires où, outre leur activité de conseil individuel auprès des jeunes, ils participent en tant que conseillers techniques des chefs d'établissement, à l'élaboration et la mise en œuvre du volet orientation des projets d'établissement ainsi qu'à la mise en place d'actions d'éducation à l'orientation, en collaboration avec les équipes éducatives et particulièrement les professeurs principaux.

Dans son bassin de formation ou district scolaire, chaque CIO est animé par un directeur.

Dans les établissements scolaires, les enseignants participent aux activités d'éducation à l'orientation. Ils perçoivent une indemnité de suivi et d'orientation (ISO) pour cela.

Les tâches d'accueil, de gestion, de secrétariat et de maintenance du fonds documentaire sont assurées par un personnel administratif en poste au CIO.

**• Partenaires**

- L'Onisep (services centraux et délégations régionales) pour la collecte, la mise en forme et la diffusion de l'information sur les parcours de formation et les métiers.

- Les branches professionnelles, au niveau national dans le cadre des conventions de partenariat signés avec le MENESR et au niveau régional dans le cadre des contrats d'objectifs.

- Les collectivités locales :

  • département pour le financement du fonctionnement de la moitié des CIO environ ;

  • région pour le financement d'actions spécifiques auxquelles concourent les services d'information et d'orientation.

**• Politique réglementaire**

- Décret n°71-841 du 7 juillet 1971 : Organisation des services chargés de l'information et de l'orientation.

- Arrêté du 5 mars 1973 : Organisation des centres d'information et d'orientation.

- Circulaire du 25 février 1980 : Organisation de l'activité des CIO.

- Décret du 20 mars 1991 : Statut des personnels d'information et d'orientation.

- Décret du 14 juin 1990 : Orientation et affectation des élèves.



## Action n° 09 : Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Les activités du ministère de l'éducation nationale en direction des publics adultes, salariés et demandeurs d'emploi s'inscrivent dans la logique de l'éducation et de la formation tout au long de la vie telle que définie au niveau européen.

Les groupements d'établissements (Greta) qui rassemblent des collèges, lycées et lycées professionnels, accueillent chaque année autour d'un demi million de stagiaires, salariés et demandeurs d'emploi aussi bien pour des formations d'adaptation que de qualification. En 2003, le volume financier des 275 Greta et Cafoc s'élève à 419,3 M€, soit une augmentation (+2,3 %) par rapport à 2002 (409,1 M€), représentant 5,5 % sur le marché concurrentiel de la formation continue.

Le développement de la formation continue des adultes auprès des prescripteurs et des entreprises est assuré par les conseillers en formation continue (1.335 emplois).

Face aux profondes évolutions législatives, l'éducation nationale propose la souplesse de son système de validation (découpage des diplômes professionnels en unités, modes d'évaluation diversifiés) et le développement en cours de la validation des acquis de l'expérience (VAE).

En outre, des complémentarités sont recherchées entre les diplômes délivrés par l'éducation nationale et les autres certifications. Les Greta doivent adapter leur offre de formation aux nouveaux besoins, notamment en renforçant la modularisation, la souplesse et l'individualisation des parcours de formation.

Depuis 2002, la VAE permet à toute personne ayant trois années d'expérience au minimum, d'obtenir tout ou partie d'un diplôme technologique ou professionnel en faisant valoir ses compétences et ses connaissances acquises à la faveur de ses activités professionnelles ou bénévoles. Succédant à la validation des acquis professionnels (VAP), la VAE s'inscrit dans le principe de l'élargissement et de la diversification des modalités d'accès aux certifications professionnelles et aux diplômes de l'éducation nationale.

Le dispositif de VAE connaît depuis sa mise en œuvre en 2002 une croissance importante des effectifs d'usagers qui en bénéficient. En 2003, 83.561 personnes ont été accueillies et informées par les DAVA, 15.162 ont bénéficié d'un conseil et d'un accompagnement personnalisé et 14.374 ont déposé une demande de validation des acquis. Près de la moitié d'entre elles ont obtenu un diplôme et près de 40 % une partie d'un diplôme.

Le dispositif de VAE de l'éducation nationale repose sur l'existence dans chaque académie d'un dispositif académique de validation des acquis (DAVA) qui associe plusieurs services et structures académiques (GIP FCIP, DEC, Greta…) afin d'accueillir, de conseiller et d'accompagner les candidats dans le processus de validation.

**• Acteurs**

EPLE : collèges, LEGT et LP.

**• Opérateurs**

GIP (Groupement d'intérêt public) « FCIP » : formation continue des adultes et insertion professionnelle : 28 académies sur 30 se sont d'ores et déjà dotées d'un GIP.

**Politique réglementaire**

- Code de l'éducation :
  - article L.122-5 (mission d'éducation permanente des établissements scolaires) ;
  - article L.423-1 (relatif aux groupements d'établissements scolaires publics) ;
  - article L.335-5 (VAE).

- Décret n° 93-432 du 24 mars 1993 relatif à la mission de formation continue des adultes du service public d'éducation.

- Note de service n° 2001-111 du 15 juin 2001 relative à la création d'un label qualité unique Éducation nationale en formation d'adultes.



## Action n° 10 : Formation des personnels enseignants et d'orientation

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

La formation des enseignants est pour l'institution scolaire l'un des principaux leviers d'action : il s'agit par la formation initiale (dont la responsabilité est partagée entre plusieurs missions et programmes) et par la formation continue (qui relève entièrement du présent programme) de faire en sorte que la formation « académique » et « professionnelle » des personnels d'enseignement et d'orientation permette aux établissements de disposer d'un potentiel de personnels qualitativement adapté.

***La formation initiale***

L'enseignement secondaire participe à la formation initiale des enseignants du second degré au travers de deux principaux modes d'action :

- le tissu scolaire participe à la préparation des concours de recrutement des enseignants du second degré et des conseillers d'orientation-psychologues ainsi qu'à leur professionnalisation en dégageant les moyens nécessaires à l'accueil des étudiants et stagiaires dans les EPLE et en mettant à disposition des instituts universitaires de formation des maîtres un potentiel de formateurs (tuteurs, professeurs associés, conseillers pédagogiques) ;

- par ailleurs, les emplois des stagiaires de seconde année d'IUFM sont inclus dans ce programme ; ils font partie des moyens d'enseignement délégués aux recteurs.

***La formation continue***

La formation continue des enseignants du second degré et des conseillers d'orientation-psychologues a vocation à accompagner les évolutions pédagogiques et les orientations ministérielles et à permettre aux personnels de développer leurs compétences professionnelles, d'affiner leurs pratiques en fonction des évolutions qui affectent l'exercice de leur métier.

A cet effet, sous l'autorité des recteurs, sont conçus et mis en œuvre des plans académiques de formation continue conçus en fonction des priorités nationales et académiques, des besoins des personnels et des projets d'établissement.

Elle revêt plusieurs modalités : stages ou journées disciplinaires ou thématiques, stages d'établissements (s'adressant à tout ou partie de l'équipe pédagogique), stages techniques, universités d'été…

Elle touche chaque année plus de 50 % des personnels concernés.

**• Partenaires**

- Universités.

- Autres départements ministériels.

**• Acteurs**

- IUFM, inspecteurs, enseignants, associations.

**• Politique réglementaire**

- Décret n° 85-607 du 14 juin 1985 relatif à la formation professionnelle des fonctionnaires d'Etat.

- Circulaire n° 99-212 du 20 décembre 1999 : nouveau dispositif de formation continue des personnels enseignants des 1er et 2nd degrés, des personnels d'éducation et d'orientation.

- Circulaire n° 2001-150 du 27 juillet 2001 relative à l'accompagnement de l'entrée dans le métier et à la formation continue des enseignants des premier et second degrés et des personnels d'éducation et d'orientation.

- Décret n° 2004-13 du 5 janvier 2004 créant le certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap et le certificat complémentaire pour les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap.



## Action n° 11 : Remplacement

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'enjeu étant la continuité du service dû aux élèves, il s'agit ici de satisfaire, dans 8.000 EPLE répartis sur l'ensemble du territoire, les besoins de remplacement à l'année (ou en cours d'année) correspondant à des postes d'enseignement non pourvus ainsi que les besoins de suppléance des professeurs temporairement absents (pour des durées courtes ou moyennes).

Parmi les 357 spécialités d'enseignement, ces besoins concernent concrètement 130 disciplines principales.

- dans le cas d'une absence d'une durée prévue de plus de deux semaines, l'autorité académique affecte un titulaire, un maître auxiliaire garanti de réemploi ou à défaut recrute un contractuel ou un vacataire ;

- dans le cas d'une absence de moins de deux semaines, le chef d'établissement veille au remplacement du professeur absent par un enseignant de la même discipline ou d'une discipline voisine, rémunéré en heures supplémentaires effectives, ou recrute un vacataire.

Le potentiel de suppléance est composé comme suit :

- personnels titulaires et maîtres auxiliaires garantis de réemploi affectés en zone de remplacement et non affectés en établissement sur des postes à l'année ;

- contractuels recrutés pour la suppléance ;

- heures supplémentaires effectives (HSE) attribuées à des vacataires ou des titulaires ;

Les moyens correspondants sont inclus dans les dotations académiques.

Une indemnité de sujétion spéciale de remplacement (ISSR) est attribuée aux personnels titulaires affectés à ces fonctions.

**• Acteurs :** EPLE

**• Politique réglementaire**

Décret n° 99-823 du 17 septembre 1999 et note de service n° 99-152 du 7 octobre 1999 : Exercice des fonctions de remplacement dans les établissements d'enseignements du second degré.



## Action n° 12 : Pilotage, administration et encadrement pédagogique

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Il s'agit, dans les établissements public locaux d'enseignement, d'assurer l'ensemble des fonctions d'encadrement relatives tant à l'organisation et au pilotage de l'action pédagogique qu'à la gestion matérielle et financière.

Ces missions supposent que des responsables garantissent la mise en œuvre de la politique éducative nationale et encadrent l'ensemble des personnels. Leur action s'exerce dans les domaines de la conduite de la politique pédagogique, de l'administration et de la gestion des ressources humaines.

La direction des établissements et l'inspection des personnels en constituent les deux formes majeures. Toutes deux impliquent une démarche régulière d'évaluation du travail individuel et collectif des agents, supposent un travail en équipe et requièrent l'appui de ressources logistiques administratives.

***La direction et l'administration des établissements***

La direction de l'établissement est assurée par un chef d'établissement qui représente l'Etat au sein de l'EPLE dont il dirige le conseil d'administration. Il a pour premiers collaborateurs un adjoint, appartenant au corps de personnel de direction, qui le seconde et un gestionnaire, appartenant à un corps de l'administration scolaire et universitaire, qui lui apporte son expertise dans l'administration générale, la gestion financière et matérielle. Dans les lycées professionnels ou technologiques, des chefs de travaux jouent un double rôle d'organisateur et de conseiller du chef d'établissement, notamment pour les relations avec les entreprises.

La conduite de la politique pédagogique au service de la réussite de tous les élèves, l'animation des ressources

humaines, et le développement des relations avec les collectivités territoriales, dans le cadre des compétences partagées, en constituent les domaines d'activité principaux.

***Les personnels de direction et d'administration des établissements***

| | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|
| Chefs d'établissement | 7.862 | 7.873 | 7.933 |
| adjoints | 5.135 | 5.319 | 5.359 |
| Personnels administratifs | 32.602 | 32.965 | 33.343 |
| *dont* CAT A. | 5.683 | 5.767 | 5.814 |
| TOTAL | 45.599 | 46.157 | 46.635 |

Source : MEN-DEP

***L'inspection du 2nd degré***

En charge de l'encadrement pédagogique sur le territoire académique, les inspecteurs appartenant aux corps des inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR) et à celui des inspecteurs de l'éducation nationale enseignement technique et général (IEN-ET/EG) remplissent trois missions principales. Ils participent au pilotage pédagogique, ils veillent à la qualité et à l'efficacité de l'enseignement et participent à la gestion individualisée des personnels.

C'est l'observation directe des pratiques pédagogiques qui est au centre de leur activité ; elle est la condition de leur action de contrôle et d'évaluation et nourrit leur action de conseil et d'animation.

***Potentiel de pilotage***

| | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|
| Nb d'IA-IPR | 1.002 | 1.022 |
| Nb d'IEN (ET et EG) | 525 | 573 |
| Nb d'IEN IO | 104 | 109 |
| TOTAL | 1.631 | 1.704 |

*Source* : MEN-DEP

**• Politique réglementaire**

Direction et administration des établissements :

- Code de l'éducation : L.421-3.

- Décret n° 2001-1174 du 11 décembre 2001 (statut particulier des personnels de direction).

- Circulaire n° 97-035 du 6 février 1997 : missions des gestionnaires d'EPLE.

Inspection du second degré :

- Code de l'éducation : L.241-4.

- Décret n° 90-143 du 18 juillet 1990, modifié.

Perspectives d'évolution

- Mise en œuvre du protocole d'accord relatif aux personnels de direction du 16 novembre 2000 (BOEN spécial n° 1 du 3 janvier 2002).

- Perspective de modification du décret statutaire à la suite des rapports au ministre sur les IA-IPR et les IEN, élaborés en 2003 et 2004.



## Action n° 13 : Personnels en situations diverses

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés** -

Cette action concerne les personnels titulaires du second degré, qui, pour divers motifs d'ordre individuel ou fonctionnels, quittent leurs fonctions premières pour exercer temporairement ou définitivement de nouvelles activités au sein du système scolaire ou parallèlement.

Les situations nouvelles dans lesquelles se trouvent alors ces personnels relèvent de plusieurs cas de figure.

***Réadaptation réemploi***

L'affectation sur un emploi de réadaptation, pour les personnels ayant dû interrompre durablement leur activité pour des raisons de santé, est une situation provisoire, dont la durée ne saurait dépasser 3 ans, destinée à permettre la réinsertion professionnelle de l'agent. Cette période de réadaptation doit préparer le retour devant une classe, mais peut se conclure en situation de réemploi.

Les postes de réadaptation peuvent être :

- des postes administratifs,

- des postes pédagogiques ou d'action socio-éducative offrant les conditions d'un travail compatible avec un déficit de santé,

- des postes mixtes comprenant une part de travail pédagogique et des tâches administratives.

Les réadaptations sont prononcées par le recteur. La procédure est déconcentrée : une commission paritaire comprenant médecin et assistante sociale se prononce sur les dossiers.

La procédure pour les réemplois est nationale : les dossiers sont instruits par un « groupe » paritaire (administration centrale, syndicats, CNED, médecin conseil du ministre, assistante sociale) réuni sous la présidence de la DPE.

Le réemploi concerne les enseignants inaptes définitivement à l'enseignement devant les élèves. Au terme d'une procédure mise en œuvre au niveau central, ils sont affectés au CNED, dans une fonction d'enseignement aménagée compatible avec la nature du handicap.

| | | |
|---|---|---|
| Enseignants du 2nd degré | ***Effectifs concernés 2004-2005*** | |
| | Réadaptation | 1.175 |
| | Réemploi | 466 |

*Source* : MEN-DEP

**• Références réglementaires :**

- Décret n° 86-185 du 4 février 1986 : affectations de personnels relevant du ministère de l'éducation nationale dans des emplois de réadaptation.

- Circulaire n°85-296 du 26 août 1985 : réinsertion professionnelle des fonctionnaires atteints de maladie ou de handicap en cours de carrière

- Circulaire 2002-090 du 24 avril 2002 : recrutement et intégration des travailleurs handicapés.

***Partenariats divers***

Ces partenariats reposent sur des personnels sollicités pour exercer des fonctions diverses au sein du système éducatif et en relation directe avec l'enseignement ou des fonctions plus ou moins liées à l'enseignement auprès d'organismes avec lesquels l'institution entretient des relations. (Les fonctions n'ayant pas de lien avec l'enseignement sont en nombre limité.)

Les personnels exercent ces nouvelles fonctions en administration centrale, en services déconcentrés, en établissements publics…, ou sont mis à disposition des organismes concernés (Mutuelle générale de l'éducation nationale, associations périscolaires, musées…).

| | **2004-2005** |
|---|---|
| **Nombre d'enseignants du second degré mis à disposition** | **323** |

*Source* : MEN-DESCO

Les fonctionnaires mis à disposition en application des articles 41 à 44 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 relèvent des dispositions du titre 1er du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat.

***Décharges syndicales***

Les décharges d'activité et les autorisations spéciales d'absence pour l'exercice d'un mandat syndical constituent une contribution de l'institution à la représentation démocratique des personnels. Elles reposent sur les dispositions du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.

Y sont consacrés environ 925 ETPT.



## Action n° 14 : Subventions globalisées aux EPLE

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés :**

Cette action regroupe les crédits de fonctionnement pédagogique donnant lieu à l'attribution d'une ou plusieurs subventions globalisées aux EPLE pour couvrir les dépenses pédagogiques à la charge de l'Etat, des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle, de formation continue des adultes.

**• Acteurs :** services déconcentrés

## Objectifs et indicateurs

Le choix des objectifs de performance retenus pour le programme « Enseignement scolaire public du second degré » et cohérents avec l'esprit et la lettre de la loi n°2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école, répond à une triple volonté :

- mettre l'accent sur l'unicité des finalités de l'enseignement secondaire, des apports de ces différentes composantes et de leur complémentarité, en privilégiant les dimensions les plus significatives de la performance recherchée pour cette partie du système scolaire complexe, diversifiée, antichambre de l'enseignement supérieur ou de la vie active,
- pouvoir situer cette performance à différents niveaux : national, académique, voire infra académique, en la rapprochant autant que faire se peut de données relatives à des territoires de référence plus large, l'Europe notamment,
- mettre en évidence des cibles ou des caps explicites, manifestant une réelle ambition pour chacune des composantes de l'enseignement secondaire et réalisables à un horizon déterminé.

L'ampleur et la complexité de ce programme ont conduit à définir huit objectifs, attachés à l'ensemble du programme et articulés entre eux.

Ces objectifs portent d'abord sur les prestations éducatives en elles-mêmes, leurs impacts, leurs caractéristiques, leurs débouchés :

- les quatre premiers sont, légitimement, centrés sur les élèves, les compétences diverses que le second cycle se doit de leur apporter, selon les niveaux et types d'enseignements dispensés, enseignement professionnel compris ; le deuxième s'intéressant plus particulièrement aux élèves les plus vulnérables et le troisième aux jeunes pour lesquels des modalités de formation moins académiques peuvent s'avérer pertinentes, même temporairement ; le quatrième porte sur le devenir des élèves à l'issue de leur formation secondaire ;
- le cinquième concerne la nécessaire participation du système éducatif au développement de l'éducation et à la formation tout au long de la vie, politique nationale et européenne ;
- le sixième élargit également l'horizon en visant l'ouverture internationale de notre système éducatif.

Ils portent aussi sur l'utilisation des moyens humains et financiers :

- le septième concerne les enseignants, leur accompagnement et leur formation, leur présence en face des élèves : "conditions" non suffisantes mais nécessaires à la réalisation des objectifs définis pour les élèves
- le huitième porte sur la répartition et l'utilisation des moyens du programme : l'équité dans les dotations et l'optimisation des moyens alloués devant également servir la réussite de tous les élèves et la mise en place des conditions nécessaires à celle-ci.

Le choix de ces objectifs ne minimise pas l'intérêt des autres dimensions constitutives de la mise en œuvre du programme (décrites dans la partie "Présentation des actions"). Ces huit objectifs ont été sélectionnés car structurants, représentatifs des missions et enjeux du second degré et donc "incontournables".

Ces objectifs et indicateurs ont été conçus également dans la perspective du dialogue stratégique que le responsable de programme a à conduire avec les académies. Ces objectifs nationaux engagent en effet l'ensemble des responsables et acteurs du premier degré et, quel que soit son positionnement -administratif ou pédagogique-, chacun d'eux à son niveau doit pouvoir contribuer à les atteindre.

Dans toute la mesure du possible, les indicateurs présentés ci-dessous seront donc "déclinés" ou traduits au niveau académique pour servir le pilotage national qui a à prendre en compte la diversité des territoires où s'organise et se réalise concrètement l'acte éducatif : ils constitueront donc le cœur des informations partagées par les services centraux et les académies pour étayer le dialogue stratégique.

Ils pourront l'être également au niveau infra-académique, notamment au niveau départemental, permettant ainsi de situer la performance produite localement et, si nécessaire, d'en tirer des conséquences en termes de pilotage, de mise en œuvre de réponses appropriées aux problèmes mis en évidence, que ceux-ci concernent les élèves, l'organisation de l'enseignement et des actions connexes, les personnels...

Certains d'entre eux peuvent aussi être traduits et faire sens au niveau des établissements notamment dans le cadre du contrat d'objectifs prévu par la loi n°2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école Il appartiendra à chaque responsable opérationnel -académique, départemental ou infra- de compléter ces indicateurs, de les enrichir en fonction des caractéristiques de "ses" territoires d'action et de référence.

Bien que très riches et diversifiés, l'appareil statistique, les outils d'évaluation et les systèmes d'information en vigueur ne permettent pas encore de disposer de tous les indicateurs retenus. Mais des évolutions sont d'ores et déjà amorcées pour rendre les informations disponibles au cours des prochaines années.

**Objectif n° 1 (du point de vue du citoyen) : Conduire le maximum d'élèves aux niveaux de compétences attendues en fin de scolarité et à l'obtention des diplômes correspondants.**

C'est évidemment l'objectif majeur de l'ensemble du programme puisqu'il traduit l'ambition de la communauté nationale quant à l'élévation du niveau de formation de l'ensemble de la population.

Cet objectif implique toutes les étapes et structures de formation et se traduit précisément pour chacune d'elles ; d'où les objectifs intermédiaires suivants :

- accroître la proportion d'élèves atteignant les compétences attendues en fin de collège / en fin de scolarité obligatoire ; dès que les connaissances et compétences constitutives du socle commun prévu par la loi n°2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école auront été précisées après avis du Haut Conseil de l'éducation, les compétences de base attendues en français et en mathématiques seront redéfinies en référence à ce socle ;
- accroître la proportion d'élèves atteignant les compétences attendues en fin de lycée, notamment dans les milieux socialement défavorisés,

- en LP amener tous les élèves au premier niveau de formation / qualification reconnu (niveau V) et conduire au niveau bac (baccalauréat professionnel ou baccalauréat technologique) au moins 75 % des élèves de seconde professionnelle,
- accroître la proportion d'élèves en filières scientifiques et techniques en encourageant l'équilibre filles-garçons,
- faire accéder le maximum d'élèves à la maîtrise des langues étrangères et accroître le nombre d'élèves apprenant l'allemand aux différents niveaux de la scolarité.

Concourent à la réalisation de cet objectif les actions 1 à 4 et 6 et 8 du programme.

Portant sur chacune des étapes pertinentes de la scolarité secondaire et s'attachant à plusieurs aspects significatifs du parcours des élèves, les indicateurs retenus mettent principalement en évidence les certifications effectives de la population visée, en commençant par le baccalauréat, diplôme le plus symbolique puisqu'il représente à la fois le couronnement de l'enseignement secondaire et le premier diplôme universitaire mais diplôme encore marqué socialement, d'où un indicateur attirant l'attention sur l'accès au baccalauréat général des jeunes relevant de CSP défavorisées.

Une attention particulière est portée aux compétences acquises au terme de la scolarité obligatoire (appréciées ici au terme du collège) puisque ce n'est que jusqu'à ce moment que toutes les générations d'élèves sont touchées dans leur totalité. Une estimation des difficultés des jeunes à l'issue de cette scolarité est donnée par un indicateur de difficulté de lecture d'origine externe au système éducatif puisque construit à partir des tests de la Journée d'appel de préparation à la Défense (JAPD) mais l'appréciation des compétences réellement acquises sera plus fine lorsque les compétences de bases exigibles à ce niveau auront été précisées (dans le cadre de la définition du socle commun de connaissance et de compétences prévue par la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école ) et appréciées dans le cadre du nouveau brevet des collèges qui sera présenté par tous les élèves de troisième.

Enfin, la prise en compte des engagements européens est intégrée à travers les indicateurs relatifs aux niveaux de formation atteint à l'issue de l'enseignement secondaire, de la progression de la formation scientifique et technique des filles et aux compétences acquises en langue étrangère.

**Indicateur n° 1 : Taux d'accès au baccalauréat**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Total | % | 62,5 | | 61,4 | 62 | 62,5 | 65 |
| Bac général | % | 33,3 | | 32 | | | |
| Bac technologique | % | 17,8 | | 17,7 | | | |
| Bac professionnel | % | 11,4 | | 11,7 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public + privé, France métro + DOM.
- Il s'agit de la proportion de bacheliers dans une génération fictive de personnes qui auraient, à chaque âge, les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée. Ce nombre est obtenu en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge, et en faisant la somme de ces taux par âge. On distingue les bacheliers par âge mais les classes ou regroupements d'âge sont différents selon la série de baccalauréat pour tenir compte de parcours scolaires différents.

  C'est un indicateur conjoncturel qui mesure le taux d'accès d'une population fictive. Il ne s'agit pas du taux d'accès pour une véritable génération qui ne peut être calculé que lorsque les jeunes de cette génération ont atteint 30 ans. En particulier si les taux de redoublement évoluent et si les taux de réussite se modifient fortement, ce taux conjoncturel est déformé par rapport au taux d'accès véritable d'une génération.

  Portant sur une classe d'âge, ce taux rend compte en fait des résultats de l'ensemble des modes d'accès à ce diplôme (enseignement scolaire public, enseignement privé sous contrat ou non, enseignement agricole public ou privé, candidatures libres…).

  Cette déclinaison rend compte de la diversité des voies de formation empruntées pour accéder à cette certification ainsi que des évolutions des équilibres entre elles. Exemple d'interprétation pour le baccalauréat général de la session 2004 en France métropolitaine : L'indicateur vaut 32%, cela signifie que si les taux de candidature et de réussite par âge observés à la session 2004 restaient inchangés à l'avenir, 32% de la génération des jeunes âgés de 15 ans en 2004 obtiendraient le baccalauréat général.

**Indicateur n° 2 : Proportion de bacheliers généraux parmi les enfants de familles appartenant aux CSP défavorisées**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 16,6 | | 16,4 | 16,5 | 17,1 | 19,7 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public + privé, France métro + DOM.
- Cet indicateur est destiné à vérifier, dans une optique de démocratisation de l'enseignement secondaire, la progression du niveau de formation des jeunes des milieux les moins favorisés.

  Il présente donc la proportion de bacheliers dans une génération fictive de personnes qui auraient à chaque âge les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée.

  Ce nombre est obtenu en calculant, pour chaque âge et pour la catégorie socioprofessionnelle considérée, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge et de cette catégorie socioprofessionnelle, et en faisant la somme de ces taux par âge. On distingue les bacheliers par âge mais les classes ou regroupements d'âge sont différents selon le baccalauréat pour tenir compte de parcours scolaires différents. On somme ensuite, pour chaque PCS, le taux d'accès aux bacs généraux, technologiques et professionnels.

  Les origines sociales sont définies à partir de la nomenclature des PCS (Professions et catégories socioprofessionnelles) de l'INSEE ; la catégorie « Défavorisée » correspond principalement aux ouvriers, retraités ouvriers et employés, chômeurs n'ayant jamais travaillé, personnes sans activité professionnelle et PCS inconnu.

  Cet indicateur conjoncturel mesure le taux d'accès d'une population fictive. Il ne s'agit pas du taux d'accès pour une véritable génération qui ne peut être calculé que lorsque les jeunes de cette génération ont atteint 30 ans. En particulier si les taux de redoublement évoluent et si les taux de réussite se modifient fortement, ce taux conjoncturel est déformé par rapport au taux d'accès véritable d'une génération. En l'absence de bases de données par PCS, sont utilisées les données sur les élèves en 6ème sept ans auparavant. Les répartitions par PCS des différentes populations sont donc estimées par la répartition en 6ème. Il existe donc un biais si la structure des professions des parents évolue entre les classes de 6ème et de terminale.

**Indicateur n° 3 : Taux de sorties au niveaux VI et V bis.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 6,7 | | | 6,7 | 5,8 | 3,3 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : formation secondaire sous statut d'apprenti et sous statut scolaire, sous tutelle du MENESR et du ministère de l'agriculture, public + privé, France métropolitaine + DOM.
- Si les indicateurs relatifs à l'obtention du baccalauréat montrent la progression de l'élévation du niveau de formation des jeunes, de nombreux jeunes sortent du système éducatif sans niveau de qualification reconnu : cet indicateur vise donc à mesurer l'évolution de ce phénomène encore trop fréquent.

  Le taux VI-Vbis rapporte le flux de primo-sortants des niveaux de formation VI-V bis de l'année n à l'ensemble du flux d'élèves et d'apprentis sortant du système scolaire au niveau du secondaire l'année n.

  ***Primo-sortants*** : flux d'élèves interrompant une formation secondaire pour la première fois et pour une période d'au moins un an. Les jeunes qui sortent une seconde fois après une reprise d'études ainsi que ceux qui ont eu accès à l'enseignement supérieur ne sont pas comptabilisés parmi les primo-sortants du secondaire.

  ***Niveau VI*** : années intermédiaires du 1er cycle de l'enseignement secondaire (sections d'éducation spéciale et sections d'enseignement général et professionnel adaptées inclues), hors quatrième technologique.
  ***Niveau Vbis*** : années terminales du 1er cycle (3èmes générales et techno.) et 4ème techno. ; années intermédiaires du 2nd cycle court (1ère année des CAP et BEP en 2 ans, 1ère et 2nde années des CAP en 3 ans).

  Les flux annuels de sortants calculés aux niveaux VI-Vbis sont, à l'échelle nationale, de même ampleur que ceux fournis par l'enquête emploi et le panel d'élèves de la DEP, ce qui confirme la validité de cet indicateur.

**Indicateur n° 4 : Proportion d'une classe d'âge obtenant le brevet.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public + privé, France métro + DOM.
- **Cet indicateur à construire sera calculé comme suit :** proportion de diplômés du brevet dans une génération fictive de personnes qui auraient, à chaque âge, les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée.

  Cette proportion est obtenue en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge, et en faisant la somme de ces taux par âge.
  - Numérateur : diplômés répartis par tranche d'âge à partir de 13 ans.
  - Dénominateur : population répartie par les mêmes tranches d'âge.

  Il s'agit d'un indicateur conjoncturel qui mesure le taux d'accès d'une population fictive et non le taux d'accès pour une véritable génération qui ne peut être calculé que lorsque les jeunes de cette génération ont tous atteint 18 ans. En particulier, si les taux de redoublement évoluent et si les taux de réussite se modifient fortement, ce taux conjoncturel est déformé par rapport au taux d'accès véritable d'une génération.

  Cet indicateur ne peut être calculé que sur le champ public+privé.

  Selon les dispositions de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école (n°2005-380 du 23 avril 2005), l'examen conduisant à la délivrance du diplôme national du brevet (DNB) sera passé par tous les élèves à compter de la session 2007. L'exploitation des résultats permettra alors d'estimer pour le PLF 2009 la proportion d'une classe d'âge obtenant le brevet. Une estimation provisoire pourra être donnée pour le PLF 2008, sur la base des résultats de la session 2006 qui constituera une préfiguration assez avancée des modalités prévues pour 2007.

  Ces informations pourront être rapprochées des indications comparables au niveau européen.

**Indicateur n° 5 : Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de collège, les compétences de base en français et en mathématiques**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| en français | % | | | | | | |
| en mathématiques | % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR-DEP
- Champ : public, France métro + DOM.
- **Indicateur à créer** : à partir des résultats des parties d'épreuves de l'examen du Brevet destinées à attester la maîtrise des compétences de bases en français et en mathématiques, il sera établi comme suit :
  Nombre d'élèves ayant satisfait aux parties d'épreuves du brevet des collèges destinées à attester la maîtrise des compétences de bases en français et en mathématiques rapporté au nombre d'élèves de troisième (x100)

  Dès 2007, tous les élèves devront en effet présenter l'examen conduisant au DNB rénové.

  Le principe d'appréciation *via* les épreuves du brevet des collèges des compétences de base des élèves qui seront redéfinies en référence au socle commun a été arrêté au cours de cette année 2005. A compter de la session 2007, les épreuves de français et de mathématiques du nouveau brevet seront donc conçues pour permettre cette appréciation (une préfiguration étant envisagée dès la session 2006.)

  Les premiers résultats seront donc disponibles pour le PLF 2009. (Une première estimation sera tentée pour le PLF 2008.)

**Indicateur n° 6 : Proportion d'élèves ayant atteint dans une langue étrangère le niveau B1 du cadre européen commun de référence, en fin de collège.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR – DESCO / DEP.

- Champ : public, France métro + DOM.

- L'**indicateur**, **à créer**, permettra d'apprécier la performance du système en elle-même et de la situer au regard des objectifs européens dans l'atteinte desquels la France s'est engagée.

Le principe de certification des compétences des élèves en langues vivantes en liaison avec le "cadre européen commun de référence" a été arrêté au cours de cette année 2005 : les mesures -techniques et budgétaires- destinées à permettre de disposer des outils nécessaires sont en cours de mise au point, leur mise en application ne sera pas immédiatement homogène partout. Les premiers résultats ne seront donc qu'indicatifs mais leur utilisation, notamment pour l'obtention du DNB, et leur publication contribueront à la fiabilisation des pratiques de certification et donc de l'indicateur qui en sera issu.

La mise en place du système de certification fondé sur le cadre européen de référence concernera d'abord les langues de l'Europe (allemand, anglais, basque, catalan, espagnol, italien, portugais), l'indicateur sera par conséquent calculé à partir des effectifs d'élèves apprenant ces langues vivantes étrangères. Par conséquent, dans les premiers temps au moins, ne seront pas pris en compte les élèves, très minoritaires- apprenant l'arabe, le chinois, le russe …

Cet indicateur rapportera donc le nombre d'élèves ayant obtenu en fin de collège, une attestation du niveau B1 dans une des langues de l'Europe enseignées au collège au nombre d'élèves de troisième apprenant ces langues (x100).

Les données seront extraites du système d'information du second degré, en cours d'actualisation (Sconet) ; l'indicateur devrait être disponible pour le PLF 2010.

**Indicateur n° 7 : Proportion d'élèves ayant obtenu, au terme de leur scolarité au collège, le niveau 2 du brevet informatique et internet (B2i)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENESR – DESCO puis DEP
- Champ : public, France métro + DOM.
- Il s'agit d'un indicateur à créer. L'acquisition des compétences dont la maîtrise est attestée par le B2i suppose une formation aux usages des TIC tout au long de la scolarité selon des modalités adaptées aux intérêts et aux capacités des élèves. Cette formation est elle-même très dépendante des conditions d'équipement des collèges.

Cet indicateur sera établi annuellement à partir des données relatives aux élèves de 3ème, sur la base de l'évaluation effectuée par les équipes pédagogiques, les compétences dont atteste le B2i étant validées en cours de formation. Il sera calculé comme suit : rapport (x100) du nombre d'élèves ayant, en fin de 3ème, une attestation du niveau 2 du B2i au nombre d'élèves de 3ème.

L'application Sconet (système d'information du 2nd degré) qui sera généralisé à la rentrée 2006 permettra à terme d'enregistrer pour chaque élève des informations sur sa situation en termes de validation du B2i.

Cet indicateur sera donc disponible en 2006 pour le PLF 2008 (1ère estimation sur enquête) puis à partir des systèmes d'information, fin 2007 pour le PLF 2009.

**Indicateur n° 8 : Taux de réussite au Brevet**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 78 | | 78,9 | 79,1 | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENESR – DEP
- Champ : public+ privé, France métro + DOM.
- Il s'agit d'un indicateur provisoire destiné à pallier le manque d'information sur les niveau de compétences atteints en fin de collège mais compte tenu de la mobilité de nombreux élèves entre les systèmes public et privé, il ne peut être calculé que sur tous les candidats quelle que soit leur provenance. Il rapporte le nombre d'admis au diplôme national du brevet à l'effectif des candidats présents à l'examen (x100).

**Indicateur n° 9 : Pourcentage de jeunes en difficulté de lecture aux tests passés lors de la JAPD (journée d'appel de préparation à la défense).**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Jeunes en difficulté de lecture | % | | | 11 | 11 | 9,7 | <6 |
| dont jeunes en graves difficultés | % | | | 5,2 | 5 | 4,7 | < 3 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : jeunes passant la JAPD au cours de l'année, France métro + DOM.
- L'indicateur est établi à partir des résultats aux tests de l'ensemble des jeunes participant à la JAPD au cours de l'année civile, quel qu'ait été leur parcours scolaire (dans l'enseignement public ou dans l'enseignement privé).

  Il est calculé comme suit :
  1 : rapport (x100) du nombre des jeunes présentant les profils « difficulté de lecture » au nombre total de jeunes ayant participé à la JAPD.
  2 : rapport (x100) du nombre des jeunes présentant les profils « graves difficulté de lecture » au nombre total de jeunes ayant participé à la JAPD.

  L'indicateur ne concerne que les jeunes de nationalité française. Les jeunes étrangers scolarisés en France ne participent évidemment pas à la JAPD. Par ailleurs, certains jeunes Français échappent à la JAPD ou ne se rendent pas aux convocations. De plus, la répartition par âge des jeunes s'y rendant effectivement peut évoluer dans le temps, certains d'entre eux n'y venant qu'après 17 ans.

  Il conviendra de garder à l'esprit qu'étant donné les limites et biais évoqués ci-dessus, les évolutions annuelles pourront ne pas être significatives d'une évolution des générations successives des jeunes de 17 ans.

  La fiabilité de l'indicateur est liée notamment à la fréquentation de la JAPD et à sa régularité, à l'homogénéité de la passation d'épreuves qui concernent quelque 700 000 jeunes, dans de nombreux centres, tout au long de l'année, à la qualité de la correction et de la saisie des résultats des épreuves, et ... au sérieux des jeunes qui passent ces épreuves.

  A compter de janvier 2004, une nouvelle épreuve, élaborée par la DEP, a été mise en place afin de rendre les entretiens proposés aux jeunes mieux adaptés aux différents types de difficultés qu'ils rencontrent, et ceci avec le souci de proposer ces entretiens à une proportion plus importante de jeunes. La comparaison des résultats de 2004 avec les précédents n'a donc aucune validité.

**Indicateur n° 10 : Proportion d'élèves entrés en 2nde GT et obtenant un baccalauréat général ou technologique.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public, France métro + DOM.

Cet indicateur, qui cherche à mettre en évidence l'efficacité de la formation dispensée au cours de l'ensemble du second cycle du secondaire ne sera calculé que sur le champ public+privé, au bout de 3 ans au moins de suivi de cohorte, la distinction entre le secteur public et le secteur privé n'ayant pas de sens en raison des flux existants entre ces deux secteurs. Il est à créer ; son calcul au niveau national, lié à une fiabilisation du numéro de l'élève et à l'autorisation de la CNIL, n'ayant pu jusqu'alors être effectué.

Une première estimation d'une valeur nationale de référence devrait être fournie pour le PLF 2008 à partir d'un travail avec les académies (qui calculent déjà ce type d'indicateur).

**Indicateur n° 11 : Proportion d'élèves de BEP obtenant le baccalauréat professionnel.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.

- Champ : public+privé, France métro + DOM.

- Il s'agit ici de mesurer la progression de l'élévation du niveau de qualification des jeunes empruntant la voie professionnelle après la classe de troisième. L'indicateur ne sera calculé que sur le champ public+privé, au bout de 3 ans au moins de suivi de cohorte, la distinction entre le secteur public et le secteur privé n'ayant pas de sens en raison des flux existants entre ces deux secteurs. Il est à créer, son calcul au niveau national, lié à une fiabilisation du numéro de l'élève et à l'autorisation de la CNIL, n'ayant pas pu jusqu'alors être effectué.

Une première estimation d'une valeur nationale de référence devrait pouvoir être fournie pour le PLF 2008 à partir d'un travail avec les académies (qui calculent déjà ce type d'indicateur).

**Indicateur n° 12 : Taux de poursuite des élèves de BEP vers le baccalauréat professionnel**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 40,3 | | 41,2 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.

- Champ : public (y compris EREA) + privé (Terminale BEP = seconde année BEP en 2 ans)

- Cet indicateur provisoire, retenu en attendant la disponibilité du précédent, est calculé à partir des choix d'orientation des parcours effectivement suivis après la terminale BEP. Il cumule les deux ratios suivants :
a. Nombre d'élèves en terminale BEP qui s'orientent vers une première d'adaptation en lycée / Nombre d'élèves en terminale BEP *100
b. Nombre d'élèves en terminale BEP qui s'orientent vers la préparation d'un baccalauréat professionnel / Nombre d'élèves en terminale BEP *100

En raison des flux existants entre le secteur public et le secteur privé, cet indicateur ne peut être calculé que sur le champ public+privé.

Après la terminale BEP, 55,4% des élèves choisissent de préparer un baccalauréat professionnel et intègrent une première professionnelle ou s'orientent vers une première d'adaptation en lycée à la rentrée 2004.

Indicateur disponible en janvier n pour l'année n-1. L'année 2004 correspond aux élèves inscrits en terminale BEP en 2003-2004 s'orientant à la rentrée 2004 vers le baccalauréat professionnel.

**Indicateur n° 13 : Proportion d'élèves en classes terminales des filières scientifiques et techniques.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 42,9 | | 43,1 | 43,3 | 43,6 | 45 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.

- Champ : public, France métro + DOM.

- Il s'agit du rapport entre le nombre d'élèves inscrits dans les classes terminales des filières scientifiques et techniques de la voie générale (série S) et de la voie technologique (séries STI et STL) et les effectifs des classes de terminales générales et technologiques.

**Indicateur n° 14 : Proportion de filles en classes terminales des filières scientifiques et techniques.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 36,9 | | 37,5 | 38,1 | 39,4 | 45 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.

- Champ : public, France métro + DOM.

- Cet indicateur met en évidence la proportion de filles dans les classes terminales des séries S, STI et STL ; il a vocation à permettre à la fois de vérifier la progression de la formation scientifique et technique des filles et de situer la performance à cet égard de l'enseignement public du second degré par rapport aux objectifs européens dans l'atteinte desquels la France s'est engagée.

  Il est calculé en rapportant le nombre de filles inscrites dans les classes aux effectifs totaux (filles + garçons) de ces mêmes classes il est à interpréter en prenant également en compte la progression du poids des effectifs de ces classes dans l'ensemble des classes terminales.

**Indicateur n° 15 : Proportion d'élèves apprenant l'allemand**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| total | % | 16,2 | | 15,7 | 15,7 | 16,4 | 19,4 |
| en collège | % | 14,1 | | 14,2 | | | |
| en LEGT | % | 26,4 | | 24,5 | | | |
| en LP | % | 4,2 | | 4,1 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR-DEP
- Champ : public, France métro + DOM (collège, lycée, LP, EREA)
- L'indicateur porte sur l'ensemble des élèves scolarisés dans le second degré, quel que soit l'établissement de scolarisation (collège, lycée, lycée professionnel, EREA). Il est calculé comme suit :

  numérateur : cumul des effectifs d'élèves qui apprennent l'allemand en première, deuxième ou troisième langue vivante.

  dénominateur : effectif de référence correspondant à l'effectif total d'élèves scolarisés par type de formation, que les élèves apprennent ou non une langue vivante.

  L'allemand peut être appris comme première, deuxième ou troisième langue vivante. L'indicateur (numérateur) cumule les élèves « germanophones », indépendamment de la place qu'occupe l'apprentissage de l'allemand dans leur cursus.

  La mise à jour annuelle peut se faire en janvier suivant la rentrée. L'année 2004 correspond à l'année scolaire 2004-2005.

**Objectif n° 2 (du point de vue du citoyen et de l'usager) : Accroître la réussite scolaire des élèves en zones difficiles et des élèves à besoins éducatifs particuliers.**

Cet objectif renvoie à la responsabilité de l'école à l'égard des élèves les plus vulnérables que ce soit en raison de leur trajectoire personnelle, de leurs caractéristiques individuelles ou en raison du contexte social et culturel dans lequel ils évoluent.

Il signifie clairement la volonté du système éducatif d'accorder une attention particulière à ces publics, à leur formation et à leur réussite scolaire. C'est un axe fort de la politique éducative qui doit se traduire à tous les échelons de responsabilité par les prises de décisions nécessaires à la mise en œuvre de cet objectif.

Cette attention et les mesures qu'elle suppose sont d'ailleurs des éléments constitutifs des politiques publiques, interministérielles, à visée plus large : politiques de la ville, de l'intégration, plan de cohésion sociale, politique relative aux personnes handicapées…et les partenaires du système éducatif -des départements ministériels aux parents d'élèves en passant par les collectivités locales et les nombreuses associations agissant dans ces secteurs- sont très vigilants à la traduction concrète des engagements politiques pris en matière d'éducation et d'égalité des chances.

Concourent à la réalisation de cet objectif les actions 1 à 4 et 6 à 8 du programme.

Les indicateurs retenus ont pour but de vérifier l'impact de l'action mise en œuvre pour :

- favoriser la réussite des élèves des collèges situés en ZEP et REP,
- assurer aux élèves primo arrivants non francophones une acquisition rapide de la langue française,
- scolariser des élèves présentant un handicap ou un trouble de la santé invalidant en aménageant les conditions de leur scolarité.

**Indicateur n° 1 : Ecarts ZEP-REP - hors ZEP-REP des proportions d'élèves maîtrisant, en fin de collège, les compétences de bases en français et en mathématiques.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| en français | Point | | | | | | |
| en mathématiques | Point | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public, France métro + DOM.
- Indicateur à construire, selon les dispositions et échéances décrites pour l'indicateur 5 associé au premier objectif.

  Pour aider à l'interprétation de cet indicateur, le commentaire présentera l'évolution des valeurs moyennes en ZEP-REP et hors ZEP-REP.

**Indicateur n° 2 : Ecart des taux de réussite au brevet en ZEP-REP / hors ZEP-REP.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Ecart (a-b) | Point | | | -11,6 | | | |
| a (pour information) Taux de réussite au brevet en ZEP-REP | % | | | 67,6 | | | |
| b (pour information) Taux de réussite au brevet hors ZEP-REP | % | | | 79,2 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public, France métro + DOM.
- Cet indicateur devrait permettre, sous réserve de satisfaire les conditions de comparabilité liée notamment aux caractéristiques sociales des publics concernés, d'analyser l'ampleur des écarts et leur évolution.

  Il s'agit d'un **indicateur provisoire** proposé en attendant que le précédent soit disponible.

  Il est construit comme suit :

  écart : a - b

  a : (nombre d'admis au brevet dans les établissements situés en ZEP/REP) / (nombre de présents au Brevet dans les établissements situés en ZEP/REP)*

  b : (nombre d'admis au brevet dans les établissements situés hors ZEP/REP) / (nombre de présents au Brevet dans les établissements hors ZEP/REP) *

  Les pourcentages a et b ne peuvent être calculés que pour les seuls candidats et admis sous statut scolaire.

**Indicateur n° 3 : Ecart des taux d'encadrement (E/D) en ZEP-REP et hors ZEP-REP.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Ecart de taux d'encadrement en ZEP-REP/hors ZEP/REP | point | -2,5 | | -2,5 | -2,5 | -2,5 | -2,5 |
| a (pour information) : taux d'encadrement (E/D) en ZEP-REP | E/D | 21,4 | | 21,3 | | | |
| b (pour information) : Taux d'encadrement (E/D) hors ZEP-REP | E/D | 23,9 | | 23,8 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : Ministère chargé de l'éducation nationale - direction de l'enseignement scolaire.

- Champ : public, France métropolitaine + DOM.
- Le terme de division est utilisé pour dénombrer les structures pédagogiques dans lesquelles sont inscrits les élèves.

Il s'agit ici de rendre compte de l'effort de compensation fait en direction des élèves des collèges situés en ZEP ou REP afin que ceux-ci bénéficient de conditions d'enseignement améliorées.

L'indicateur est donc calculé par différence entre les taux d'encadrement (E/D) en ZEP/REP et hors ZEP/REP : a-b

a : E/D = (nombre d'élèves en ZEP/REP / nombre de divisions en ZEP/REP )* 100

b : E/D = (nombre d'élèves hors ZEP/REP / nombre de divisions hors ZEP/REP )* 100

**Indicateur n° 4 : Proportion d'élèves primo arrivants non francophones passant dans une classe ordinaire correspondant à leur âge à l'issue d'un an au plus de scolarisation en structure spécifique.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP

- Champ : public+privé, France métro + DOM

- Les modalités de scolarisation des élèves non francophones sont décrites dans la présentation de l'action 6 (6.2) ; cet indicateur vise à mettre en évidence l'efficacité de la mise en œuvre de ces mesures en s'intéressant aux poursuites de scolarité après un temps d'accueil en structure spécifique.

Il s'agit d'un indicateur à construire à partir du système d'information du second degré en cours d'actualisation ; pour le moment, ces élèves et leur parcours sont difficilement repérables dans les bases actuelles.

Cet indicateur rapportera

- le nombre de primo arrivants l'année N-1 accueillis en structure spécifique l'année N-1, intégrés l'année N dans une classe ordinaire du second degré (public ou privé) correspondant à leur âge
- au nombre total de primo arrivants accueillis l'année N-1en structure spécifique du 2nd degré public (x100).

Cet indicateur devrait être renseigné à compter du PLF 2008.

**Indicateur n° 5 : Proportion d'élèves handicapés parmi les élèves du 2nd degré.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 0,5 | | 0,6 | 0,8 | 1 | 1,6 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : Ministère chargé de l'éducation nationale - direction de l'enseignement scolaire.
- Champ : public (Établissements publics du second degré dépendant du MEN) ; France métropolitaine et DOM
- Devant l'impossibilité de mettre en évidence la proportion d'élèves handicapés bénéficiant d'une intégration scolaire (puisque les sources d'information permettant d'appréhender le nombre total d'adolescents handicapés sont insuffisantes), le choix a été fait de rendre compte de la place qu'occupent ces élèves dans les établissements scolaires ; cet indicateur est donc construit comme suit :

  Nombre d'élèves handicapés (= adolescents handicapés scolarisés) / nombre total d'élèves x 100.

  Il s'agit d'enfants scolarisés à temps plein ou temps partiel.

**Objectif n° 3 (du point de vue du citoyen) : Diversifier les modalités de formation professionnelle.**

Le lycée professionnel est pour l'enseignement public du second degré, une voie de formation empruntée par presque un tiers de lycéens, avec succès puisque près de 4 candidats sur 5 réussissent leur examen terminal.

Cependant, pour honorer l'obligation du système éducatif d'offrir à tous les jeunes, avant leur sortie du système éducatif, l'accès à une qualification destinée à faciliter leur insertion professionnelle en tenant compte de leurs compétences et de leurs souhaits, l'appareil éducatif s'efforce de proposer des modalités de formation qui multiplient les chances des jeunes d'accéder à une qualification.

Cet objectif vise donc le développement de ces modalités au bénéfice de la formation et de la qualification des élèves et notamment le développement des formations par apprentissage à tous les niveaux (du CAP au BTS) dans des CFA publics ou des sections d'apprentissage mises en place dans des lycées publics (cf. action 4). L'objectif d'accroître de 50%, d'ici 2010, le nombre d'appentis en formation dans les lycées représente une contribution du système éducatif au Plan de cohésion sociale arrêté au niveau gouvernemental ; la cible 2010 fixée pour l'indicateur correspondant -7.5% du total des apprentis relevant des EPLE-dépasse d'ailleurs cette ambition.

Cet objectif vise également des modes d'action destinés aux jeunes de plus de 16 ans, non soumis donc à l'obligation scolaire mais à l'égard desquels le système éducatif s'estime engagé ; il s'agit des actions d'insertion qui s'adressent aux jeunes en situation ou en voie de rupture de scolarité (action 7) et donc les plus éloignés d'une première qualification. Ces actions cherchent à réinsérer les jeunes en question dans un parcours qualifiant, le plus souvent en lycée professionnel.

Les indicateurs qui suivent ont été retenus pour mettre en relief l'impact de ces modalités d'action.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'apprentis dans les formations en apprentissage des lycées.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | 7,19 | 7,2 | 7,3 | 7,5 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR-DEP - DESCO
- Champ : France métropolitaine + DOM.
  Numérateur : apprentis en EPLE ; dénominateur : apprentis aux niveaux de formation V ou IV (hors agriculture)
- L'indicateur est établi comme suit :
  Nombre d'apprentis en sections d'apprentissage et en CFA et unités de formation d'apprentis gérés par un EPLE / Nombre total d'apprentis suivant une formation de niveaux V, IV ( x 100)

  Recueil des données :
  - Numérateur : Enquête DESCO auprès des centres de formation d'apprentis (hors CFA agricoles) dont l'organisme gestionnaire est un EPLE et section d'apprentissage du second degré.
  - Dénominateur : Enquête DEP, situation au 31 décembre. Un questionnaire papier est envoyé à tous les CFA afin d'obtenir une répartition des apprentis par âge, diplôme préparé, origine scolaire. L'enquête DEP ,est actuellement en train d'être basculée en un système d'information individuel sur la formation des apprentis qui devrait permettre à terme de recenser l'ensemble des apprentis en EPLE.

**Indicateur n° 2 : Taux d'obtention d'une certification (CAP, BEP, Bac pro, BTS) à l'issue d'une formation par apprentissage.**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Niveau V | % | | | | | | |
| Niveau IV | % | | | | | | |
| Niveau III | % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

Sources : MENESR – DEP

Champ : public, France métro + DOM.

Indicateur à construire. Il sera disponible à compter du PLF 2008.

**Indicateur n° 3 : Ecart des taux de réussite entre "apprentis" et "scolaires"**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| CAP | point | -2,9 | | -2 | | | |
| BEP | point | -4,3 | | -6,2 | | | |
| BTS | point | -9,3 | | -9,5 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENESR – DEP
- Champ : public+privé, France métro + DOM. En l'absence de possibilité de distinction public-privé pour les apprentis, le même champ public+privé a été retenu pour les scolaires.
- Il s'agit d'un indicateur provisoire en attendant la possibilité de calculer le précédent.
  Pour les trois types de diplômes retenus (CAP, BEP, BTS), il est construit ainsi :

- Taux de réussite = nombre d'admis / nombre de présents à l'examen *100
- Écart en points = taux de réussite des apprentis (%) - taux de réussite des scolaires (%).

**Indicateur n° 4 : Impact des actions d'insertion des jeunes de plus de 16 ans (MGI).**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| 1: Taux de poursuite d'études | % | 62,6 | | 68,6 | 70 | 70 | 70 |
| 2: Taux d'accès à l'emploi | % | 9,4 | | 7 | 7 | 8 | 10 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DESCO.
- Champ : Agrégation des données académiques concernant les jeunes inscrits dans les actions de la Mission Générale d'insertion (MGI) France métro+DOM
- Deux sous indicateurs rendent compte de cet impact : le taux de poursuite d'études et le taux d'accès à l'emploi.

  La MGI a en effet pour finalités la prévention des sorties sans qualification et la préparation à la qualification, préalable à l'insertion professionnelle. L'objectif principal reste l'entrée ou le retour dans un parcours qualifiant. La préparation directe à l'insertion professionnelle ne concerne qu'une minorité d'actions et d'effectifs.

  Ces sous indicateurs sont établis comme suit :

- taux de poursuite d'études = nombre de jeunes inscrits dans les actions de la Mission Générale d'Insertion et poursuivant une formation rapporté au nombre total d'inscrits dans les actions de la MGI
- taux d'accès à l'emploi = en attendant l'amélioration du système d'informations, le calcul suivant a été effectué : moyenne pondérée entre le nombre de jeunes déclarant avoir trouvé un emploi rapporté au nombre d'inscrits dans l'ensemble des actions de la MGI.

  Jusqu'en 2004, l'enquête a recensé le devenir des élèves tout au long de l'année civile, alors que la périodicité des actions se déroule sur l'année scolaire ; les actions qui se déroulent de septembre à décembre ne sont pas terminées et les devenirs ne peuvent pas être indiqués. Enfin, le devenir des jeunes est renseigné à la fin de l'action et non pas quelques mois après ; or, toutes les études montrent que la relation formation - emploi n'est ni immédiate ni directe. Par ailleurs, en l'absence d'un système d'informations relatif au suivi dans l'emploi des jeunes pendant plusieurs mois, qui tiendrait compte de chaque formation suivie, on ne peut indiquer si l'emploi occupé est durable ou non.

  Pour le sous indicateur 2, l'accès à l'emploi dépendant principalement de la conjoncture économique, le taux d'emploi indiqué à l'issue de certaines actions n'est pas totalement imputable aux actions elles-mêmes. Il convient d'être prudent sur les résultats en termes d'insertion dans l'emploi au terme de l'action de formation spécifique. L'objectif visé doit tenir compte de l'incertitude liée à la prévision d'emploi à moyen terme.

  Pour tenir compte de l'ensemble des données contribuant à la construction de l'indicateur dans son ensemble, il faudra attendre la rénovation du système d'informations « SCOLARITE » qui permettra de suivre le parcours des élèves jusqu'à leur sortie et dont l'exploitation conduira à des informations plus fiables qu'actuellement.

**Objectif n° 4 (du point de vue du citoyen) : Favoriser la poursuite d'études ou l'insertion professionnelle des jeunes à l'issue de leur scolarité secondaire.**

Si la scolarité secondaire a pour objectif de donner à tous les élèves les moyens d'accéder à la culture et au savoir et de faciliter leur insertion professionnelle, elle doit aussi permettre aux jeunes soit de poursuivre leur formation, soit de s'insérer dans la vie active.

C'est le sens de ce quatrième objectif stratégique qui renvoie particulièrement aux actions 2, 3, 4, 5 et 8 du programme.

Ainsi, les certifications professionnelles obtenues et notamment le baccalauréat professionnel témoignent d'un réel niveau de qualification professionnelle qui doit déboucher sur une insertion effective des jeunes diplômés.

Quant à l'accès à l'enseignement supérieur, c'est la suite logique de l'obtention du baccalauréat général ou technologique qui, sanctionnant la réussite de la scolarité secondaire, est aussi le premier diplôme universitaire.

L'enseignement supérieur court (STS, IUT) constituant une prolongation « naturelle » des formations technologiques du secondaire, ce quatrième objectif stratégique a pour objectif intermédiaire de donner aux détenteurs de baccalauréats technologiques une priorité d'accès aux sections de technicien supérieur mises en place dans les lycées.

Les indicateurs qui suivent ont donc vocation à mettre en évidence les suites effectives de la scolarité secondaire.

**Indicateur n° 1 : Taux de poursuite des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 81,9 | | 81,7 | 81,7 | 82,3 | 85 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.

- Champ : Bacheliers des établissements publics (y compris de ceux qui relèvent du ministère de l'agriculture) et privés France métropolitaine + DOM, Établissements d'enseignement supérieur quel que soit le ministère de tutelle.

- Ce taux est calculé ainsi :
Numérateur : bacheliers de la session N inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur l'année scolaire N N+1,
Dénominateur : Bacheliers session N

Du fait des différentes sources exploitées, existent des risques de doubles comptes.

En juin 2005, le taux provisoire pour 2004 est de 81,7% .Les données du ministère de la santé et du ministère de l'agriculture n'étaient pas disponibles à cette date.

**Indicateur n° 2 : Taux de poursuite des bacheliers technologiques en STS.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 45,1 | | 44,1 | 44,1 | 45,2 | 50 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.

- Champ : public + privé, France métro + DOM.

Pour établir cet indicateur sont pris en compte les bacheliers technologique inscrits dans l'ensemble des STS , publiques (y compris STS du ministère de l'agriculture) et privées France métropolitaine + DOM

- Cet taux est calculé comme suit :
(bacheliers technologiques de la session N inscrits en STS l'année N - N+1) / (bacheliers technologiques session N) x100

L'exploitation des différentes sources entraîne des doubles comptes.
En juin 2005, le taux provisoire pour 2004 est de 44,1% Les données des STS du ministère de l'agriculture n'étaient

pas disponible à cette date.

**Indicateur n° 3 : Proportion de jeunes en situation d'emploi 7 mois après leur sortie du lycée (hors ceux qui poursuivent des études).**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 58 | | 55 | 55 | 59,3 | 80 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : France métropolitaine, DOM. Établissements du 2nd degré public et privé : lycées d'enseignement général et technologique, lycées professionnels.

- L'indicateur est établi en rapportant le nombre des sortants de lycée en emploi (aidé ou non) à l'ensemble des sortants de lycée (hors ceux qui poursuivent des études), 7 mois après leur sortie du lycée.

  Les données sont recueillies comme suit :
  - sont interrogés tous les élèves sortants de formation technologique et professionnelle (BTS inclus) ;
  - les chefs d'établissement interrogent par voie postale les élèves n'étant plus scolarisés dans un établissement du second degré de l'académie. L'accès sous Internet à un serveur académique (service statistique académique) est mis à leur disposition pour faciliter la gestion de l'enquête et pour la saisie des questionnaires.

  Des travaux méthodologiques sont en cours pour améliorer la qualité de la base de départ et le taux de réponse.

  Cet indicateur ne peut être interprété sans tenir compte de la répartition des sortants par niveau de formation et spécialité, et de la conjoncture économique

**Objectif n° 5 (du point de vue du citoyen et de l'usager) : Contribuer au développement de l'éducation et à la formation tout au long de la vie.**

L'éducation et la formation tout au long de la vie » sont à la fois une volonté nationale forte et l'un des axes de la politique européenne.

Le système éducatif, qui participe depuis longtemps à la formation continue des adultes, adapte et diversifie ses modes d'intervention en fonction de l'évolution des besoins et des droits des individus comme de celle des dispositifs définis par les départements ministériels compétents ; c'est pourquoi les deux indicateurs retenus approchent ce domaine d'action sous des angles complémentaires en s'intéressant, d'une, part à l'activité « classique » de formation du réseau des GRETA et, d'autre part, à l'impact de la contribution du système éducatif (accueil, information, accompagnement personnalisé) au dispositif de validation des acquis de l'expérience auquel les adultes ont de plus en plus recours.

**Indicateur n° 1 : Taux de certification des bénéficiaires du dispositif VAE.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| a: taux de certification totale | % | 49,1 | | 56,3 | > 55 | > 55 | > 55 |
| b: taux de certification partielle | % | 39 | | 33,5 | > 35 | > 35 | > 35 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : France métro + DOM.
- Les jurys pouvant accorder soit le diplôme complet soit une ou des unités constituant le diplôme, cet indicateur est décomposé en deux sous indicateurs - taux de certification totale et taux de certification partielle – qui sont établis comme suit :

  a : taux de certification totale = part des personnes ayant obtenu un diplôme complet par la VAE par rapport au nombre de dossiers examinés par un jury
  b : taux de certification partielle = part des personnes ayant obtenu une ou des parties de diplôme (unité) par rapport au nombre de dossiers examinés par un jury.

  Les dossiers déposés l'année « n » peuvent être examinés par le jury l'année « n+1 », or on rapporte des décisions favorables des jurys en « n » au nombre de dossiers déposés l'année « n ».

**Objectif n° 6 (du point de vue du citoyen / de l'usager / du contribuable) : Disposer d'un potentiel d'enseignants qualitativement adapté.**

La nature même de l'acte éducatif donne aux enseignants une importance primordiale pour la qualité du service rendu aux usagers et bien sûr l'atteinte des objectifs visés en matière d'accroissement des compétences et certifications des élèves ; l'institution doit donc veiller à ce que les élèves aient effectivement en face d'eux les enseignants dont ils ont besoin ; d'où la nécessité de :

- suivre attentivement les enseignants dans leur exercice professionnel : c'est l'objet notamment des inspections qui permettent à la fois d'apprécier les qualités professionnelles des professeurs, de veiller à la mise en œuvre des orientations prises mais aussi de les conseiller face à des situations délicates, les guider pour compléter, actualiser, parfaire leur formation et, éventuellement, les aider à orienter leurs choix professionnels ;
- renforcer la formation continue des enseignants pour s'assurer de l'actualisation et du développement de leurs compétences professionnelles, en donnant notamment une place privilégiée aux formations liées aux priorités définies pour les niveaux d'enseignement auxquels ils exercent.
- assurer le remplacement des enseignants momentanément absents afin de ne pas pénaliser les élèves, et pour ce faire, renforcer l'efficience du potentiel de remplacement.

Les indicateurs retenus concernent ces trois préoccupations.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'enseignants inspectés au cours de cinq dernières années**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | 55,9 | 56 | 60 | > 80 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENESR – DPE
- Champ : 2nd degré public, France métro + DOM.
- L'indicateur national est obtenu par agrégation des indicateurs calculés par chacune des académies.
  Il est construit comme suit :
  - nombre d'enseignants en activité ayant fait l'objet d'au moins une inspection pédagogique au cours des cinq dernières années scolaires
  - rapporté au nombre d'enseignants en activité.

  Cet indicateur étant calculé pour la première fois cette année, la valeur portée est à considérer comme une **première estimation.**

  A partir de l'année scolaire 2004/2005, sont prévues une remontée des données académiques et une exploitation nationale.

**Indicateur n° 2 : Part du volume de formation consacrée aux priorités nationales.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 6 | | 7 | 7 | 10 | 40 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : Ministère chargé de l'éducation nationale - direction de l'enseignement scolaire.
- Champ : Enseignement public, France métropolitaine + DOM
- Cet indicateur, destiné notamment à apprécier la prise en compte du pilotage national par les académies, est calculé comme suit :

  Total du nombre de journées-stagiaires réalisées au titre de chacune des priorités, rapporté au nombre totall de journées-stagiaires réalisées dans les plans académiques de formation continue.

  Les priorités en question, définies au niveau central en fonction des orientations de la politique éducative sont indiquées aux académies par voie de circulaire.

  La valeur de cet indicateur est liée au nombre de priorités retenues chaque année au niveau national, au poids accordé à chacune d'entre elles dans les académies -qui peut être inégal selon les disciplines concernées- mais aussi à la précision du codage qui permet de les repérer. L'utilisation et la publication de cet indicateur devraient conduire à le fiabiliser.

**Indicateur n° 3 : Taux de remplacement (des congés pour maladie ou maternité)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 90,44 | | 91,69 | 90 | 90 | 90 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : Ministère chargé de l'éducation nationale – direction des personnels enseignants.
- Champ : 2nd degré public – France métro + DOM
- Cet indicateur mesure le nombre de journées d'absence effectivement remplacées par rapport au nombre total de journées d'absence ayant fait l'objet d'une demande de remplacement (absences égales ou supérieures à 15 jours).

**Indicateur n° 4 : Taux de rendement du remplacement**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 70,29 | | 74,14 | 80 | 85 | 90 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : Ministère chargé de l'éducation nationale - direction des personnels enseignants.
- Champ : 2nd degré public – France métro + DOM
- Cet indicateur qui mesure également la qualité de la répartition des remplaçants sur les zones de remplacement, est calculé en rapportant le nombre de journées de remplacement assurées par les titulaires appartenant au potentiel mobilisable du remplacement et le nombre de journées réalisables par ce même potentiel.

  Le terme mobilisable exclut les enseignants qui ont une disponibilité inférieure à un tiers de leur obligation réglementaire de service, les agents en congé de maladie supérieur à 15 jours , les indisponibles (affectés en universités, missions académiques, personnes dans l'incapacité provisoire d'enseigner…) ainsi que les surnombres disciplinaires.

  Un indicateur du programme « soutien de la politique de l'éducation nationale » mesure la part des surnombres disciplinaires et leur mobilisation.

**Objectif n° 7 (du point de vue du citoyen / de l'usager / du contribuable) : Promouvoir un aménagement équilibré du territoire éducatif en optimisant les moyens alloués.**

L'Etat se doit d'assurer aux élèves des conditions d'enseignement comparables sur l'ensemble du territoire. La répartition du budget du programme, notamment des moyens en personnels, en direction des budgets opérationnels –qui est effectuée au niveau national- vise donc à assurer une équité des dotations entre les académies, en tenant compte à la fois de la démographie des élèves et des disparités des situations géographiques et sociales. C'est la première dimension de cet objectif majeur pour le pilotage du programme, la réalisation du rééquilibrage recherché demandant une action prolongée.

En outre, compte tenu de la maîtrise des dépenses recherchée, la volonté d'équité dans les dotations académiques doit s'accompagner de la part des responsables opérationnels

- d'une part, de la même volonté d'équité dans la répartition entre unités d'enseignement des moyens alloués dans le cadre des budgets opérationnels

- d'autre part, d'un effort de rationalisation de l'utilisation de ces moyens.

Cet objectif souligne donc également cette nécessité d'optimisation qui concerne aussi bien l'affectation des moyens et leur utilisation effective au bénéfice des élèves que la vigilance à porter à la taille des structures (établissement ou groupes d'élèves). Les "petites" structures sont en effet relativement coûteuses en moyens sans pour autant pouvoir toujours proposer à leurs élèves une offre de formation suffisamment riche et diversifiée : il s'agit non pas de chercher systématiquement à les réduire mais d'en contenir les proportions dans des limites justifiées lorsque qu'elles parviennent à concilier service de proximité et qualité de l'offre.

Les indicateurs retenus portent sur ces différentes dimensions de l'aménagement du territoire éducatif.

**Indicateur n° 1 : Nombre d'académies bénéficiant d'une dotation équilibrée**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 18 | 25 | 22 | 26 | 27 | 30 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : Ministère chargé de l'éducation nationale - direction de l'enseignement scolaire.
- Champ : public, France métro + DOM
- Cet indicateur est construit à partir de la situation relative de la dotation effective de chaque académie par rapport à sa dotation théorique.

  Pour chaque académie, est calculé l'écart entre sa dotation effective (constatée) et ce que serait sa dotation théorique d'équilibre, exprimé en pourcentage du total de sa dotation.

  La situation relative de chaque académie en moyens d'enseignement et de suppléance est calculée par rapprochement de l'ensemble des moyens qui lui sont délégués et d'un calcul théorique de ses besoins

  Le calcul théorique des besoins d'enseignement est effectué par type d'établissement (collèges, lycées, lycées professionnels) et prend en compte le coût différencié des formations ; il prend en compte les caractéristiques territoriales et sociales de l'académie et tient compte de la « fluidité » des parcours des élèves.

  L'exercice annuel de répartition entre les académies des moyens attribués par la représentation nationale est un exercice délicat : il s'agit d'effectuer cette répartition en tenant compte à la fois de la totalité des moyens disponibles, des moyens déjà répartis, des évolutions démographiques globales et propres à chacune des académies ainsi que de leurs contraintes spécifiques.

  La dotation théorique d'une académie n'est pas donc pas une donnée uniforme puisqu'elle prend en compte ces contraintes spécifiques.

  Au moment où il est effectué (soit avec une anticipation de presque une année) l'exercice de répartition repose en grande partie sur des prévisions notamment pour ce qui est des évolutions démographiques (nationale et académiques), des flux d'élèves liés à la réussite aux examens, aux choix d'orientation…

  Les situations constatées en début d'année scolaire résultent, elles, des flux réels d'élèves. L'histoire même des académies, les écarts entre les prévisions et les réalités constatées - écarts qui se compensent ou se cumulent d'année en année, conduisent à des disparités de fait - de la sous-dotation à la sur-dotation - que depuis plusieurs années l'administration centrale s'efforce de réduire.

  Les académies pour lesquelles l'écart à la dotation théorique est supérieur à 2 % sont considérées comme nettement
  - excédentaires (dotation constatée - dotation théorique > 2%)
  ou - déficitaires (dotation théorique - dotation constatées > 2%).

  Pour une plus grande équité entre les académies, l'objectif prioritaire est de ramener les écarts de dotation dans une fourchette de + ou – 2 %.

**Indicateur n° 2 : Part du potentiel d'enseignement consacrée à l'activité d'enseignement en classe (ou groupes)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | 85,2 | > 85 | > 85 | > 85 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR – DESCO
- Champ : enseignement public du 2nd degré, France métropolitaine + DOM
- Cet indicateur est construit à partir d'une photographie prise un moment donné de l'année scolaire (décembre, janvier), il rapporte le nombre d'heures d'enseignement effectuées devant élèves au potentiel total des moyens disponibles.

  Numérateur = heures d'enseignement : les heures d'enseignement effectuées par les enseignants devant les élèves sont directement comptées dans les bases de données académiques (« bases-relais »)

  Dénominateur = potentiel total des moyens exprimé en heures : ce potentiel en moyens d'enseignement prend en compte les emplois d'enseignants titulaires, stagiaires et non titulaires et les heures supplémentaires ; les emplois sont convertis

en heures selon le rendement horaires des emplois constaté dans les bases académiques (« bases-relais »), les heures, heures supplémentaires effectives (HSE), sont exprimées en heures supplémentaires année (HSA).

**Indicateur n° 3 : Pourcentage d'heures d'enseignement non assurées**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| a : pour indisponibilité des locaux ou des enseignants | % | 4,3 | | 4,4 | 4,4 | 4,3 | < 4 |
| b : pour absence d'enseignants | % | 4,2 | | 3,2 | 2,5 | < 1 | < 1 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public.
- Cet indicateur repose actuellement sur une enquête annuelle sur les heures d'enseignement non assurées réalisée par la DEP sur un échantillon d'environ 1000 établissements.

  Les causes des heures d'enseignement non assurées sont :

  - la fermeture totale de l'établissement : organisation d'examens nécessitant une fermeture totale, problème de sécurité des locaux, réunions de concertation,
  - le fonctionnement du système : enseignants mobilisés par l'organisation d'examens ou leur participation aux commissions statutaires,

  (ces deux premières catégories de raisons sont regroupées dans le sous indicateur "a") ;

  - les absences d'enseignants pour formation,
  - des raisons individuelles : raisons médicales, congés statutaires (activités syndicales, congés d'adoption, autorisations d'absence),

  (ces deux autres catégories de raisons sont regroupées dans le sous indicateur "b").

  Le taux de réponse passe de 76% en 2003 à 84% en 2004, la structure des répondants respecte la structure de l'échantillon.

**Indicateur n° 4 : Pourcentage de collèges et de LP à faibles effectifs (= établissements comptant moins de 200 élèves).**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Collèges | % | 6,5 | | 6,5 | < 6,5 | < 6,5 | < 6,5 |
| LP | % | 7,9 | | 8,1 | < 8 | < 8 | < 8 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public, France métro + DOM.
- Cet indicateur vise à permettre d'apprécier le nécessaire équilibre à trouver entre, d'une part, la demande sociale en faveur du maintien d'établissements à proximité des usagers et donc d'un tissu scolaire dense et, d'autre part, l'optimisation des moyens et la masse critique nécessaire pour assurer une formation de qualité : c'est donc le pourcentage de collèges et de LP ayant des effectifs inférieurs à 200 élèves qui est apparu le plus significatif.

  Cet indicateur est décomposé en deux sous indicateurs portant sur deux catégories d'EPLE non assimilables -les collèges et les LP- qui, d'une part, n'ont pas le même rôle dans le paysage éducatif et, d'autre part, relèvent de collectivités territoriales différentes (département / région).

  - Les notions de « collèges » et de « LP » font référence à la nature des EPLE (en tant qu'entité juridique), telle qu'elle est renseignée dans la Base Centrale des Etablissements (BCE)

- La taille des EPLE, qui rentre dans l'élaboration du numérateur de l'indicateur, prend en compte l'intégralité des élèves sous statut scolaire (hors ceux de la MGI), qu'ils soient scolarisés dans l'EPLE lui-même, dans ses sections ou dans ses annexes (ainsi, les élèves de SEGPA entrent dans le calcul de la taille des collèges).

Ces sous indicateurs sont donc calculés comme suit :

a : Nombre de collèges de moins de 200 élèves/ nombre total de collèges

b : Nombre de LP de moins de 200 élèves/ nombre total de LP.

**Indicateur n° 5 : Pourcentage d'heures d'enseignement délivrées devant des groupes de moins de dix élèves ou moins**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| collèges | % | 2,8 | | 2,8 | | | |
| SEGPA | % | 37,4 | | 36,4 | | | |
| LP | % | 21 | | 20,3 | | | |
| LEGT (pré-bac) | % | 6,8 | | 6,7 | | | |
| CPGE | % | 9,8 | | 9,2 | | | |
| STS | % | 14,1 | | 14,5 | | | |
| Total | % | 8,9 | | 8,8 | 8,7 | 8,5 | < 8 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENSR – DEP
- Champ : Enseignement public, France métropolitaine + DOM
- Cet indicateur est construit à partir de deux systèmes de bases relais : système automatisé de gestion et d'information des élèves des établissements du second degré : SCOLARITE et système automatisé de gestion des enseignants des établissements du second degré public (EPP).

  Il rapporte le pourcentage d'heures d'enseignement effectuées face à des structures (divisions ou groupes) de 10 élèves et moins rapportées au total des heures d'enseignement.

  La valeur moyenne gommant des disparités significatives des sous indicateurs sont proposés pour rendre compte des situations différentes des collèges, SEGPA, LP, LEGT pré-bac, CPGE et STS.

# Projet annuel de performances : Justification des crédits

## Éléments transversaux au programme

| N° et intitulé de l'action / sous-action | | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 01 | Enseignement en collège | 9.889.085.785 | 6.781.893 | **9.895.867.678** | 9.889.085.785 | 6.781.893 | **9.895.867.678** |
| 02 | Enseignement général et technologique en lycée | 5.969.218.223 | 2.649.502 | **5.971.867.725** | 5.969.218.223 | 2.649.502 | **5.971.867.725** |
| 03 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 3.714.795.622 | 3.214.239 | **3.718.009.861** | 3.714.795.622 | 3.214.239 | **3.718.009.861** |
| 04 | Apprentissage | 25.266.283 | 2.398.176 | **27.664.459** | 25.266.283 | 2.398.176 | **27.664.459** |
| 05 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 1.797.745.881 | 151.783 | **1.797.897.664** | 1.797.745.881 | 151.783 | **1.797.897.664** |
| 06 | Besoins éducatifs particuliers | 1.025.758.463 | 7.580.808 | **1.033.339.271** | 1.025.758.463 | 7.580.808 | **1.033.339.271** |
| 07 | Aide à l'insertion professionnelle | 42.605.039 | 6.694.370 | **49.299.409** | 42.605.039 | 6.694.370 | **49.299.409** |
| 08 | Information et orientation | 252.077.103 | 1.923.829 | **254.000.932** | 252.077.103 | 1.923.829 | **254.000.932** |
| 09 | Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience | 184.182.260 | 4.767.394 | **188.949.654** | 184.182.260 | 4.767.394 | **188.949.654** |
| 10 | Formation des personnels enseignants et d'orientation | 642.160.022 | 29.672.104 | **671.832.126** | 642.160.022 | 29.672.104 | **671.832.126** |
| 11 | Remplacement | 1.027.996.660 | 0 | **1.027.996.660** | 1.027.996.660 | 0 | **1.027.996.660** |
| 12 | Pilotage, administration et encadrement pédagogique | 2.800.127.422 | 6.466.002 | **2.806.593.424** | 2.800.127.422 | 6.466.002 | **2.806.593.424** |
| 13 | Personnels en situations diverses | 208.445.405 | 0 | **208.445.405** | 208.445.405 | 0 | **208.445.405** |
| 14 | Subventions globalisées aux EPLE | | 138.612.078 | **138.612.078** | | 138.612.078 | **138.612.078** |
| **Total** | | **27.579.464.168** | **210.912.178** | **27.790.376.346** | **27.579.464.168** | **210.912.178** | **27.790.376.346** |

### Dépenses de personnel (titre 2)

Pour cette rubrique, les crédits sont exprimés en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de même montant.

#### Emplois exprimés en ETPT et répartis par catégorie

| Catégorie d'emplois | Exécution 2004 | Estimation* pour 2005 | Demandé pour 2006 | Variation 2006 / 2005 | Crédits demandés pour 2006 (y c. charges sociales) |
|---|---|---|---|---|---|
| Enseignants du 1er degré | | 9.953 | 9.951 | -2 | 467.468.127 |
| Enseignants du 2nd degré | | 398.555 | 397.958 | -597 | 23.352.175.440 |
| Enseignants stagiaires | | 12.304 | 11.854 | -450 | 414.238.030 |
| Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants | | 10.741 | 10.739 | -2 | 379.526.999 |
| Personnels d'encadrement | | 16.201 | 16.200 | -1 | 1.316.687.400 |
| Personnels administratif, technique et de service | | 31.049 | 30.903 | -146 | 1.011.949.638 |

| Catégorie d'emplois | Exécution 2004 | Estimation* pour 2005 | Demandé pour 2006 | Variation 2006 / 2005 | Crédits demandés pour 2006 (y c. charges sociales) |
|---|---|---|---|---|---|
| Total | | 478.803 | 477.605 | -1.198 | 26.942.045.634 |

* *L'année 2006 constituant la première année de décompte des emplois en ETPT par programme, la colonne 2005 retrace l'incidence sur la gestion 2006 des agents présents en 2005 avant impact des mesures propres à l'année 2006.*

## Éléments sur les effets de structure

**Evolution des emplois**

La diminution des moyens en personnel du programme à hauteur de 1 198 ETPT recouvre les évolutions suivantes :

- la suppression à la rentrée 2006 de 1383 emplois d'enseignants du second degré (- 461 ETPT), en cohérence avec la décroissance attendue des effectifs d'élèves, estimée à 41 600 élèves dans le second degré ;

- la transformation de mises à disposition de personnels auprès d'associations ou d'autres organismes en situations de détachement (-127 ETPT) ;

- le transfert au programme « Formations supérieures et recherche universitaire » des moyens du Centre national d'études et de formation pour l'enfance inadaptée, à compter du 1er janvier 2006 (-27 ETPT) ;

- la suppression de 400 contractuels administratifs à la rentrée 2006 (-133 ETPT) ;

- la diminution prévisionnelle de 1 350 supports d'enseignants stagiaires à la rentrée 2006, compte tenu des perspectives de recrutement (-450 ETPT).

**Structure du programme**

Ce programme regroupe les rémunérations des personnels intervenant au titre de l'enseignement public du second degré, y compris l'enseignement spécialisé :

- enseignants titulaires, non titulaires et stagiaires des collèges, lycées (y compris les formations post-baccalauréat des lycées), lycées professionnels et des établissements d'enseignement spécialisé (SEGPA et EREA)

- personnels de direction des établissements d'enseignement

- personnels d'inspection

- personnels administratifs et de laboratoire des EPLE

Hormis les instituteurs et instituteurs spécialisés affectés à ce programme, tous les enseignants relèvent de la catégorie A.
Pour les personnels non enseignants, 16% environ appartiennent à la catégorie A , 23% à la catégorie B et 61% à la catégorie C.

### HYPOTHÈSES D'ENTREES - SORTIES

| Catégorie | Entrées | Sorties | Solde |
|---|---|---|---|
| Enseignants du 1er degré | 528 | 528 | 0 |
| Enseignants du 2nd degré | 15 927 | 17 611 | -1 684 |
| Enseignants stagiaires | 11 174 | 12 524 | - 1 350 |
| Personnels d'encadrement | 1 115 | 1 115 | 0 |
| Personnels administratifs, techniques et de service hors encadrement | 2 305 | 2 705 | - 400 |
| Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants | 311 | 312 | -1 |

Ces estimations sont fondées sur les prévisions de départ en retraite et les prévisions de recrutement. Elles ne comprennent pas les transferts.

Coût annuel (en euros) par catégories d'emplois (Valeur du point 2006)

| Catégorie | Entrants | Sortants | Moyen |
|---|---|---|---|
| Enseignants du 2nd degré | 44 841 | 71 223 | 58 680 |
| Enseignants stagiaires | 32 883 | 35 632 | 34 945 |
| Personnels d'encadrement | 69 742 | 93 353 | 81 277 |
| Personnels administratifs, techniques et de service hors encadrement | 29 540 | 36 881 | 32 746 |
| Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants | 30 255 | 42 985 | 35 341 |

Les coûts moyens correspondent au traitement indiciaire moyen de la catégorie, tel qu'il résulte d'une enquête réalisée tous les ans par le ministère, auquel s'ajoute une évaluation des indemnités perçues en moyenne par chaque agent ; les taux de cotisations en vigueur sont appliqués.

Dans le cas des coûts « entrants » et « sortants », les indices retenus sont respectivement, les indices de recrutement et les indices que détiennent, en moyenne, les personnels partant en retraite.

GVT solde du programme (progression de l'indice réel moyen) : 0,42% pour les personnels enseignants ce qui représente une progression de la masse salariale de 57 M€ pour 2006 et 0,25% pour les personnels administratifs et de laboratoire (3 M€).

## Éléments salariaux

### MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2006 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur de point fonction publique de 53,7110 euros, soit une progression de 1,8% par rapport au montant prévu par la LFI 2005, ce qui représente un montant de 342,45 M€ pour le programme.

La réforme de la grille des agents de catégorie C intervenue au 1er juillet 2005 représente un coût de 5,46 M€ pour le programme.

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale d'allocations familiales (taux 5,4%) est de 761,99 M€.

Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement (taux 0,1%) est de 14,58 M€.

Le montant de la cotisation employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de 7 177,98 M€ (taux 50,2%).

### PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES

Poursuite de la **revalorisation indemnitaire des personnels non enseignants** engagée depuis plusieurs années : 15,405 M€.

Les régimes indemnitaires des personnels non enseignants des services déconcentrés de l'éducation nationale, font l'objet, depuis plusieurs années, d'un effort particulier. Cette mesure s'inscrit dans ce contexte : au total, tous programmes confondus, ce sont 108 M€ qui ont été consacrés à cette politique sur quatre ans (2003-2006).

**Amélioration des perspectives de promotion et du déroulement des carrières** : 5,99 M€ (dont 4,274 M€ à compter du 1er septembre 2006)

Cette mesure vise à augmenter les possibilités de passage d'enseignants dans la hors classe du corps auquel ils appartiennent, et à promouvoir de la même façon davantage de personnels non enseignants dans les grades d'avancement des corps dont ils relèvent.

**Mise en œuvre de la loi école** : 46 M€

L'utilisation de cette enveloppe sera déterminée en fonction des décisions prises dans le cadre de la mise en œuvre de la loi d'orientation.

Elle permettra de financer notamment le remplacement de courte durée des enseignants absents.

## Effectifs et activité des services

| Répartition des emplois par action / sous-action | |
|---|---|
| Enseignement en collège | 173.918 |
| Enseignement général et technologique en lycée | 102.364 |
| Enseignement professionnel sous statut scolaire | 65.396 |
| Apprentissage | 450 |
| Enseignement post-baccalauréat en lycée | 25.496 |
| Besoins éducatifs particuliers | 18.679 |
| Aide à l'insertion professionnelle | 744 |
| Information et orientation | 4.503 |
| Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience | 3.206 |
| Formation des personnels enseignants et d'orientation | 12.080 |
| Remplacement | 17.740 |
| Pilotage, administration et encadrement pédagogique | 49.673 |
| Personnels en situations diverses | 3.356 |
| Subventions globalisées aux EPLE | |
| **Total des emplois du programme** | **477.605** |

## Autres éléments

**Périmètre des dépenses de personnels**

A titre indicatif, la décomposition des crédits de rémunération en 2006 devrait s'établir de la façon suivante :

● Rémunérations principales (traitement indiciaire, indemnité de résidence, bonification indiciaire, nouvelle bonification indiciaire, supplément familial de traitement, majoration DOM-TOM) : 15 150 M€

● Indemnités : 1 275 M€

Les principales sont les suivantes (les montants indiqués correspondent à la prévision 2005) :

- indemnité de suivi et d'orientation des élèves : 664 M€
- indemnité de sujétions spéciales de remplacement : 33,8 M€
- indemnité de sujétions spéciales ZEP : 49 M€
- indemnités aux chefs d'établissement : 55,7 M€

● Heures supplémentaires d'enseignement : 925 M€

● Vacations et suppléances de personnels non enseignants : 25 M€

● Indemnisation du chômage des personnels non titulaires non réemployés et indemnités de licenciement : 125 M€

● Prestations familiales et sociales (congé longue durée, congé de fin d'activité, capital-décès, allocation d'invalidité temporaire, prise en charge des accidents de service ou du travail, prise en charge des trajets domicile travail) : 222 M€

Depuis le 1er juillet 2005, le service des prestations familiales aux agents affectés en métropole ont été transférés aux caisses d'allocations familiales. Les DOM et les TOM ne sont pas concernés par cette réforme.

● Cotisations sociales (part employeur) y compris les nouvelles cotisations au titre des allocations familiales et des retraites : 9 859 M€.

## Coûts synthétiques transversaux

**Subventions pédagogiques à la Polynésie française : 7,7 M€**

- Transfert aux collectivités locales :

La dotation globale versée au Territoire de la Polynésie française contribue aux dépenses d'éducation des établissements d'enseignement public (lycées, collèges et centres d'éducation aux technologies appropriées au développement du territoire).

Elle concerne donc les actions 1 : enseignement en collège, 2 : enseignement général et technologique en lycée , 3 : enseignement professionnel et 5 : post-baccalauréat.

Le montant prévu pour 2006 s'élève à 7,7 M€, justifié par un taux moyen par élève de 304 € pour 25 660 élèves.

| Action | Montant programmé en 2006 |
|---|---|
| **Action 1 enseignement en collège** | **4,9 M€** |
| **Action 2 enseignement général et technologique en lycée** | **1,4 M€** |
| **Action 3 enseignement professionnel** | **1,3 M€** |
| **Action 5 enseignement post-baccalauréat** | **0,1 M€** |
| TOTAL | 7,7 M€ |

**Frais de déplacements : 11,8 M€**

- Dépenses de fonctionnement

Les modalités de remboursement des frais de déplacements sont fixées par le décret n° 2000-928 du 22 septembre 2000. Ce texte arrête les taux des indemnités forfaitaires de déplacement des personnels envoyés en mission dans le cadre de leur activité.

Les montants prévus au projet de loi de finances 2006 permettent ainsi d'indemniser principalement les personnels enseignants notamment ceux en service partagé sur plusieurs établissements scolaires amenés à se déplacer dans le cadre de leurs fonctions ainsi que les personnels d'orientation et d'inspection.

Le montant prévu par le projet de loi de finances s'élève à 11,8 M€. Les montants moyens d'indemnisation des personnels sont les suivants :

Répartition par action

| Personnels | Nombre indemnisés | Montant par agent | Total |
|---|---|---|---|
| Enseignants | 7 670 | 503 € | 3,8 M€ |
| dont action 1 | | | 1,8 M€ |
| dont action 2 | | | 1,2 M€ |
| dont action 3 | | | 0,8 M€ |
| Personnels d'inspection (action 12) | | | |
| IA-IPR | 1 366 | 2 235 € | ) 6,1 M€ |
| IEN | 1 074 | 2 830 € | |
| Personnels d'orientation (action 8) | 4 050 | 475 € | 1,9 M€ |

# Justification par action

## Action n° 01 : Enseignement en collège

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *6.781.893* | *9.895.867.678* |
| *Crédits de paiement* | *6.781.893* | *9.895.867.678* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

**Frais de déplacement :**

Cf. coûts synthétiques transversaux.

## Action n° 02 : Enseignement général et technologique en lycée

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *2.649.502* | *5.971.867.725* |
| *Crédits de paiement* | *2.649.502* | *5.971.867.725* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

**Frais de déplacement :**

Cf. : coûts synthétiques transversaux.

## Action n° 03 : Enseignement professionnel sous statut scolaire

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *3.214.239* | *3.718.009.861* |
| *Crédits de paiement* | *3.214.239* | *3.718.009.861* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les crédits imputés sur cette action sont soit gérés directement par le ministère pour financer des études dans le domaine de la formation professionnelle (0,4 M€), soit délégués aux académies afin de promouvoir les échanges franco-allemands de jeunes en formation professionnelle. Ces échanges sont financés en partenariat avec le ministère de l'emploi et de la cohésion sociale. Le coût moyen d'un échange est de 10 000 € (dont déplacement, hébergement des stagiaires) et recouvre les frais de séjour en Allemagne des élèves français et les frais de séjour en France des élèves allemands.

Les montants prévus à ce titre en 2006 sur la mission enseignement scolaire s'élèvent à 0,7 M€ et permettront de financer près de 70 échanges. Prés de 1 700 élèves sont concernés pour une durée moyenne de séjour de 20 jours.

**Frais de déplacement** :

Cf. coûts synthétiques transversaux.

## Action n° 04 : Apprentissage

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *2.398.176* | *27.664.459* |
| *Crédits de paiement* | *2.398.176* | *27.664.459* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention consacrées à l'apprentissage permettent de financer le développement des centres publics de formation d'apprentis et de sections d'apprentissage implantés dans les EPLE. Elles permettent également d'assurer la fourniture de manuels scolaires dans les classes préparatoires à l'apprentissage annexées à des centres de formation des apprentis.

Le montant total des moyens qui sont consacrés à cette action est de 2,4 M€, soit un montant moyen de 100 € par élève apprenti (pour 24 000 apprentis concernés).

## Action n° 05 : Enseignement post-baccalauréat en lycée

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *151.783* | *1.797.897.664* |
| *Crédits de paiement* | *151.783* | *1.797.897.664* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

**DÉPENSES D'INTERVENTION**

Cf. coûts synthétiques transversaux

## Action n° 06 : Besoins éducatifs particuliers

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *7.580.808* | *1.033.339.271* |
| *Crédits de paiement* | *7.580.808* | *1.033.339.271* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

**DÉPENSES D'INTERVENTION**

Cette action recouvre notamment les crédits alloués aux dispositifs relais.

Ils ont pour objectif d'accompagner les élèves en difficulté en finançant le fonctionnement de classes relais (instituées par la circulaire n°98-120 du 12 juin 1998), ainsi que d'ateliers relais (crées par la convention cadre du 02 octobre 2002).

Ces deux dispositifs d'accueil temporaire des élèves ont pour objectif de réinsérer durablement les élèves qui rejettent de l'institution scolaire. Ils proposent des parcours de formation générale, technologique ou professionnelle en engageant les élèves dans des processus de resocialisation et de réinvestissement dans les apprentissages scolaires.

- les classes relais :

Ce sont des structures organisées au sein des collèges.

Le nombre de classes relais en 2004 était de 273 pour 4 095 élèves soit une moyenne de 15 élèves par classe. L'organisation des enseignements d'une classe relais repose sur la présence d'un professeur des écoles, d'un professeur certifié à mi-temps, d'un volant d'heures supplémentaires (environ 250 heures), et d'un assistant d'éducation à mi-temps.

- les ateliers relais :

Ce sont des structures organisées hors des murs des collèges, financées en partenariat entre l'Etat, des associations (mouvement d'éducation populaire) et les collectivités locales.

Le nombre d'ateliers relais en 2004 était de 80 pour un effectif d'élèves accueillis de 1 360.

Le coût moyen par élève d'un dispositif relais est pour l'Etat de 1 390 € et le montant de la dépense engagée à ce titre est estimé à 7,6 M€

## Action n° 07 : Aide à l'insertion professionnelle

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *6.694.370* | *49.299.409* |
| *Crédits de paiement* | *6.694.370* | *49.299.409* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle a pour objectif de faciliter l'accès à la formation professionnelle et à la qualification des jeunes de plus de 16 ans qui ont quitté le système scolaire sans qualification. Ce dispositif s'appuie sur les actions de formation menées dans le cadre de la mission générale d'insertion (MGI).

Dans ce cadre les établissements scolaires, au titre de leur mission d'insertion, proposent à ces jeunes des mesures de formation et d'accompagnement personnalisées leur permettant d'obtenir les bases d'une qualification qui les conduira vers un emploi.

En 2003, près de 5 000 actions de formation ont été proposées à des élèves de plus de 16 ans ayant quitté le système éducatif sans qualification :

| | **% de l'action dans le dispositif MGI** | **% d'élèves accueillis** |
|---|---|---|
| Actions d'accueil et de remotivation | 50% | 55% |
| Actions diplômantes et de qualification | 40% | 30% |
| Actions d'accompagnement vers l'emploi | 10% | 15% |

Le montant de crédits (hors titre 2) à destination des académies pour l'année 2006 est estimé à 3,1 M€ (hors CPER) soit une dotation moyenne par élève de 40 € pour 75 000 élèves. En outre, certaines actions bénéficient d'un financement dans le cadre des contrats de plan Etat-régions (2000-2006) pour une tranche annuelle en 2006 de 2,2 M € à la charge de l'Etat.

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

L'amélioration de l'accès des jeunes au marché du travail passe également par un rapprochement du monde de l'école avec le monde de l'entreprise. C'est l'objet du dispositif « Ingénieurs pour l'école » financé par des moyens alloués à une association qui est cofinancée par l'Etat et par des entreprises publiques ou privées.

Le dispositif « IPE » consiste à détacher de leur entreprise dans des établissements scolaires, à titre transitoire, des ingénieurs et des cadres afin qu'ils puissent mettre leur expérience professionnelle au service du système éducatif. L'objectif est de favoriser le rapprochement entre l'école et l'entreprise et d'accroître les chances d'accès des jeunes à l'emploi.

Actuellement, environ soixante-dix ingénieurs sont affectés dans vingt-quatre académies. Parmi les entreprises qui contribuent à ce dispositif, on peut citer : Thomson, Air-France, l'Aérospatiale, la SNECMA, France télécom, Schneider.

Le montant des crédits versés à cette association est de 1,4 M€.

## Action n° 08 : Information et orientation

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *1.923.829* | *254.000.932* |
| *Crédits de paiement* | *1.923.829* | *254.000.932* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

**Frais de déplacement :**

Cf. coûts synthétiques transversaux.

## Action n° 09 : Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *4.767.394* | *188.949.654* |
| *Crédits de paiement* | *4.767.394* | *188.949.654* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

**Formation continue :**

Le ministère verse directement 0,3 M€ à certaines académies afin d'encourager le développement d'actions ponctuelles dans le domaine de la formation des adultes. Sont notamment concernés par ces financements les centres nationaux de ressources chargés de collecter et de diffuser des données qualitatives et quantitatives sur la formation des adultes.

Le montant des crédits de fonctionnement prévus au projet de loi de finances 2006 pour les actions de formation continue s'élève à 1,2 M€.

**La validation des acquis de l'expérience :**

La loi du 17 janvier 2002 relative à la modernisation sociale complétée par le décret n° 2002-590 du 24 avril 2002 et la circulaire n°2003 -127 du 1er août 2003, a modifié en profondeur le dispositif de validation d'acquis professionnels et a introduit plusieurs dispositions visant à favoriser le développement de la validation des acquis de l'expérience.

Les dispositifs académiques de validation des acquis (DAVA) organisent, la plupart du temps en liaison avec les GIP académiques de formation continue, des actions d'information, de conseil et d'appui aux candidats à la validation des acquis de l'expérience.

Les dispositifs académiques accueillent désormais environ 89 000 personnes.

15% des candidats (soit près de 13 000 personnes) obtiennent chaque année tout ou partie d'un diplôme dans le cadre de la VAE.

Le coût moyen, pour l'Etat, par personne accueillie est de 40 €, et les moyens prévus pour ce dispositif de promotion professionnelle en 2006 s'élèvent à 3,6 M€.

### DÉPENSES D'INTERVENTION

**La formation continue des adultes (autres dépenses)**

Les crédits consacrés à la formation des adultes sont principalement alloués sous la forme de subventions de fonctionnement aux groupements d'établissements (GRETA).

Les GRETA sont des groupements d'établissements publics locaux d'enseignement qui fédèrent leurs ressources humaines et matérielles pour organiser des actions de formation continue pour adultes. Il existe 258 GRETA répartis sur l'ensemble des académies.

Le montant des crédits prévus au projet de loi de finances 2006 pour les GRETA s'élève à 0,9 M€, la dotation moyenne par GRETA est donc de 3 500 €. Cette subvention est destinée à participer financièrement à leur fonctionnement, mais ces structures génèrent essentiellement leurs propres ressources par la vente de prestations de formation.

## Action n° 10 : Formation des personnels enseignants et d'orientation

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *29.672.104* | *671.832.126* |
| *Crédits de paiement* | *29.672.104* | *671.832.126* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

L'offre de formation continue proposée aux personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, est organisée principalement dans le cadre de deux dispositifs :

le programme national de pilotage : il s'agit à travers ce programme d'impulser la politique éducative en proposant aux personnels des formations en rapport avec l'évolution du système éducatif et ses enjeux. Ce programme s'organise autour de deux modalités : des séminaires nationaux et des universités d'été.

les plans académiques de formation : les formations proposées aux personnels enseignants, d'éducation et d'orientation sont adaptées en fonction du contexte local et des priorités de la politique éducative académique.

La formation continue constitue un levier stratégique pour accompagner les orientations prioritaires de la politique éducative et contribuer ainsi au pilotage de la pédagogie.

Le volume de formation dans le second degré se situe autour de 1 000 000 journées-stagiaires auxquelles participeront environ la moitié des enseignants. Les modules proposés sont majoritairement d'une durée assez courte (inférieure à trois jours).

Le coût moyen de la journée de formation est de 29 € pour la part des coûts qui relèvent du fonctionnement (frais de déplacements, frais d'organisation….).

La rémunération des intervenants est intégrée par ailleurs à la dépense de personnels et par conséquent à la masse salariale du programme second degré.

Le projet de loi de finances pour 2006 prévoit l'inscription d'une dotation de 29,6 M€ au titre de cette action.

## Action n° 11 : Remplacement

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *0* | *1.027.996.660* |
| *Crédits de paiement* | *0* | *1.027.996.660* |

## Action n° 12 : Pilotage, administration et encadrement pédagogique

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *6.466.002* | *2.806.593.424* |
| *Crédits de paiement* | *6.466.002* | *2.806.593.424* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

**Frais de déplacement :**

Cf. coûts synthétiques transversaux.

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

L'article 65 de la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte prévoit que l'Etat doit rembourser à la collectivité départementale les dépenses correspondant aux personnels qu'elle a mis à disposition dans les services qui relèvent de la compétence de l'Etat. Ce remboursement fait l'objet de conventions annuelles entre l'Etat et la collectivité.

Il s'agit au titre de cette action de rembourser à la collectivité de Mayotte la rémunération de 33 personnes assurant des fonctions administratives dans les EPLE.

Il est prévu en 2006 de rembourser à la collectivité de Mayotte 0,3 M€.

Le projet de loi de finances de 2006 finance l'impact de la hausse de la valeur du point sur les crédits de rémunérations couverts par ces subventions.

## Action n° 13 : Personnels en situations diverses

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *0* | *208.445.405* |
| *Crédits de paiement* | *0* | *208.445.405* |

## Action n° 14 : Subventions globalisées aux EPLE

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *138.612.078* | *138.612.078* |
| *Crédits de paiement* | *138.612.078* | *138.612.078* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

**DÉPENSES D'INTERVENTION**

**Transfert aux établissements scolaires**

Cette action regroupe les subventions globalisées versées aux EPLE pour l'ensemble des crédits pédagogiques.

Il s'agit des subventions allouées aux établissements afin de couvrir les dispositifs pédagogiques restés à la charge de l'Etat dont la liste est fixée par l'article L 211-14 du code de l'éducation :

- l'achat de carnets de correspondance pour les élèves de collège
- les achats des manuels scolaires qui sont prêtés gratuitement aux élèves de collège (toutes les classes)
- le remboursement de frais de stage en entreprise (hébergement, restauration) pour les élèves qui, sous statut scolaire, sont accueillis en entreprise dans le cadre de leur formation
- le remboursement au centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) des droits liés à la reproduction des œuvres protégés
- la maintenance des matériels technologiques achetés par l'Etat dans le cadre du premier équipement
- les achats de logiciels pédagogiques
- les achats de matériels informatiques, techniques pour la mise en œuvre de la rénovation des programmes d'enseignement du second degré

En outre, ces crédits financent une partie du coût des ateliers artistiques, des classes à projet artistique et culturel, ainsi que les actions d'animation et d'aide à l'innovation.

Les crédits pédagogiques imputés sur cette action concernent trois types d'établissements :

**Subventions aux collèges et aux établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA):**

Les EREA, crées par le décret n°54-46 du 4 janvier 1954, sont des établissements du second degré d'éducation spéciale prenant en charge des enfants ou adolescents en grande difficulté scolaire ou sociale, ou présentant un handicap.

Le montant programmé dans le cadre du projet de loi de finances 2006 s'élève pour les collèges et les EREA à 66,5 M€ pour 2 500 000 élèves.

La dotation moyenne par élève est de 26 €.

**Subventions versées aux lycées d'enseignement général et technologique et aux classes post-baccalauréat:**

Le montant programmé dans le cadre du projet de loi de finances 2006 s'élève pour les lycées et les classes de post-baccalauréat à 27 M€ pour 1 400 000 élèves.

La dotation moyenne par élève est de 19 €.

**Subventions versées aux lycées professionnels et aux sections d'enseignement général et professionnel (SEGPA) :**

Les sections d'éducation spécialisée, crées dans le cadre des circulaires ministérielles du 21 septembre 1965 et du 2 mars 1966, ont été remplacées par les SEGPA. Ces sections sont des structures d'accueil intégrées au sein des collèges. Elles proposent aux élèves en difficulté scolaire des enseignements adaptés tout en les faisant bénéficier d'un accès à une formation professionnelle qualifiante et diplômante.

Le montant prévu en projet de loi de finances 2006 pour les lycées professionnels et les SEGPA est de 19,2 M€ pour 691 000 élèves.

La dotation moyenne versée par élève en 2006 est de 28 €.

Outre ces subventions versées en application de l'article L 211-14 du code de l'éducation, des crédits sont alloués aux EPLE dans le cadre des contrats de plan Etat-région.

**Contrat de plan Etat-Régions:**

La tranche annuelle de crédits prévus dans le cadre des contrats de plan Etat-Région (2000-2006) est de 22,6 M€. Les moyens inscrits dans les CPER financent essentiellement l'équipement technologique des EPLE, l'action culturelle, les langues régionales et le développement de la filière professionnelle.

**Autres subventions pédagogiques:**

Des crédits sont versés à des associations pour participer aux dépenses pédagogiques des établissements scolaires. Il s'agit notamment de couvrir les dépenses pédagogiques dans le domaine artistique (classe à projet artistique et culturel et ateliers culturels).

En 2006, l'Etat finance 3,3 M€ à ce titre.

# Échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement

| | Autorisations d'engagement demandées pour 2006 et engagements antérieurs | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|
| | | Demandés pour 2006 | À ouvrir après 2006 |
| Incidence des autorisations d'engagement demandées pour 2006 | 27.790.376.346 | 27.790.376.346 | 0 |
| *Incidence des autorisations de programme engagées avant 2006 (Estimation*)* | | *0* | *0* |
| **Total pour le programme** | **27.790.376.346** | **27.790.376.346** | **0** |

** Estimation réalisée sur la base de la nomenclature de l'ordonnance organique de 1959.*

# Projet annuel de performances : Opérateurs

## Consolidation des emplois

| | Exécution 2004 | Prévision 2005 | Prévision 2006 |
|---|---|---|---|
| Rappel des emplois (ETPT) rémunérés par le programme inclus dans le plafond d'emplois du ministère | | 478.803 | 477.605 |
| Emplois (ETPT) rémunérés par les opérateurs hors plafond d'emplois du ministère | | 830 | 830 |
| **Total général** | | **479.633** | **478.435** |

**Commentaires :**

Les données présentées concernent l'exercice 2003 car les seuls chiffres connus à ce jour sont ceux des comptes financiers 2003. Les emplois rémunérés par l'opérateur pour 2005 et 2006 sont estimatifs.

### Tableau des emplois des opérateurs – année 2003

| Détail des emplois 2004 rémunérés par les opérateurs ou catégories d'opérateurs | Emplois en ETPT | A défaut : effectifs employés |
|---|---|---|
| GIP académique | 826 | |
| **Total général** | **826** | |

## Présentation des principaux opérateurs

### GIP académique dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle

La création de groupements d'intérêt public (GIP), constitués entre l'Etat et des personnes morales de droit public ou de droit privé dans le domaine de la formation continue, de la formation et de l'insertion professionnelles, a été inscrite à l'article L.423-1 du code de l'éducation.

Un GIP peut être créé dans chaque académie entre l'Etat et des personnes de droit public ou de droit privé pour assurer le développement de la formation continue ainsi que de la formation et de l'insertion professionnelles et pour mettre en commun les moyens nécessaires à ces activités.

Ses missions sont notamment :

- en matière de formation d'adultes, les activités d'ingénierie, de recherche-développement, de formation de formateurs ou de conseil en formation,

- en matière de validation diplômante : mise en œuvre de la validation des acquis de l'expérience (VAE),

- en matière de formation et d'insertion pour les jeunes : actions d'information, de communication et de promotion

relatives aux formations professionnelles initiales, activités d'animation, de formation des acteurs, de recherche et d'études relatives à la mission générale d'insertion et à la mise en œuvre de l'apprentissage en EPLE.

Le GIP est créé par convention constitutive entre ses membres, approuvée par le préfet du département et visée par le trésorier payeur général, pour une durée de six ans renouvelable.

**Actions du programme auxquelles se rattache l'opérateur :**

Les GIP gèrent des activités d'ingénierie de formation (ex CAFOC), de validations des acquis de l'expérience (DAVA), d'insertion (MGI), la formation des aides éducateurs, des projets co-financés par le FSE, le cas échéant des bilans de compétences, de l'apprentissage, et éventuellement des dispositifs spécifiques locaux.

Ils interviennent donc au titre des actions 9 et 7 du programme (action 9 : formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience, action 7 : aide à l'insertion professionnelle.

Les deux principaux types de financement des GIP FCIP sont, d'une part, les ressources propres (38,22 %), constituées de ventes de prestations sur conventions à des financeurs privés ou publics (ingénierie, formation de formateurs, bilans, …), d'autre part, les crédits d'Etat (36,20 %) destinés aux CAFOC, DAVA, MGI, aides éducateurs, à l'apprentissage,

**Nature des liens avec l'opérateur**

Les liens avec la tutelle sont très étroits :

- Le recteur de l'académie préside le groupement.

- Un commissaire du gouvernement, inspecteur général de l'éducation nationale ou de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, nommé par le ministre, assiste avec voix consultative aux séances de toutes les instances de délibération et d'administration du groupement. Il adresse chaque année au ministre chargé de l'éducation nationale un rapport sur l'activité et la gestion du groupement.

- Le directeur du GIP est nommé par le recteur pour une durée de trois ans, renouvelable, il assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du conseil d'administration, dans les conditions fixées par celui-ci. Il est ordonnateur. Le plus souvent, c'est le Dafco (délégué académique à la formation continue) qui occupe cette fonction.

- Le GIP est soumis au contrôle de l'Etat, exercé le plus souvent par le trésorier-payeur général du département ou son représentant.

L'assemblée générale-payeur, présidée par le président du CA, a pour compétences principales : l'adoption du programme annuel d'activités et du budget correspondant, la fixation des participations respectives des membres, la prorogation ou la dissolution anticipée du groupement, l'approbation des comptes, la modification des statuts, l'admission ou l'exclusion de membres du groupement.

**Performance**

Les GIP participent à la réalisation des objectifs 3 et 5 "Diversifier les modalités de formation professionnelle" (cf. en particulier l'indicateur 4 de l'objectif 3 sur l'impact des actions d'insertion des jeunes de plus de 16 ans) et "Contribuer au développement de l'éducation et à la formation tout au long de la vie" (cf. indicateur 1 de l'objectif 5 : taux de certification des bénéficiaires du dispositif VAE).

## Financements de l'État

Les GIP ne reçoivent pas de subventions pour charges de service public

## Exécution 2003

(en milliers d'euros)

| Ressources de l'opérateur | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Subventions de l'État | Autres subventions et dotations | Ressources fiscales | Ressources propres et autres | **Total** |
| 26 111 | 18 460 | - | 27 574 | **72 145** |

(en milliers d'euros)

| Dépenses de l'opérateur | | | |
|---|---|---|---|
| Personnel | Fonctionnement | Investissement | **Total** |
| 30 629 | 29 720 | 1 117 | **61 466** |

## Consolidation des emplois de l’opérateur

| | Exécution 2003 |
|---|---|
| Emplois (ETPT) rémunérés par l’opérateur | 826 |
| Autres emplois (ETPT) en fonction dans l’opérateur | 237 |
| **Total** | **1 063** |

Les données présentées concernent l’exercice 2003 car seuls les chiffres connus à ce jour sont ceux des comptes financiers 2003.

# Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions

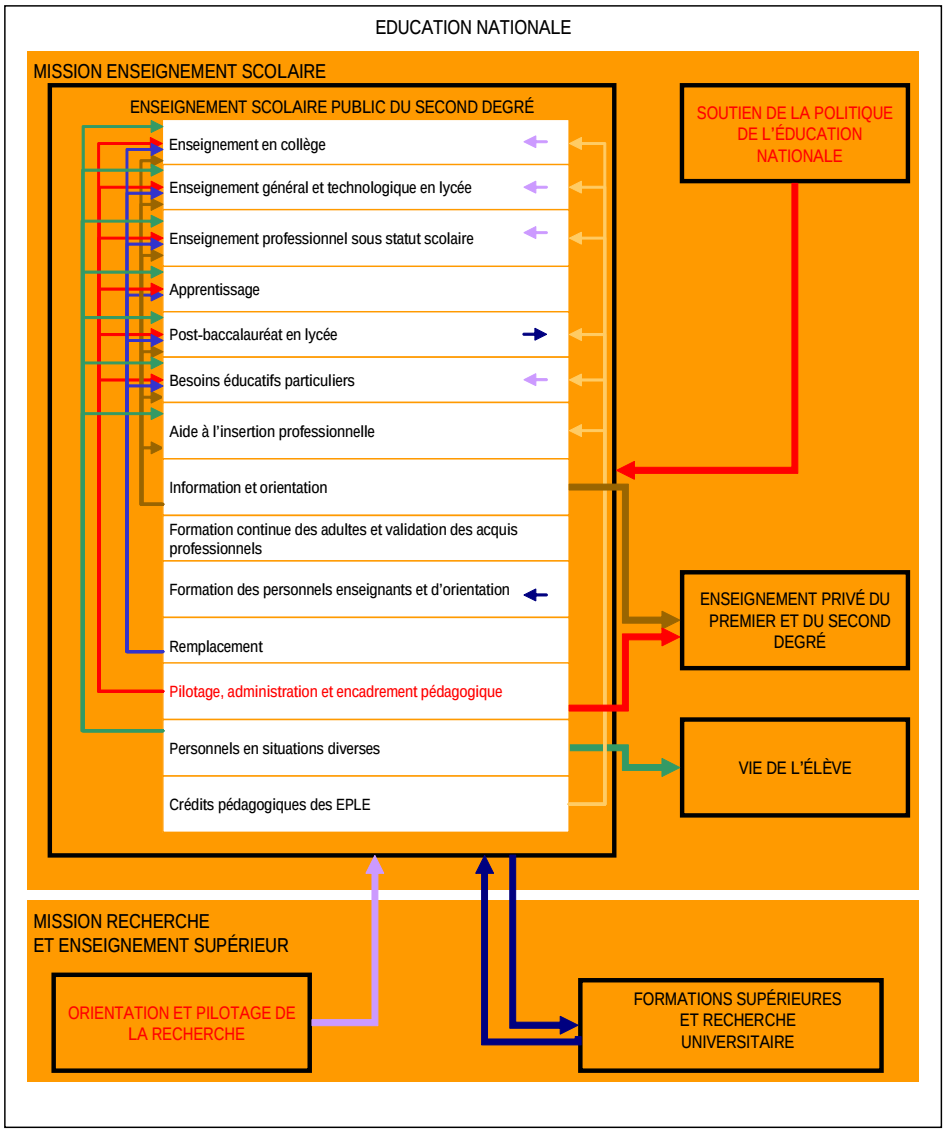
***Avertissement***

*Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits des actions et des programmes de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.*

*S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche adoptée pour ce premier exercice budgétaire en prévision s'est voulue pragmatique, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.*

## Schéma de déversement analytique du programme

Présentation des liens établis entre les actions du programme et d'autres programmes.



## Présentation des crédits de paiement concourant à la mise en œuvre de la politique

| Intitulé de l'action | Crédits prévus | Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents | | Crédits après ventilation |
|---|---|---|---|---|
| | | au sein du programme | entre programmes | |
| Enseignement en collège | 9.895.867.678 | +1.892.457.145 | +399.450.777 | 12.187.775.600 |
| Enseignement général et technologique en lycée | 5.971.867.725 | +1.543.925.057 | +254.666.246 | 7.770.459.028 |
| Enseignement professionnel sous statut scolaire | 3.718.009.861 | +576.225.785 | +145.513.101 | 4.439.748.747 |
| Apprentissage | 27.664.459 | +11.674.570 | +1.332.488 | 40.671.517 |
| Enseignement post-baccalauréat en lycée | 1.797.897.664 | +309.298.604 | -2.107.196.268 | 0 |
| Besoins éducatifs particuliers | 1.033.339.271 | +79.985.859 | +37.730.162 | 1.151.055.292 |
| Aide à l'insertion professionnelle | 49.299.409 | +2.949.596 | +1.769.773 | 54.018.778 |
| Information et orientation | 254.000.932 | -241.300.885 | -12.700.047 | 0 |
| Formation continue des adultes et validation des acquis de l'expérience | 188.949.654 | | +6.400.085 | 195.349.739 |
| Formation des personnels enseignants et d'orientation | 671.832.126 | | +33.564.490 | 705.396.616 |
| Remplacement | 1.027.996.660 | -1.027.996.660 | | 0 |
| Pilotage, administration et encadrement pédagogique | 2.806.593.424 | -2.802.242.313 | -4.351.111 | 0 |
| Personnels en situations diverses | 208.445.405 | -206.364.680 | -2.080.725 | 0 |
| Subventions globalisées aux EPLE | 138.612.078 | -138.612.078 | | 0 |
| **Total** | **27.790.376.346** | **0** | **-1.245.901.029** | **26.544.475.317** |

| Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes | +1.245.901.029 |
|---|---|
| VIE DE L'ELEVE (mission Enseignement scolaire) | +2.080.725 |
| ENSEIGNEMENT PRIVE DU PREMIER ET SECOND DEGRES (mission Enseignement scolaire) | +17.051.158 |
| SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE L'EDUCATION NATIONALE (mission Enseignement scolaire) | -940.664.981 |
| FORMATIONS SUPERIEURES ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE (Mission Recherche et enseignement supérieur) | +2.167.762.766 |
| ORIENTATION ET PILOTAGE DE LA RECHERCHE (Mission Recherche et enseignement supérieur) | -328.639 |

## Observations

### LES FONCTIONS DE SOUTIEN

**• Présentation des fonctions de soutien du programme**

**Action « Post-baccalauréat en lycée ».** Cette action regroupe les crédits consacrés aux enseignements post-baccalauréat assurés dans les lycées. Ces enseignements sont organisés dans les sections de techniciens supérieurs et dans les classes préparatoires aux grandes écoles. L'accès à ces filières est de nature sélective et l'admission se fait sur dossier.

**Action « Information et orientation ».** Cette action regroupe les crédits destinés à l'information et l'orientation des jeunes afin de les aider à construire des projets scolaires et professionnels en cohérence avec leurs intérêts. Ces activités sont assurées par les Centres d'Information et d'Orientation, les conseillers d'orientation-psychologues qui travaillent essentiellement auprès des collégiens, des lycéens, des jeunes en voie d'insertion professionnelle et des étudiants. Par ailleurs, dans les établissements scolaires, les

enseignants participent aux activités d'éducation à l'orientation. Enfin, les tâches d'accueil, de gestion, de secrétariat et de maintenance du fonds documentaire sont assurées par des personnels administratifs.

**Action « Remplacement ».** Les moyens inscrits sur cette action ont pour objet de satisfaire dans les EPLE les besoins de remplacement à l'année (ou en cours d'année) correspondant à des postes d'enseignement non pourvus ainsi que les besoins de suppléance des professeurs temporairement absents.

Le potentiel de suppléance est composé comme suit :

- personnels titulaires et maîtres auxiliaires garantis de réemploi affectés en zone de remplacement et non affectés en établissement sur des postes à l'année ;

- contractuels recrutés pour la suppléance ;

- heures supplémentaires effectives (HSE) attribuées à des vacataires ou des titulaires.

**Action « Pilotage, administration et encadrement pédagogique »**

Les crédits de cette action permettent, d'assurer l'ensemble des fonctions d'encadrement relatives tant à l'organisation et au pilotage de l'action pédagogique qu'à la gestion matérielle et financière.

Ces missions supposent que des responsables garantissent la mise en œuvre de la politique éducative nationale et encadrent l'ensemble des personnels.

Les chefs d'établissement assurent la direction des établissements : conduite de la politique pédagogique, animation des ressources humaines et le développement des relations avec les collectivités territoriales, dans le cadre des compétences partagées.

En charge de l'encadrement pédagogique sur le territoire académique, les inspecteurs appartenant aux corps des inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR) et à celui des inspecteurs de l'éducation nationale enseignement technique et général (IEN -ET/EG) remplissent trois missions principales. Ils participent au pilotage pédagogique, ils veillent à la qualité et à l'efficacité de l'enseignement et participent à la gestion individualisée des personnels.

**Action « Personnels en situations diverses ».** Cette action concerne les personnels enseignants titulaires du 2nd degré, qui, pour divers motifs d'ordre individuel ou fonctionnels, quittent leurs fonctions premières pour exercer temporairement ou définitivement de nouvelles activités au sein du système scolaire ou parallèlement. Ces personnels peuvent se trouver dans plusieurs situations : affectation sur un emploi de réadaptation, partenariats divers auprès d'organismes en relation avec l'enseignement ou décharges d'activité et autorisations spéciales d'absence permettant l'exercice d'un mandat syndical.

**Action « Subvention globale de fonctionnement pédagogique aux Etablissements publics locaux d'enseignement »**

Cette action regroupe les crédits de fonctionnement pédagogique donnant lieu à l'attribution d'une ou plusieurs subventions globalisées aux EPLE pour couvrir les dépenses pédagogiques à la charge de l'Etat, des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle, de formation continue des adultes.

**● Modalités de rapprochement et de ventilation des dépenses de fonction de soutien dans les actions.**

- Ventilation des crédits de l'action « Post-baccalauréat en lycée » : L'intégralité des crédits inscrits ou reventilés sur cette action sont in fine reventilés sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » de la mission « Recherche et enseignement supérieur ».

- Ventilation des crédits de l'action « Information et orientation » : Dans un premier temps une distinction est opérée entre les crédits inscrits au titre de l'enseignement scolaire public du second degré et les crédits consacrés à l'enseignement privé du second degré.

Les crédits ainsi distingués sont ensuite ventilés au prorata des effectifs d'élèves des actions suivantes :

« Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Post-baccalauréat en lycée », « Besoins éducatifs particuliers » et « Aide à l'insertion professionnelle » pour le programme « Enseignement scolaire public du 2nd degré » ;

« Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Enseignement post-baccalauréat en lycée» et « Dispositifs spécifiques de scolarisation » pour le programme « Enseignement scolaire privé ».

- Ventilation des crédits de l'action « Remplacement » : Les moyens de remplacement ont vocation à être utilisés à tous les niveaux d'enseignement du second degré. Aussi, Les crédits de cette action sont ventilés au prorata des effectifs d'ETPT de personnels enseignants inscrits sur les actions suivantes : « Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Apprentissage », « Post-baccalauréat en lycée » et « Besoins éducatifs particuliers ».

- Ventilation des crédits de l'action « Pilotage, administration et encadrement pédagogique» : Une première distinction est opérée entre les crédits de cette action consacrés aux missions des personnels d'inspection, les crédits destinés aux missions des personnels de direction et les crédits pour les missions des personnels exerçant des fonctions d'administration.

Au sein des crédits concourant aux missions des personnels d'inspection une distinction est ensuite opérée entre ceux destinés aux missions d'inspection et ceux consacrés aux missions de formation , d'animation ou à l'expertise. En effet, seules les missions d'inspection sont exercées à la fois dans l'enseignement public et dans l'enseignement privé.

Une fois isolés, les crédits consacrés aux missions d'inspection ont été ventilés au prorata des effectifs d'ETPT :

- des actions « Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Apprentissage », « Post-baccalauréat en lycée » et « Besoins éducatifs particuliers » du programme « Enseignement scolaire public du 2nd degré » ;

- des actions « Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Apprentissage », «Enseignement post-baccalauréat » et « Dispositifs spécifiques de scolarisation» du programme « Enseignement scolaire privé ».

Les crédits de l'action « Pilotage et encadrement pédagogique » destinés aux autres missions des personnels d'inspection sont ventilés au prorata des effectifs d'ETPT d'enseignants sur les actions « Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Apprentissage », « enseignement en lycée » et « Besoins éducatifs particuliers » du programme « Enseignement scolaire public du 2nd degré ».

Les crédits destinés aux missions des personnels de direction ont été ventilés au prorata du nombre d'établissements correspondants aux actions « Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Apprentissage », « Post-baccalauréat en lycée » et « Besoins éducatifs particuliers » du programme « Enseignement scolaire public du 2nd degré ».

Les crédits destinés aux missions des personnels exerçant des fonctions administratives ont été ventilés au prorata du nombre d'établissements et de leur dotation moyenne en personnels inscrits sur les actions « Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Apprentissage », « Post-baccalauréat en lycée » et « Besoins éducatifs particuliers » du programme « Enseignement scolaire public du 2nd degré ».

- Ventilation des crédits de l'action « Personnels en situations diverses » : L'intégralité des crédits de cette action est, dans un premier temps, additionnée aux crédits de l'action « Personnels en situations diverses » du programme « Enseignement scolaire public du premier degré ». L'ensemble de ces crédits est ensuite ventilé sur plusieurs actions des programmes « Enseignement scolaire public du premier degré », « Enseignement scolaire public du second degré » et « Vie de l'élève » au prorata des effectifs d'ETPT des actions concernées. Pour le programme « Enseignement scolaire public du second degré », les actions sur lesquelles sont ventilés des crédits sont les suivantes : « Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Apprentissage », « Post-baccalauréat en lycée », « Besoins éducatifs particuliers » et « Aide à l'insertion professionnelle ».

- Ventilation des crédits de l'action « Subvention globale de fonctionnement pédagogique aux établissements publics locaux d'enseignement » : les crédits sont ventilés sur les actions « Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnels sous statut scolaire » et « Post-baccalauréat » au prorata des crédits initialement inscrits sur ces actions ayant en lycée toute reventilation de crédits.

- Ventilation de crédits en provenance du programme « Orientation et pilotage de la recherche » de la mission « Recherche et enseignement supérieur » : Les crédits correspondant à des structures de l'administration centrale inscrits sur la mission « Recherche et enseignement supérieur », mais concourant à la mise en œuvre de la mission « Enseignement scolaire » sont ventilés sur les actions « Enseignement en collège», « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire » et « Besoins éducatifs particuliers » en fonction des effectifs d'ETPT.

- Une partie des crédits consacrés aux IUFM inscrits sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » de la mission « Recherche et enseignement supérieur » sont ventilés sur l'action « Formation des personnels d'enseignement et d'orientation.

# Programme 230 :
# Vie de l'élève

# Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

## Présentation par action et titre des crédits demandés pour 2006

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|
| 01 Vie scolaire et éducation à la responsabilité | 917.680.582 | 21.827.046 | 1.043.882.591 | **1.983.390.219** | |
| 02 Santé scolaire | 327.369.625 | 3.806.422 | 1.173.146 | **332.349.193** | |
| 03 Accompagnement des élèves handicapés | 128.773.579 | 23.251.136 | 32.009.905 | **184.034.620** | |
| 04 Action sociale | 70.901.992 | 1.525.000 | 541.708.091 | **614.135.083** | |
| 05 Accueil et service aux élèves | 2.785.925.062 | | 5.988.682 | **2.791.913.744** | |
| **Totaux** | **4.230.650.840** | **50.409.604** | **1.624.762.415** | **5.905.822.859** | |

### Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|
| 01 Vie scolaire et éducation à la responsabilité | 917.680.582 | 21.827.046 | 1.043.882.591 | **1.983.390.219** | |
| 02 Santé scolaire | 327.369.625 | 3.806.422 | 1.173.146 | **332.349.193** | |
| 03 Accompagnement des élèves handicapés | 128.773.579 | 23.251.136 | 32.009.905 | **184.034.620** | |
| 04 Action sociale | 70.901.992 | 1.525.000 | 541.708.091 | **614.135.083** | |
| 05 Accueil et service aux élèves | 2.785.925.062 | | 5.988.682 | **2.791.913.744** | |
| **Totaux** | **4.230.650.840** | **50.409.604** | **1.624.762.415** | **5.905.822.859** | |

## Présentation par action et titre des crédits votés pour 2005 (loi de finances initiale)

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Vie scolaire et éducation à la responsabilité | 1.547.133.400 | 24.827.046 | 800.523.822 | **2.372.484.268** | |
| 02 | Santé scolaire | 264.407.078 | 3.806.422 | 1.200.408 | **269.413.908** | |
| 03 | Accompagnement des élèves handicapés | 136.016.431 | 27.251.136 | 31.107.765 | **194.375.332** | |
| 04 | Action sociale | 106.454.082 | 1.525.000 | 541.076.091 | **649.055.173** | |
| 05 | Accueil et service aux élèves | 3.160.419.827 | 258.256 | 6.108.048 | **3.166.786.131** | |
| **Totaux** | | **5.214.430.818** | **57.667.860** | **1.380.016.134** | **6.652.114.812** | |

### Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Vie scolaire et éducation à la responsabilité | 1.547.133.400 | 24.827.046 | 800.523.822 | **2.372.484.268** | |
| 02 | Santé scolaire | 264.407.078 | 3.806.422 | 1.200.408 | **269.413.908** | |
| 03 | Accompagnement des élèves handicapés | 136.016.431 | 27.251.136 | 31.107.765 | **194.375.332** | |
| 04 | Action sociale | 106.454.082 | 1.525.000 | 541.076.091 | **649.055.173** | |
| 05 | Accueil et service aux élèves | 3.160.419.827 | 258.256 | 6.108.048 | **3.166.786.131** | |
| **Totaux** | | **5.214.430.818** | **57.667.860** | **1.380.016.134** | **6.652.114.812** | |

## Présentation des crédits par titre et catégorie

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consommées en 2004 | Ouvertes en LFI pour 2005 | Demandées pour 2006 | Consommés en 2004 | Ouverts en LFI pour 2005 | Demandés pour 2006 |
| **Titre 2. Dépenses de personnel** | | **5.214.430.818** | **4.230.650.840** | | **5.214.430.818** | **4.230.650.840** |
| Rémunérations d'activité | | 2.866.681.141 | 2.682.900.135 | | 2.866.681.141 | 2.682.900.135 |
| Cotisations et contributions sociales | | 2.288.394.037 | 1.417.125.085 | | 2.288.394.037 | 1.417.125.085 |
| Prestations sociales et allocations diverses | | 59.355.640 | 130.625.620 | | 59.355.640 | 130.625.620 |
| **Titre 3. Dépenses de fonctionnement** | | **57.667.860** | **50.409.604** | | **57.667.860** | **50.409.604** |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 57.667.860 | 50.409.604 | | 57.667.860 | 50.409.604 |
| **Titre 6. Dépenses d'intervention** | | **1.380.016.134** | **1.624.762.415** | | **1.380.016.134** | **1.624.762.415** |
| Transferts aux ménages | | 541.076.091 | 541.708.091 | | 541.076.091 | 541.708.091 |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 776.631.187 | 1.025.816.956 | | 776.631.187 | 1.025.816.956 |
| Transferts aux autres collectivités | | 62.308.856 | 57.237.368 | | 62.308.856 | 57.237.368 |
| **Totaux** | | **6.652.114.812** | **5.905.822.859** | | **6.652.114.812** | **5.905.822.859** |

## Évaluation des dépenses fiscales[2]

### Dépenses fiscales contribuant au programme sans que ce soit leur objet principal

(en millions d'euros)

| Numéro et intitulé de la mesure | | Résultat estimé pour 2004 | Évaluation pour 2005 | Évaluation pour 2006 |
|---|---|---|---|---|
| 110215 | Réduction d'impôt pour frais de scolarité | 385 | 390 | 390 |
| 410102 | Exonération des cantines | nc | nc | nc |
| 730207 | Taux de 5,5 % pour les recettes provenant de la fourniture des repas par les cantines d'entreprises ou d'administrations, ainsi que pour les repas livrés par des fournisseurs extérieurs aux cantines, scolaires et universitaires notamment, qui restent exonérées de TVA | 680 | 700 | 725 |

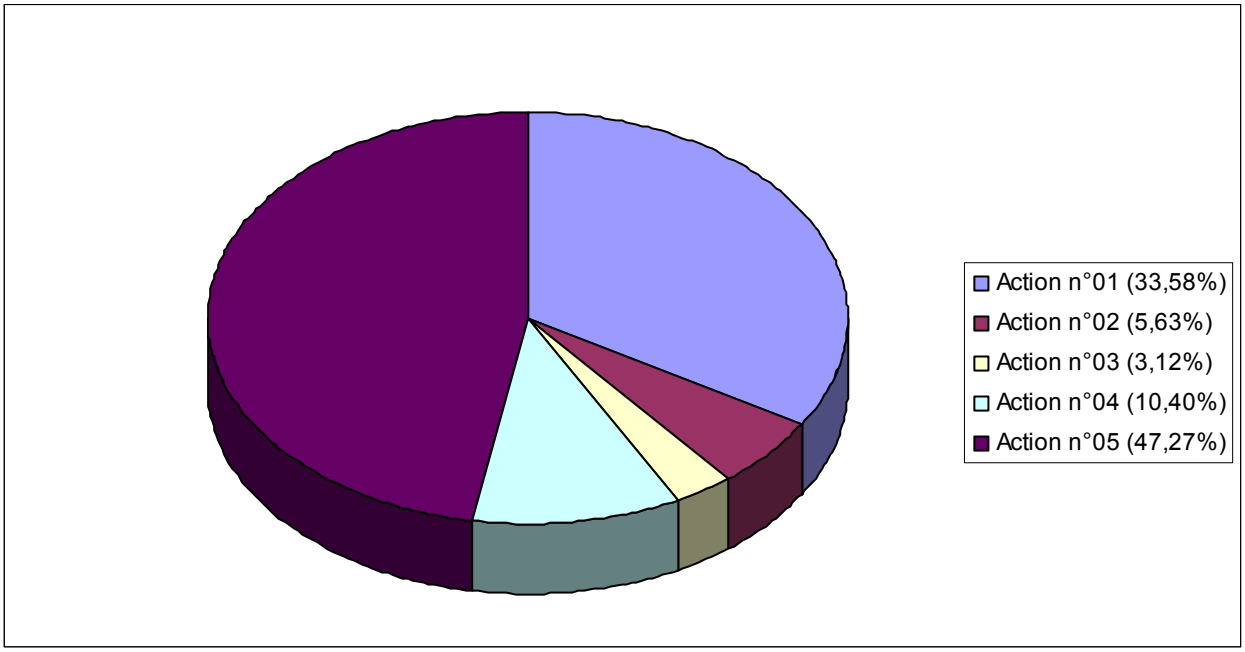
[2] Les dépenses fiscales sont décrites dans le tome II de l'annexe au projet de loi de finances intitulée « Évaluation des voies et moyens ». Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier et précisées dans le projet annuel de performances. Les montants indiqués sont des estimations. Lorsqu'aucun montant ne figure, la lettre « ε »signifie que le coût est estimé à moins de 0,5 million d'euros ; l'abréviation « nc » signifie « non chiffrable » et l'astérisque « * » signifie que l'évaluation de cette mesure fiscale n'est pas disponible lors de la mise sous presse de cette annexe, mais figure en revanche dans le tome II de l'annexe « Évaluation des voies et moyens ».

# Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs

## Présentation par action des crédits demandés pour 2006

| Numéro et intitulé de l'action | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
|---|---|---|---|
| 01 | Vie scolaire et éducation à la responsabilité | 1.983.390.219 | 1.983.390.219 |
| 02 | Santé scolaire | 332.349.193 | 332.349.193 |
| 03 | Accompagnement des élèves handicapés | 184.034.620 | 184.034.620 |
| 04 | Action sociale | 614.135.083 | 614.135.083 |
| 05 | Accueil et service aux élèves | 2.791.913.744 | 2.791.913.744 |
| **Totaux** | | **5.905.822.859** | **5.905.822.859** |

## Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2006



# Présentation du programme

**• Finalités générales du programme**

Le rôle de l'Ecole ne saurait être limité aux actions mises en œuvre au titre des enseignements. Tout en s'appuyant sur ces derniers, la mission de l'Ecole s'élargit à l'éducation aux comportements et aux savoir être.

Cette dimension éducative est délibérément inscrite dans l'Ecole de la République, comme est inscrite et constamment rappelée, à juste titre, la contribution à l'égalité des chances, au travers notamment du suivi individualisé de l'élève ou de l'accueil dans des services annexes.

Ces deux dimensions sont les fondements principaux de ce programme qui implique un nombre important d'acteurs, internes au système éducatif ou externes à celui-ci dans le cadre de partenariats nombreux. Au-delà de l'apport de contenus et de la construction de compétences, l'Ecole pour tous s'efforce de proposer des modes de fonctionnement assurant la réussite de chacun.

Le programme et les objectifs qui y sont associés s'attachent ainsi à décrire, d'une part, l'ensemble des actions et moyens consacrés aux élèves lorsqu'ils ne sont pas devant un enseignant, et d'autre part, les dispositifs mis en œuvre pour assurer aux élèves, et notamment à ceux qui rencontrent des difficultés spécifiques, des conditions d'insertion scolaire les plus satisfaisantes possibles.

**• Action législative et réglementaire**

Code de l'Education (livre V principalement).

- Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

- Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale.

- Décret n° 85-924 du 30 août 1985 relatif aux EPLE

- Décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires

- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique.

**• Environnement** (partenaires / co-financeurs)

- Autres départements ministériels.

- Collectivités territoriales.

**• Acteurs et pilotage du programme**

Ce programme est placé sous la responsabilité du directeur de l'enseignement scolaire. Sa mise en œuvre est fortement déconcentrée : au niveau académique sous l'autorité des recteurs qui peuvent en confier certains segments aux Inspecteurs d'académie - DSDEN.

Cette déconcentration conduit à la fixation d'objectifs académiques.

Critérisée, la répartition des moyens entre les académies s'accompagne de la définition d'un BOP par académie constitué d'unités opérationnelles au niveau académique ou départemental.

**• Acteurs**

EPLE.

**• Présentation de la structuration en actions**

Pour répondre à la double préoccupation de développement de la dimension éducative et de contribution à l'égalité des chances, cinq actions composent ce programme :

- Vie scolaire et éducation à la responsabilité,

- Santé scolaire,

- Accompagnement des élèves handicapés,

- Action sociale,

- Accueil et services aux élèves.

# Présentation des actions



## Action n° 01 : Vie scolaire et éducation à la responsabilité

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Prolongeant l'acte pédagogique assuré par l'enseignement mais contribuant aussi à sa qualité, la dimension éducative au sein de l'établissement du second degré est prise en charge notamment par des personnels aux missions clairement définies : conseillers principaux d'éducation, assistants d'éducation qui remplacent progressivement les maîtres d'internat-surveillants d'externats et aides-éducateurs. Leur rôle dans l'écoute et le conseil, la prévention de l'absentéisme et de la violence en milieu scolaire est déterminant, participant ainsi à l'éducation à la

responsabilité. Ils animent ou collaborent à des instances où les élèves peuvent prendre une part active à la vie de l'établissement et à l'enrichissement de leur formation (assemblée générale des délégués élèves, conseil de vie lycéenne, foyer socio-éducatif, maison des lycéens, etc.).

***Les personnels d'éducation***

| | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|
| Conseillers principaux d'éducation | 11.022 | 11.561 | 12.017 |
| Assistants d'éducation | 0 | 22.000 | 36.495 |
| Maîtres d'internat - surveillants d'externats | 50.743 | 35.974 | 24.712 |
| Aides-éducateurs | 55.770 | 28.190 | 14.782 |
| TOTAL | 117.535 | 97.725 | 88.006 |

Source : MEN-DEP

Parallèlement, divers dispositifs sont mis en place pour apporter des réponses éducatives et prévenir les phénomènes de déviance ou contribuer à une meilleure insertion scolaire des élèves. L'objectif assigné par la nation est clair : l'école doit être un lieu duquel la violence est exclue.

***École ouverte***

L'opération interministérielle « Ecole ouverte » permet, dans les zones socialement défavorisées, d'accueillir des jeunes dans les collèges et les lycées en dehors du temps scolaire. Ainsi, ceux qui ne partent pas en vacances peuvent, durant les vacances scolaires et certains mercredis et samedis, participer à des activités éducatives diversifiées, dont environ 30 % à caractère scolaire, et pour le restant du temps, culturelles, sportives et de loisirs.

En 2004, 653 établissements étaient engagés dans l'opération, dont 57 % situés en ZEP/REP, pour 3244 semaines d'ouverture dans les 30 académies. Environ 115.000 jeunes des 1er et 2nd degrés ont été accueillis.

***Sport scolaire***

Le sport scolaire contribue à favoriser :

- le développement personnel de l'élève,

- l'enseignement des valeurs fondamentales (tolérance et esprit sportif, expérience de l'échec et de la victoire, respect de la règle et de l'autre),

- l'apprentissage de la responsabilité et de la vie collective : au sein de l'association sportive (AS) de l'établissement, de l'environnement proche et en lien avec les fédérations sportives.

Les actions recouvrent cinquante activités sportives, proposées dans le cadre de l'AS -facultative dans les écoles, obligatoire dans les collèges et les lycées - à tous les élèves volontaires, tout au long de l'année, à raison de 3 heures par semaine. Ces activités permettent la découverte, l'initiation, la promotion ou encore la compétition. Elles sont fédérées et organisées par les opérateurs suivants : l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP), l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) du second degré. Ces fédérations reçoivent des subventions annuelles du ministère de l'éducation nationale et du ministère chargé des sports.

***Fonds de vie lycéenne***

Le fonds de vie lycéenne créé par le plan d'urgence pour les lycées de 1991 pour soutenir les initiatives des élèves dans l'animation de leur établissement est maintenant un outil majeur de mise en œuvre de la politique du ministère de l'éducation nationale en matière de vie lycéenne. Il répond à deux objectifs :

- permettre aux représentants lycéens d'assurer pleinement leur rôle en mettant à leur disposition les moyens financiers nécessaires à l'exercice de leur mandat,

- favoriser l'initiative des lycéens en tant que porteurs et/ou acteurs d'initiatives concrètes. À ce titre, les crédits de ce fonds peuvent financer des actions en matière de :

. formation des élus lycéens,
. information et communication (réalisation de supports d'expression internes : radios, journaux lycéens…),
. prévention des conduites à risques, éducation à la santé et à la citoyenneté, lutte contre la violence,
. animations culturelles ou éducatives (exposition, fête,…).

• **Partenaires** et co-financements (2003)

- Délégation interministérielle à la ville : 2,2 M€.

- Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité (DPM : 0,23 M€ , DGAS : 0,46 M€).

- Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations : 0,37 M€.

• **Acteurs**

- EPLE et fédérations sportives.

• **Politique législative et réglementaire**

- École ouverte :

charte et circulaire n° 2003-008 du 23-1-2003.

- Sport scolaire :

• loi sur le sport n° 84-610 du 16 juillet modifiée,

• décret du 13 mars 1986 : statuts de l'UNSS,

• décret n° 86-495 du 14 mars 1986 : dispositions statutaires obligatoires pour les associations sportives scolaires.

- Fonds de vie lycéenne :

• code de l'éducation : article L. 511-2

• circulaire n° 2001-184 du 26 septembre 2001 relative au fonds de vie lycéenne



## Action n° 02 : Santé scolaire

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

La loi a confié à l'éducation nationale une mission de suivi de la santé des élèves.

Il s'agit à la fois de veiller à la santé des élèves (bien-être physique, mental et social), de contribuer à la réussite scolaire et de participer à la politique générale en matière de santé publique.

La prise en compte de la santé des élèves concerne l'ensemble de la communauté éducative.

Elle s'appuie plus spécifiquement sur la mission de promotion de la santé qu'assurent les médecins et les infirmières de l'éducation nationale.

***Les personnels de santé***

| | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|
| Médecins | 1.244 | 1.392 | 1.402 | 1.383 |
| Personnels infirmiers | 5.622 | 6.108 | 6.229 | 6.220 |

Source : MEN-DEP

L'action relative à la santé scolaire porte particulièrement sur les points suivants :
- repérage, dépistage, diagnostic pour une prévention précoce des troubles, notamment psychiques, susceptibles d'entraver les apprentissages,
- facilitation de l'accès aux soins pour les élèves,
- formation aux premiers secours des élèves et des personnels,
- développement de l'éducation à la sexualité,
- éducation nutritionnelle, éducation au goût et éducation à la consommation,
- prévention des conduites à risque ,
- contribution à la protection de l'enfance en danger,
- aide à l'intégration des élèves handicapés ou malades.

La plupart des actions mises en œuvre dans ces domaines ont une dimension d'éducation à la responsabilité et aux savoir être qui inclut l'apprentissage d'attitudes et de conduites positives face à des enjeux essentiels de santé publique et mène les élèves à une nécessaire prise de conscience individuelle de leurs responsabilités à cet égard.

C'est en particulier le cas pour

- la formation aux premiers secours : l'objectif est de développer chez les élèves des comportements civiques et solidaires en généralisant le programme « Apprendre à porter secours » à l'école et de poursuivre la formation au collège afin d'aboutir à l'obtention de l'attestation de formation aux premiers secours pour tous les élèves ;

- l'éducation à la nutrition qui vise particulièrement la prévention des problèmes de surpoids et qui implique l'utilisation d'outils de repérage lors des bilans médicaux et des dépistages infirmiers ainsi que l'information systématique des parents quant aux modalités de prise en charge par le réseau de soins ;

- le développement de la lutte contre le tabagisme et la prévention des conduites addictives : l'action du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'inscrit dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool, coordonné par la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT). L'expérimentation d'un « programme de prévention des conduites addictives" -portant à la fois sur la lutte contre le tabagisme et la prévention de la consommation de cannabis- est d'ores et déjà engagée sur deux niveaux particulièrement sensibles : les tranches d'âge CM2-6ème et 3ème-2nde.

Dans chacun de ces domaines très sensibles, des repères sont indispensables aux élèves comme aux adultes. C'est pourquoi le MENESR s'efforce de diffuser largement des outils informatifs ou méthodologiques élaborés le cas échéant en partenariat avec d'autres instances publiques :

- outils thématiques relatifs à l'éducation nutritionnelle à destination des équipes éducatives

- guide méthodologique relatif à l'éducation à la sexualité, pour les équipes éducatives des collèges et des lycées (rentrée 2005),

- guide relatif à la prévention des conduites addictives (diffusion à la rentrée 2005# , après une phase d'expérimentation dans cinq académies volontaires).

**• Partenaires**

- Direction générale de la santé (contrat cadre du 17 juillet 2003).

- Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (convention du 6 août 2003).

- Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie.

**• Acteurs**

- EPLE et écoles.

**• Politique réglementaire**

- Code de l'éducation - article L. 541-1.

- Décret n° 91-1195 du 27 novembre 1991 : missions des médecins.

- Décret n° 85-924 du 30 août 1985 (articles 16 et 57).

- Décret n° 2002-194 du 11 février 2002 : actes professionnels et exercice de la profession d'infirmière.

- Circulaires n° 2001-012, n° 2001-013, et n° 2001-014 du 12 janvier 2001.

- Circulaire n° 2003-210 du 1er décembre 2003.

## Action n° 03 : Accompagnement des élèves handicapés

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Il s'agit d'apporter aux élèves handicapés l'aide humaine dont ils ont besoin en milieu scolaire pour compenser de fortes restrictions d'autonomie. Désormais, sont chargés de cet accompagnement des assistants d'éducation dénommés « auxiliaires de vie scolaire ».

En mars 2005, 6.691 emplois rémunérés par l'éducation nationale dont 5.837 assistants d'éducation, étaient mobilisés sur des fonctions d'AVS , pour 27 % d'entre eux dans le second degré.

Certains auxiliaires de vie scolaire (AVS-CO, "collectifs") sont affectés à des écoles ou à des EPLE qui scolarisent des élèves handicapés au sein de dispositifs collectifs, classes d'intégration scolaire (CLIS) dans le premier degré, unités pédagogiques d'intégration (UPI) dans le second degré.

Les AVS exerçant des fonctions auprès d'un groupe d'élèves (AVS-CO) sont, conformément au droit commun, recrutés par les chefs d'établissement.

Parmi les assistants d'éducation

- dans le premier degré, 21% sont des AVS-Co

- dans le second degré, 41% sont des AVS-Co

D'autres assistants d'éducation ont pour mission exclusive l'aide individualisée (AVS-I) auprès d'élèves handicapés pour lesquels cette aide a été reconnue nécessaire par la commission départementale d'éducation spéciale (CDES). Les AVS-I assurent l'accompagnement individuel des élèves, à temps plein ou à temps partiel selon les besoins, dans une école ou un établissement d'enseignement public ou privé sous contrat.

Les AVS-I sont recrutés par l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale qui désigne un coordonnateur départemental chargé de planifier leur emploi du temps en liaison étroite avec les directeurs d'école et chefs d'établissements concernés et d'assurer leur encadrement et leur suivi.

L'attribution d'un AVS-I auprès d'un élève peut être envisagée - quelle que soit la nature de son handicap et quel que soit le niveau d'enseignement - dès lors qu'un examen approfondi de la situation fait apparaître le besoin, pour une durée déterminée - d'une aide humaine apportée dans le cadre de la vie scolaire quotidienne, en vue d'optimiser son autonomie dans les apprentissages, de faciliter sa participation aux activités collectives et aux relations interindividuelles et d'assurer son installation dans les conditions optimales de sécurité et de confort.

Au 1er mars 2005, on dénombrait 13.167 élèves accompagnés à titre individuel par un AVS-I, soit une augmentation de 33% par rapport à l'année précédente. 14,6 d'entre eux étaient des élèves du 2nd degré ; 85,4 % étaient des élèves du premier degré dont près de 58 % en maternelle. En moyenne, 63,8% des élèves sont accompagnés à temps partiel ; c'est le cas de 91 % des élèves de maternelle et de 70 % des élèves de lycée.

**• Partenaires**

Services centraux et déconcentrés des affaires sanitaires et sociales.

**• Acteurs**

-EPLE

**• Politique réglementaire**

- Articles L. 916-1 et L. 351-3 du code de l'éducation.

- Décret n° 2003-484 du 6-6-2003 : conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation.

## Action n° 04 : Action sociale

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Assurer l'égalité des chances de réussite scolaire passe par un accompagnement spécifique des élèves qui rencontrent des difficultés notamment d'ordre social.

Il s'agit donc de repérer et suivre les élèves en difficulté sociale afin de leur apporter l'aide répondant aux difficultés détectées. D'où les principales activités des membres du service social en faveur des élèves :
- participation à la mise en œuvre de l'ensemble de la politique sociale : bourses, fonds sociaux #…,
- évaluation des situations à partir d'éléments recueillis sur l'élève et son environnement social,
- information relative aux différents dispositifs et partenaires de service social,
- conseil et aide relatifs à l'accès aux droits,
- accompagnement et continuité des prises en charge des élèves en difficulté.

***Du repérage à la prise en charge des élèves en difficultés sociales***

Tous les membres de l'équipe éducative assurent l'accueil des élèves et leur apportent l'attention nécessaire dans le cadre des apprentissages. Lorsqu'ils repèrent des difficultés sociales préjudiciables au bon déroulement d'une scolarité, ils prennent l'attache des services sociaux qui interviennent alors en coordination avec les services habilités et mettent en œuvre les relais et prises en charge nécessaires au plus près des élèves et de leur familles.

Les assistants de service social contribuent également à l'accompagnement des jeunes majeurs afin de veiller à ce que les problèmes sociaux spécifiques à cette classe d'âge affectent le moins leur scolarité.

Le service social en faveur des élèves est en outre conseiller de l'institution et contribue à ce titre à la prévention et à la lutte contre les exclusions.

***Bourses***

Les bourses de collège et de lycée sont une aide à la scolarité destinée aux familles les plus défavorisées pour leur permettre d'assurer les frais de scolarité de leurs enfants. Elles sont attribuées en fonction des ressources et des charges des familles.

**Les bourses en 2004-2005**

| Bénéficiaires | Montant de la bourse | % de bénéficiaires |
|---|---|---|
| Collégiens | de 57,99 € à 298,56 € | 23,42 % |
| Lycéens (LEGT) | 120;06 € à 480,24 € | 20,74 % |
| Lycéens (LP) | 200,20 € à 480,24 € | 37,01 % |

Source : MEN-DESCO

Différentes primes peuvent compléter les bourses des lycéens (de LP et de LEGT) en fonction de leur scolarité :

| Types de primes | Montant annuel |
|---|---|
| Primes d'entrée en classe de 2nde, 1ère ou terminale | 213,43 € |
| Primes à la qualification : préparation d'un CAP ou d'un BEP | 428,55 € |
| Prime d'équipement pour les boursiers de 1ère année de certaines formations | 336 € |

Source : MEN-DESCO

***Bourses au mérite***

Depuis la rentrée 2000, des bourses au mérite peuvent venir compléter l'attribution d'une bourse de lycée. Elles ont permis en 2003-2004 à environ 30 000 élèves, boursiers pendant leur scolarité en collège et ayant eu de bons résultats au diplôme du brevet des collèges, de poursuivre, dans de bonnes conditions, une scolarité jusqu'au baccalauréat. Ce dispositif repose sur le double objectif d'aider des élèves et leurs familles et d'accompagner spécifiquement l'élève méritant dans son parcours scolaire en lui offrant les moyens d'une ouverture culturelle, sociale et professionnelle (un tiers au moins des 30 000 bourses au mérite au plan national est attribué aux élèves issus des établissements situés en zone ou en réseau d'éducation prioritaire).

La loi n° 2085 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école prévoit désormais que des bourses au mérite qui s'ajoutent aux aides à la scolarité déjà existantes sont attribuées sous conditions de ressources et dans des conditions déterminées par décret aux lauréats du brevet des collèges qui obtiennent une mention « Bien » ou « Très bien », ou à d'autres élèves méritants. L'objectif est d'augmenter le nombre de bénéficiaires de + 16 700 élèves dès la rentrée 2006 et de revaloriser le montant des bourses au mérite qui, dans le régime mis en place depuis la rentrée scolaire 2000 était de 775,23 € à la rentrée 2005.

***Fonds sociaux***

Les fonds sociaux attribués aux collèges et lycées sont destinés à faire face à des situations difficiles que peuvent connaître certains élèves ou leur famille pour assurer les dépenses de scolarité ou de vie scolaire. Il s'agit d'aides exceptionnelles financières ou en nature (par exemple, aide à l'acquisition de certains matériels professionnels, aides aux sorties scolaires). Un fonds social pour les cantines a été mis en place pour faciliter l'accès à la restauration scolaire de collégiens ou de lycéens afin d'aider les familles à régler les frais de restauration de leurs enfants.

**• Partenaires**

- Collectivités territoriales.

- Caisse d'allocations familiales (CAF).

**• Acteurs.**

- EPLE.

**• Politique réglementaire**

- Code de l'éducation - article L. 913-1.

- Circulaire n° 91-248 du 11 septembre 1991.

- Circulaire n° 2000-109 du 21 juillet 2000 instituant les bourses au mérite.



## Action n° 05 : Accueil et service aux élèves

**• Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Les conditions matérielles d'accueil et de vie à l'école, au collège ou au lycée sont des éléments déterminants de la qualité de vie des élèves : elles concourent à la qualité des apprentissages et facilitent le travail des élèves, notamment de ceux qui rencontrent des conditions de vie familiales difficiles et qui doivent trouver à l'école les références qui peuvent leur faire défaut par ailleurs.

Si la qualité de ces conditions de vie relève principalement de la responsabilité des collectivités locales, qui seront définitivement compétentes dans ce domaine en 2009, l'Etat y contribue encore dans les établissements publics locaux d'enseignement (EPLE) par la mise en place de personnels TOS et l'organisation de leurs activités :
- accueil des élèves,
- entretien des locaux,
- hébergement,
- restauration.

***Internat***

La politique de l'internat scolaire public a été relancée en juillet 2000 et rappelée en avril 2002.

Diverses mesures ont été mises en œuvre dans le but de favoriser ce mode de prise en charge globale de l'élève, parmi lesquelles :
- création dans chaque académie d'une cellule chargée de la scolarité en internat composée d'un coordonnateur académique et de correspondants départementaux,
- création de l'annuaire électronique de l'internat, consultable sur le site Internet du ministère,
- instauration en 2001, pour tous les élèves boursiers internes, d'une prime à l'internat d'un montant forfaitaire annuel de 231 €. En 2004/2005, 57 774 primes à l'internat ont été versées.

**• Partenaires**

- Collectivités locales.

**• Acteurs**

- EPLE.

**• Politique réglementaire**

- Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 (décentralisation).

- Décrets n° 85-934 du 4 septembre 1985 et 2000-992 du 6 octobre 2000 relatifs au fonctionnement du service annexe d'hébergement des EPLE.

Les nouvelles dispositions relatives aux mesures de décentralisation qui viennent d'être adoptées par le parlement modifient les responsabilités de l'Etat dans ce domaine.

- Circulaires 2000-112 du 31 juillet 2000 et 2002-097 du 24 avril 2002 relatives à l'internat scolaire public.

- Décret n° 2001-1137 du 28 novembre 2001 instituant une prime à l'internat.

## Objectifs et indicateurs

**Introduction - Présentation stratégique :**

Le choix des objectifs de performance retenus pour le présent programme répond à une double préoccupation :

- refléter au travers de ses principales composantes - même si l'école n'en est pas toujours le premier ou le seul acteur responsable - l'importance qui doit être accordée à la vie des enfants et adolescents dans les établissements scolaires, celle-ci étant déterminante pour leur position d'élèves et donc pour leur formation ;

- mettre en évidence des cibles ou des caps explicites, manifestant une réelle ambition partagée pour l'école, tout en restant réalisables à un horizon perceptible.

Les objectifs retenus transversaux à l'ensemble des actions du programme ou plus spécifiquement liés à certaines d'entre elles, sont complémentaires et visent tous la réalisation de conditions nécessaires au bon déroulement de la scolarité, et à l'implication des élèves eux-mêmes dans la réalisation de ces conditions. Leur nombre comme celui des indicateurs associés est volontairement réduit pour concentrer le regard et les analyses sur les aspects les plus incontournables : le rapport à l'institution scolaire et le comportement des élèves au sein de celle-ci, leur santé, leur sens des responsabilités et les aides concrètes que l'institution scolaire peut leur apporter afin d'aplanir les obstacles qu'ils rencontrent.

Ces objectifs et indicateurs ont été conçus également dans la perspective du dialogue stratégique que le responsable de programme a à conduire avec les académies. Ces objectifs nationaux engagent en effet l'ensemble des responsables et acteurs du premier degré et, quel que soit son positionnement -administratif ou pédagogique-, chacun d'eux à son niveau doit pouvoir contribuer à les atteindre.

Dans toute la mesure du possible, les indicateurs présentés ci-dessous seront donc "déclinés" ou traduits au niveau académique pour servir le pilotage national qui a à prendre en compte la diversité des territoires où s'organise et se réalise concrètement l'acte éducatif : ils constitueront donc le cœur des informations partagées par les services centraux et les académies pour étayer le dialogue stratégique.

Ils pourront l'être également au niveau infra-académique, notamment au niveau départemental, permettant ainsi de situer la performance produite localement et, si nécessaire, d'en tirer des conséquences en termes de pilotage, de mise en œuvre de réponses appropriées aux problèmes mis en évidence, que ceux-ci concernent les élèves, l'organisation de l'enseignement et des actions connexes, les personnels.... .

Certains d'entre eux peuvent aussi être traduits et faire sens au niveau des établissements notamment dans le cadre du contrat d'objectifs prévu par la loi n°2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école Il appartiendra à chaque responsable opérationnel -académique, départemental ou infra- de compléter ces indicateurs, de les enrichir en fonction des caractéristiques de "ses" territoires d'action et de référence.

Bien que très riches et diversifiés, l'appareil statistique, les outils d'évaluation et les systèmes d'information en vigueur ne permettent pas encore de disposer de tous les indicateurs retenus. Mais des évolutions sont d'ores et déjà amorcées pour rendre les informations disponibles au cours des prochaines années.

**Objectif n° 1 (du point de vue du citoyen) : Faire respecter l'école et ses obligations.**

L'école ne peut bien accomplir sa mission que dans un climat de sérénité, pour une population et avec des acteurs qui croient en elle, s'en approprient les valeurs et la respectent.

Ne serait-ce que pour répondre qualitativement à son obligation d'accueil, l'institution scolaire doit donc veiller à :

1. assurer et faire respecter le caractère obligatoire de l'instruction,
2. assurer la sécurité à l'école, au collège et au lycée, en réduisant les actes de violences.

Ces deux grandes responsabilités, liées, engagent l'ensemble de la communauté éducative, c'est-à-dire autant les usagers de l'école, les élèves et leur famille, ses partenaires, que l'institution scolaire elle-même et ses acteurs.

Pour sa part, afin de promouvoir et soutenir chez les élèves des comportements responsables, favoriser une vie collective enrichissante, resserrer des liens souvent trop distendus entre l'école et son public, l'institution scolaire diversifie ses modes d'approches, soutient divers dispositifs destinés à répondre aux problèmes rencontrés et incite les responsables opérationnels comme les acteurs en contact avec les élèves à s'attacher à l'atteinte de cet objectif, à l'intégrer dans leurs préoccupations premières, dans leurs projets et leurs stratégies concrètes : l'ensemble des actions du programme étant à même de concourir à la réalisation de cet objectif.

Les indicateurs retenus devraient permettre de vérifier l'évolution de deux types de non-respect de l'école aussi symboliques que concrètement significatifs : l'absentéisme et les manifestations de violence.

**Indicateur n° 1 : Taux d'absentéisme des élèves.**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| a : à l'école élémentaire | % | | | | | | |
| b : au collège | % | | | 2,2 | 2,6 | 2,5 | < 2 |
| c : au lycée d'enseignement général et technologique | % | | | 4,9 | 4,8 | 4,4 | < 3 |
| d : au lycée professionnel | % | | | 10,8 | 12,8 | 10,6 | < 5 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source des données : MENESR/DEP

- Champ : public, France métropolitaine

- L'indicateur retenu ici est la « proportion d'élèves absents plus de 4 demi-journées non régularisées au mois de janvier ».

Il propose une appréciation de l'ampleur du phénomène et de son évolution en ce mois de l'année qui ne connaît pas de vacances et qui est représentatif de la majorité des mois de l'année scolaire. L'indicateur n'est disponible que pour le 2nd degré (Enquête mensuelle auprès d'un échantillon national représentatif des établissements publics du 2nd degré).

Il est constitué de sous indicateurs (disponibles seulement pour le 2nd degré) calculés comme suit :

b : Moyenne pondérée du nombre d'élèves absents plus de quatre demi-journées non régularisées au cours du mois de janvier dans les collèges de l'échantillon ayant répondu à l'enquête, rapporté aux effectifs de ces collèges issus de SCOLARITE (x 100).

c : idem pour les LEGT

d : idem pour les LP.

Il s'agit de moyennes dont le niveau et l'évolution doivent être interprétés en tenant compte du fait que les établissements sont très inégalement touchés par l'absentéisme.

Pour le second degré, ces sous indicateurs pourront être construits à partir de données exhaustives - incluant les DOM - (et éventuellement amélioré) après mise en place de SCONet et de logiciels de suivi des absences associés à SCONet dans l'ensemble des établissements publics du second degré.

Le sous indicateur relatif au premier degré le sera en fonction de l'avancement de la mise en place du système d'information du 1er degré (en cours de construction).

**Indicateur n° 2 : Proportions d'actes de violence grave signalés.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| a : à l'école élémentaire (pour 10.000 élèves) | Taux | 7,2 | | 7,6 | 7,6 | 7 | < 5 |
| b : au collège (pour 1 000 éléves) | taux | 25,7 | | 28,6 | 28,6 | 25,1 | < 15 |
| c : au LEGT (pour 1 000 élèves) | Taux | 9,8 | | 10,7 | 10,7 | 10 | < 7 |
| d : au LP (pour 1 000 élèves) | Taux | 30,5 | | 32,8 | 32,8 | 29,7 | < 20 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR/DEP,
  a : enquête SIGNA, estimation des effectifs du premier degré public, puis SI du premier degré.
  b, c et d : enquête SIGNA, SCOLARITE puis SCONet.
- Champ : France métro + DOM, année scolaire (septembre à juin inclus).
- Pour chacun des niveaux identifiés, un sous indicateur rapporte le nombre d'actes signalés à la population concernée :

  a : Somme des rapports - calculés pour chacune des périodes bimestrielles de septembre-octobre à mai-juin de l'année scolaire - du nombre d'actes signalés par les circonscriptions ayant répondu à l'enquête SIGNA à chacune des périodes et de l'ensemble des effectifs du premier degré estimés à la rentrée (multipliés par 10 000). Dès que le système d'information du premier degré sera opérationnel, les effectifs des seules circonscriptions ayant effectivement répondu à l'enquête seront utilisés au dénominateur.

  b : Somme des rapports, calculés pour chacune des périodes bimestrielles de septembre-octobre à mai-juin de l'année scolaire, du nombre d'actes signalés par les collèges ayant répondu à l'enquête SIGNA et des effectifs de ces collèges issus de SCOLARITE (multipliés par 1 000)

  c : idem b pour les LEGT.

  d : idem b pour les LP.

  Il s'agit de moyennes dont le niveau et l'évolution doivent être interprétés, en tenant compte du fait que les établissements et les circonscriptions sont très inégalement touchés par les actes de violence grave.

  L'indicateur est évidemment très sensible aux taux de réponses effectifs à l'enquête SIGNA selon les périodes et selon les académies ainsi qu'aux variations des effectifs moyens des établissements répondants.

**Objectif n° 2 (du point de vue du citoyen) : Promouvoir la santé des élèves.**

Dans ce domaine également l'école n'est pas seule à agir mais elle est la seule institution qui connaît et touche chaque génération dans sa quasi-totalité.

D'où l'importance de son action en la matière qui se réalise selon des modalités multiples (cf. action 2 du programme).

Deux objectifs intermédiaires ont été sélectionnés pour déterminer les indicateurs significatifs :

- veiller au suivi médical des élèves

  La loi (cf. Code de l'éducation article 541-1) fait obligation à l'institution scolaire d'assurer une visite médicale à tous les enfants au cours de leur 6ème année et de donner les suites nécessaires à ces visites, notamment en prenant toutes mesures appropriées pour que les familles soient aussitôt informées des constatations médicales dont il est nécessaire qu'elles aient connaissance pour la sauvegarde de la santé de leurs enfants.

- prévenir les comportements à risques.

Diverses actions concourent à cette prévention, l'indicateur choisi porte sur l'une d'elles, l'opération "lycée non fumeur" développée en application des directives données pour la mise en œuvre du programme quinquennal de prévention et d'éducation relatif à la santé des élèves (Circulaire n°2003-210 du 1er décembre 2003 : BO n°46 du 11 décembre 2003) et rappelées dans la circulaire n° 2005-067 du 15-4-2005 : préparation de la rentrée scolaire 2005 (BO n° 18 du 5 mai 2005).

Les deux indicateurs retenus, nécessairement partiels, ne peuvent évidemment pas rendre compte de toutes les composantes qualitatives des actions menées par les professionnels de la santé particulièrement mais aussi, souvent, avec le concours des équipes pédagogiques et/ou d'autres partenaires , au développement desquelles les responsables opérationnels comme les acteurs en contact avec les élèves doivent continuent à s'attacher : au cœur des pratiques professionnelles des personnels de santé, elles peuvent aussi avoir toute leur place dans les projets d'école ou d'établissement.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'élèves ayant bénéficié du bilan de santé dans leur 6ème année.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 88 | | 70 | 70 | 75 | > 80 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR/DESCO et DEP
- Champ : public + privé, France métropolitaine + DOM
- Cet indicateur est établi en rapportant le nombre d'élèves ayant bénéficié du bilan de santé (obligatoire) à l'effectif total des élèves dont l'âge se situe entre 5 et 6 ans (données DEP issues de l'INSEE).

  Les données actuellement disponibles concernant le nombre d'élèves ayant bénéficié de ce bilan de santé sont elles issues d'enquêtes spécifiques auprès des académies. La fiabilité des informations -déclaratives- ainsi recueillies ne peut être assurée. La vraisemblance de l'évolution constatée sera vérifiée par le dialogue avec les académies, dialogue qui s'attachera, le cas échéant, à en analyser les causes.

  Pour plus de fiabilité, cet Indicateur sera dès que possible reconstruit à partir du système d'information du premier degré en cours de mise au point. Les premières données, relatives à l'année 2006-2007, seront disponibles dans le PAP annexé au PLF 2008.

**Indicateur n° 2 : Pourcentage de lycées "non-fumeur".**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 13,41 | | 22,41 | 25 | 30 | > 50 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR – DESCO
- Champ : lycées publics, France métropolitaine + DOM
- Cet indicateur est construit à partir de la première enquête spécifique, menée en 2005, auprès des académies.

  Il s'agit de données déclaratives que seules les académies ont la capacité de certifier.

**Objectif n° 3 (du point de vue du citoyen et de l'usager) : Favoriser l'apprentissage de la responsabilité et de la vie collective.**

A chaque moment de la scolarité et donc selon des modalités diverses correspondant à l'âge des élèves, l'école s'attache à préparer les jeunes à devenir citoyens en travaillant à l'apprentissage de la vie collective, à la prise de conscience et au respect des valeurs civiques ainsi qu'en développant chez les enfants et les adolescents des comportements d'altruisme et de solidarité (cf. actions 1 et 2 du programme).

Cette formation au sens des responsabilités qui contribue au développement de la personnalité des enfants et adolescents, notamment en les aidant à se situer dans et par rapport à un groupe, à construire leurs relations aux autres et à l'autre,

individuellement, joue un rôle important dans leurs comportements d'élèves. Il importe donc que les acteurs du système éducatif accordent aux différentes démarches qui favorisent cette formation toute la place qu'elles méritent.

Les indicateurs retenus cherchent à cerner l'atteinte de cet objectif par deux angles d'approche complémentaires, nécessairement sélectifs puisque ne mettant en relief # qu'une partie du champ des possibles ; ils s'intéressent :

- d'une part, à la capacité des élèves d'agir pour les autres ou au nom des autres : c'est le sens de l'indicateur portant sur la formation aux premiers secours dispensée au collège, et de celui qui cherche à mettre en relief la participation des lycéens aux conseils des délégués pour la vie lycéenne mis en place pour les impliquer personnellement et collectivement dans l'organisation de tous les aspects de leur vie d'élève ;

- d'autre part, au développement du sport scolaire qui participe de l'apprentissage et de l'exercice de la vie collective.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'élèves ayant obtenu au collège l'attestation de formation aux premiers secours (AFPS).**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR- DESCO.
- Champ : collèges publics, France métropolitaine + DOM
- Les informations actuelles, recueillies par enquête auprès des seuls personnels de santé, sont trop parcellaires pour permettre d'en extraire un indicateur.

  Cet indicateur est donc à construire à partir du système d'information du 2nd degré en cours de rénovation : "SCONET", évolution de "scolarité" permettra en effet à terme d'enregistrer pour chaque élève des informations sur les formations suivies et les certifications obtenues.

  Les premières données devraient être disponibles pour le PLF 2008.

  Pour le PLF 2007, une enquête spécifique, plus exhaustive que l'actuelle pourra être conduite.

**Indicateur n° 2 : Taux de participation des lycéens aux élections des "Comités de vie lycéenne".**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| a : en LEGT | % | | | 44,08 | | | |
| b: en LP | % | | | 56,87 | | | |
| ensemble | % | | | 46,77 | | > 50 | > 50 |

**Précisions méthodologiques**

- Sources des données : MENESR- DESCO
- Champ : public, France métropolitaine + DOM

  Ces élections ont lieu tous les deux ans.

  En 2002, les taux de participation correspondent au premier tour de l'élection.

  En 2004, les élections ont eu lieu au scrutin à un tour..

- Cet indicateur est établi à partir d'information remontant directement des établissements : chaque chef d'établissement procède à la remontée des résultats des élections qui se sont déroulées dans son établissement via un formulaire informatique spécialement mis en ligne sur le site de la vie lycéenne. Les résultats sont ainsi collectés directement par le ministère sous forme d'un tableau.

  Numérateur = nombre de lycéens votant dans l'ensemble des établissements publics pour chacune des catégories (LEGT, LP, EREA)

Dénominateur = nombre de lycéens inscrits sur les listes électorales de l'ensemble des établissements publics pour chacune des 3 catégories (LEGT, LP, EREA, les lycées polyvalents étant comptabilisés avec les LEGT).

Les chiffres collectés par le système informatique mis en place ne peuvent pas être vérifiés. Les chiffres saisis sont donc considérés comme valables. En outre, le taux de réponse, pas toujours satisfaisant, ne permet pas d'avoir une vision exhaustive des taux de participation aux élections des représentants lycéens aux CVL. Ces taux peuvent varier d'une académie à une autre de manière importante. Une amélioration du système de remontée d'information est envisagée.

La comparaison des taux de participation permet tout de même de donner une indication de la vigueur de la vie lycéenne dans les établissements et de l'intérêt que les lycéens portent à l'instance de représentation que constitue le CVL.

Une légère augmentation globale des taux de participation aux élections des représentants lycéens aux CVL peut être notée depuis 2002 ; ce qui témoigne d'une relative implantation de cette instance dans les établissements. Dans les lycées professionnels, malgré un léger tassement, cette participation est sensiblement plus importante que dans les lycées d'enseignement généraux et technologiques. En revanche, le faible taux de réponse des EREA ne permet pas d'affirmer que les résultats constatés sont significatifs et représentatifs.

**Indicateur n° 3 : Pourcentage d'élèves détenteurs d'une licence d'association sportive d'établissement.**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| a : à l'école élémentaire | % | 15,50 | | 15,02 | > 15 | > 15 | > 15 |
| b : au collège | % | 20,60 | | 21,22 | 22 | 23 | > 25 |
| c : au LEGT | % | 11,22 | | 11,55 | 12 | 13 | > 15 |
| d : au LP | % | 9,96 | | 10,02 | 12 | 13 | > 15 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources actuelles : unions sportives.

- Champ : enseignement public, France métropolitaine + DOM

- Cet indicateur est établi en rapportant, pour chaque niveau de scolarisation (école, collèges, LEGT, LP), le nombre de licenciés (numérateur) à l'effectif total des élèves (dénominateur).

Actuellement les données relatives aux nombres de licenciés sont collectées et fournies par les fédérations nationales du sport scolaire :

- l'UNSS (Union Nationale du Sport Scolaire) pour les collèges et lycées, qui sont tenus de créer une association sportive d'établissement et d'adopter les dispositions statutaires obligatoires définies par décret en Conseil d'Etat ;

- l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré) pour les écoles dans lesquelles la création d'association sportive d'établissement n'est pas obligatoire mais recommandée et favorisée.

A terme cet indicateur devrait pouvoir être construit à partir des systèmes d'information du premier degré et des EPLE, les écoles, collèges et lycées devenant responsables de la collecte et de la transmission des données de bases. Pour le 2nd degré, les premiers indicateurs ainsi construits, relatifs à l'année 2006, devraient être disponibles pour le PLF 2007 ; pour le 1er degré une année de décalage est à envisager.

**Objectif n° 4 (du point de vue du citoyen / de l'usager / du contribuable) : Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des élèves.**

Ce que vivent au quotidien les enfants et adolescents conditionne fortement leur insertion et leur réussite scolaires.

De nombreux éléments externes à l'école interfèrent avec la qualité de vie qui leur est nécessaire. L'école a le devoir de les prendre en compte notamment pour accompagner les élèves qui rencontrent des difficultés particulières.

Les indicateurs retenus soulignent donc des composantes particulièrement significatives de cet objectif :

- accompagner les élèves handicapés (action 3) : cet accompagnement individuel ou collectif est en particulier le fait des auxiliaires de vie scolaire mais, pour porter tous ses fruits, il doit s'organiser au point de rencontre du projet individualisé conçu pour chaque élève et du projet d'école ou d'établissement ;

- repérer et suivre les élèves en difficulté sociale (action 4) : si les personnels d'assistance sociale sont évidemment centraux dans le repérage et le suivi de ces élèves, l'étroitesse de leurs relations avec les autres membres des équipes pédagogiques est un facteur d'efficacité indéniable, d'où l'importance de l'insertion de ces personnels dans la vie des établissements.

- aider les élèves en difficulté sociale (action 4) : ces aides peuvent revêtir plusieurs formes \écoute, conseil, assistance dans des démarches, médiation…\et aides financières ; outre les bourses de collège et de lycée qui sont une aide à la scolarité destinée aux familles les plus défavorisées, les collèges et lycées disposent de fonds sociaux destinés à faire face à des situations difficiles que peuvent connaître certains élèves ou leur famille pour assurer les dépenses de scolarité ou de vie scolaire. Que ces fonds leur soient affectés spécifiquement ou dans le cadre de leur dotation globalisée, les établissements sont responsables de leur utilisation Il appartient donc aux responsables opérationnels et aux chefs d'établissements de veiller au calibrage de ces fonds et à leur destination effective.

Les deux derniers indicateurs sont focalisés sur les ZEP et REP, compte tenu des proportions de populations défavorisées plus fortes dans les établissements qui en relèvent que dans les autres.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'élèves handicapés bénéficiant d'un accompagnement par un auxiliaire de vie scolaire.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| a : accompagnement individuel (AVSi) | % | | | 16,6 | 15 | | |
| b : accompagnement collectif (AVSco) | % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DESCO.

- Champ : premier et second degré publics - France métropolitaine et DOM

- Les données permettant le calcul du premier sous indicateur (a) sont recueillies via deux enquêtes spécifiques (premier et second degré) effectuées maintenant par application WEB.

Ce sous indicateur est établi comme suit : 100* (élèves handicapés intégrés dans une école du premier degré public ou un établissement du second degré public bénéficiant d'un auxiliaire vie scolaire/nombre d'enfants handicapés intégrés dans une école du premier degré public ou un établissement du second degré public).

Il s'agit d'élèves intégrés à temps plein ou à temps partiel. L'accompagnement par un auxiliaire vie scolaire peut être à temps partiel même si l'élève est intégré à temps plein.

Les élèves accompagnés par des AVS collectifs n'ayant pas été comptabilisés dans l'enquête, le deuxième sous indicateur (b) ne peut être actuellement calculé. Il sera disponible à compter 2007.

Ces indicateurs pourront être à terme construits à partir des systèmes d'information en cours de rénovation pour le second degré et en cours de mise en place pour le premier degré.

**Indicateur n° 2 : Pourcentage des fonds sociaux utilisés par les établissements en ZEP-REP rapporté au pourcentage d'élèves en ZEP-REP.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| pourcentage des fonds sociaux utilisés par les établissements en ZEP - REP (a) | % | | | | | | |
| proportion d'élèves du second degré en ZEP-REP (b) | % | 14,29 | | 14,06 | | | |
| Ratio(a/b) | | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source des données : MENSER – DESCO - DEP.

- Champ : EPLE; France métropolitaine + DOM

- Cet indicateur, à construire, rapproche deux pourcentages :

  - le premier est établi à partir de l'exploitation par la DESCO, des informations remontant des académies (première enquête : juin 2005) :
  numérateur = montant des crédits de fonds sociaux consommés par les établissements en ZEP/REP
  dénominateur = montant des crédits de fonds sociaux consommés par l'ensemble des EPLE

  - le second à partir des données disponibles à la DEP :
  numérateur = effectifs des élèves des établissements en ZEP/REP
  dénominateur = effectifs totaux des EPLE

  A terme, les informations relatives à la consommation des crédits par les EPLE seront extraites des systèmes d'information de suivi budgétaire des établissements.

  Les premières données seront disponibles pour le PLF 2007.

**Indicateur n° 3 : Proportion de personnels d'assistance sociale exerçant en ZEP-REP rapporté au pourcentage d'élèves en ZEP-REP.**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| proportion d'ETPT d'assistance sociale en ZEP-REP (a) | % | 27,73 | | 27,84 | 27,98 | | |
| proportion d'élèves du second degré en ZEP-REP (b) | % | 14,29 | | 14,06 | | | |
| Ratio (a/b) | | 1,94 | | 1,98 | 1,99 | 2 | > 2 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR – DPMA (direction des personnels, de la modernisation et de l'administration) - DEP.

- Champ : public, France métropolitaine + DOM

- Cet indicateur est établi en rapprochant deux pourcentages :

  - le premier est établi à partir du système de gestion des emplois d'assistance sociale :
  numérateur = ETPT de personnels d'assistance sociale exerçant en établissements en ZEP-REP
  dénominateur = potentiel d'assistance sociale en ETPT

  - le second à partir des données disponibles à la DEP :
  numérateur = effectifs des élèves des établissements en ZEP/REP
  dénominateur = effectifs totaux des EPLE

  Insatisfaisant tel qu'il peut être calculé actuellement, cet indicateur devrait être reconstruit à partir de l'affinement de la description des charges de travail et des lieux d'exercice des personnels concernés (dans le cadre de la mise en place d'un système d'information sur les ressources humaines) Sa disponibilité dans cette nouvelle construction peut être envisagée pour le PLF 2008.

# Projet annuel de performances : Justification des crédits

## Éléments transversaux au programme

| N° et intitulé de l'action / sous-action | | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 01 | Vie scolaire et éducation à la responsabilité | 917.680.582 | 1.065.709.637 | **1.983.390.219** | 917.680.582 | 1.065.709.637 | **1.983.390.219** |
| 02 | Santé scolaire | 327.369.625 | 4.979.568 | **332.349.193** | 327.369.625 | 4.979.568 | **332.349.193** |
| 03 | Accompagnement des élèves handicapés | 128.773.579 | 55.261.041 | **184.034.620** | 128.773.579 | 55.261.041 | **184.034.620** |
| 04 | Action sociale | 70.901.992 | 543.233.091 | **614.135.083** | 70.901.992 | 543.233.091 | **614.135.083** |
| 05 | Accueil et service aux élèves | 2.785.925.062 | 5.988.682 | **2.791.913.744** | 2.785.925.062 | 5.988.682 | **2.791.913.744** |
| **Total** | | **4.230.650.840** | **1.675.172.019** | **5.905.822.859** | **4.230.650.840** | **1.675.172.019** | **5.905.822.859** |

### Dépenses de personnel (titre 2)

Pour cette rubrique, les crédits sont exprimés en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de même montant.

#### Emplois exprimés en ETPT et répartis par catégorie

| Catégorie d'emplois | Exécution 2004 | Estimation* pour 2005 | Demandé pour 2006 | Variation 2006 / 2005 | Crédits demandés pour 2006 (y c. charges sociales) |
|---|---|---|---|---|---|
| Enseignants stagiaires | | 461 | 444 | -17 | 15.515.580 |
| Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants | | 39.784 | 38.616 | -1.168 | 1.161.028.656 |
| Personnels administratif, technique et de service | | 95.356 | 92.723 | -2.633 | 2.905.846.097 |
| **Total** | | **135.601** | **131.783** | **-3.818** | **4.082.390.333** |

* *L'année 2006 constituant la première année de décompte des emplois en ETPT par programme, la colonne 2005 retrace l'incidence sur la gestion 2006 des agents présents en 2005 avant impact des mesures propres à l'année 2006.*

### Éléments sur les effets de structure

**Evolution des emplois**

La diminution des moyens en personnel du programme à hauteur de 3 818 ETPT recouvre les évolutions suivantes :

- la création, à la rentrée 2006, de 300 emplois d'infirmières (+100 ETPT) ;

- le transfert, dans le cadre de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, de 2 700 agents non titulaires exerçant des fonctions ouvrières et de service aux collectivités locales, à compter du 1er janvier 2006 ;

- la transformation, à la rentrée 2006, de 3 500 emplois de maître d'internat ou surveillants d'externat en assistants d'éducation (-1 166 ETPT) ;

- la transformation de mises à disposition de personnels auprès d'associations ou d'autres organismes en situations de détachement (-2 ETPT) ;

- la diminution prévisionnelle de 50 supports de conseillers principaux d'éducation stagiaires à la rentrée 2006, compte tenu des perspectives de recrutement (-17 ETPT) ;

- le transfert au programme « Formations supérieures et recherche universitaire » des moyens du Centre national d'études et de formation pour l'enfance inadaptée, à compter du 1er janvier 2006 (-33 ETPT).

**Structure du programme**

Ce programme regroupe les rémunérations des personnels titulaires, stagiaires, contractuels ou vacataires intervenant dans les établissements scolaires du second degré, hors enseignants et administratifs :

- personnels d'éducation (CPE)

- maîtres d'internat et surveillants d'externat

- auxiliaires vie scolaire chargés de l'accompagnement individuel des élèves handicapés

- personnels de santé (médecins et infirmières)

- assistants et assistantes sociales

- personnels techniques, ouvriers et de service des EPLE

## HYPOTHÈSES D'ENTRÉES - SORTIES

S'agissant des personnels de ce programme, les chiffres d'entrées-sorties sont peu significatifs. La mise en œuvre de la décentralisation confère aux collectivités locales la compétence en matière de recrutement des personnels ouvriers et de service des EPLE. Pour ce qui concerne les maîtres d'internat ou surveillants d'externat, qui sont des personnels contractuels, leurs départs sont remplacés par des assistants d'éducation recrutés par les EPLE, qui ne sont pas compris dans le périmètre des crédits de titre 2 du programme.

Coût annuel (en euros) par catégories d'emplois (Valeur du point 2006)

| Catégorie | Entrants | Sortants | Moyen |
|---|---|---|---|
| Personnels administratifs, techniques et de service | 29 540 | 36 881 | 31 339 |
| Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants | 25 751 | 36 553 | 30 066 |

Les coûts moyens correspondent au traitement indiciaire moyen de la catégorie, tel qu'il résulte d'une enquête réalisée tous les ans par le ministère, auquel s'ajoute une évaluation des indemnités perçues en moyenne par chaque agent ; les taux de cotisations en vigueur sont appliqués.

Dans le cas des coûts « entrants » et « sortants », les indices retenus sont respectivement, les indices de recrutement et les indices que détiennent, en moyenne, les personnels partant en retraite.

GVT solde du programme (progression de l'indice réel moyen ) : 0,25%. Les personnels de surveillance (MI-SE) ou d'assistance de vie scolaire individualisée (AVS-i) sont rémunérés à l'indice fixe 275.

## Éléments salariaux

### MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2006 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur de point fonction publique de 53,7110 euros, soit une progression de 1,8% par rapport au montant prévu par la LFI 2005, ce qui représente un montant de 30,52 M€ pour le programme.

La réforme de la grille des agents de catégorie C intervenue au 1er juillet 2005 représente un coût de 20,55 M€ pour le programme.

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale d'allocations familiales (taux 5,4%) est de 109,71 M€.

Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement (taux 0,1%) est de 1,78 M€.

Le montant de la cotisation employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de 1 063,28 M€ (taux 50,2%).

### PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES

Poursuite de la **revalorisation indemnitaire des personnels non enseignants** engagée depuis plusieurs années : 3,944 M€

Les régimes indemnitaires des personnels non enseignants des services déconcentrés de l'éducation nationale, font l'objet depuis plusieurs années d'un effort particulier. Cette mesure s'inscrit dans ce contexte : au total, tous programmes confondus, ce sont 108 M€ qui auront été consacrés à cette politique sur quatre ans (2003 à 2006).

**Amélioration des perspectives de promotion et du déroulement des carrières** : 0,446 M€ (dont 0,225 M€ à compter du 1er septembre 2006)

Cette mesure vise à augmenter les possibilités de passage dans les grades supérieurs des corps de fonctionnaires concernés.

## Effectifs et activité des services

| Répartition des emplois par action / sous-action | |
|---|---|
| Vie scolaire et éducation à la responsabilité | 24.232 |
| Santé scolaire | 8.554 |
| Accompagnement des élèves handicapés | 4.300 |
| Action sociale | 2.073 |
| Accueil et service aux élèves | 92.624 |
| **Total des emplois du programme** | **131.783** |

## Autres éléments

**Périmètre des dépenses de personnels**

A titre indicatif, la décomposition des crédits de rémunération en 2006 devrait s'établir de la façon suivante :

● Rémunérations principales (traitement indiciaire, indemnité de résidence, bonification indiciaire, nouvelle bonification indiciaire, supplément familial de traitement, majoration DOM-TOM) 2 513 M€

● Indemnités : 153 M€

Les principales sont les suivantes:

- indemnité forfaitaire des assistantes sociales

- indemnité de sujétions spéciales allouées aux médecins

- indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants

● Vacations et suppléances **:** 17 M€

● Indemnisation du chômage estimée pour 2006 à 95 M€.

● Prestations familiales et sociales (congé longue durée, congé de fin d'activité, capital-décès, allocation d'invalidité temporaire, prise en charge des accidents de service ou du travail, prise en charge des trajets domicile travail) : 36 M€

Depuis le 1er juillet 2005, le service des prestations familiales aux agents affectés en métropole a été transféré aux caisses d'allocations familiales. Les DOM et les TOM ne sont pas concernés par cette réforme.

● Cotisations sociales (part employeur) y compris les nouvelles cotisations au titre des allocations familiales et des retraites : 1 417 M€

Les crédits de rémunérations du programme intègrent :

- la budgétisation des crédits de rémunérations des personnels d'internat correspondant à la participation des familles versée aux fonds académiques de rémunérations des personnels d'internat (FARPI), soit + 249 M€,

- le transfert, dans le cadre de la décentralisation, des crédits de rémunérations d'agents non titulaires exerçant des fonctions ouvrières et de service ainsi que des crédits de suppléances, soit – 98 M€.

## Coûts synthétiques transversaux

- **Dépenses de fonctionnement (5,3M€)** :

Il est prévu une dotation de 5,3 M€ en 2006 pour prendre en charge les frais de déplacement des personnels itinérants de santé scolaire (action n° 02) et de l'action sociale (action n° 04) : médecins, infirmières, assistants sociaux et secrétaires médicaux. 9 440 agents itinérants sont concernés pour un coût moyen annuel de déplacement par agent de 565 € selon la répartition suivante :

(en M€)

| | |
|---|---|
| **Action 2** | **3,8** |
| **Action 4** | **1,5** |

# Justification par action

## Action n° 01 : Vie scolaire et éducation à la responsabilité

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *1.065.709.637* | *1.983.390.219* |
| *Crédits de paiement* | *1.065.709.637* | *1.983.390.219* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

**Couverture des accidents de travail des élèves (21,8 M€)**

Il y a deux dispositifs de couverture des accidents de travail des élèves :

- pour les accidents survenus avant 1985 : l'Etat prend à sa charge la réparation des accidents du travail survenus aux élèves bénéficiant des dispositions du titre IV du code de la sécurité sociale principalement sous la forme de versement d'arrérages de rente. La prévision de dépense à ce titre est de 8,4 M€.

- pour les accidents survenus après 1985 : la gestion est assurée par les caisses de la sécurité sociale. L'Etat verse les cotisations à l'URSSAF. La prévision de dépense à ce titre est de 13,4 M€. L'article L 412-8 du code de la sécurité sociale prévoit deux taux différents :

| Taux 2004-2005 | Effectifs concernés | Effectifs élèves (y compris post baccalauréat) |
|---|---|---|
| Taux a : 7€ | Elèves des établissements d'enseignement technique | 1 045 335 |
| Taux b : 2€ | Elèves des établissements d'enseignements secondaire ou spécialisé | 3 063 140 |

**PRINCIPALE MESURE DE L'ANNÉE**

La dotation 2006 est de 24,8 M€ mais il est prévu de transférer 3 M€ au titre de la couverture des accidents du travail des étudiants à la mission « recherche et enseignement supérieur ».

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

**Les assistants d'éducation (761,34 M€)**

Créés par la loi 2003-400 du 30 avril 2003, les assistants d'éducation sont des personnels d'assistance éducative qui exercent des missions d'accueil, de surveillance et d'encadrement des élèves. Ils sont recrutés et rémunérés par les établissements publics locaux d'enseignement (EPLE) et ne sont donc pas intégrés dans le plafond d'emplois.

Ces personnels sont recrutés par des contrats d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une période d'engagement totale de six ans. Ils doivent être titulaires du baccalauréat ou d'un titre ou diplôme de niveau IV.

Ils peuvent exercer leurs fonctions dans l'établissement qui les a recrutés, ou dans un ou plusieurs autres établissements ainsi que dans une ou plusieurs écoles.

Depuis la mise en place de ce dispositif, les assistants d'éducation prennent progressivement le relais des maîtres d'internat et surveillants d'externat (MI-SE).

Actuellement 37 000 assistants d'éducation sont présents dans les établissements scolaires. Ils sont affectés pour 10% dans les écoles et pour 90% dans les établissements de l'enseignement secondaire.

Dans le second degré, le taux d'encadrement des élèves (hors élèves handicapés) à la rentrée 2006 sera de 5 assistants d'éducation ou MI-SE pour 1 000 élèves.

Les assistants d'éducation sont rémunérés à l'indice minimum de la fonction publique 275.

Les moyens mis à disposition des EPLE pour la rémunération de ces personnels s'élèvent en 2006 à 761,34 M€.

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

Les effectifs d'assistants d'éducation seront augmentés de 3500 équivalents temps plein à la rentrée 2006 afin de remplacer le départ de 3 500 MI-SE pour un montant de 25,71 M€.

En outre, les crédits demandés pour cette action intègrent la revalorisation salariale de ces personnels compte tenu de la hausse de 1,8% de la valeur de point et du relèvement de l'indice minimum de la fonction publique (indice 271 à l'indice 275) pour un montant de 27,95 M€.

**Les emplois jeunes (119,13 M€)**

Les emplois jeunes recrutés par les EPLE exercent en qualité d'aides éducateurs, une mission éducative auprès des élèves (surveillance et encadrement, aide à l'étude).

Jusqu'à présent, leur rémunération était cofinancée par le ministère de l'emploi et le ministère de l'éducation nationale.

A compter du 1er janvier 2006, le ministère de l'éducation nationale assumera seul le financement de ce dispositif jusqu'à son extinction en 2007.

Le nombre d'emplois jeunes passe de 10 150 au 1er janvier 2006 à 4 350 au 31 décembre 2006. Le coût annuel moyen d'un emploi jeune est de 15.924 €.

**PRINCIPALE MESURE DE L'ANNÉE**

Le projet de loi de finances 2006 prévoit le transfert des crédits des emplois jeunes du ministère de l'emploi vers le ministère de l'éducation nationale à hauteur de 119,13 M€.

**Versement à l'UNEDIC au titre du chômage des emplois jeunes (54,6M€)**

Depuis le 1er juillet 2003, l'UNEDIC est chargée de la gestion du dispositif du chômage des emplois jeunes (convention du 2 juin 2003). A cette fin, l'Etat verse chaque année à l'UNEDIC une somme correspondant au coût de l'indemnisation chômage et à la couverture des frais de gestion de cette convention.

Les moyens prévus à ce titre s'élèvent pour 2006 à 54,6 M€.

**Les contrats aidés (85,7 M€)**

L'éducation nationale développera le nombre de contrats aidés (contrat d'avenir et contrats d'accompagnement dans l'emploi) en 2006.

Il est prévu de rémunérer sur l'année 28 500 contrats aidés pour un coût total de 61,6 M€. Ces contrats seront recrutés pour exercer des fonctions qui continuent de relever de la compétence de l'Etat et notamment des fonctions d'assistance à la documentation et à l'administration, d'assistance aux élèves handicapés, de maintenance informatique, et d'accueil et de service aux élèves.

Il convient d'ajouter également le coût d'indemnisation chômage des contrats emploi consolidés (24,1 M€).

**Subventions aux EPLE au titre de la vie collégienne et lycéenne (19,8 M€)**

**- Dispositif Ecole ouverte : 15,5 M€**

Lancée en 1991, en partenariat avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et le Fonds d'Action Sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS), l'opération Ecole ouverte permet d'accueillir les élèves dans les collèges et les lycées pendant les vacances scolaires ainsi que les mercredis et samedis de l'année scolaire. Il est proposé aux élèves des activités éducatives, scolaires, culturelles, sportives. Les établissements scolaires engagés sont principalement situés en ZEP, en zones urbaines sensibles ou en établissements sensibles. Ce dispositif est organisé par la circulaire n°2003-008 du 23 janvier 2003.

Le coût théorique d'une semaine Ecole ouverte est de 6 100€ (dont 60 % au titre des rémunérations et 40 % au titre du fonctionnement). Il est prévu de financer 4 000 semaines d'école ouverte.

Dans le cadre du partenariat avec le ministère des affaires sociales, le ministère de l'éducation nationale devra financer près des deux tiers de la dépense correspondante.

**- Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté et fonds de vie lycéenne : 4,3 M€**

Créé par la circulaire n°98-108 du 1er juillet 1998, le comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) est une structure qui constitue au niveau de l'établissement scolaire un cadre privilégié de définition et de mise en œuvre de l'éducation préventive en matière de conduites à risques et de dépendances. Le nombre total d'établissements du second degré disposant actuellement d'un CESC s'élève à 6 000 sur 7 800 EPLE.

Par ailleurs, un fonds de vie lycéenne est créé dans chaque établissement pour soutenir les initiatives des élèves dans l'animation de leur établissement.

Il est prévu près de 4,3 M€ pour financer le fonctionnement de ces dispositifs. Ces crédits permettent notamment de financer des actions d'information, la diffusion de brochures, de supports pédagogiques et des frais de fonctionnement. Ils sont pour l'essentiel utilisés pour les élèves de lycées. La dotation moyenne par élève est de 2,37 €.

**Subventions aux associations sportives (2,6 M€)**

En 2006, il est prévu d'allouer 2,6 M€ aux associations sportives conventionnées avec l'Etat.

Des subventions sont versées à l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) et à l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré (USEP).

**Subventions aux collectivités d'outre mer (0,7 M€)**

L'article 65 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte prévoit que l'Etat doit rembourser à la collectivité départementale les dépenses correspondant aux personnels qu'elle a mis à disposition dans les services qui relèvent de la compétence de l'Etat. Ce remboursement fait l'objet de conventions annuelles entre l'Etat et la collectivité départementale de Mayotte.

Sur l'action n° 01 du programme vie de l'élève, il est prévu de rembourser en 2006, 0,7 M€ à la collectivité de Mayotte au titre des rémunérations des personnels de surveillance (60 agents en 2005).

## Action n° 02 : Santé scolaire

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *4.979.568* | *332.349.193* |
| *Crédits de paiement* | *4.979.568* | *332.349.193* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

**Frais de déplacement**

Cf. coûts synthétiques transversaux.

### DÉPENSES D'INTERVENTION

**Subventions aux collectivités territoriales : (1,17 M€)**

Santé scolaire pour les communes à régime autonome :

L'Etat verse des subventions aux communes qui, ayant conservé un régime autonome ou semi-autonome, prennent en charge la santé scolaire. Il est prévu 0,9 M€ à ce titre pour 248 000 élèves concernés.

Santé scolaire en Nouvelle-Calédonie :

L'article 21 III de la loi organique n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie prévoit le transfert transitoire à l'Etat de la prise en charge de la santé scolaire.

En conséquence, l'Etat rembourse les prestations de santé scolaire dispensées dans le premier degré par les provinces de Nouvelle-Calédonie pour le compte de l'Etat. Il est prévu 0,25 M€ à ce titre pour 2006.

## Action n° 03 : Accompagnement des élèves handicapés

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *55.261.041* | *184.034.620* |
| *Crédits de paiement* | *55.261.041* | *184.034.620* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

**Les crédits de formation des auxiliaires de vie scolaire (3,2M€) :**
La loi n°2003-400 du 30 avril 2003 relative aux assistants d'éducation prévoit que les assistants d'éducation qui remplissent des missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaires des élèves handicapés bénéficient d'une formation spécifique pour l'accomplissement de leur mission.
Le montant des crédits prévus à ce titre en 2006 s'élève à 3,2 M€. Le nombre d'auxiliaires de vie scolaire est de 5 800, ce qui représente donc une dotation moyenne par agent de 550 €

**Les actions en faveur des élèves handicapés (20,1 M€) :**

Des moyens sont inscrits sur cette action pour l'équipement en matériels pédagogiques répondant aux besoins particuliers d'enfants déficients sensoriels ou moteurs. Ces matériels adaptés permettent de les accueillir en milieu scolaire ordinaire.

Les crédits prévus à ce titre s'élèvent à 20,1 M€, ce qui représente une dotation moyenne par élève de 190 € pour 106 000 élèves handicapés concernés par cette action dans le premier et le second degré.

### DÉPENSES D'INTERVENTION

Des assistants d'éducation auxiliaires de vie scolaire sont placés auprès des élèves handicapés.

Ils exercent des missions d'accueil et d'accompagnement nécessaires à l'intégration scolaire des enfants ou adolescents présentant un handicap.

Comme les assistants d'éducation, ils peuvent exercer leurs fonctions dans l'établissement qui les a recrutés, ou dans un ou plusieurs autres établissements ainsi que dans une ou plusieurs écoles.

1 500 assistants d'éducation – auxiliaires de vie scolaire chargé d'un accompagnement collectif sont rémunérés par les EPLE.

Il convient d'ajouter à ces effectifs, le nombre d'auxiliaires de vie scolaire chargés de l'accompagnement individuel d'élèves handicapés. Ils sont rémunérés par les inspections académiques et sont intégrés dans le plafond d'emploi (4 300).

On dénombre donc 5 800 emplois d'auxiliaires de vie scolaire pour près de 106 000 élèves handicapés dans le premier et le second degré, soit près de un auxiliaire de vie scolaire pour 18 élèves handicapés.

Les moyens mis à disposition des EPLE pour la rémunération des assistants d'éducation auxiliaires de vie scolaire-collectifs s'élèvent en 2006 à 32 M€.

Le projet de loi de finances 2006 prévoit d'intégrer la revalorisation salariale de ces personnels compte tenu de la hausse de 1,8% de la valeur de point et du relèvement de l'indice minimum de la fonction publique (indice 271 à l'indice 275) pour un montant de 0,9 M€.

## Action n° 04 : Action sociale

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *543.233.091* | *614.135.083* |
| *Crédits de paiement* | *543.233.091* | *614.135.083* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

**Frais de déplacement :**

Cf. coûts synthétiques transversaux.

### DÉPENSES D'INTERVENTION

**Transfert aux ménages :**

Le code de l'éducation (articles L 531-1 et L531-4) prévoit l'attribution de bourses nationales d'étude aux familles défavorisées lorsque leurs enfants sont inscrits dans un établissement du second degré : il s'agit des bourses de collège et des bourses de lycée. A ces deux dispositifs principaux, se sont ajoutées d'autres aides accordées en fonction de la formation suivie par l'élève, des résultats scolaires ou de la situation de l'élève (interne, nombre de frères et sœurs scolarisés…).

**Bourses de collège :** Attribuées en fonction des ressources et de la situation familiale, les bourses nationales de collège sont une aide destinée aux familles les plus défavorisées pour leur permettre d'assurer les frais de scolarité de leurs enfants (décret n°98-762 du 28 août 1998).

**Bourses de lycée :** Attribuées en fonction des ressources et des charges des familles, les bourses nationales de lycée sont une aide destinée aux familles les plus défavorisées pour leur permettre d'assurer les frais de scolarité de leurs enfants (décrets n°59-38 et 59-39 du 2 janvier 1959). Elles concernent les élèves scolarisés en lycée et en établissement régional d'enseignement adapté.

En complément des bourses de lycée, des primes sont attribuées aux boursiers en fonction des enseignements choisis : prime d'entrée en classe de seconde, première et terminale, prime d'équipement, prime à la qualification.

**Bourses au mérite :** ces bourses sont attribuées aux élèves boursiers les plus défavorisés qui ont de très bons résultats scolaires pour les aider à poursuivre une scolarité jusqu'au baccalauréat. En application de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école, il est prévu de tripler le nombre de bénéficiaires dans les trois prochaines années. On dénombrera 16700 bénéficiaires supplémentaires à compter de la rentrée scolaire 2006 au total pour l'enseignement public et l'enseignement privé.

**Prime à l'internat :** cette prime est attribuée à tous les élèves boursiers nationaux scolarisés en internat de collège, de lycée et d'établissement régional d'enseignement d'adaptation (décret n° 2001-137 du 28 novembre 2001).

**Bourses d'enseignement d'adaptation :** ces bourses sont versées aux élèves soumis à l'obligation scolaire qui sont placés dans un établissement d'enseignement spécialisé ou qui, en plus de leur scolarité normale, suivent des enseignements d'appoint ou de rééducation complémentaires dont la famille supporte le coût. Elles sont attribuées en fonction des charges et des ressources des familles (arrêté du 16 décembre 1964).

**Exonérations de frais de pension :** elles peuvent être accordées aux élèves des familles les plus défavorisées qui sont scolarisées dans les écoles régionales du premier degré (ERPD) et les Etablissements régionaux d'enseignement adapté (EREA). Elle est attribuée sous forme de parts d'exonération dont le nombre est déterminé par le quotient familial (circulaire n°86-397 du 23 décembre 1986 pour les EREA et décret n°93-723 du 29 mars 1993 et arrêté du 12 novembre 1993 pour les ERPD).

**Remise de principe :** Organisée par le décret n°63-629 du 26 juin 1963, la remise de principe permet aux familles dont trois enfants au moins sont internes ou demi pensionnaires dans les établissements d'enseignement public, de bénéficier sous certaines conditions, de réduction sur le coût du service d'hébergement. Aucune condition de ressources n'est demandée pour l'attribution de cette aide.

Les crédits prévus pour 2006 pour l'ensemble de ces dispositifs s'élèvent à 484,58 M€

| Dispositifs de bourses | Effectifs rentrée scolaire 2004-2005 | Montant | Coûts prévisionnels |
|---|---|---|---|
| Bourses de collège | 700 000 | Il existe trois taux :<br>Taux 1 : 59,25 €<br>Taux 2 : 189,96 €<br>Taux 3 : 305,13 €<br><br>Les bénéficiaires du taux 1 étant les plus nombreux, la dépense moyenne par boursier est de 150 €.<br><br>Les taux de bourses de collège augmenteront à la rentrée 2006 d'environ 2% | 105 M€ |
| Bourses de lycée | 485 500 | Le montant moyen d'une bourse de lycée est de 366 € .<br>(en moyenne, 9 parts de 40,71 € sont attribuées par boursiers).<br><br>Les bourses de lycée sont accordées pour la scolarité. | 177,7 M€ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Prime à la qualification | 174 000 | 435,84 € | 75,8 M€ |
| Primes d'entrée en seconde, première, terminale | 274 000 | 217,06 € | 59,5 M€ |
| Primes d'équipement | 50 000 | 341,71 € | 17,1 M€ |
| Bourses au mérite | 26 000 | 775,23 €<br><br>A la rentrée scolaire 2006, il est prévu de revaloriser le taux de bourse au mérite de 25€ et d'augmenter le nombre de bénéficiaires de 15 300. | 24,8 M€ |
| Primes à l'internat | 48 000 | 234,93 € | 11,3 M€ |
| Bourses d'enseignement d'adaptation | 7 000 | Le montant moyen d'une bourse d'enseignement d'adaptation est de 110 € (en moyenne 4,3 parts de 26,13 € sont attribuées par boursiers | 0,8 M€ |
| Exonération de frais de pension | 50 000 | Taux part interne : 93,75<br>Taux part demi pension : 31,25 | 3,7 M€ |
| Remise de principe | | | 8,9 M€ |
| **Coût prévisionnel total :** | | | **484,6 M€** |

Parallèlement aux aides attribuées sur critères définis nationalement, des enveloppes de fonds sociaux sont versées aux établissements pour apporter une aide exceptionnelle aux familles défavorisées qui en ont le plus besoin. Le chef d'établissement après consultation de la communauté éducative, décide des aides à accorder aux familles des élèves de son établissement.

**Fonds sociaux collégiens et lycéens :** organisés par la circulaire n°98-044 du 11 mars 1998, les fonds sociaux sont destinés à faire face aux situations difficiles que peuvent connaître certains élèves ou leur famille pour assurer les dépenses de scolarité ou de vie scolaire. Ces aides exceptionnelles sont soit financières, soit en nature (financement des dépenses relatives aux transports et sorties scolaires, aux soins bucco-dentaires, aux matériels professionnels ou de sport, aux manuels et fourniture scolaire…).

**Fonds social pour les cantines :** organisés par la circulaire n°97-187 du 4 septembre 1997, ces fonds ont été mis en place pour faciliter l'accès à la restauration scolaire du plus grand nombre de collégiens et de lycéens et éviter ainsi que certains enfants se trouvent privés de repas parce que leur famille ne parvient pas à prendre en charge les frais de restauration. L'aide attribuée vient en déduction du tarif dû par la famille pour le règlement des frais de restauration.

Les crédits prévus pour 2006 pour les fonds sociaux s'élèvent à 57,1 M€.

L'Etat verse des subventions aux associations soutenant et développant la politique de l'éducation nationale.

Une subvention est versée aux Associations Régionales des Œuvres Educatives et de Vacances de l'Education Nationale (AROEVEN) afin d'aider les élèves issus de familles particulièrement défavorisées, pour les vacances scolaires. La prévision de dépense à ce titre est de 0,2 M€.

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Trois mesures sont prévues au PLF 2006 au titre des bourses :

Extension en année pleine de la mesure de revalorisation des taux de bourses à compter de la rentrée scolaire 2005 à hauteur de 4,532 M€.

Augmentation du taux des bourses au mérite de 25€ et du nombre de bénéficiaires de 16 700 dont 15 300 dans l'enseignement public à compter de la rentrée scolaire 2006 pour un coût de 4,3 M€ en tiers d'année.

Augmentation des taux de bourses de collège d'environ 2% à compter de la rentrée scolaire 2006 pour un coût de 0,8 M€.

## Action n° 05 : Accueil et service aux élèves

### Crédits demandés pour 2006

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *5.988.682* | *2.791.913.744* |
| *Crédits de paiement* | *5.988.682* | *2.791.913.744* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

**Subventions au titre des frais de fonctionnement des établissements restés à la charge de l'Etat (4,9 M€)**

Sont pris en charge sur le programme vie de l'élève les frais de fonctionnement des établissements restés à la charge de l'Etat (principalement des établissements des Collectivités d'outre-mer)

La prévision de dépense au titre des frais de fonctionnement est de 4,9 M€. On compte près de 33 000 élèves. La dotation moyenne est de 155 € par élève.

**Subvention à la collectivité départementale de Mayotte (1M€)**

L'article 65 de la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte prévoit que l'Etat doit rembourser à la collectivité départementale les dépenses correspondant aux personnels qu'elle a mis à disposition dans les services qui relèvent de la compétence de l'Etat. Ce remboursement fait l'objet de conventions annuelles entre l'Etat et la collectivité départementale de Mayotte.

Sur l'action 5 du programme vie de l'élève, il est prévu de rembourser en 2006, 1 M€ à la collectivité de Mayotte au titre des rémunérations des personnels TOS de Mayotte (95 agents en 2005).

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Il est prévu de transférer à la mission « relation avec les collectivités territoriales » les crédits relatifs aux conventions de restauration (272 000 €) ainsi que les crédits de fonctionnement de l'école Freinet (130 000 €).

En outre, dans le cadre de la décentralisation, 32 M€ sont transférés aux collectivités territoriales correspondant aux contrats aidés exerçant des fonctions ouvrières et de service.

# Échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement

| | Autorisations d'engagement demandées pour 2006 et engagements antérieurs | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|
| | | Demandés pour 2006 | À ouvrir après 2006 |
| Incidence des autorisations d'engagement demandées pour 2006 | 5.905.822.859 | 5.905.822.859 | 0 |
| *Incidence des autorisations de programme engagées avant 2006 (Estimation*)* | | *0* | *0* |
| **Total pour le programme** | **5.905.822.859** | **5.905.822.859** | **0** |

** Estimation réalisée sur la base de la nomenclature de l'ordonnance organique de 1959.*

# Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions

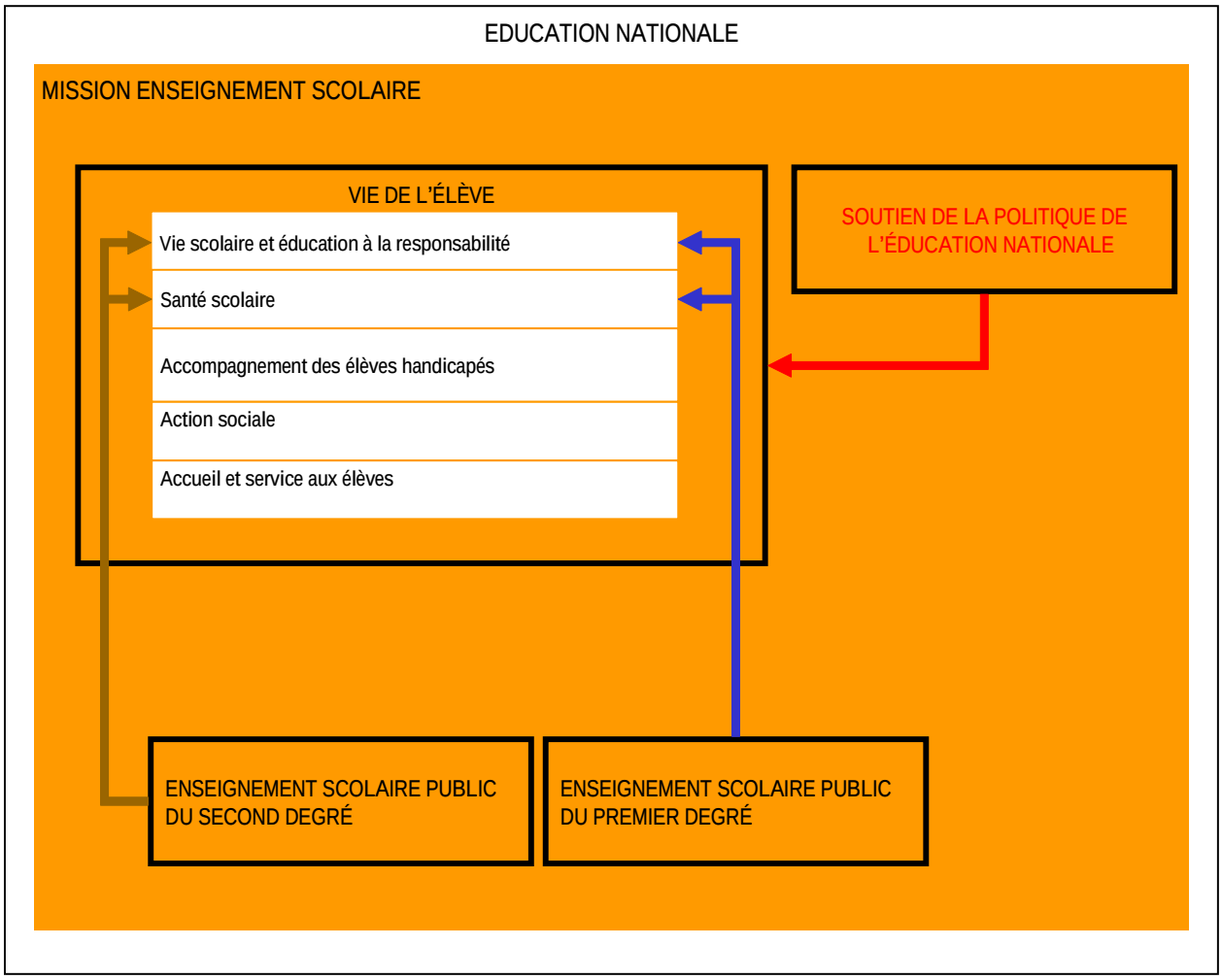
***Avertissement***

*Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits des actions et des programmes de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.*

*S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche adoptée pour ce premier exercice budgétaire en prévision s'est voulue pragmatique, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.*

## Schéma de déversement analytique du programme

Présentation des liens établis entre les actions du programme et d'autres programmes.



## Présentation des crédits de paiement concourant à la mise en œuvre de la politique

| Intitulé de l'action | Crédits prévus | Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents | | Crédits après ventilation |
|---|---|---|---|---|
| | | au sein du programme | entre programmes | |
| Vie scolaire et éducation à la responsabilité | 1.983.390.219 | | +82.404.638 | 2.065.794.857 |
| Santé scolaire | 332.349.193 | | +15.915.374 | 348.264.567 |
| Accompagnement des élèves handicapés | 184.034.620 | | +6.233.603 | 190.268.223 |
| Action sociale | 614.135.083 | | +20.801.926 | 634.937.009 |
| Accueil et service aux élèves | 2.791.913.744 | | +94.567.440 | 2.886.481.184 |
| **Total** | **5.905.822.859** | | **+219.922.981** | **6.125.745.840** |

| Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes | -219.922.981 |
|---|---|
| ENSEIGNEMENT SCOLAIRE PUBLIC DU PREMIER DEGRE (mission Enseignement scolaire) | -17.149.418 |
| ENSEIGNEMENT SCOLAIRE PUBLIC DU SECOND DEGRE (mission Enseignement scolaire) | -2.080.725 |
| SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE L'EDUCATION NATIONALE (mission Enseignement scolaire) | -200.692.838 |

## Observations

Ce programme se singularise dans la mesure où aucun de ses crédits n'est ventilé sur un autre programme. En revanche le programme « Soutien de la politique de l'éducation nationale » alimente l'ensemble des actions de ce programme et les programmes « Enseignement scolaire public du premier degré » et « Enseignement scolaire public du second degré » viennent alimenter les actions « Vie scolaire et éducation à la responsabilité » et « Santé scolaire ».

- Ventilation d'une partie des crédits des actions « Personnels en situations diverses » des programmes « Enseignement scolaire public du premier degré » et « Enseignement scolaire public du second degré » sur le programme « Vie de l'élève » : l'intégralité des crédits de ces deux actions est, dans un premier temps, regroupée. L'ensemble de ces crédits est ensuite ventilé sur plusieurs actions des progammes « Enseignement scolaire public du premier degré », « Enseignement scolaire public du second degré » et « Vie de l'élève » au prorata des effectifs d'ETP des actions concernées. Pour le programme « Vie de l'élève », les actions sur lesquelles sont ventilés des crédits sont les suivantes : « Vie scolaire» et « Santé scolaire ».

# Programme 139 :
# Enseignement privé du premier et du second degrés

# Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

## Présentation par action et titre des crédits demandés pour 2006

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|
| 01 Enseignement pré-élémentaire | 562.365.331 | | | **562.365.331** | |
| 02 Enseignement élémentaire | 1.003.191.495 | | | **1.003.191.495** | |
| 03 Enseignement en collège | 1.771.726.305 | | | **1.771.726.305** | |
| 04 Enseignement général et technologique en lycée | 1.094.189.214 | | | **1.094.189.214** | |
| 05 Enseignement professionnel sous statut scolaire | 728.521.771 | | | **728.521.771** | |
| 06 Enseignement post-baccalauréat en lycée | 247.448.484 | | | **247.448.484** | |
| 07 Dispositifs spécifiques de scolarisation | 142.859.593 | | | **142.859.593** | |
| 08 Actions sociales en faveur des élèves | | | 68.052.200 | **68.052.200** | |
| 09 Fonctionnement des établissements | | | 848.362.179 | **848.362.179** | |
| 10 Formation initiale et continue des enseignants | 109.957.459 | | 50.945.186 | **160.902.645** | |
| 11 Remplacement | 149.374.349 | | | **149.374.349** | |
| 12 Soutien | 266.531.809 | 2.170.331 | | **268.702.140** | |
| **Totaux** | **6.076.165.810** | **2.170.331** | **967.359.565** | **7.045.695.706** | |

### Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|
| 01 Enseignement pré-élémentaire | 562.365.331 | | | **562.365.331** | |
| 02 Enseignement élémentaire | 1.003.191.495 | | | **1.003.191.495** | |
| 03 Enseignement en collège | 1.771.726.305 | | | **1.771.726.305** | |
| 04 Enseignement général et technologique en lycée | 1.094.189.214 | | | **1.094.189.214** | |
| 05 Enseignement professionnel sous statut scolaire | 728.521.771 | | | **728.521.771** | |
| 06 Enseignement post-baccalauréat en lycée | 247.448.484 | | | **247.448.484** | |
| 07 Dispositifs spécifiques de scolarisation | 142.859.593 | | | **142.859.593** | |
| 08 Actions sociales en faveur des élèves | | | 68.052.200 | **68.052.200** | |
| 09 Fonctionnement des établissements | | | 848.362.179 | **848.362.179** | |
| 10 Formation initiale et continue des enseignants | 109.957.459 | | 50.945.186 | **160.902.645** | |
| 11 Remplacement | 149.374.349 | | | **149.374.349** | |
| 12 Soutien | 266.531.809 | 2.170.331 | | **268.702.140** | |
| **Totaux** | **6.076.165.810** | **2.170.331** | **967.359.565** | **7.045.695.706** | |

# Présentation par action et titre des crédits votés pour 2005 (loi de finances initiale)

## Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 527.932.951 | | | **527.932.951** | |
| 02 | Enseignement élémentaire | 943.008.705 | | | **943.008.705** | |
| 03 | Enseignement en collège | 1.803.544.841 | | | **1.803.544.841** | |
| 04 | Enseignement général et technologique en lycée | 1.059.857.892 | | | **1.059.857.892** | |
| 05 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 704.272.324 | | | **704.272.324** | |
| 06 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 235.258.647 | | | **235.258.647** | |
| 07 | Dispositifs spécifiques de scolarisation | 131.847.592 | | | **131.847.592** | |
| 08 | Actions sociales en faveur des élèves | | | 67.984.200 | **67.984.200** | |
| 09 | Fonctionnement des établissements | | | 835.090.245 | **835.090.245** | |
| 10 | Formation initiale et continue des enseignants | 79.759.655 | | 50.945.186 | **130.704.841** | |
| 11 | Remplacement | 168.200.632 | | | **168.200.632** | |
| 12 | Soutien | 276.225.292 | 2.170.331 | | **278.395.623** | |
| **Totaux** | | **5.929.908.531** | **2.170.331** | **954.019.631** | **6.886.098.493** | |

## Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 527.932.951 | | | **527.932.951** | |
| 02 | Enseignement élémentaire | 943.008.705 | | | **943.008.705** | |
| 03 | Enseignement en collège | 1.803.544.841 | | | **1.803.544.841** | |
| 04 | Enseignement général et technologique en lycée | 1.059.857.892 | | | **1.059.857.892** | |
| 05 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 704.272.324 | | | **704.272.324** | |
| 06 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 235.258.647 | | | **235.258.647** | |
| 07 | Dispositifs spécifiques de scolarisation | 131.847.592 | | | **131.847.592** | |
| 08 | Actions sociales en faveur des élèves | | | 67.984.200 | **67.984.200** | |
| 09 | Fonctionnement des établissements | | | 835.090.245 | **835.090.245** | |
| 10 | Formation initiale et continue des enseignants | 79.759.655 | | 50.945.186 | **130.704.841** | |
| 11 | Remplacement | 168.200.632 | | | **168.200.632** | |
| 12 | Soutien | 276.225.292 | 2.170.331 | | **278.395.623** | |
| **Totaux** | | **5.929.908.531** | **2.170.331** | **954.019.631** | **6.886.098.493** | |

## Présentation des crédits par titre et catégorie

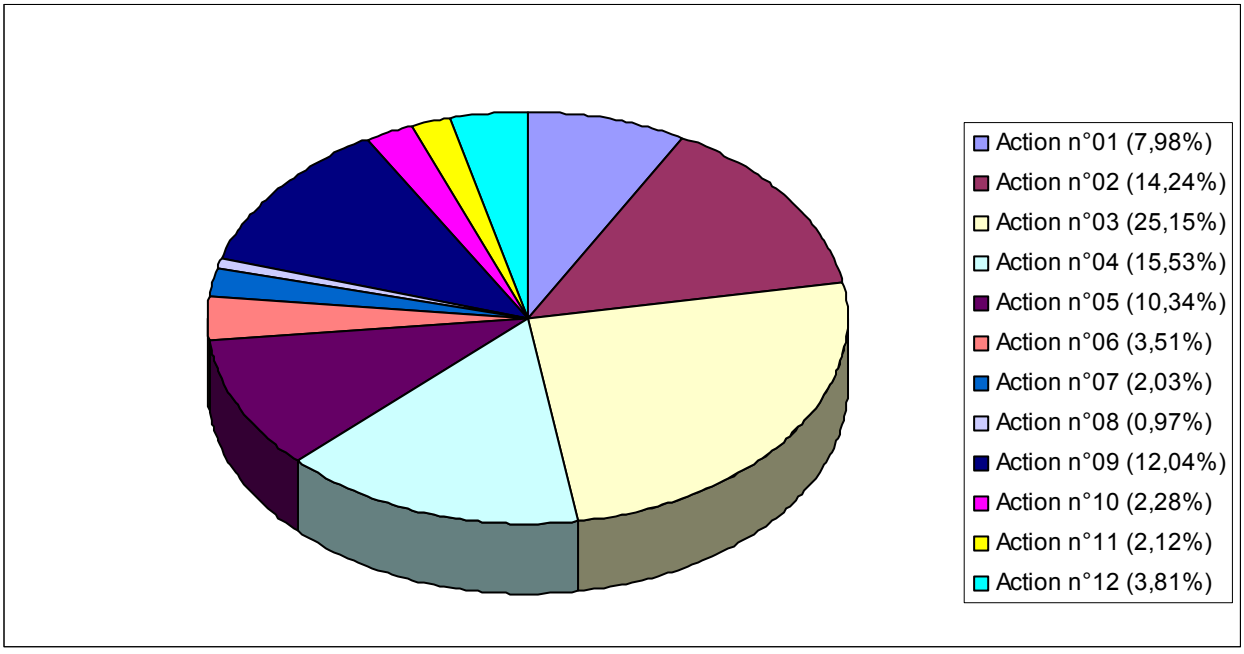
| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consommées en 2004 | Ouvertes en LFI pour 2005 | Demandées pour 2006 | Consommés en 2004 | Ouverts en LFI pour 2005 | Demandés pour 2006 |
| **Titre 2. Dépenses de personnel** | | **5.929.908.531** | **6.076.165.810** | | **5.929.908.531** | **6.076.165.810** |
| Rémunérations d'activité | | 4.028.493.470 | 4.230.906.572 | | 4.028.493.470 | 4.230.906.572 |
| Cotisations et contributions sociales | | 1.609.851.681 | 1.500.027.430 | | 1.609.851.681 | 1.500.027.430 |
| Prestations sociales et allocations diverses | | 291.563.380 | 345.231.808 | | 291.563.380 | 345.231.808 |
| **Titre 3. Dépenses de fonctionnement** | | **2.170.331** | **2.170.331** | | **2.170.331** | **2.170.331** |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 2.170.331 | 2.170.331 | | 2.170.331 | 2.170.331 |
| **Titre 6. Dépenses d'intervention** | | **954.019.631** | **967.359.565** | | **954.019.631** | **967.359.565** |
| Transferts aux ménages | | 67.984.200 | 68.052.200 | | 67.984.200 | 68.052.200 |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 895.210 | 917.298 | | 895.210 | 917.298 |
| Transferts aux autres collectivités | | 885.140.221 | 898.390.067 | | 885.140.221 | 898.390.067 |
| **Totaux** | | **6.886.098.493** | **7.045.695.706** | | **6.886.098.493** | **7.045.695.706** |

# Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs

## Présentation par action des crédits demandés pour 2006

| Numéro et intitulé de l'action | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
|---|---|---|---|
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 562.365.331 | 562.365.331 |
| 02 | Enseignement élémentaire | 1.003.191.495 | 1.003.191.495 |
| 03 | Enseignement en collège | 1.771.726.305 | 1.771.726.305 |
| 04 | Enseignement général et technologique en lycée | 1.094.189.214 | 1.094.189.214 |
| 05 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 728.521.771 | 728.521.771 |
| 06 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 247.448.484 | 247.448.484 |
| 07 | Dispositifs spécifiques de scolarisation | 142.859.593 | 142.859.593 |
| 08 | Actions sociales en faveur des élèves | 68.052.200 | 68.052.200 |
| 09 | Fonctionnement des établissements | 848.362.179 | 848.362.179 |
| 10 | Formation initiale et continue des enseignants | 160.902.645 | 160.902.645 |
| 11 | Remplacement | 149.374.349 | 149.374.349 |
| 12 | Soutien | 268.702.140 | 268.702.140 |
| **Totaux** | | **7.045.695.706** | **7.045.695.706** |

## Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2006



# Présentation du programme

**Finalités générales du programme**

Sous certaines conditions, les établissements d'enseignement privé peuvent souscrire un contrat avec l'Etat en vertu des articles L 442-5 et L 442-12 du code de l'éducation.

En contrepartie, les établissements signataires d'un contrat simple (premier degré et enseignement adapté) ou d'association (écoles, collèges et lycées) mettent en place les structures pédagogiques et les programmes d'enseignement existant dans l'enseignement public.

Il en résulte que les finalités générales de l'enseignement primaire et secondaire public définies par la loi de programmation et d'orientation de 2005 s'appliquent à l'enseignement privé sous contrat. La structuration en cycle d'enseignement est identique.

**Repères**

Environ 17 % des élèves sont scolarisés dans l'enseignement privé, soit un peu plus de 2 millions d'élèves (13,7 % des élèves du 1er degré et 20,3 % des élèves du 2nd degré).

L'enseignement privé sous contrat regroupe essentiellement des établissements gérés par des associations régies par la loi de 1901 (OGEC : organismes de gestion de l'enseignement catholique ou AEP : associations d'éducation populaire).

95 % des établissements sont de confession catholique. Les autres sont soit de confession juive ou protestante, soit laïcs ; certains sont de langue régionale.

**Les moyens mobilisés**

L'aide de l'Etat représente 6,884 Mds d'€ en 2005 dont 86,17 % correspondent à des rémunérations directes de personnels. En effet, l'Etat prend en charge :

la rémunération de près de 138 500 ETP de personnels enseignants (hors stagiaires) dans les classes sous contrat simple ou d'association, les charges sociales et fiscales de l'employeur ;

les dépenses de formation initiale et continue des enseignants ;

certaines dépenses de fonctionnement : dépenses pédagogiques, forfait d'externat (subvention permettant de couvrir la dépense de rémunération des personnels non enseignants des classes du second degré sous contrat d'association), emplois-jeunes (versement d'une subvention aux établissements d'enseignement privés) ;

des aides directes aux élèves (bourses de collège et lycée, fonds sociaux).

Cette aide obéit au principe de parité avec l'enseignement public, en application du dispositif législatif et réglementaire fixé par le code de l'éducation.

**Environnement** (partenaires / co-financeurs)

**les collectivités locales :** participation au fonctionnement matériel des classes sous contrat.

**les familles :** versement éventuel d'une contribution pour le fonctionnement et l'équipement des bâtiments scolaires et administratifs affectés aux classes sous contrat.

**les associations :** en tant que propriétaires des locaux, elles en assurent la construction, les réparations et l'équipement.

**Acteurs et pilotage du programme**

Le programme est placé sous la responsabilité du directeur de l'enseignement scolaire.

La gestion de ce programme est fortement déconcentrée et conduite au niveau académique sous l'autorité des recteurs voire des inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale.

Cependant, la répartition des moyens d'enseignement entre les académies est effectuée après concertation avec les partenaires de l'enseignement privé.

**Présentation de la structuration en actions**

les 7 premières actions concernent les prestations d'enseignement mises en œuvre en direction des différents publics : enseignement en classes pré-élémentaires, en classes élémentaires, enseignement en collège, enseignement général et technologique en lycée, enseignement professionnel sous statut scolaire, enseignements post-baccalauréat en lycée, réponse aux besoins éducatifs particuliers ;

trois autres s'intéressent au fonctionnement de l'appareil scolaire : fonctionnement des établissements, formation des personnels d'enseignement, remplacement des personnels absents,

une action concerne l'action sociale en faveur des élèves,

enfin, la dernière est relative aux prestations diverses versées à des enseignants en situation particulière (Retrep, chômage, congé de fin d'activité, frais de déplacement).

# Présentation des actions



## Action n° 01 : Enseignement pré-élémentaire

**Finalités, organisation, activités caractéristiques**

La scolarisation pré élémentaire dans l'enseignement privé sous contrat concerne environ 317.700 enfants de deux ans à six ans.

Lieu de la première socialisation collective hors de la famille pour la majorité des enfants, l'école maternelle leur apprend la vie en collectivité. Elle vise à développer toutes les possibilités de chacun, afin de lui permettre de former sa personnalité et de lui donner les meilleures chances de réussir à l'école élémentaire. Elle participe aussi au dépistage des difficultés sensorielles, motrices ou intellectuelles et favorise leur traitement précoce.

Les programmes scolaires définis en 2002 structurent ses apports en cinq grands domaines d'activités, dont chacun est essentiel au développement de l'enfant et participe de manière active et complémentaire à la conquête du langage, priorité de cette étape de la scolarité car du niveau de langage acquis dépend pour l'essentiel la réussite de l'apprentissage de la lecture en cours préparatoire.

Par le jeu et par des activités prenant progressivement une forme scolaire, l'envie d'apprendre, l'attention, la persévérance, la mémoire sont développées, de même que l'affirmation de soi et le respect des autres.

Les enfants acquièrent ainsi une première méthodologie de l'apprentissage ; c'est en ce sens que la scolarisation en maternelle prépare à l'école élémentaire, et non parce qu'elle exigerait de manière précoce, et prématurée pour la majorité des enfants, des acquisitions qui relèvent de la scolarité obligatoire

L'objectif central en maternelle est de renforcer la prévention des difficultés et, à terme, d'améliorer les résultats scolaires par des actions éducatives et pédagogiques centrées sur les besoins des élèves ; les objectifs et les programmes sont ceux de toutes les écoles.

**Les moyens mobilisés**

Les moyens mobilisés pour cette action, par l'Etat, sont uniquement des moyens d'enseignement (environ 11.200 ETPT) donnant lieu à une dépense de rémunération.

Les classes maternelles sont confiées à des enseignants, maîtres agréés ou contractuels selon la nature du contrat de la classe.

Les enseignants peuvent exercer la fonction de directeur d'école, fonction relevant d'un statut de droit privé. Cependant, ils bénéficient du même régime de décharges de service que les directeurs des écoles publiques.

Selon la taille de l'école maternelle ou élémentaire concernée, ces directeurs bénéficient d'un quart de décharge (une journée par semaine), d'une demi-décharge ou d'une décharge complète.

**Evolution des effectifs en pré élementaire Privé sous contrat (FM+DOM, en milliers)**

| Constats (*) | | | | Prévisions (*) | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| 308,9 | 310,7 | 317,4 | 317,7 | 319,6 | 318, 0 |

Source : MEN-DEP



## Action n° 02 : Enseignement élémentaire

**Finalités, organisation, activités caractéristiques**

L'école élémentaire privée sous contrat accueille environ 563.700 élèves de 6 à 11 ans qui ont quasiment tous suivi un cursus à l'école maternelle et des acquis sur lesquels s'appuyer.

Les exigences de l'école primaire ont changé de nature depuis qu'elle prépare tous ses élèves à devenir des collégiens ; il faut désormais qu'ils maîtrisent les outils du travail intellectuel qui sera demandé dans le second degré. C'est en particulier ce qui rend impérieuse l'exigence de maîtrise de la langue française.

Les compétences-clés en vue de la scolarisation secondaire concernent tous les savoirs et savoir-faire qui constituent les bases et les conditions des acquisitions ultérieures. Il en va ainsi, depuis toujours, des domaines de la langue française (expression et compréhension orales, lecture et production d'écrit) et des mathématiques ; c'est en voie de le devenir pour la première langue vivante étrangère et pour les nouvelles technologies qui constituent, comme le français et les mathématiques, des domaines constitutifs du socle commun exigible en fin de scolarité obligatoire. Ce socle commun comprend par ailleurs des éléments appartenant aux autres disciplines, pour lesquelles les apprentissages de l'école élémentaire ne constituent pas stricto sensu des conditions des apprentissages ultérieurs. Ces acquisitions

ont néanmoins une importance reconnue en tant que repères culturels et pour développer la curiosité, la mémoire et des attitudes méthodologiques favorables au travail intellectuel.

L'école élémentaire prend en compte les difficultés et les rythmes d'apprentissage ; l'attention personnalisée portée à chaque élève permet d'organiser les adaptations nécessaires à ses progrès en particulier sous la forme d'un programme personnalisé de réussite éducative : à l'intérieur de la classe par un soutien adapté ou en relation avec un professionnel spécialisé si la nature et l'ampleur des difficultés requièrent des mesures spécifiques.

L'objectif central est d'améliorer les résultats scolaires par des actions éducatives et pédagogiques centrées sur les besoins des élèves ; les objectifs et les programmes sont ceux de toutes les écoles.

**Les moyens mobilisés**

Les moyens mobilisés pour cette action, par l'Etat, sont uniquement des moyens d'enseignement (environ 27.600 ETP) donnant lieu à une dépense de rémunération.

Les classes sont confiées à des enseignants, maîtres agréés ou contractuels selon la nature du contrat de la classe.

Ces enseignants peuvent exercer la fonction de directeur d'école, fonction relevant d'un statut de droit privé. Cependant, ils bénéficient du même régime de décharges de service que les directeurs des écoles publiques.

Selon la taille de l'école maternelle ou élémentaire concernée, ces directeurs bénéficient d'un quart de décharge (une journée par semaine), d'une demi-décharge ou d'une décharge complète.

**Evolution des effectifs en élementaire (Privé sous contrat, FM+DOM, en milliers)**

| Constats (*) | | | | Prévisions (*) | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| 559,1 | 557,4 | 562,1 | 563,7 | 569,3 | 577,8 |

Source : MEN-DEP



## Action n° 03 : Enseignement en collège

**Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'enseignement au collège s'adresse à tous les enfants sortant de l'école primaire. Il vise à faire acquérir aux élèves :

-un socle commun de connaissances et de compétences : il s'agit de faire acquérir aux élèves, pendant le temps de leur scolarité obligatoire, les compétences nécessaires à la poursuite d'études ultérieures, à l'obtention d'une formation qualifiante et à l'entrée dans la vie d'adulte,

-à assurer la nécessaire diversité des parcours : l'enseignement est organisé de manière à offrir au collégien un parcours de formation qui concilie exigences communes pour tous et diversification des cheminements pour les atteindre, avec à chaque niveau, l'accompagnement nécessaire.

Cet enseignement repose sur un équilibre des disciplines intellectuelles, artistiques, manuelles, physiques et sportives, permet de révéler les aptitudes et les goûts des élèves et prépare leur orientation.

**Politique ligislative et réglementaire**

Dispositions législatives : Code de l'éducation.

Décret n°96-465 du 29 mai 1996 relatif à l'organisation de la formation au collège ;

Arrêté du 29 mai 1996 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2002 relatif à l'organisation des enseignements dans les classes de sixième de collège ;

Arrêté du 26 décembre 1996 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2002 relatif à l'organisation des enseignements du cycle central de collège ;

Arrêté du 26 décembre 1996 relatif à l'organisation des enseignements du cycle d'orientation de collège (classe de troisième), modifié par l'arrêté du 2 juillet 2004 (applicable à partir de la rentrée scolaire 2005-2006) ;

Arrêté du 2 juillet 2004 relatif à l'organisation du cycle d'orientation au collège.

**Les moyens mobilisés**

Les moyens mobilisés pour cette action, par l'Etat, sont uniquement des moyens d'enseignement (environ 41.700 ETP) donnant lieu à une dépense de rémunération.

**Le premier cycle privé sous contrat en 2004-2005 (FM + DOM)**

| | | |
|---|---|---|
| **Nombre d'élèves en premier cycle** (y compris en lycée ou LP) | 6ème | 163.612 |
| | 5ème | 160.665 |
| | 4ème | 168.382 |
| | 3ème | 164.612 |
| | Classes spécialisées | 5.180 |
| | Dont SEGPA<br>CPA-CLIPA,<br>UPI, classes-relais | 4.002<br>1.178 |
| | **Total** | **662.451** |
| **Nombre de collèges** | | **1.715** |
| dont nombre de collèges ayant des effectifs | < 200 élèves | 469 |
| | entre 200 et 600 élèves | 968 |
| | > 600 élèves | 278 |

Source : MEN-DEP



## Action n° 04 : Enseignement général et technologique en lycée

**Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'enseignement général et technologique en lycées est sanctionné par le diplôme du baccalauréat (général ou technologique). Ces deux voies de formation ont pour mission principale de préparer les lycéens à une poursuite d'études dans l'enseignement supérieur. L'enseignement est organisé en deux cycles, la classe de seconde générale et technologique commune aux deux voies de formation et le cycle terminal de deux ans, diversifié en trois séries pour la voie générale et six séries pour la voie technologique.

L'organisation et les contenus des enseignements visent à accroître le nombre de lycéens atteignant les compétences attendues en fin de lycée et attestées par le baccalauréat ; à accroître le pourcentage d'élèves en filières scientifiques et technologiques industrielles en encourageant l'équilibre filles-garçons ; à faire accéder le maximum d'élèves à la maîtrise des langues étrangères.

**Politique ligislative réglementaire**

Code de l'éducation,

Arrêtés du 18 mars 1999 modifiés, relatifs à l'organisation et horaires :

de la classe de seconde des LEGT,

des classes de première et terminale sanctionnées par le baccalauréat général.

Arrêté du 16 février 1977 modifié : organisation et horaires des classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat technologique « techniques de la musique et de la danse ». Arrêté du 14 février 1992 modifié : organisation et horaires des classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat technologique « hôtellerie ».

Arrêté du 15 septembre 1993 modifié : organisation et horaires des classes de première et terminale sanctionnées par le baccalauréat technologique.

Arrêté du 14 janvier 2004 modifié : organisation et horaires des classes de première et terminale sanctionnées par le baccalauréat technologique de la série « sciences et technologies de la gestion » (STG).

**Les moyens mobilisés**

Les moyens mobilisés pour cette action, par l'Etat, sont uniquement des moyens d'enseignement (environ 25.080 ETP) donnant lieu à une dépense de rémunération.

**Le second cycle général et technologique en 2004-2005 (FM + DOM, Privé sous contrat)**

| | | |
|---|---|---|
| **Nombre d'élèves** | Classes de 2nde | 102.040 |
| | Classes de 1ère | 100.834 |
| | *dont voie générale* | *67.394* |
| | *voie technologique* (1) | *33.440* |
| | Classes terminales | 96.685 |
| | *dont voie générale* | *63.763* |
| | *voie technologique* | *32.922* |
| **Total** | | **299.559** |
| **Nombre de LEGT** | | 904 |
| dont nombre de LEGT ayant des effectifs | < 200 élèves | 225 |
| | entre 200 et 600 élèves | 455 |
| | > 600 élèves | 224 |

Source : MEN-DEP

(1) Y compris 1ère BT et 1ère d'adaptation.

(2) Y compris terminale BT.



## Action n° 05 : Enseignement professionnel sous statut scolaire

**Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

L'enseignement professionnel vise à faire acquérir à des jeunes lycéens un premier niveau de qualification professionnelle reconnu par l'obtention d'un diplôme de niveau V (CAP, BEP, mentions complémentaires) ou de niveau IV (baccalauréat professionnel, brevet des métiers d'art, mentions complémentaires).

Elaborée en partenariat entre l'Etat et les régions, du plan régional de développement des formations professionnelles (PRDF), l'offre de formation des lycées professionnels constitue une réponse aux demandes de formation des élèves, des territoires et des milieux économiques. Elle est

mise en cohérence avec les autres formations professionnelles (apprentissage, formation continue) au sein PRDF.

Les formations de l'enseignement professionnel reposent sur une collaboration étroite avec les représentants des entreprises pour garantir leur professionnalité et faciliter l'insertion des élèves. Toutes comprennent des enseignements généraux qui s'articulent avec les enseignements professionnels, incluent des périodes en entreprise, privilégient la mise en projet et le travail en équipe dans le cadre de groupes à effectifs réduits, articulent formation et délivrance des diplômes grâce au contrôle en cours de formation.

**Politique législative et réglementaire**

Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

**Les moyens mobilisés**

Les moyens mobilisés pour cette action, par l'Etat, sont uniquement des moyens d'enseignement (environ 16.300 ETP) donnant lieu à une dépense de rémunération.

**Le second cycle professionnel en 2004-2005 (FM + DOM, privé sous contrat)**

| | | |
|---|---|---|
| **Nombre d'élèves en 2nd cycle G** (y compris en | CAP en un an | 536 |
| | *1ère année CAP 2* | *7.613* |
| | *2ème année CAP 2* | *6.426* |
| | Total CAP 2 ans | 14.039 |
| | Total CAP 3 ans | 0 |
| | BEP en un an | 333 |
| | *Seconde professionnelle* | *43.286* |
| | *Terminale BEP* | *40.342* |
| | Total BEP en 2 ans | 83.628 |
| | *Mentions complémentaires* | *1.291* |
| | Bac pro / BMA en 1 et trois ans | 378 |
| | 1ère professionnelle / BMA en 2 ans | 20.535 |
| | Terminale pro / BMA en 2 ans | 17.737 |
| | Total bac pro / BMA en 2 ans | 38.272 |
| **Total 2nd cycle professionnel** | | **138.477** |
| **Nombre de LP** | | **427** |
| *dont nombre de LP ayant des effectifs* | *< 200 élèves* | 195 |
| | *entre 200 et 600 élèves* | *215* |
| | *> à 600 élèves* | *17* |

Source : MEN-DEP



## Action n° 06 : Enseignement post-baccalauréat en lycée

**Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Les enseignements post-baccalauréat assurés dans les lycées sont organisés dans les sections de techniciens supérieurs et dans les classes préparatoires aux grandes écoles. L'accès à ces filières est de nature sélective et l'admission se fait sur dossier.

**Les STS** sont implantées dans les lycées, les sections de techniciens supérieurs (STS) sont des classes qui préparent après le baccalauréat au brevet de technicien supérieur (BTS). Le BTS est un diplôme national de l'enseignement supérieur de niveau III qui atteste d'une qualification professionnelle et sanctionnent un niveau d'études à bac + 2.

Le BTS est conçu dans un objectif d'insertion professionnelle. Il permet à ses titulaires d'assumer des tâches d'encadrement et confère le titre de technicien supérieur breveté.

**Les classes préparatoires aux grandes écoles** ont pour fonction d'accroître le niveau des connaissances des bacheliers dans différents champs disciplinaires de manière à les rendre aptes à suivre une formation en grande école dans les filières littéraires, économiques et commerciales et scientifiques. Chaque filière est subdivisée en voies.

Les éléments caractéristiques des activités consistent en l'application d'un programme national d'études propre à chaque voie de préparation, fixé par arrêté, après élaboration en co-partenariat avec les grandes écoles. Il est suffisamment détaillé pour ne pas prêter à interprétation. Ces connaissances sont évaluées par les concours qu'organisent les grandes écoles.

Aux activités traditionnelles d'enseignement s'ajoutent, dans la filière scientifique, les travaux d'initiative personnelle encadrée dont l'objectif est de permettre à l'étudiant de développer des qualités et capacités d'ouverture d'esprit, d'initiative personnelle, d'esprit critique, d'aptitude à l'imagination expérimentale et à la collecte d'information pour l'analyser et la communiquer.

**Politique réglementaire**

STS :

- Décret n°95-665 du 9 mai 1995 portant règlement général du brevet de technicien supérieur CPGE ;
- Décret n° 94-1015 du 23.11.1994 relatif à l'organisation et au fonctionnement des classes préparatoires aux grandes écoles organisées dans les lycées relevant des ministres chargés de l'éducation, de l'agriculture et des armées ;
- Arrêté du 23.11.1994 relatif à l'admission et au régime des études dans les classes préparatoires aux grandes écoles organisées dans les lycées relevant du ministre chargé de l'éducation ou fonctionnant sous contrat d'association dans des établissements privés.
- Par ailleurs, chaque filière est régie par des arrêtés propres :
- Filière économique et commerciale : arrêtés du 23 mars 1995 concernant la nature des classes et l'organisation et horaires et arrêtés du 3 juillet 1995 concernant les programmes ;
- Filière littéraire : arrêtés du 27 juin 1995 concernant la nature des classes, l'organisation et horaires et les programmes ;
- Filière scientifique : arrêtés du 10 février 1995 concernant la nature des classes et l'organisation et horaires ; Note de Service n° 95-164 du 12 juillet 1995 concernant la présentation générale des programmes.

**Les moyens mobilisés**

Les moyens mobilisés pour cette action, par l'État, sont uniquement des moyens d'enseignement (environ 5.650 ETP) donnant lieu à une dépense de rémunération.

**Effectifs d'élèves en cursus post-baccalauréat dans les divisions sous contrat**

| Année scolaire | 1995 | 2000 - 2001 | 2001 - 2002 | 2002 - 2003 | 2003 - 2004 | 2004 - 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nb élèves | 53.386 | 56.715 | 56.208 | 55.893 | 56.177 | 55.786 |
| dont CPGE | 10.181 | 9.508 | 9.719 | 9.901 | 10.171 | 10.100 |
| STS et assimilés (1) | 40.847 | 44.278 | 43.685 | 43.299 | 43.252 | 42.895 |
| Formations diverses post-bac (2) | 2.358 | 2.929 | 2.804 | 2.693 | 2.754 | 2.791 |

Source : MEN-DEP - (France métropolitaine et DOM)

(1) Section préparant aux BTS en 1an, BTS en 2 ans, BTS et DTS en 3 ans et DCESF, DMA et classes de mise à niveau.

(2) DPECF, DECF, DNTS, DSAA, DESCF, préparations diverses post-bac, formations complémentaires post BTS.

## Action n° 07 : Dispositifs spécifiques de scolarisation

**Finalités, organisation, activités caractéristiques**

Pour atteindre l'objectif stratégique principal de ce programme, le système éducatif se doit, à la fois, d'assurer la scolarisation de tous les enfants en âge scolaire, et au-delà pour ceux qui, à l'issue de la scolarité obligatoire n'ont pas obtenu un niveau de qualification reconnu, en proposant des aménagements adaptés aux besoins particuliers de certains d'entre eux et notamment les enfants malades ou handicapés et de favoriser la réussite scolaire de chacun en développant des aides spécifiques, différentes selon la nature des besoins.

**Scolarisation des élèves malades ou handicapés**

L'objet est double : faciliter l'accès de l'école à tous les élèves présentant un handicap ou une maladie invalidante ou durable, leur permettre de réaliser tous les apprentissages scolaires dont ils sont capables en adaptant l'environnement pédagogique en fonction de leurs besoins.

Les modalités de scolarisation sont précisées dans le cadre d'un projet individualisé élaboré en association étroite avec les parents de l'enfant et avec d'autres intervenants, soignants ou ré-éducateurs :

-soit dans le cadre d'une intégration individuelle dans une classe ordinaire ;

-soit par une affectation dans une classe d'intégration scolaire (CLIS) – 3 833 élèves - ou dans une unité pédagogique d'intégration (UPI) - 677 élèves -: classe à petit effectif réunissant, pour certaines séquences d'apprentissage, des élèves ayant des besoins relativement proches ;

-soit dans un établissement d'enseignement spécialisé sous contrat simple avec l'Etat (établissement médico-éducatif) conformément à l'article L. 351-1 3°) du code de l'Education - 20.788 élèves.

La loi pour l'égalité des droits et des chances, sur la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a été promulguée le 11 février 2005. Ses principales dispositions applicables à partir du 1er janvier 2006 conforteront la priorité assignée à la scolarisation en milieu ordinaire de ces élèves, tout en assurant une meilleure complémentarité entre l'école et les établissements ou services spécialisés.

**Prévention et traitement des difficultés scolaires (SEGPA)**

Les SEGPA scolarisent des élèves – 4.002 élèves - dont les difficultés d'apprentissage graves et persistantes nécessitent une prise en charge globale. Orientés et affectés par les

commissions de l'éducation spéciale, leur scolarité adaptée se déroule en référence aux cycles et aux contenus d'enseignement du collège. Ils permettent aux collégiens qui en bénéficient l'accès à une formation professionnelle qualifiante et diplômante de niveau V et contribuent à la réussite des parcours scolaires de l'ensemble d'entre eux.

**Intégration des primo arrivants**

L'objectif est de conduire le plus rapidement possible chaque élève à un usage de la langue française compatible avec les exigences des apprentissages qu'il doit faire en milieu scolaire compte tenu de son âge.

Les modalités prévues de scolarisation consistent à offrir à la fois un enseignement intensif du français et une approche immersive du « français scolaire ». Ceci justifie la double inscription, dans une classe particulière à effectif limité (classe d'initiation pour le premier degré, classe d'accueil pour le second degré) et dans une classe ordinaire. Le but est de réaliser leur intégration à temps complet dans une classe ordinaire le plus vite possible.

**Moyens mobilisés**

Les moyens mobilisés pour cette action, par l'Etat, sont uniquement des moyens d'enseignement (environ 3.900 ETP) donnant lieu à une dépense de rémunération. Interviennent dans ces classes, les maîtres du premier degré dont certains ont reçu une formation spécialisée et qui sont :

-soit titulaires d'un diplôme spécifique : certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaire (CAPSAIS) transformé en 2004 en certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap (CAPA-SH) ; ces certificats comportent plusieurs options en rapport avec la diversité des besoins des élèves ;

- soit titulaires d'un diplôme de psychologue scolaire.

Depuis la rentrée 2004, une formation spécialisée est ouverte aux enseignants du 2nd degré, les préparant au certificat complémentaire pour les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap (2CA-SH), afin de favoriser la scolarité secondaire de ces élèves.



## Action n° 08 : Actions sociales en faveur des élèves

**Finalités, organisation, activités caractéristiques**

Cette action regroupe les crédits de bourses et fonds sociaux. Les élèves scolarisés dans les établissements d'enseignement secondaire privés sous contrat peuvent bénéficier de bourses et des fonds sociaux (fonds social collège et fonds social cantine) dans les mêmes conditions que ceux de l'enseignement public. Le fonds social lycéen a été étendu au bénéfice des élèves de l'enseignement privé en 2005. Les bourses nationales, pour les élèves en collège ou en lycée, sont destinées à aider les familles les plus défavorisées pour leur permettre d'assurer les frais de scolarité de leurs enfants ; elles sont attribuées en fonction des ressources et des charges des familles. Les fonds sociaux sont destinés à faire face aux situations difficiles que peuvent connaître certains élèves ou leur famille pour assurer les dépenses de scolarité ou de vie scolaire. Les aides exceptionnelles sont soit financières, soit en nature (financement des dépenses relatives aux transports et sorties scolaires, aux soins bucco-dentaires, aux matériels professionnels ou de sport, aux manuels et fournitures scolaires…).

**Politique réglementaire**

- Code de l'éducation : articles L. 531-1 à L. 531-5.

- Note du 19 novembre 1997 sur le fonds social pour les cantines.

-Circulaire n° 98 -044 du 11 mars 1998 sur le fonds social collégien.



## Action n° 09 : Fonctionnement des établissements

**Finalités de l'action, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Cette action regroupe les crédits destinés :

- au fonctionnement des établissements privés sous contrat (forfait d'externat, crédits pédagogiques, Polynésie),

-à couvrir la rémunération des emplois-jeunes recrutés dans les écoles ou établissements du second degré sous contrat,

- au fonctionnement des écoles privées sous convention de Wallis et Futuna,

- à des écoles techniques hors contrat.

**a) Forfait d'externat** Les crédits alloués au titre du **forfait d'externat** (812 M€) permettent d'assurer la participation de l'Etat aux dépenses de rémunérations des personnels non enseignants afférentes à l'externat des collèges et des lycées. Cette contribution forfaitaire résulte des dispositions de l'article L. 442-9 du Code de l'éducation et du décret n°

60-745 du 28 juillet 1960 modifié relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel et matériel) des classes sous contrat d'association. Cette contribution, versée par élève et par an, est calculée par référence au coût d'un élève dans les classes correspondantes de l'enseignement public et majorée d'un pourcentage destiné à couvrir les charges sociales et fiscales afférentes à ce type de rémunérations.

Ces crédits font l'objet d'un ajustement triennal pour prendre en compte l'actualisation du coût d'un élève de l'enseignement public et d'un ajustement annuel justifié par l'actualisation de la valeur du point de la fonction publique et l'évolution des effectifs d'élèves dans l'enseignement privé.

**b) Dépenses pédagogiques**

En application du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 modifié relatif au contrat d'association à l'enseignement public passé par les établissements d'enseignement privés, l'Etat prend en charge certaines dépenses pédagogiques dont le montant est calculé par parité avec les crédits ouverts pour les établissements d'enseignement public.

Les subventions versées, pour les classes sous contrat du second degré, permettent de couvrir les dépenses suivantes:

- fourniture de manuels scolaires et des carnets de correspondance dans les collèges,

- documents pédagogiques à usage collectif dans les lycées d'enseignement professionnel,

-participation aux frais liés à l'organisation des périodes de formation en milieu professionnel des élèves lorsque le stage est nécessaire à l'obtention du diplôme,

-paiement d'une redevance pour les frais de reproduction d'œuvres protégées conformément au protocole en vigueur entre le ministère de l'éducation nationale, le centre français d'exploitation du droit de copie et la société des éditeurs et des auteurs de musique.

Enfin, en application de l'article 121 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, une redevance est également versée par contrat au centre français d'exploitation du droit de copie et à la société des éditeurs et des auteurs de musique au titre des frais de reproduction d'œuvres protégées dans les établissements d'enseignement du 1er degré sous contrat d'association.

**c) Les emplois jeunes**

En application de la Loi n° 2002-1095 du 29 août 2002 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise, le ministère de l'Education nationale a accompagné la mise en œuvre du dispositif emplois-jeunes dans l'enseignement privé sous contrat en prenant à sa charge les salaires et charges patronales sous la forme d'une subvention allouée aux établissements. Le dispositif est financé à 100 % par l'Etat : 1/5ème sur le budget de l'éducation ; 4/5ème sur celui des affaires sociales.

Le dispositif est en extinction depuis 2002 ; les conventions avec les établissements qui arrivent à leur terme ne sont plus renouvelées.

**d) Les territoires d'outre-mer (Polynésie - Wallis et Futuna) et les écoles techniques hors contrat** Pour **la Polynésie**, conformément à Loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie Française, une contribution forfaitaire de fonctionnement est versée au territoire. Celle-ci intègre les dépenses pédagogiques, la part matériel du forfait d'externat, les crédits attribués pour la formation des personnels enseignants des établissements d'enseignement privés sous contrat. Pour **Wallis et Futuna**, la convention du 10 février 2000 portant concession de l'enseignement primaire à la Mission Catholique, définit les conditions dans lesquelles s'effectue la prise en charge par l'Etat des dépenses de personnels et de fonctionnement administratif afférentes aux écoles préélémentaires et élémentaires et aux internats qui y sont rattachés. Le terme de cette convention, initialement prévu en février 2005, a été prorogé d'une année. Une nouvelle convention est en cours d'élaboration.

Trois **écoles techniques hors contrat** reconnues par l'Etat reçoivent une subvention du ministère : l'Institut d'éducation motrice et de formation professionnelle de Voreppe, l'Institut du travail social de Pau, l'Ecole pratique de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille.



## Action n° 10 : Formation initiale et continue des enseignants

**Finalités de l'action**

La formation des enseignants est pour l'institution scolaire l'un des principaux leviers d'action : il s'agit donc par la formation initiale et par la formation continue de faire en sorte que la formation « académique » et « professionnelle » des personnels d'enseignement permette aux établissements de disposer d'un potentiel de personnels qualitativement adapté.

**Partenaires**

La formation des maîtres de l'enseignement privé est dispensée par des organismes de formation privés, conjointement avec les IUFM pour le second degré.

**Politique réglementaire**

L'article L. 914-1 du code de l'Education prévoit les dispositions suivantes :

-le financement par l'Etat de la formation initiale et continue des maîtres des établissements d'enseignement privés dans les mêmes conditions que celles retenues pour la formation initiale et continue des maîtres de l'enseignement public,

-la réalisation de cette formation par des organismes conventionnés, dans le respect du caractère propre attaché à l'enseignement privé.

**Organisation et moyens mobilisés**

***La formation initiale des maîtres du premier degré.***

L'obtention du diplôme de professorat des écoles est précédé d'une période de formation initiale dans un centre de formation pédagogique privé (CFPP).

Les CFPP, sous réserve de passer une convention avec le ministère de l'éducation nationale, reçoivent une aide de l'Etat calculée par référence aux dépenses constatées pour la formation en institut universitaire de formation des maîtres. Cette subvention est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement liées aux enseignements, les frais de fonctionnement administratif ainsi que la charge liée à la rémunération des formateurs.

Les stagiaires de seconde année perçoivent pendant leur formation une rémunération correspondant à celle des professeurs des écoles stagiaires.

***La formation initiale des maîtres du second degré***

Les enseignants des établissements d'enseignement privés sont formés dans les mêmes conditions que ceux de l'enseignement public dans le cadre de relations conventionnelles entre l'Etat et les organismes de formation.

Cette formation est organisée selon les principes suivants :

-la formation disciplinaire est assurée dans le cadre des IUFM ;

-la formation professionnelle relève de la responsabilité conjointe des IUFM et des ARPEC.

L'Union nationale pour la promotion pédagogique et professionnelle dans l'enseignement catholique (UNAPEC) reçoit une subvention pour couvrir les dépenses liées à la formation dispensée par les ARPEC.

Les stagiaires de seconde année perçoivent pendant leur formation une rémunération prise en charge par le ministère.

***La formation continue***

La formation continue des enseignants du 1er et 2nd degré a vocation à accompagner les évolutions pédagogiques et les orientations ministérielles et à permettre aux personnels de développer leurs compétences professionnelles, d'affiner leurs pratiques en fonction des évolutions qui affectent l'exercice de leur métier.

La formation continue des enseignants exerçant dans les établissements d'enseignement privés sous contrat est dispensée par des organismes de formation privés qui perçoivent en contrepartie une subvention calculée par parité avec l'enseignement public.



## Action n° 11 : Remplacement

**Finalités, organisation, activités caractéristiques et moyens mobilisés**

Les absences des enseignants sont liées à diverses raisons :

- formation continue,

- stages longs de spécialisation AIS,

-congés de maladie, de longue maladie, de maternité, accident du travail.

Par cette action, l'Etat tente de concilier deux impératifs :

-que ces absences pénalisent le moins possible les élèves,

-que le calibrage et l'organisation des moyens affectés permettent leur utilisation optimale.

C'est dans cette perspective que, dans les départements, les emplois consacrés au remplacement, même s'ils sont a priori destinés à pallier tel ou tel type d'absence, sont en fait utilisés et gérés en fonction des besoins réels constatés.

Environ 5.900 ETP sont consacrés à la suppléance.



## Action n° 12 : Soutien

**Finalités de l'action**

Cette action est relative aux prestations diverses versées à des enseignants en situation particulière (Retrep, chômage, CFA, frais de déplacement).

**Activités caractéristiques et moyens mobilisés Le Retrep**

Décret n° 80-7 du 2 janvier 1980 relatif aux conditions de cessation d'activité de certains maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privé sous contrat.

Le régime général de la sécurité sociale (RGSS) prévoit que, pour jouir d'une pension de retraite à taux plein, les assurés sociaux doivent être âgés de 60 ans et justifier de 160 trimestres de cotisations ou être âgé de 65 ans, quel que soit le nombre de trimestres cotisés.

La création du RETREP, en 1980, avait pour objet de permettre aux maîtres du privé de partir à la retraite dans les mêmes conditions que leurs collègues du public, à savoir, sans que leur soit appliqué de décote :

- dès l'âge de 55 ans pour les instituteurs ;

- dès 60 ans pour les autres catégories de maîtres ;

-dès qu'elles ont exercé quinze années pour les mères de trois enfants.

Pour ce faire, les maîtres du privé sont pris en charge par le RETREP dès 55 ans, quel que soit le nombre de trimestres

cotisés, ou 60 ans s'ils n'ont pas cotisé 160 trimestres ou encore, pour les mères de trois enfants, dès qu'elles ont quinze années de service. Ils perçoivent alors une pension de retraite calculée sur la base de ce qu'ils percevront à leur sortie du RETREP. Quand ils sont reversés dans le RGSS, aucune décote ne leur est appliquée compte tenu de leur âge (60 ans s'ils ont cotisé 160 trimestres et 65 ans dans les autres cas).

Le coût pour l'Etat de la prise en charge par le RETREP des maîtres du privé admis à la retraite a été, en 2004, de 240 M€.

A partir de 2006, le RETREP sera réformé afin de prendre en compte l'introduction de la décote pour les enseignants du public.

**Le chômage**

Cette rubrique recouvre les crédits correspondant aux indemnisations pour perte d'emploi versées aux maîtres de l'enseignement privé. La dépense s'élève, en 2004, à 22,6 M€.

**Le congé de fin d'activité (CFA)**

La loi de finances pour 2003 n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 (article 132) est venue modifier le CFA en prévoyant une mise en extinction progressive de ce dispositif. Afin de rendre applicables ces dispositions aux maîtres et documentalistes contractuels ou agréés à titre définitif, le décret n° 2003-310 modifiant le décret n° 97-758 du 10 juillet 1997 est intervenu le 3 avril 2003.

L'agent bénéficiaire du congé de fin d'activité perçoit un revenu de remplacement.

Le coût annuel du CFA des maîtres de l'enseignement privé pour 2004 s'est élevé à 17,4 M€ contre 22 M€ en 2003. La diminution de ce coût devrait se poursuivre en 2005 et 2006, date d'extinction du CFA.

**Les frais de déplacement**

Le décret n° 78-252 du 8 mars 1978, en son article 2, spécifie que les maîtres contractuels ou agréés à titre définitif des établissements d'enseignement privés sous contrat ont droit à tous les avantages et indemnités attribués par l'Etat aux maîtres titulaires de l'enseignement public de la catégorie correspondante.

Par conséquent un droit à l'indemnisation de leurs frais de changement de résidence et de leur frais de déplacement temporaire leur est reconnu dans les conditions et les limites fixées par le décret n° 90-437 du 28 mai 1990, article 19.

## Objectifs et indicateurs

**Introduction - Présentation stratégique :**

Le choix des objectifs de performance retenus pour ce programme « Enseignement scolaire -1er et 2nd degrés-privé » (et des indicateurs associés) est lié aux termes de la Loi sur les rapports entre l'Etat et les établissements privés qui stipule que « dans les classes faisant l'objet d'un contrat, l'enseignement est dispensé selon les règles et programmes de l'enseignement public » et que « L'orientation scolaire et professionnelle des élèves… est assurée suivant des principes compatibles avec les objectifs retenus pour l'enseignement public ».

Ce choix répond donc à une triple volonté :

-manifester que l'Etat en passant contrat avec des établissements privés a les mêmes exigences pour les élèves concernés que pour ceux de l'Ecole publique,

-pouvoir situer cette performance à différents niveaux : national, académique, voire infra-académique, en la rapprochant autant que faire se peut de données relatives à des territoires de référence plus large, l'Europe notamment,

-mettre en évidence des caps explicites, manifestant une réelle ambition tout en restant réalisables à un horizon perceptible.

Les cinq objectifs retenus sont attachés à l'ensemble du programme et articulés entre eux :

les quatre premiers sont, légitimement, centrés sur les élèves, les compétences diverses que les premier et second cycles se doivent de leur apporter, selon les niveaux et type d'enseignement dispensés, enseignement professionnel compris ; le troisième s'intéresse plus particulièrement aux élèves les plus vulnérables et le quatrième porte sur le devenir des élèves à l'issue de leur formation secondaire ;

le cinquième concerne les enseignants, leur accompagnement et leur présence en face des élèves : "conditions" non suffisantes mais nécessaires à la réalisation des objectifs définis pour les élèves.

Le choix de ces objectifs ne minimise pas l'intérêt des autres dimensions constitutives de la mise en œuvre du programme (décrites dans la partie "Présentation des actions"). Ces quatre objectifs ont été sélectionnés car fondamentaux, permanents et donc "incontournables".

Encore insuffisamment développés, les outils d'évaluation et les systèmes d'information en vigueur ne permettent pas de disposer de tous les indicateurs retenus. Mais des évolutions sont d'ores et déjà amorcées pour rendre les informations disponibles au cours des prochaines années.

**Objectif n° 1 (du point de vue du citoyen) : Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences de base exigibles au terme de la scolarité primaire.**

**Commentaires :**

C'est évidemment l'objectif majeur de l'ensemble du programme puisqu'il traduit l'ambition de la communauté nationale pour l'école de la république : une école démocratique dispensant une formation de qualité.

Les actions correspondantes du programme sont plus précisément les actions 1 et /ou 2.

Les indicateurs retenus sont à la fois très significatifs de la demande sociale et sont chargés d'une forte dimension symbolique puisqu'ils portent d'une part sur les compétences acquises par les élèves, à mi-parcours et à l'issue de la scolarité primaire, avec un accent mis

- d'une part, sur la maîtrise des compétences de base en français et en mathématiques,
- d'autre part, sur le niveau atteint en langue étrangère et sur l'apprentissage de l'allemand :l'engagement de la France de développer l'apprentissage de la langue de ce pays partenaire venant conforter la mise en œuvre du principe de diversification des langues enseignées,
- ainsi que sur la maîtrise des technologies de l'information et de la communication.

Sans pouvoir rendre compte de toute la richesse de la formation des élèves du premier degré, ce quadruple éclairage a vocation à en montrer plusieurs facettes particulièrement porteuses de sens.

Il s'agit là d'approches nouvelles à plusieurs titres :

- ces approches sont centrées sur la mesure de ce qu'ont acquis effectivement les élèves, mesure effectuée par rapport à des référentiels précis ;
- les compétences de base en français et en mathématiques sont pour le moment définies en référence au programme de l'école élémentaire mais dès que les connaissances et compétences constitutives du socle commun -prévu par la loi n°2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école- auront été précisées après avis du Haut Conseil de l'éducation, les compétences de base en français et en mathématiques seront redéfinies en référence à ce socle ;
- la généralisation de l'enseignement des langues étrangères à l'école primaire (cycle 3) est relativement récente comme l'est l'attention portée aux technologies de l'information et de la communication dans la perspective de construction de compétences spécifiques, reconnues : dans un cas comme dans l'autre, les niveaux de compétences atteints seront certifiés par des attestations ;
- le référentiel choisi pour apprécier les compétences acquises en langues étrangères est le "cadre européen commun de référence", ce qui permettra à terme de situer le niveau de nos élèves parmi l'ensemble européen ;
- l'attestation du niveau 1 du B2i (Brevet informatique et internet) est délivrée après évaluation de chaque élève selon un protocole fixé au niveau national.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'élèves maîtrisant, en fin d'école primaire, les compétences de base en français et en mathématiques.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| en français | % | | | | | | |
| en mathématiques | % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR-DEP

- Champ : privé sous contrat, France métro + DOM.
- Cet **indicateur** est **en construction** : il sera disponible en 2007 pour le PLF 2008.

  Il sera établi annuellement à partir d'une évaluation auprès d'un échantillon national représentatif des élèves des CM2 des écoles privées sous contrat et présentera, pour le français comme pour les mathématiques, le rapport (x100) du nombre des élèves atteignant le score minimal retenu au nombre total des élèves de l'échantillon.

  Selon les données actuellement disponibles, la valeur de chacun des 2 sous indicateurs devrait être de l'ordre de 85 à 90 %.

  L'évaluation étant réalisée sur un échantillon d'élèves, sa valeur sera assortie d'un intervalle de confiance de + ou - 2 à 3 % au niveau académique; cet intervalle de confiance sera évidemment moindre au niveau national.

  L'interprétation des éventuelles évolutions de l'indicateur devra tenir compte de l'importance de l'intervalle de confiance évoqué ci-dessus.

**Indicateur n° 2 : Proportion d'élèves venant du privé et entrant en sixième avec au moins un an de retard.**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| total | % | 15,0 | | 14,4 | | | |
| dont ayant un an de retard | % | 14,2 | | 13,7 | | | |
| dont ayant 2 ans de retard ou plus | % | 0,7 | | 0,7 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENESR-DEP
- Champ : public et privé sous contrat, France métropolitaine + DOM
- Cet indicateur, provisoire, retenu en attendant la disponibilité du précédent, est construit à partir du flux d'entrants en 6ème à année N dans les établissements publics et privés sous contrat pour évaluer leur parcours en CM2 à l'année N-1 dans les établissements privés :
  1. entrants en 6è, venant du privé et ayant au moins un an de retard / entrants en 6è et venant du privé
  1a. entrants en 6è, venant du privé et ayant un an de retard / entrants en 6è venant du privé
  1b. entrants en 6è, venant du privé et ayant deux ans de retard ou plus / entrants en 6è venant du privé

  Les élèves du 1er degré pris en compte dans le calcul sont ceux inscrits dans des établissements privés en N-1. Il n'a pas été possible de ne considérer que les établissements privés sous contrat. Toutefois, en 6ème en N, les établissements considérés sont ceux du public et du privé sous contrat. Etant donné la faible part représentée par les effectifs dans les établissements privés hors contrat du 1er degré, ceci n'a que très peu d'incidence sur le résultat.

  Indicateur construit à partir du flux d'entrants en 6ème à la rentrée 2004 pour évaluer leur parcours en CM2 durant l'année scolaire 2003-2004. L'année 2003-2004 est rapportée dans le tableau à l'année 2004. L'indicateur est disponible en janvier.

**Indicateur n° 3 : Proportion d'élèves ayant atteint en langue étrangère le niveau A1 du cadre européen de référence.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENESR - DEP.
- Champ : privé sous contrat, France métro + DOM.
- Il s'agit d'un **indicateur à créer** : l'introduction de l'enseignement des langues vivantes dans la scolarité primaire étant encore récente et la généralisation à partir du CE2, en cours d'achèvement, inégalement réalisée sur tous les points du territoire.

  Le principe de certification liée cadre européen de référence est encore plus récent : les mesures -techniques et budgétaires- destinées à permettre de disposer des outils nécessaires sont en cours de mise au point, leur mise en application ne sera pas immédiatement homogène partout. Les premiers résultats ne seront donc qu'indicatifs mais leur utilisation et leur publication contribueront à la fiabilisation des pratiques de certification et donc de l'indicateur qui en sera issu.

La mise en place du système de certification fondé sur le cadre européen de référence concernera d'abord les langues de l'Europe (allemand, anglais, basque, catalan, espagnol, italien, portugais), l'indicateur sera par conséquent calculé à partir des effectifs d'élèves apprenant par ces langues vivantes étrangères. Il sera calculé ainsi :
Nombre d'élèves quittant l'école primaire avec une attestation du niveau A1 dans une des langues de l'Europe enseignées dans le 1er degré / nombre d'élèves quittant l'école primaire et ayant suivi l'enseignement d'une de ces langues au cycle 3 (x100).

Cet indicateur dont le calcul s'appuiera sur le système d'information du 1er degré en cours de construction devrait être disponible pour le PLF 2010.

**Indicateur n° 4 : Proportion d'élèves apprenant l'allemand.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 6,77 | | 6,95 | 7 | 7,2 | 8,3 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENSER – DESCO
- Champ : privé sous contrat, France métro + DOM
- Cet indicateur rapporte le nombre d'élèves du cycle 3 du premier degré apprenant l'allemand à l'effectif total du cycle 3 du premier degré apprenant une langue étrangère.

  Ces données sont recueillies actuellement par une enquête spécifique dont le taux de réponse est actuellement insuffisant, ce qui n'est pas sans conséquence sur la fiabilité des données recueillies. A terme, elles seront issues du système d'information du 1er degré en cours de construction : la mention des langues apprises par les élèves étant prévue dans la « base élèves » de ce futur système d'information.

**Indicateur n° 5 : Proportion d'élèves ayant atteint, à l'issue de la scolarité primaire, le niveau 1 du B2i (Brevet informatique et internet).**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENSER-DESCO
- Champ : privé sous contrat, France métro + DOM
- Il s'agit d'un indicateur à créer. L'acquisition des compétences dont la maîtrise est attestée par le B2i suppose une formation aux usages des TIC tout au long de l'école primaire selon des modalités adaptées aux intérêts et aux capacités des élèves. Cette formation est elle-même très dépendante des conditions d'équipement des écoles, ce qui explique pour une grande part les différences d'offre enregistrées aujourd'hui dans ce domaine.

  En toute rigueur, il serait préférable de ne prendre en compte pour le calcul de la performance que la population des élèves qui sont dans des conditions leur permettant de bénéficier d'une formation au B2i ; tous ceux qui sont scolarisés dans des écoles non équipées ne peuvent s'y préparer et on ne peut faire grief au système scolaire de ne pas parvenir à un résultat « maximal » dans ces conditions. Mais le chiffrage du nombre des élèves qui sont dans des conditions appropriées est actuellement impossible.

  Cet indicateur sera établi annuellement à compter du PLF 2008 à partir des données relatives aux élèves quittant l'école primaire, sur la base de l'évaluation effectuée par les équipes pédagogiques, les compétences dont atteste le B2i étant validées en cours de formation.

  Dans un premier temps, cet indicateur sera calculé à partir des informations recueillies sur les élèves entrant en 6ème. La "Base élèves" du système d'information du 1er degré (qui sera généralisé à la rentrée 2006) permettra à terme d'enregistrer pour chaque élève des informations sur sa situation en termes de validation du niveau 1 ou d'indications sur une maîtrise partielle de l'ensemble des compétences du référentiel de compétences.

**Objectif n° 2 (du point de vue du citoyen) : Conduire le maximum d'élèves aux niveaux de compétences attendues en fin de scolarité et à l'obtention des diplômes correspondants.**

**Commentaires :**

C'est l'objectif majeur de l'ensemble du programme puisqu'il traduit les résultats de toute la scolarité.

Cet objectif implique toutes les étapes et structures de formation et se traduit précisément pour chacune d'elles ; d'où les objectifs intermédiaires suivants :

- accroître la proportion d'élèves atteignant les compétences attendues en fin de collège / en fin de scolarité obligatoire ; dès que les connaissances et compétences constitutives du socle commun -prévu par la loi n°2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école- auront été précisées après avis du Haut Conseil de l'éducation, les compétences de base attendues en français et en mathématiques seront redéfinies en référence à ce socle,
- accroître la proportion d'élèves atteignant les compétences attendues en fin de lycée, notamment dans les milieux socialement défavorisés
- en LP amener tous les élèves au premier niveau de formation / qualification reconnu (niveau V) et conduire au niveau bac (baccalauréat professionnel ou baccalauréat technologique) au moins 75 % des élèves de seconde professionnelle,
- accroître la proportion d'élèves en filières scientifiques et techniques en encourageant l'équilibre filles-garçons,
- faire accéder le maximum d'élèves à la maîtrise des langues étrangères et accroître le nombre d'élèves apprenant l'allemand aux différents niveaux de la scolarité,
- développer l'utilisation par les élèves des technologies de l'information et de la communication.

Concourent particulièrement à la réalisation de cet objectif les actions 3, 4, 5 et 7 du programme.

Portant sur chacune des étapes pertinentes de la scolarité secondaire et s'attachant à plusieurs aspects significatifs du parcours des élèves, les indicateurs retenus mettent donc principalement en évidence les certifications effectives de la population visée, en commençant par le baccalauréat, diplôme le plus symbolique puisqu'il représente à la fois le couronnement de l'enseignement secondaire et le premier diplôme universitaire, mais diplôme encore marqué socialement, d'où un indicateur attirant l'attention sur l'accès au baccalauréat général des jeunes relevant de CSP défavorisées.

Une attention particulière est portée aux compétences acquises au terme de la scolarité obligatoire (appréciées ici au terme du collège) puisque ce n'est que jusqu'à ce moment que toutes les générations d'élèves sont touchées dans leur totalité. Toutefois, l'appréciation des compétences réellement acquises sera affinée lorsque les compétences de bases exigibles à ce niveau auront été précisées (dans le cadre de la définition du socle commun de connaissance et de compétences prévue par la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école) et appréciées dans le cadre du nouveau brevet des collèges qui sera présenté par tous les élèves de troisième.

Enfin, la prise en compte des engagements européens est intégrée à travers les indicateurs relatifs aux niveaux de formation atteint à l'issue de l'enseignement secondaire, de la progression de la formation scientifique et technique des filles et aux compétences acquises en langue étrangère.

**Indicateur n° 1 : Taux d'accès au baccalauréat.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Total | % | 62,5 | | 61,4 | 62 | 62,5 | 65 |
| Bac général | % | 33,3 | | 32,0 | | | |
| Bac technologique | % | 17,8 | | 17,7 | | | |
| Bac professionnel | % | 11,4 | | 11,7 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public + privé, France métro + DOM.

- Il s'agit de la proportion de bacheliers dans une génération fictive de personnes qui auraient, à chaque âge, le taux de réussite observé l'année considérée. Ce nombre est obtenu en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge, et en faisant la somme de ces taux par âge. On distingue les bacheliers par âge mais les classes ou regroupements d'âge sont différents selon la série de baccalauréat pour tenir compte de parcours scolaires différents.

  C'est un indicateur conjoncturel qui mesure le taux d'accès d'une population fictive. Il ne s'agit pas du taux d'accès pour une véritable génération qui ne peut être calculé que lorsque les jeunes de cette génération ont atteint 30 ans. En particulier si les taux de redoublement évoluent et si les taux de réussite se modifient fortement, ce taux conjoncturel est déformé par rapport au taux d'accès véritable d'une génération.

  Portant sur une classe d'âge, ce taux rend compte en fait des résultats de l'ensemble des modes d'accès à ce diplôme (enseignement scolaire public, enseignement privé sous contrat ou non, enseignement agricole public ou privé, candidatures libres…).

  Cette déclinaison rend compte de la diversité des voies de formation empruntées pour accéder à cette certification ainsi que des évolutions des équilibres entre elles. Exemple d'interprétation pour le baccalauréat général de la session 2004 en France métropolitaine : L'indicateur vaut 32%, cela signifie que si les taux de candidature et de réussite par âge observés à la session 2004 restaient inchangés à l'avenir, 32% de la génération des jeunes âgés de 15 ans en 2004 obtiendraient le baccalauréat général.

**Indicateur n° 2 : Proportion de bacheliers généraux parmi les enfants de familles appartenant aux CSP défavorisées**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 16,6 | | 16,4 | 16,5 | 17,1 | 19,7 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public + privé, France métro + DOM. (hors EREA et centres à l'étranger).
- Cet indicateur est destiné à vérifier, dans une optique de démocratisation de l'enseignement secondaire, la progression du niveau de formation des jeunes des milieux les moins favorisés.

  Il présente donc la proportion de bacheliers dans une génération fictive de personnes qui auraient à chaque âge les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée.

  Ce nombre est obtenu en calculant, pour chaque âge et pour la catégorie socioprofessionnelle considérée, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge et de cette catégorie socioprofessionnelle, et en faisant la somme de ces taux par âge. On distingue les bacheliers par âge mais les classes ou regroupements d'âge sont différents selon le baccalauréat pour tenir compte de parcours scolaires différents. On somme ensuite, pour chaque PCS, le taux d'accès aux bacs généraux, technologiques et professionnels.

  Les origines sociales sont définies à partir de la nomenclature des PCS (Professions et catégories socioprofessionnelles) de l'INSEE ; la catégorie « Défavorisée » correspond principalement aux ouvriers, retraités ouvriers et employés, chômeurs n'ayant jamais travaillé, personnes sans activité professionnelle et PCS inconnu.

  Cet indicateur conjoncturel mesure le taux d'accès d'une population fictive. Il ne s'agit pas du taux d'accès pour une véritable génération qui ne peut être calculé que lorsque les jeunes de cette génération ont atteint 30 ans. En particulier si les taux de redoublement évoluent et si les taux de réussite se modifient fortement, ce taux conjoncturel est déformé par rapport au taux d'accès véritable d'une génération. En l'absence de bases de données par PCS, sont utilisées les données sur les élèves en 6ème sept ans auparavant. Les répartitions par PCS des différentes populations sont donc estimées par la répartition en 6ème. Il existe donc un biais si la structure des professions des parents évolue entre les classes de 6ème et de terminale.

**Indicateur n° 3 : Taux de sorties aux niveaux VI et V bis.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 6,7 | | | 6,7 | 5,8 | 3,3 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.

- Champ : formation secondaire sous statut d'apprenti et sous statut scolaire, sous tutelle du MENESR et du ministère de l'agriculture, public + privé, France métropolitaine + DOM.
- Si les indicateurs relatifs à l'obtention du baccalauréat montrent la progression de l'élévation du niveau de formation des jeunes, de nombreux jeunes sortent du système éducatif sans niveau de qualification reconnu : cet indicateur vise donc à mesurer l'évolution de ce phénomène encore trop fréquent.

  Le taux VI-Vbis rapporte le flux de primo-sortants des niveaux de formation VI-V bis de l'année n à l'ensemble du flux d'élèves et d'apprentis sortant du système scolaire au niveau du secondaire l'année n.

  ***Primo-sortants*** : flux d'élèves interrompant une formation secondaire pour la première fois et pour une période d'au moins un an. Les jeunes qui sortent une seconde fois après une reprise d'études ainsi que ceux qui ont eu accès à l'enseignement supérieur ne sont pas comptabilisés parmi les primo-sortants du secondaire.

  ***Niveau VI*** : années intermédiaires du 1er cycle de l'enseignement secondaire (sections d'éducation spéciale et sections d'enseignement général et professionnel adaptées inclues), hors quatrième technologique.
  ***Niveau Vbis*** : années terminales du 1er cycle (3èmes générales et techno.) et 4ème techno ; années intermédiaires du 2nd cycle court (1ère année des CAP et BEP en 2 ans, 1ère et 2nde années des CAP en 3 ans).

  Les flux annuels de sortants calculés aux niveaux VI-Vbis sont, à l'échelle nationale, de même ampleur que ceux fournis par l'enquête emploi et le panel d'élèves de la DEP, ce qui confirme la validité de cet indicateur.

**Indicateur n° 4 : Proportion d'une classe d'âge obtenant le brevet.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public + privé, France métro + DOM.
- **Cet indicateur à construire sera calculé comme suit :** proportion de diplômés du brevet dans une génération fictive de personnes qui auraient, à chaque âge, les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée.

  Cette proportion est obtenue en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge, et en faisant la somme de ces taux par âge.
  - Numérateur : diplômés répartis par tranche d'âge à partir de 13 ans.
  - Dénominateur : population répartie par les mêmes tranches d'âge.

  Il s'agit d'un indicateur conjoncturel qui mesure le taux d'accès d'une population fictive et non du taux d'accès pour une véritable génération qui ne peut être calculé que lorsque les jeunes de cette génération ont tous atteint 18 ans.
  En particulier si les taux de redoublement évoluent et si les taux de réussite se modifient fortement, ce taux conjoncturel est déformé par rapport au taux d'accès véritable d'une génération.

  Cet indicateur ne peut être calculé que sur le champ public+privé.

  Selon les dispositions de la Loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école (n°2005-380 du 23 avril 2005), l'examen conduisant à la délivrance du diplôme national du brevet (DNB) sera passé par tous les élèves à compter de la session 2007. L'exploitation des résultats permettra alors d'estimer pour le PLF 2009 la proportion d'une classe d'âge obtenant le brevet. Une estimation provisoire pourra être donnée pour le PLF 2008, sur la base des résultats de la session 2006 qui constituera une préfiguration assez avancée des modalités prévues pour 2007.

  Ces informations pourront être rapprochées des indications comparables au niveau européen.

**Indicateur n° 5 : Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de collège, les compétences de base en français et en mahématiques.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

Sources des données : MENESR – DEP.

Champ : privé sous contrat, France métro + DOM.

**Indicateur à créer** : à partir des résultats des parties d'épreuves de l'examen du Brevet destinées à attester la maîtrise des compétences de bases en français et en mathématiques, il sera établi comme suit :
Nombre d'élèves ayant satisfait aux parties d'épreuves du brevet des collèges destinées à attester la maîtrise des compétences de bases en français et en mathématiques rapporté au nombre d'élèves de troisième (x100)

Dès 2007 tous les élèves devront en effet présenter l'examen conduisant au DNB rénové.

Le principe d'appréciation *via* les épreuves du brevet des collèges des compétences de base des élèves qui seront redéfinies en référence au socle commun a été arrêté au cours de cette année 2005. A compter de la session 2007, les épreuves de français et de mathématiques du nouveau brevet seront donc conçues pour permettre cette appréciation (avec une préfiguration pour la session 2006.)

Les premiers résultats seront donc disponibles pour le PLF 2009. Une première estimation sera tentée pour le PLF 2008.

**Indicateur n° 6 : Proportion d'élèves ayant atteint en langue étrangère le niveau B1 du cadre européen commun de référence en fin de collège .**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR – DEP.
- Champ : privé sous contrat, France métro + DOM.
- L**'indicateur**, **à créer**, permettra d'apprécier la performance du système en elle-même et de la situer au regard des objectifs européens dans l'atteinte desquels la France s'est engagée.

  Le principe de certification des compétences des élèves en langues vivantes en liaison avec le "cadre européen commun de référence" a été arrêté au cours de cette année 2005 : les mesures -techniques et budgétaires- destinées à permettre de disposer des outils nécessaires sont en cours de mise au point, leur mise en application ne sera pas immédiatement homogène partout. Les premiers résultats ne seront donc qu'indicatifs mais leur utilisation, notamment pour l'obtention du DNB, et leur publication contribueront à la fiabilisation des pratiques de certification et donc de l'indicateur qui en sera issu.

  La mise en place du système de certification fondé sur le cadre européen de référence concernera d'abord les langues de l'Europe (Allemand, anglais, basque, catalan, espagnol, italien, portugais), l'indicateur sera par conséquent calculé à partir des effectifs d'élèves apprenant ces langues vivantes étrangères. Par conséquent, dans les premiers temps au moins, ne seront pas pris en compte les élèves –très minoritaires- apprenant l'arabe, le chinois, le russe …

  Cet indicateur rapportera donc le nombre d'élèves ayant obtenu en fin de collège, une attestation du niveau B1 dans une des langues de l'Europe enseignées au collège au nombre d'élèves de troisième apprenant ces langues (x100).

  Les données seront extraites du système d'information du second degré en cours d'actualisation (Sconet) ; l'indicateur devrait être disponible pour le PLF 2010.

**Indicateur n° 7 : Proportion d'élèves ayant obtenu au terme de leur scolarité au collège le niveau 2 du Brevet Informatique et Internet (B2i).**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENESR – DESCO puis DEP
- Champ : privé sous contrat, France métro + DOM.
- Il s'agit d'un **indicateur à créer**. L'acquisition des compétences dont la maîtrise est attestée par le B2i suppose une formation aux usages des TIC tout au long de la scolarité selon des modalités adaptées aux intérêts et aux capacités des élèves. Cette formation est elle-même très dépendante des conditions d'équipement des collèges.

  Cet indicateur sera établi annuellement à partir des données relatives aux élèves de 3ème, sur la base de l'évaluation effectuée par les équipes pédagogiques, les compétences dont atteste le B2i étant validées en cours de formation. Il sera

calculé comme suit :
rapport (x100) du nombre d'élèves ayant, en fin de 3ème, une attestation du niveau 2 du B2i au nombre d'élèves de 3ème.

L'application Sconet (système d'information du 2nd degré) qui sera généralisé à la rentrée 2006 permettra à terme d'enregistrer pour chaque élève des informations sur sa situation en termes de validation du B2i.

Cet indicateur sera donc disponible en 2006 pour le PLF 2008 (1ère estimation sur enquête) puis à partir des systèmes d'information : fin 2007 pour le PLF 2009.

**Indicateur n° 8 : Proportion d'élèves entrés en 2nde GT et obtenant le baccalauréat général ou technologique.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public + privé, France métro + DOM.
- Cet indicateur cherche à mettre en évidence l'efficacité de la formation dispensée au cours de l'ensemble du second cycle du secondaire.

  Cet indicateur rapportera le nombre d'élèves de seconde de l'année N qui obtiennent le baccalauréat en trois, quatre ou cinq années sur le nombre total d'élèves de seconde de l'année N.

  La distinction entre le secteur public et le secteur privé n'a pas de sens en raison des flux existants entre ces deux secteurs. Cet indicateur ne sera calculé que sur le champ public+privé.

  Indicateur à créer : ce calcul au niveau national lié à une autorisation de la CNIL et à une fiabilisation du numéro de l'élève, n'ayant pas pu jusqu'alors être effectué.

  Une première estimation d'une valeur nationale de référence devrait pouvoir être fournie pour le PLF 2008 à partir d'un travail avec les académies (qui calculent déjà ce type d'indicateur).

**Indicateur n° 9 : Proportion d'élèves de BEP obtenant le baccalauréat professionnel.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENSER – DEP
- Champ : public + privé, France métro + DOM.
- Il s'agit ici de mesurer la progression de l'élévation du niveau de qualification des jeunes empruntant la voie professionnelle après la classe de troisième.

  Cet indicateur mesurera le nombre d'élèves de BEP qui obtiennent le baccalauréat en n+2, n+3, n+4 sur le nombre total d'élèves de BEP l'année n.

  Cet indicateur ne peut pas être calculé actuellement car le suivi de cohorte n'est pas disponible (pas d'identifiant élèves). D'autre part, la distinction entre le secteur public et le secteur privé n'a pas de sens en raison des flux existants entre ces deux secteurs. Cet indicateur ne sera calculé que sur le champ public+privé, au bout de 3 ans au moins de suivi de cohorte.

  Indicateur à créer : ce calcul au niveau national lié à une autorisation de la CNIL et à une fiabilisation du numéro de l'élève.

  Un travail avec les académies qui calculent déjà ce type d'indicateur pourrait être engagé afin de disposer d'une valeur nationale de référence.

**Indicateur n° 10 : Taux de poursuite des élèves de BEP vers le baccalauréat professionnel (public+privé).**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 40,3 | | 41,2 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENSER – DEP
- Champ : public (y compris EREA) + privé (Terminale BEP = seconde année BEP en 2 ans)
- Cet indicateur, provisoire, retenu en attendant la disponibilité du précédent, est calculé à partir des choix d'orientation des parcours effectivement suivis après la terminale BEP : il cumule les deux ratios suivants :

  a. Nombre d'élèves en terminale BEP qui s'orientent vers une première d'adaptation en lycée / Nombre d'élèves en terminale BEP *100

  b. Nombre d'élèves en terminale BEP qui s'orientent vers la préparation d'un baccalauréat professionnel / Nombre d'élèves en terminale BEP *100

  En raison des flux existants entre le secteur public et le secteur privé, cet indicateur ne peut être calculé que sur le champ public+privé.

  Après la terminale BEP, 41,2% des élèves choisissent de préparer un baccalauréat professionnel et intègrent une première professionnelle ou s'orientent vers une première d'adaptation en lycée à la rentrée 2004.

  Disponible en janvier n pour l'année n-1 ; l'année 2004 correspond aux élèves inscrits en terminale BEP en 2003-2004 s'orientant à la rentrée 2004 vers le baccalauréat professionnel.

**Indicateur n° 11 : Proportion d'élèves en classes terminales des filières scientifiques et techniques.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 40,2 | | 40,3 | 40,3 | 41,2 | 45 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : privé sous contrat, France métro + DOM.
- Il s'agit du rapport entre le nombre d'élèves inscrits dans les classes terminales des filières scientifiques et techniques de la voie générale (série S) et de la voie technologique (séries STI et STL) et les effectifs des classes de terminales générales et technologiques.

**Indicateur n° 12 : Proportion de filles en classes terminales des filières scientifiques et techniques.**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Total | % | 38,2 | | 39,0 | 39 | 40,4 | 46,8 |
| pour info : Série S | % | 42,8 | | 43,5 | | | |
| pour info : Série STI | % | 9,3 | | 10,2 | | | |
| pour info : Série STL | % | 57,2 | | 56,8 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : Etablissements du second degré privés sous contrat dépendant du MEN en France métropolitaine et dans les DOM

  Indicateur construit à partir de :
  1. Nombre de filles en classe de Terminale S, STI ou STL / Effectif des classes de Terminale S, STI ou STL
  1a. Nombre de filles en classe de Terminale S / Effectif des classes de Terminale S

1b. Nombre de filles en classe de Terminale STI / Effectif des classes de Terminale STI
1c. Nombre de filles en classe de Terminale STL / Effectif des classes de Terminale STL

Cet indicateur ne donne pas une image tout à fait exacte des choix d'orientation des élèves à cause de la perturbation liée aux taux de redoublement différents pour les garçons et pour les filles.

**Indicateur n° 13 : Proportion d'élèves apprenant l'allemand.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| total | % | 15,8 | | 15,4 | 15,4 | 16 | 18,5 |
| en collège | % | 13,8 | | 13,9 | | | |
| en LEGT | % | 26,2 | | 24,4 | | | |
| en LP | % | 3,6 | | 3,7 | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENSER – DEP
- Champ : privé sous contrat.
- L'indicateur porte sur l'ensemble des élèves scolarisés dans le second degré, quel que soit l'établissement de scolarisation (collège, lycée, lycée professionnel, EREA). Il est calculé comme suit :

  numérateur : cumul des effectifs d'élèves qui apprennent l'allemand en première, deuxième ou troisième langue vivante.

  dénominateur : effectif de référence correspondant à l'effectif total d'élèves scolarisés par type de formation, que les élèves apprennent ou non une langue vivante.

  L'allemand peut être appris comme première, deuxième ou troisième langue vivante. L'indicateur (numérateur) cumule les élèves « germanophones », indépendamment de la place qu'occupe l'apprentissage de l'allemand dans leur cursus.

  La mise à jour annuelle peut se faire en janvier suivant la rentrée. L'année 2004 correspond à l'année scolaire 2004-2005.

**Objectif n° 3 (du point de vue du citoyen et de l'usager) : Accroître la réussite scolaire des élèves à besoins éducatifs particuliers.**

**Commentaires :**

Cet objectif renvoie à la responsabilité des établissements privés à l'égard des élèves les plus vulnérables en raison de leur trajectoire personnelle ou de leurs caractéristiques individuelles.

Il signifie clairement la volonté du système éducatif d'accorder une attention particulière à ces publics, à leur formation et à leur réussite scolaire. C'est un axe fort de la politique éducative qui doit se traduire à tous les échelons de responsabilité par les prises de décisions nécessaires à la mise en œuvre de cet objectif.

Cette attention et les mesures qu'elle suppose sont d'ailleurs des éléments constitutifs des politiques publiques, interministérielles, à visée plus large : politiques de la ville, de l'intégration, plan de cohésion sociale, politique relative aux personnes handicapées…et les partenaires du système éducatif -des départements ministériels aux parents d'élèves en passant par les collectivités locales et les nombreuses associations agissant dans ces secteurs- sont très vigilants à la traduction concrète des engagements politiques pris en matière d'éducation et d'égalité des chances.

Les indicateurs retenus ont pour but de vérifier l'impact de l'action mise en œuvre pour :

-contribuer à l'accueil des élèves primo arrivants non francophones et à leur une acquisition rapide de la langue française,

-contribuer à la scolarisation des élèves présentant un handicap ou un trouble de la santé invalidant en aménageant les conditions de leur scolarité,

- permettre à des élèves momentanément ou durablement éloignés de l'école de bénéficier d'un enseignement adapté.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'élèves primo arrivants non francophones passant dans une classe ordinaire correspondant à leur âge à l'issue d'un an au plus de scolarisation en structure spécifique.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| au niveau primaire | % | | | | | | |
| au niveau secondaire | % | | | | | | |

**• Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENSER – DEP
- Champ : public + privé, France métro + DOM.
- Les modalités de scolarisation des élèves non francophones sont décrites dans la présentation de l'action 7. Cet indicateur vise à mettre en évidence l'efficacité de la mise en œuvre des mesures conçues spécifiquement pour l'accueil des nouveaux arrivants non francophones.

  Il rapportera le nombre de primo arrivants de l'année N-1 accueillis en en classe ordinaire correspondant à leur âge (plus ou moins deux ans) du 2nd degré de l'année N au nombre total de primo arrivants du 2nd degré de l'année N-1*100.

  Il s'agit d'un **indicateur à construire** nécessitant notamment la mise en place de la future base « élèves » pour le 1er degré. Il sera renseigné à partir de 2008.

  En outre, le recensement de ces nouveaux élèves est difficile, dont certains n'ont jamais été scolarisés auparavant. En outre, le mode d'enquête actuel (enquête Web) ne permet pas de distinguer les données de l'enseignement public et celles de l'enseignement privé.

  L'exploitation du système d'information du 2nd degré tel qu'il existe actuellement ne permet pas de mesurer précisément cet indicateur : seuls 5,7 % de primo arrivants non francophones passant dans une classe ordinaire correspondant à leur âge (plus ou moins deux ans) à l'issue d'un an au plus de scolarisation en structure spécifique pour l'année scolaire 2004-2005 sont repérés. Ceci s'explique en partie par le fait que de nombreux élèves ne sont pas accueillis en structure spécifique à temps plein. Ces derniers sont mal repérés dans le système d'information actuellement.

**Indicateur n° 2 : Proportion d'élèves handicapés intégrés parmi les élèves.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Au niveau primaire | % | 0,4 | | 0,4 | 0,4 | 0,6 | 2 |
| Au niveau secondaire | % | 0,3 | | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 1,6 |

**Précisions méthodologiques :**

- Source : MENSER - DEP.
- Champ : privé sous contrat, France métropolitaine + DOM
- Données recueillies par "enquête web" depuis 2004 (les données précédentes l'étaient par enquête "papier" mais sont encore maintenues pour le premier degré dans l'attente de la généralisation du système d'information).

  Devant l'impossibilité de mettre en évidence la proportion d'élèves handicapés bénéficiant d'une intégration scolaire (puisque les sources d'information permettant d'appréhender le nombre total d'enfants handicapés sont insuffisantes), le choix a été fait de rendre compte de la place qu'occupent ces élèves dans l'enseignement primaire ou secondaire privé ; il s'agit d'élèves scolarisés à temps plein ou à temps partiel.

  Cet indicateur est donc construit comme suit :
  Nombre d'élèves handicapés (= enfants handicapés scolarisés) / nombre total d'élèves x 100.

**Objectif n° 4 (du point de vue du citoyen) : Favoriser la poursuite d'études ou l'insertion professionnelle des jeunes à l'issue de leur scolarité secondaire.**

**Commentaires :**

Si la scolarité secondaire a pour objectif de donner à tous les élèves les moyens d'accéder à la culture et au savoir et de faciliter leur insertion professionnelle, elle doit aussi permettre aux jeunes soit de poursuivre leur formation, soit de s'insérer dans la vie active.

C'est le sens de cet objectif stratégique qui renvoie particulièrement aux actions 4, 5, et 6 du programme.

Ainsi, les certifications professionnelles obtenues et notamment le baccalauréat professionnel témoignent d'un réel niveau de qualification professionnelle qui doit déboucher sur une insertion effective des jeunes diplômés.

Quant à l'accès à l'enseignement supérieur, c'est la suite logique de l'obtention du baccalauréat général ou technologique qui, sanctionnant la réussite de la scolarité secondaire, est aussi le premier diplôme universitaire.

L'enseignement supérieur court (STS, IUT) constituant une prolongation « naturelle » des formations technologiques du secondaire, une attention particulière est portée à l'accès des détenteurs de baccalauréats technologiques aux sections de technicien supérieur mises en place dans les établissements privés.

Les indicateurs qui suivent ont donc vocation à mettre en évidence les suites effectives de la scolarité secondaire.

**Indicateur n° 1 : Taux de poursuite des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 81,9 | | 81,7 | 81,7 | 82,3 | 85 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : Bacheliers des établissements publics (y compris de ceux qui relèvent du ministère de l'agriculture) et privés France métropolitaine + DOM, Établissements d'enseignement supérieur quel que soit le ministère de tutelle.
- Ce taux est calculé ainsi :

  Numérateur : bacheliers de la session N inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur l'année scolaire N- N+1,

  Dénominateur : Bacheliers session N

  Du fait des différentes sources exploitées, existent des risques de doubles comptes.

  En juin 2005, le taux provisoire pour 2004 est de 81,7% : les données du ministère de la santé (DREES) et du ministère de l'agriculture n'étant pas disponibles à cette date.

**Indicateur n° 2 : Taux de poursuite des bacheliers technologiques en STS.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 45,1 | | 44,1 | 44,1 | 45,2 | 50 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : public + privé, France métro + DOM.

  Pour établir cet indicateur sont pris en compte les bacheliers technologique inscrits dans l'ensemble des STS : publiques (y compris STS du ministère de l'agriculture) et privées France métropolitaine + DOM
- Cet taux est calculé comme suit :

  (bacheliers technologiques de la session N inscrits en STS l'année N - N+1) / (bacheliers technologiques session N) x100

  L'exploitation des différentes sources entraîne des doubles comptes.

  En juin 2005, le taux provisoire pour 2004 est de 44.1 : les données des STS du ministère de l'agriculture étant encore indisponible.

**Indicateur n° 3 : Proportion de jeunes en situation d'emploi 7 mois après leur sortie du lycée (hors ceux qui poursuivent des études).**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 58,0 | | 55,0 | 55 | 59,3 | 80 |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR - DEP.
- Champ : France métropolitaine, DOM. Établissements du 2nd degré public et privé : lycées d'enseignement général et technologique, lycées professionnels.
- L'indicateur est établi en rapportant le nombre des sortants de lycée en emploi (aidé ou non) à l'ensemble des sortants de lycée (hors ceux qui poursuivent des études), 7 mois après leur sortie du lycée

  Les données sont recueillies comme suit :

  Sont interrogés tous les élèves sortants de formation technologique et professionnelle (BTS inclus).

  Les chefs d'établissement interrogent par voie postale les élèves ayant n'étant plus scolarisés dans un établissement du second degré de l'académie. L'accès sous Internet à un serveur académique (service statistique académique) est mis à leur disposition pour faciliter la gestion de l'enquête et pour la saisie des questionnaires.

  Des travaux méthodologiques sont en cours pour améliorer la qualité de la base de départ et le taux de réponse.

  Cet indicateur ne peut être interprété sans tenir compte de la répartition des sortants par niveau de formation et spécialité, et de la conjoncture économique

**Objectif n° 5 (du point de vue de l'usager) : Disposer d'un potentiel d'enseignants qualitativement adapté..**

**Commentaires :**

La nature même de l'acte éducatif donne aux enseignants une importance primordiale pour la qualité du service rendu aux usagers et bien sûr l'atteinte des objectifs visés en matière d'accroissement des compétences et certifications des élèves ; l'institution se doit donc de veiller à ce que les élèves aient effectivement en face d'eux les enseignants dont ils ont besoin ; d'où la nécessité de :

assurer le remplacement des enseignants momentanément absents afin de ne pas pénaliser les élèves, et pour ce faire, renforcer l'efficience du potentiel de remplacement;

suivre attentivement les enseignants dans leur exercice professionnel : c'est l'objet notamment des inspections qui permettent à la fois d'apprécier les qualités professionnelles des professeurs, de veiller à la mise en œuvre des orientations prises mais aussi de les conseiller face à des situations délicates, les guider pour compléter, actualiser, parfaire leur formation et, éventuellement, les aider à orienter leurs choix professionnels.

Les indicateurs retenus concernent ces deux préoccupations.

**Indicateur n° 1 : Proportion d'enseignants inspectés au cours des 5 dernières années.**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources des données : MENESR – Direction des affaires financières.
- Champ : privé sous contrat – France métro + DOM
- La construction de cet indicateur est liée à la mise en place actuelle d'une part, d'un annuaire permettant d'agréger les données contenues dans les bases académiques du second degré et d'autre part, du système automatisé de gestion et d'information pour le premier degré. Cet indicateur sera renseigné à compter du PLF 2007.

**Indicateur n° 2 : Taux de remplacement (des congés maladie ou maternité).**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- Sources : MENESR – Direction des affaires financières.
- Champ : privé sous contrat – France métro + DOM
- Cet indicateur recense le nombre de journées d'absence effectivement remplacées par rapport au nombre total de journées d'absence liées aux congés de maladie et de maternité et ayant fait l'objet d'une demande de remplacement (absences égales ou supérieures à 15 jours).

  La construction de cet indicateur est liée à la mise en place actuelle d'une part, d'un annuaire permettant d'agréger les données contenues dans les bases académiques du second degré et d'autre part, du système automatisé de gestion et d'information pour le premier degré. Il sera renseigné à compter du PLF 2007.

# Projet annuel de performances : Justification des crédits

## Éléments transversaux au programme

| N° et intitulé de l'action / sous-action | | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 01 | Enseignement pré-élémentaire | 562.365.331 | 0 | **562.365.331** | 562.365.331 | 0 | **562.365.331** |
| 02 | Enseignement élémentaire | 1.003.191.495 | 0 | **1.003.191.495** | 1.003.191.495 | 0 | **1.003.191.495** |
| 03 | Enseignement en collège | 1.771.726.305 | 0 | **1.771.726.305** | 1.771.726.305 | 0 | **1.771.726.305** |
| 04 | Enseignement général et technologique en lycée | 1.094.189.214 | 0 | **1.094.189.214** | 1.094.189.214 | 0 | **1.094.189.214** |
| 05 | Enseignement professionnel sous statut scolaire | 728.521.771 | 0 | **728.521.771** | 728.521.771 | 0 | **728.521.771** |
| 06 | Enseignement post-baccalauréat en lycée | 247.448.484 | 0 | **247.448.484** | 247.448.484 | 0 | **247.448.484** |
| 07 | Dispositifs spécifiques de scolarisation | 142.859.593 | 0 | **142.859.593** | 142.859.593 | 0 | **142.859.593** |
| 08 | Actions sociales en faveur des élèves | | 68.052.200 | **68.052.200** | | 68.052.200 | **68.052.200** |
| 09 | Fonctionnement des établissements | | 848.362.179 | **848.362.179** | | 848.362.179 | **848.362.179** |
| 10 | Formation initiale et continue des enseignants | 109.957.459 | 50.945.186 | **160.902.645** | 109.957.459 | 50.945.186 | **160.902.645** |
| 11 | Remplacement | 149.374.349 | 0 | **149.374.349** | 149.374.349 | 0 | **149.374.349** |
| 12 | Soutien | 266.531.809 | 2.170.331 | **268.702.140** | 266.531.809 | 2.170.331 | **268.702.140** |
| **Total** | | **6.076.165.810** | **969.529.896** | **7.045.695.706** | **6.076.165.810** | **969.529.896** | **7.045.695.706** |

### Dépenses de personnel (titre 2)

Pour cette rubrique, les crédits sont exprimés en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de même montant.

#### Emplois exprimés en ETPT et répartis par catégorie

| Catégorie d'emplois | Exécution 2004 | Estimation* pour 2005 | Demandé pour 2006 | Variation 2006 / 2005 | Crédits demandés pour 2006 (y c. charges sociales) |
|---|---|---|---|---|---|
| Enseignants du 1er degré | | 43.790 | 43.843 | +53 | 1.655.248.622 |
| Enseignants du 2nd degré | | 85.338 | 85.246 | -92 | 3.766.679.756 |
| Enseignants stagiaires | | 2.526 | 2.526 | 0 | 72.205.710 |
| **Total** | | **131.654** | **131.615** | **-39** | **5.494.134.088** |

* *L'année 2006 constituant la première année de décompte des emplois en ETPT par programme, la colonne 2005 retrace l'incidence sur la gestion 2006 des agents présents en 2005 avant impact des mesures propres à l'année 2006.*

## Éléments sur les effets de structure

**Evolution des emplois**

La diminution des moyens en personnel du programme à hauteur de 39 ETPT tire la conséquence des mesures effectuées dans l'enseignement public, par application de la parité. 117 contrats seront supprimés à la rentrée 2006 (-39 ETPT).

**Structure du programme**

Ce programme regroupe les rémunérations des personnels enseignants intervenant dans les écoles, collèges et lycées d'enseignement privés sous contrat :

- maîtres de l'enseignement privé (contractuels définitifs, provisoires, délégués auxiliaires ainsi que les professeurs de l'enseignement public exerçant dans les établissements privés)

Coût annuel (en euros) par catégories d'emplois (Valeur du point 2006)

| Catégorie | Entrants | Sortants | Moyen |
|---|---|---|---|
| Enseignants du 1er degré | 29 918 | 45 938 | 37 754 |
| Enseignants du 2nd degré | 33 868 | 59 230 | 44 186 |
| Enseignants stagiaires | 27 058 | 29 094 | 28 585 |

Les coûts moyens correspondent au traitement indiciaire moyen de la catégorie, tel qu'il résulte d'une enquête réalisée tous les ans par le ministère, auquel s'ajoute une évaluation des indemnités perçues en moyenne par chaque agent ; les taux de cotisations en vigueur sont appliqués.

Dans le cas des coûts « entrants » et « sortants », les indices retenus sont respectivement, les indices de recrutement et les indices que détiennent, en moyenne, les personnels partant en retraite.

GVT solde du programme (progression de l'indice réel moyen incluant les mesures catégorielles récurrentes) : 0,95% pour les personnels enseignants ce qui représente une progression de la masse salariale de 52,3 M€ pour 2006.

## Éléments salariaux

### MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2006 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur de point fonction publique de 53,7110 euros, soit une progression de 1,8% par rapport au montant prévu par la LFI 2005, ce qui représente un montant de 102,97 M€ pour le programme.

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale d'allocations familiales (taux 5,4%) est de 1,49 M€.

Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement (taux 0,1%) est de 0,03 M€.

Le montant de la cotisation employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de 13,51 M€ (taux 50,2%).

### PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES

**Intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles** (avec une date d'effet le 1er septembre 2006), pour un montant de 2,59 M€.

Depuis la création du corps des professeurs des écoles en 1990, l'intégration se poursuit dans le public comme dans le privé, avec pour objectif qu'il ne reste plus d'enseignant dans le corps des instituteurs en 2007.

**Mesures de parité avec l'enseignement public** (avec une date d'effet le 1er septembre 2006) : 2,65 M€

Cette mesure permettra de poursuivre l'amélioration de la situation de ces personnels (application de la loi Guermeur et déprécarisation), ainsi que de réaliser des promotions plus nombreuses à des niveaux de rémunération plus favorables pour les enseignants concernés (parité avec l'enseignement public concernant l'accès à la hors classe).

**Application de la loi école** : 5 M€

Il s'agit de l'application du principe de parité aux mesures liées à la loi école.

La mise en œuvre de cette enveloppe sera déterminée en fonction des décisions prises dans le cadre de la mise en œuvre de la loi d'orientation.

Elle permettra de financer notamment le remplacement de courte durée des enseignants absents.

## Effectifs et activité des services

| Répartition des emplois par action / sous-action | |
|---|---|
| Enseignement pré-élémentaire | 13.709 |
| Enseignement élémentaire | 24.503 |
| Enseignement en collège | 38.969 |
| Enseignement général et technologique en lycée | 22.981 |
| Enseignement professionnel sous statut scolaire | 15.319 |
| Enseignement post-baccalauréat en lycée | 5.198 |
| Dispositifs spécifiques de scolarisation | 3.431 |
| Actions sociales en faveur des élèves | |
| Fonctionnement des établissements | |
| Formation initiale et continue des enseignants | 2.526 |
| Remplacement | 4.979 |
| Soutien | |
| **Total des emplois du programme** | **131.615** |

## Autres éléments

**Périmètre des dépenses de personnels**

A titre indicatif, la décomposition des crédits de rémunération en 2006 devrait s'établir de la façon suivante :

● Rémunérations principales (traitement indiciaire, indemnité de résidence, bonification indiciaire, nouvelle bonification indiciaire, supplément familial de traitement, majoration DOM-TOM) : 3 860 M€

● Indemnités dont les principales sont identiques à celles perçues par les personnels enseignants des 1er et 2nd degrés de l'enseignement public : 220 M€

● Heures supplémentaires d'enseignement : 150 M€

● Indemnisation du chômage des personnels non titulaires non réemployés et indemnités de licenciement : 28 M€

● Prestations sociales (congé longue durée, congé de fin d'activité, capital-décès, allocation d'invalidité temporaire, prise en charge des accidents de service ou du travail, prise en charge des trajets domicile travail) : 50 M€

● Cotisations sociales (part employeur) **:** 1 500 M€

Depuis le 1er septembre 2005, les maîtres et documentalistes contractuels et agréés, à titre définitif ou provisoires, sont affiliés au régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires. Les suppléants et les maîtres délégués demeurent soumis aux règles antérieures. Ceci se traduit par une économie, en année pleine, de 140 M€.

Depuis le 1er septembre également, les mêmes maîtres et documentalistes bénéficient d'un régime additionnel de retraite dont les cotisations (0,75%) sont assises sur la totalité de la rémunération. L'ouverture des droits est subordonnée à la condition de justifier de quinze années d'activité comme enseignant, d'avoir atteint soixante ans et d'avoir été admis à la retraite. Le coût pour l'Etat de cette cotisation supplémentaire ressort à 28 M€ en année pleine.

● RETREP (régime temporaire de retraite pour les enseignants du privé) : 266,5 M€ dont 25 M€ supplémentaires au titre de 2006.

# Justification par action

## Action n° 01 : Enseignement pré-élémentaire

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *0* | *562.365.331* |
| *Crédits de paiement* | *0* | *562.365.331* |

## Action n° 02 : Enseignement élémentaire

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *0* | *1.003.191.495* |
| *Crédits de paiement* | *0* | *1.003.191.495* |

## Action n° 03 : Enseignement en collège

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *0* | *1.771.726.305* |
| *Crédits de paiement* | *0* | *1.771.726.305* |

## Action n° 04 : Enseignement général et technologique en lycée

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| Autorisations d'engagement | 0 | 1.094.189.214 |
| Crédits de paiement | 0 | 1.094.189.214 |

## Action n° 05 : Enseignement professionnel sous statut scolaire

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| Autorisations d'engagement | 0 | 728.521.771 |
| Crédits de paiement | 0 | 728.521.771 |

## Action n° 06 : Enseignement post-baccalauréat en lycée

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| Autorisations d'engagement | 0 | 247.448.484 |
| Crédits de paiement | 0 | 247.448.484 |

## Action n° 07 : Dispositifs spécifiques de scolarisation

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| Autorisations d'engagement | 0 | 142.859.593 |
| Crédits de paiement | 0 | 142.859.593 |

## Action n° 08 : Actions sociales en faveur des élèves

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| Autorisations d'engagement | 68.052.200 | 68.052.200 |
| Crédits de paiement | 68.052.200 | 68.052.200 |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES D'INTERVENTION

**Transferts aux ménages**

Les élèves inscrits dans les collèges et lycées privés sous contrat bénéficient des dispositifs de bourses et de fonds sociaux dans les mêmes conditions que les élèves de l'enseignement public.

Les crédits prévus pour 2006 s'élèvent à 62,4 M€ (AE = CP) au titre des bourses et à 5,6 M€ (AE = CP) au titre des fonds sociaux.

| Dispositif de bourses | Effectifs à la rentrée scolaire 2004-2005 | Montant | Coût prévisionnel 2006 |
|---|---|---|---|
| Bourses de collège | 73 800 | Il existe 3 taux :<br>- taux 1 : 59,25 €<br>- taux 2 : 189,96 €<br>- taux 3 : 305,13 €<br>Les bénéficiaires du taux 1 étant les plus nombreux, la dépense moyenne par boursier est de 145 €.<br>Les taux de bourses de collège augmenteront à la rentrée 2006 d'environ 2% | 10,8 M€ |
| Bourses de lycée | 72 300 | Le montant moyen d'une bourse de lycée est de 366 € (en moyenne, 9 parts de 40,71 € sont attribuées par boursier) | 26,5 M€ |
| Primes à la qualification | 25 300 | 435,84 € | 11 M€ |
| Primes d'entrée en 2nde, 1ère, terminale | 37 200 | 217,06 € | 8 M€ |
| Primes d'équipement | 4 800 | 341,71 € | 1,6 M€ |
| Bourses au mérite | 2 300 | 775,23 € - A la rentrée scolaire 2006, il est prévu de revaloriser le taux de bourse au mérite de 25 € et d'augmenter le nombre de bénéficiaires de 1400 | 2,2 M€ |
| Primes à l'internat | 10 000 | 234,93 € | 2,3 M€ |
| Bourses d'enseignement adapté | 350 | Montant moyen : 110 € (en moyenne 4,3 parts de 26,13 € sont attribuées par boursier) | 0,038 M€ |
| | | **Coût prévisionnel total :** | **62,4 M€** |

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Trois mesures sont prévues au PLF 2006 au titre des bourses :

- Extension en année pleine de la mesure obtenue en 2005 au titre de l'augmentation des taux de bourses à la rentrée scolaire 2005 pour un montant de 0,568 M€.

- Revalorisation du taux des bourses au mérite de 25 € et augmentation du nombre de bénéficiaires de 1 400 dans l'enseignement privé à compter de la rentrée scolaire 2006 pour un coût de 0,4 M€ en tiers d'année.

- Augmentation des taux de bourses de collège d'environ 2% à compter de la rentrée scolaires 2006 pour un coût de 0,1 M€.

## Action n° 09 : Fonctionnement des établissements

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *848.362.179* | *848.362.179* |
| *Crédits de paiement* | *848.362.179* | *848.362.179* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

**DÉPENSES D'INTERVENTION**

**TRANSFERT AUX AUTRES COLLECTIVITÉS :**

**1. Transfert aux établissements d'enseignement privé sous contrat**

**Forfait d'externat (818,8 M€)**

**- Part « rémunération » du forfait d'externat (817,3 M€) :**

L'article L442-9 du code de l'éducation prévoit que l'Etat participe aux dépenses de rémunérations des personnels non enseignants afférentes à l'externat des collèges et des lycées d'enseignement privés sous contrat d'association.

Les personnels non enseignants pris en charge dans le cadre du forfait d'externat sont les personnels de direction, d'éducation et de surveillance (à l'exception des emplois jeunes qui font l'objet d'un dispositif de financement distinct), les personnels administratifs, sociaux, et de santé et les personnels techniciens et de laboratoire.

Cette subvention est versée par élève et est calculée selon les mêmes critères que pour les classes correspondantes de l'enseignement public.

19 taux sont fixés chaque année par arrêté pour tenir compte de la taille et des formations dispensées par les établissements.

Le montant des crédits prévus au titre du forfait d'externat en 2006 s'élève à 817,3 M€. Le nombre d'élève est de 1 177 000 ce qui représente une dotation moyenne par élève de 694 €.

La dotation moyenne est de l'ordre de 650 € par élève en collège, de 600 € par élève en lycée d'enseignement général et technique et de 865 € par élève en lycée professionnel.

**- Part « matériel » du forfait d'externat (1,5 M€) :**

L'Etat participe forfaitairement à la part « matériel » des dépenses afférentes à l'externat des établissements du second degré privés de Nouvelle-Calédonie et de Saint-Pierre-et-Miquelon pour un montant de 1,5 M€.

**Participation aux dépenses de personnel et de fonctionnement des écoles primaires de Wallis et Futuna (1,2 M€)**

(Convention du 10 février 2000)

Cette mesure concerne 2 705 élèves.

**Financement des dépenses de rémunérations des emplois jeunes recrutés dans les établissements privés des premier et second degrés (11,6 M€)**

(lois du 16 octobre 1997 et du 29 août 2002)

Le nombre d'emplois jeunes devrait passer de 600 à 400 entre le 1er janvier et le 31 décembre 2006.

**Participation aux dépenses pédagogiques des établissements d'enseignement privés par parité avec les dépenses prévues dans l'enseignement public (15,5 M€)**

- Participation de l'Etat à l'achat des manuels scolaires, des documents pédagogiques à usages collectifs, des carnets de correspondance, des logiciels et des documents au titre des nouvelles technologies (TICE) des établissements d'enseignement privés du second degré.

- Participation aux frais de stages en entreprise dans les lycées professionnels.

- Financement des droits de reproduction d'œuvres protégées dans le premier (0,3 M€) et le second degrés.

| Types d'établissement | Prévision de dépense | Coût moyen par élève | Dépenses couvertes par la subvention |
|---|---|---|---|
| Collèges | 9,8 M€ | 16,90 € | manuels scolaires, carnet de correspondance, Technologie de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE), droits de reproduction |
| Lycées | 0,8 M€ | 2,90 € | TICE et droits de reproduction |
| Lycées professionnels | 4 M€ | 28,30 € | documents pédagogiques, stages, TICE, droits de reproduction |
| Post baccalauréat | 0,6 M€ | 12,10 € | stages, droits de reproduction |

### 2. Transfert aux associations

L'État verse des subventions aux associations soutenant et développant la politique de l'éducation nationale.

Pour ce qui concerne l'enseignement privé, l'État a passé convention avec l'Union générale sportive de l'enseignement libre (UGSEL). La prévision de dépense à ce titre pour 2006 est de 0,4 M€.

### 3. Transfert aux collectivités territoriales

La Polynésie française reçoit une subvention qui couvre la part « matériel » du forfait d'externat et les dépenses pédagogiques (convention du 19 juillet 1999). La prévision de dépenses pour 2006 est de 0,9 M€.

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

- Revalorisation du forfait d'externat pour 6,4 M€ pour tenir compte de l'augmentation de la valeur du point et de l'évolution des effectifs.

- Transfert de 9 M€ du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement pour financer les emplois jeunes

## Action n° 10 : Formation initiale et continue des enseignants

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *50.945.186* | *160.902.645* |
| *Crédits de paiement* | *50.945.186* | *160.902.645* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES D'INTERVENTION

**Transfert aux centres de formation**

L'article L 914-1 du code de l'éducation prévoit que les charges afférentes à la formation initiale et continue des maîtres de l'enseignement privé sont financées par l'État aux mêmes niveaux et dans les mêmes limites que ceux qui sont retenus pour la formation initiale et continue des maîtres de l'enseignement public.

L'État verse des subventions aux centres de formation ayant passé convention avec l'État pour la formation initiale et continue des maîtres contractuels et agréés des premier et second degrés de l'enseignement privé.

La dotation prévue pour 2006 est de 50,9 M€ (AE = CP).

Elle permettra de participer au financement des dépenses de fonctionnement et aux dépenses de rémunérations des formateurs des centres de formation :

- au titre de la formation initiale du premier degré : dépense prévisionnelle de 14,8 M€ notamment pour les centres de formation pédagogiques privés ;

- au titre de la formation initiale du second degré : dépense prévisionnelle de 3,7 M€ pour l'UNAPEC et les ARPEC ;

- au titre de la formation continue : dépense prévisionnelle de 32,4 M€ notamment pour l'UNAPEC et les ARPEC.

## Action n° 11 : Remplacement

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *0* | *149.374.349* |
| *Crédits de paiement* | *0* | *149.374.349* |

## Action n° 12 : Soutien

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *2.170.331* | *268.702.140* |
| *Crédits de paiement* | *2.170.331* | *268.702.140* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Une enveloppe de 2,2 M€ est prévue pour prendre en charge les frais de déplacement des personnels enseignants des établissements privés :

- les frais de déplacement temporaire : la prévision de dépense à ce titre est de l'ordre de 1,2 M€ et concerne principalement les frais de déplacement des stagiaires du second degré comme le stipule la convention du 26 mars 1993 relative à l'organisation de la formation.

- les frais de déplacement pour changement de résidence et les voyages de congés. La prévision de dépense pour 2006 est de l'ordre de 1 M€.

# Échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement

| | Autorisations d'engagement demandées pour 2006 et engagements antérieurs | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|
| | | Demandés pour 2006 | À ouvrir après 2006 |
| Incidence des autorisations d'engagement demandées pour 2006 | 7.045.695.706 | 7.045.695.706 | 0 |
| *Incidence des autorisations de programme engagées avant 2006 (Estimation*)* | | *0* | *0* |
| **Total pour le programme** | **7.045.695.706** | **7.045.695.706** | **0** |

** Estimation réalisée sur la base de la nomenclature de l'ordonnance organique de 1959.*

# Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions

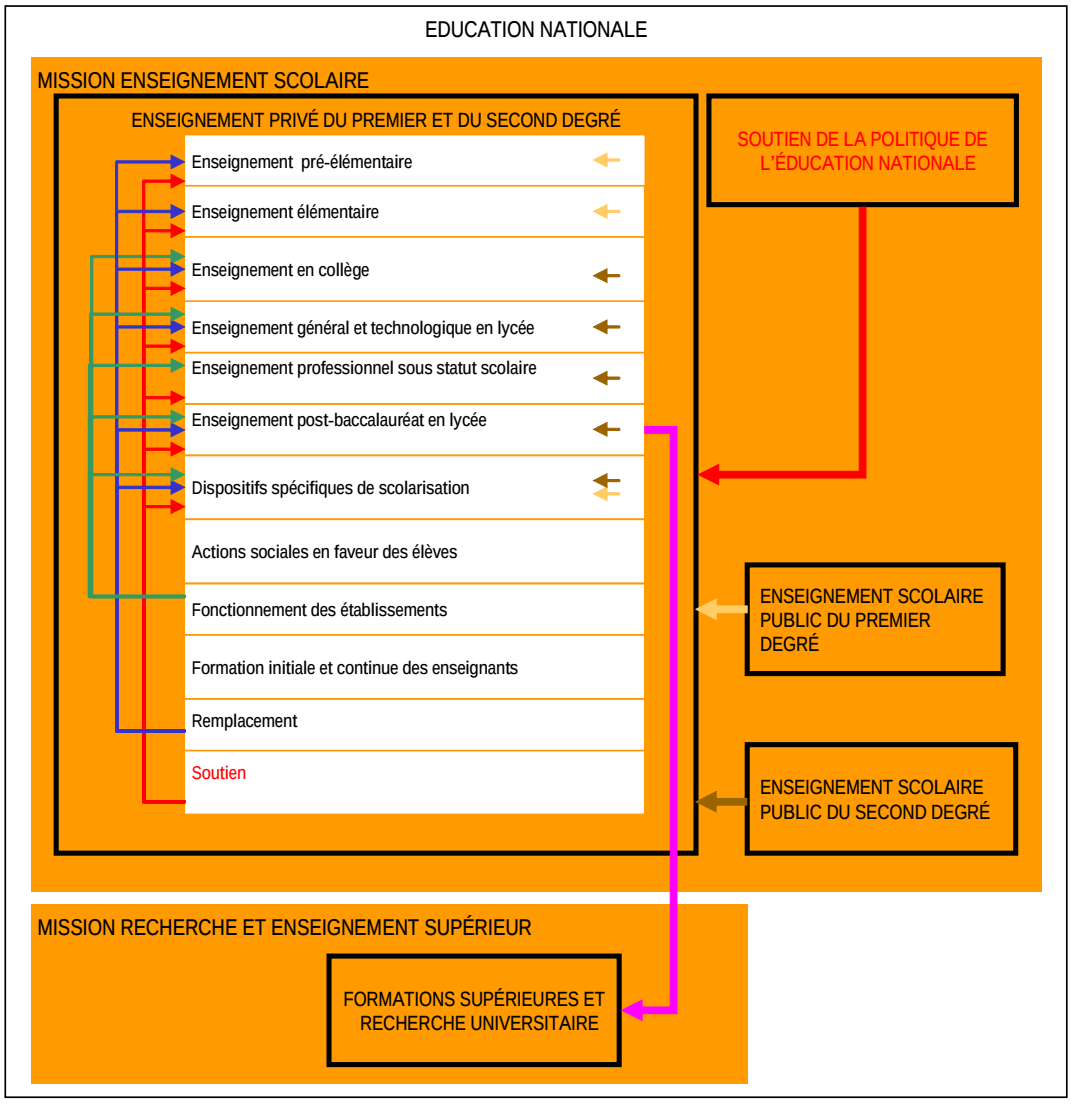
***Avertissement***

*Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits des actions et des programmes de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.*

*S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche adoptée pour ce premier exercice budgétaire en prévision s'est voulue pragmatique, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.*

## Schéma de déversement analytique du programme

Présentation des liens établis entre les actions du programme et d'autres programmes.



## Présentation des crédits de paiement concourant à la mise en œuvre de la politique

| Intitulé de l'action | Crédits prévus | Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents | | Crédits après ventilation |
|---|---|---|---|---|
| | | au sein du programme | entre programmes | |
| Enseignement pré-élémentaire | 562.365.331 | +46.046.674 | +21.878.502 | 630.290.507 |
| Enseignement élémentaire | 1.003.191.495 | +81.819.398 | +39.008.784 | 1.124.019.677 |
| Enseignement en collège | 1.771.726.305 | +579.985.990 | +88.629.681 | 2.440.341.976 |
| Enseignement général et technologique en lycée | 1.094.189.214 | +271.733.397 | +50.676.835 | 1.416.599.446 |
| Enseignement professionnel sous statut scolaire | 728.521.771 | +200.055.089 | +33.924.866 | 962.501.726 |
| Enseignement post-baccalauréat en lycée | 247.448.484 | +63.460.339 | -310.908.823 | 0 |
| Dispositifs spécifiques de scolarisation | 142.859.593 | +23.337.781 | +6.159.193 | 172.356.567 |
| Actions sociales en faveur des élèves | 68.052.200 | | +2.305.058 | 70.357.258 |
| Fonctionnement des établissements | 848.362.179 | -848.362.179 | | 0 |
| Formation initiale et continue des enseignants | 160.902.645 | | +5.450.079 | 166.352.724 |
| Remplacement | 149.374.349 | -149.374.349 | | 0 |
| Soutien | 268.702.140 | -268.702.140 | | 0 |
| **Total** | **7.045.695.706** | **0** | **-62.875.825** | **6.982.819.881** |

| Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes | +62.875.825 |
|---|---|
| ENSEIGNEMENT SCOLAIRE PUBLIC DU PREMIER DEGRE (Mission enseignement scolaire) | -3.709.779 |
| ENSEIGNEMENT SCOLAIRE PUBLIC DU SECOND DEGRE (Mission Enseignement scolaire) | -17.051.158 |
| SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE L'EDUCATION NATIONALE (Mission Enseignement scolaire) | -238.651.144 |
| FORMATIONS SUPERIEURES ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE (Mission Recherche et enseignement supérieur) | +322.287.906 |

## Observations

### LES FONCTIONS DE SOUTIEN

**● Présentation des fonctions de soutien du programme**

**Action « Fonctionnement des établissements ».** Cette action regroupe les crédits destinés :

- au fonctionnement des établissements privés sous contrat (forfait d'externat, crédits pédagogiques, Polynésie) ;

-à couvrir la rémunération des emplois-jeunes recrutés dans les écoles ou établissements du second degré sous contrat ;

- au fonctionnement des écoles privées sous convention de Wallis et Futuna ;

- à des écoles techniques hors contrat.

**Action « Remplacement »** Cette action rassemble les moyens en personnel destinés à pallier les absences des enseignants du premier degré. Ces absences sont liées à diverses raisons : formation continue, stages longs de préparation AIS ou congés de maladie et de maternité. Par cette action l'Etat tente de concilier deux impératifs : que les absences pénalisent le moins possible les élèves et que le calibrage et l'organisation des moyens affectés permettent leur utilisation maximale.

**Action « Soutien ».** Cette action comprend les crédits destinés aux prestations diverses versées à des enseignants en situation particulière (Retrep, chômage, CFA, frais de déplacement).

**● Modalités de rapprochement et de ventilation des dépenses de fonction de soutien dans les actions.**

- Ventilation des crédits de l'action « Fonctionnement des établissements » : les crédits de cette action ont été ventilés au prorata du coût du forfait d'externat sur les actions « Enseignement en collège », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », « Enseignement post-baccalauréat » et « Dispositifs spécifiques de scolarisation ».

- Ventilation des crédits de l'action « Remplacement » : les moyens de remplacement ont vocation à être utilisés à tous les niveaux d'enseignement du premier et du second degrés. Aussi, les crédits de cette action sont ventilés au prorata des effectifs d'ETP de personnels enseignants inscrits sur les actions suivantes : « Enseignement pré-élémentaire », « Enseignement élémentaire », « Enseignement en collége », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », «Enseignement post-baccalauréat» et « Dispositifs spécifiques de scolarisation ».

- Ventilation des crédits de l'action « Soutien » : les crédits de cette action sont ventilés au prorata des effectifs d'ETP de personnels enseignants inscrits sur les actions suivantes : « Enseignement pré-élémentaire », « Enseignement élémentaire », « Enseignement en collége », « Enseignement général et technologique en lycée », « Enseignement professionnel sous statut scolaire », «Enseignement post-baccalauréat» et « Dispositifs spécifiques de scolarisation ».

- Ventilation des crédits de l'action « Enseignement post-baccalauréat» : L'intégralité des crédits inscrits ou ventilés sur cette action sont in fine reventilés sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » de la mission « Recherche et enseignement supérieur ».

# Programme 214 :
# Soutien de la politique de l'éducation nationale

# Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

## Présentation par action et titre des crédits demandés pour 2006

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche | 329.236.891 | | | 34.944.312 | **364.181.203** | |
| 02 Évaluation et contrôle | 47.189.244 | 4.463.413 | | | **51.652.657** | 260.000 |
| 03 Communication | 9.222.462 | 9.333.382 | | | **18.555.844** | |
| 04 Expertise juridique | 7.139.326 | 8.155.327 | | | **15.294.653** | |
| 05 Action internationale | 5.456.741 | 9.262.286 | | 2.345.221 | **17.064.248** | |
| 06 Politique des ressources humaines | 443.208.967 | 122.186.552 | 2.000.000 | | **567.395.519** | 16.000 |
| 07 Établissements d'appui de la politique éducative | | 158.558.155 | | | **158.558.155** | |
| 08 Logistique, système d'information, immobilier | 330.901.857 | 222.193.949 | 52.813.300 | 20.594.000 | **626.503.106** | 342.910 |
| 09 Certification | 105.415.956 | 36.923.477 | | | **142.339.433** | |
| 10 Transports scolaires | | | | 10.446.373 | **10.446.373** | |
| **Totaux** | **1.277.771.444** | **571.076.541** | **54.813.300** | **68.329.906** | **1.971.991.191** | **618.910** |

### Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche | 329.236.891 | | | 34.944.312 | **364.181.203** | |
| 02 Évaluation et contrôle | 47.189.244 | 4.463.413 | | | **51.652.657** | 260.000 |
| 03 Communication | 9.222.462 | 9.333.382 | | | **18.555.844** | |
| 04 Expertise juridique | 7.139.326 | 8.155.327 | | | **15.294.653** | |
| 05 Action internationale | 5.456.741 | 9.262.286 | | 2.345.221 | **17.064.248** | |
| 06 Politique des ressources humaines | 443.208.967 | 122.543.552 | 1.700.000 | | **567.452.519** | 16.000 |
| 07 Établissements d'appui de la politique éducative | | 158.516.155 | | | **158.516.155** | |
| 08 Logistique, système d'information, immobilier | 330.901.857 | 222.193.949 | 42.895.650 | 26.447.000 | **622.438.456** | 342.910 |
| 09 Certification | 105.415.956 | 36.923.477 | | | **142.339.433** | |
| 10 Transports scolaires | | | | 10.446.373 | **10.446.373** | |
| **Totaux** | **1.277.771.444** | **571.391.541** | **44.595.650** | **74.182.906** | **1.967.941.541** | **618.910** |

# Présentation par action et titre des crédits votés pour 2005 (loi de finances initiale)

## Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche | 343.453.303 | | | 35.099.056 | **378.552.359** | |
| 02 | Évaluation et contrôle | 47.820.932 | 4.463.413 | | | **52.284.345** | |
| 03 | Communication | 10.262.089 | 7.670.382 | | | **17.932.471** | |
| 04 | Expertise juridique | 9.681.345 | 8.155.327 | | | **17.836.672** | |
| 05 | Action internationale | 5.353.063 | 9.381.565 | | 2.357.860 | **17.092.488** | |
| 06 | Politique des ressources humaines | 445.567.282 | 130.486.552 | 2.000.000 | 1.000.000 | **579.053.834** | |
| 07 | Établissements d'appui de la politique éducative | | 157.227.768 | | | **157.227.768** | |
| 08 | Logistique, système d'information, immobilier | 237.963.276 | 206.354.487 | 56.040.000 | 14.404.000 | **514.761.763** | |
| 09 | Certification | 171.138.919 | 36.027.477 | | | **207.166.396** | |
| 10 | Transports scolaires | | | | 111.246.373 | **111.246.373** | |
| **Totaux** | | **1.271.240.209** | **559.766.971** | **58.040.000** | **164.107.289** | **2.053.154.469** | |

## Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche | 343.453.303 | | | 35.099.056 | **378.552.359** | |
| 02 | Évaluation et contrôle | 47.820.932 | 4.463.413 | | | **52.284.345** | |
| 03 | Communication | 10.262.089 | 7.670.382 | | | **17.932.471** | |
| 04 | Expertise juridique | 9.681.345 | 8.155.327 | | | **17.836.672** | |
| 05 | Action internationale | 5.353.063 | 9.381.565 | | 2.357.860 | **17.092.488** | |
| 06 | Politique des ressources humaines | 445.567.282 | 130.486.552 | 1.700.000 | 1.357.000 | **579.110.834** | |
| 07 | Établissements d'appui de la politique éducative | | 157.185.768 | | | **157.185.768** | |
| 08 | Logistique, système d'information, immobilier | 237.963.276 | 206.354.487 | 46.104.000 | 20.257.000 | **510.678.763** | |
| 09 | Certification | 171.138.919 | 36.027.477 | | | **207.166.396** | |
| 10 | Transports scolaires | | | | 111.246.373 | **111.246.373** | |
| **Totaux** | | **1.271.240.209** | **559.724.971** | **47.804.000** | **170.317.289** | **2.049.086.469** | |

## Présentation des crédits par titre et catégorie

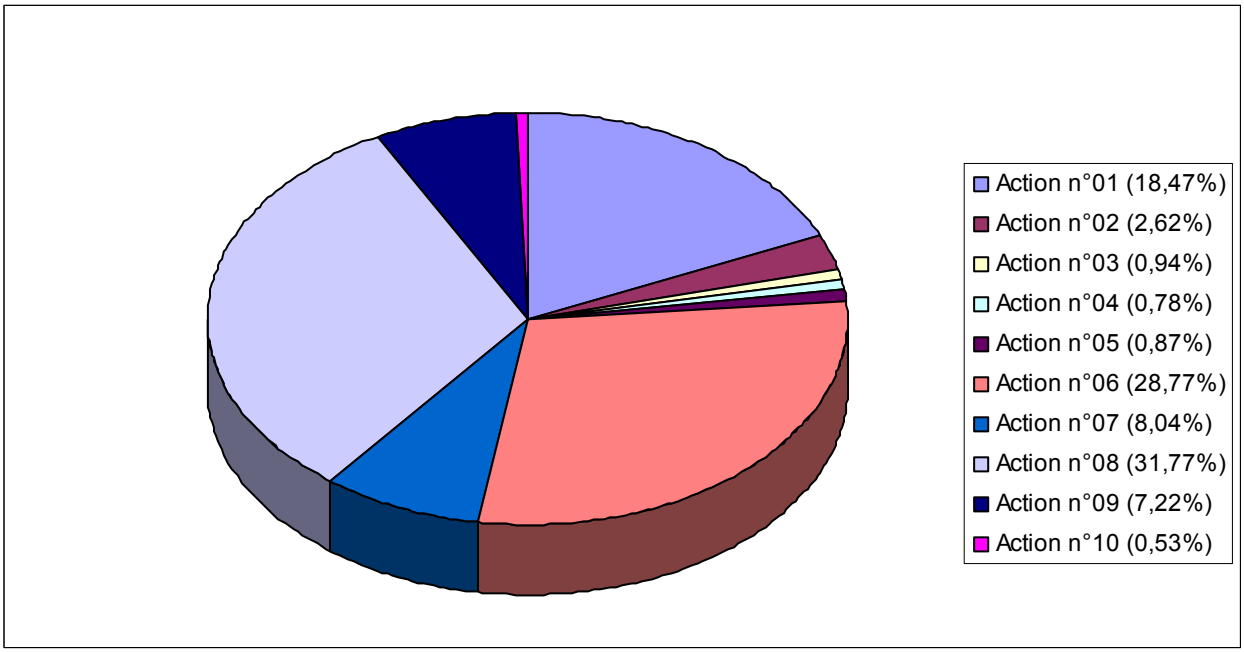
| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consommées en 2004 | Ouvertes en LFI pour 2005 | Demandées pour 2006 | Consommés en 2004 | Ouverts en LFI pour 2005 | Demandés pour 2006 |
| **Titre 2. Dépenses de personnel** | | **1.271.240.209** | **1.277.771.444** | | **1.271.240.209** | **1.277.771.444** |
| Rémunérations d'activité | | 835.537.066 | 908.054.078 | | 835.537.066 | 908.054.078 |
| Cotisations et contributions sociales | | 388.969.882 | 358.056.829 | | 388.969.882 | 358.056.829 |
| Prestations sociales et allocations diverses | | 46.733.261 | 11.660.537 | | 46.733.261 | 11.660.537 |
| **Titre 3. Dépenses de fonctionnement** | | **559.766.971** | **571.076.541** | | **559.724.971** | **571.391.541** |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 393.511.585 | 403.610.047 | | 393.511.585 | 403.967.047 |
| Subventions pour charges de service public | | 166.255.386 | 167.466.494 | | 166.213.386 | 167.424.494 |
| **Titre 5. Dépenses d'investissement** | | **58.040.000** | **54.813.300** | | **47.804.000** | **44.595.650** |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat | | 58.040.000 | 54.813.300 | | 47.804.000 | 44.595.650 |
| **Titre 6. Dépenses d'intervention** | | **164.107.289** | **68.329.906** | | **170.317.289** | **74.182.906** |
| Transferts aux ménages | | 111.246.373 | 10.446.373 | | 111.246.373 | 10.446.373 |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 15.351.740 | 21.635.348 | | 20.826.740 | 27.488.348 |
| Transferts aux autres collectivités | | 37.509.176 | 36.248.185 | | 38.244.176 | 36.248.185 |
| **Totaux hors fonds de concours prévus** | | **2.053.154.469** | **1.971.991.191** | | **2.049.086.469** | **1.967.941.541** |
| *Fonds de concours* | | | *618.910* | | | *618.910* |
| ***Totaux y compris fonds de concours prévus*** | | ***2.053.154.469*** | ***1.972.610.101*** | | ***2.049.086.469*** | ***1.968.560.451*** |

# Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs

## Présentation par action des crédits demandés pour 2006

| Numéro et intitulé de l'action | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
|---|---|---|---|
| 01 | Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche | 364.181.203 | 364.181.203 |
| 02 | Évaluation et contrôle | 51.652.657 | 51.652.657 |
| 03 | Communication | 18.555.844 | 18.555.844 |
| 04 | Expertise juridique | 15.294.653 | 15.294.653 |
| 05 | Action internationale | 17.064.248 | 17.064.248 |
| 06 | Politique des ressources humaines | 567.395.519 | 567.452.519 |
| 07 | Établissements d'appui de la politique éducative | 158.558.155 | 158.516.155 |
| 08 | Logistique, système d'information, immobilier | 626.503.106 | 622.438.456 |
| 09 | Certification | 142.339.433 | 142.339.433 |
| 10 | Transports scolaires | 10.446.373 | 10.446.373 |
| **Totaux** | | **1.971.991.191** | **1.967.941.541** |

## Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2006



# Présentation du programme

**Finalités générales du programme**

Ce programme regroupe les moyens transversaux bénéficiant à l'ensemble des programmes (rattachés au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche) de la mission «enseignement scolaire» et de la mission « Recherche et enseignement supérieur » qu'il n'est pas possible de ventiler au sein des programmes opérationnels. Le poids de ce programme est de 2,07 Md€ (budget voté 2005) soit 3,7 % des crédits de la mission « Enseignement scolaire » relevant de l'éducation nationale.

Sont regroupés les crédits relatifs :

- à la conduite des politiques et à leur évaluation (orientation, animation, interventions, certification, pilotage des moyens) ;
- aux expertises (juridique, international, communication, prospective, modernisation, systèmes d'information, immobilier et patrimoine) ;
- à la gestion des ressources humaines (recrutement, formation, action sociale) ;
- au fonctionnement des services exerçant des fonctions d'état-major (administration centrale et services déconcentrés).

Ainsi, les crédits de ce programme comportent des crédits de rémunération, de fonctionnement courant, de formation, d'action sociale, d'investissement, de communication, de maintenance, de conception et de développement des systèmes d'information.

Ces moyens peuvent être regroupés au sein de quatre pôles : un pôle pilotage (actions 1, 3, 4, 5, 7, 9) ; un pôle gestion des ressources humaines (action 6) ; un pôle logistique (actions 8, 10) et un pôle contrôle et évaluation (action 2).

**Acteurs et pilotage du programme**

Le programme est placé sous la responsabilité du directeur des affaires financières (DAF). Les acteurs concernés par la mise en œuvre du programme sont la direction des personnels, de la modernisation et de l'administration (DPMA), la direction des personnels enseignants (DPE), la direction de l'encadrement (DE), pour la gestion des personnels, la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), pour les évaluations et les études statistiques, la direction de l'enseignement scolaire (DESCO), pour la certification, la direction des affaires juridiques (DAJ), la direction des relations internationales et de la coopération (DRIC), la délégation à la communication (DELCOM) ainsi que les services académiques.

Les autres acteurs du programme sont les inspections générales (l'Inspection générale de l'éducation nationale - IGEN, l'Inspection générale de l'administration, de l'éducation nationale et de la recherche - IGAENR, l'Inspection générale des bibliothèques - IGB) et le médiateur de l'éducation nationale pour l'évaluation, le conseil et le contrôle, les établissements publics nationaux (CNDP, CNED, ONISEP, CEREQ, CIEP) pour l'appui à la politique éducative et une instance indépendante (le Haut Conseil de l'évaluation de l'école HCEE) chargée de l'expertise de l'évaluation du système éducatif.

**Modalités de gestion du programme**

La mise en œuvre du programme sera réalisée au moyen de budgets opérationnels de programme (BOP). Différents BOP déclineront le programme : des BOP centraux et 30 BOP académiques auxquels s'ajouteront 2 BOP correspondant à des services particuliers : le service interacadémique des examens et concours (SIEC) et l'école supérieure de l'éducation nationale (ESEN). Au niveau central sont définis 3 BOP : le fonctionnement de l'administration centrale, les dépenses de contentieux et les actions spécifiques (domaine international, communication, évaluation…).

**Opérateurs**

Cinq opérateurs sont rattachés au programme :

- le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) : décret n° 87-325 du 12 mai 1987 ;
- le Centre national d'enseignement à distance (CNED) : décret n° 2002-602 du 25 avril 2002 ;
- le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) : décret n° 2002-548 du 19 avril 2002 ;
- l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) : décret n° 70-238 du 19 mars 1970 ;
- le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ) : décret n° 85-634 du 25 juin 1985.

**Structuration en actions**

Dix actions structurent le programme. Ce découpage repose sur une logique fonctionnelle. Tous les moyens concourant à la réalisation des activités décrites au sein d'une action sont rassemblés dans celle-ci.

Ces actions sont les suivantes :

-Action 1: Pilotage et mise en œuvre des politiques éducatives et de recherche;

- Action 2 : Évaluation et contrôle ;
- Action 3 : Communication ;
- Action 4 : Expertise juridique ;
- Action 5 : Action internationale ;
- Action 6 : Politique des ressources humaines ;
- Action 7 : Établissements d'appui de la politique éducative ;
- Action8 : Logistique, système d'information, immobilier ;
- Action 9 : Certification ;
- Action10 : Transports scolaires.

# Présentation des actions



## Action n° 01 : Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche

**Finalités propres de l'action**

L'action « pilotage et mise en œuvre des politiques éducatives et de recherche » concerne :

- la conception des politiques éducatives et des contenus pédagogiques de l'enseignement ;
- la mise en œuvre des politiques éducatives et l'organisation de la scolarité des élèves ;
- le pilotage budgétaire et financier et celui de l'ensemble des procédures de gestion administrative du ministère.

**Les acteurs**

Participent à cette action les directions de l'enseignement scolaire, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la technologie, des affaires financières, des personnels, de la modernisation et de l'administration ainsi que la mission scientifique et technique et les bureaux des cabinets.

**Les moyens**

Cette action rassemble les moyens d'état-major tant en administration centrale qu'en services déconcentrés (rectorats et inspections académiques) nécessaires à la conception et à la mise en œuvre des politiques éducatives et des contenus pédagogiques de l'enseignement scolaire.

Dans cette action sont donc principalement regroupés les crédits de rémunérations des personnels de l'administration centrale et des services déconcentrés concourant à cette action ainsi que des crédits d'intervention sous forme de subventions à des associations participant au système éducatif dans son ensemble.

Figurent également dans cette action la part des subventions versées au titre des dépenses d'éducation dans les territoires et collectivités d'outre-mer (remboursement aux territoires et collectivités de rémunérations de personnels administratifs).



## Action n° 02 : Évaluation et contrôle

**Finalités propres de l'action**

L'action « évaluation et contrôle » concerne :

- la définition et la mise en œuvre des actions d'évaluation et de prospective du système éducatif et des politiques conduites par le ministère ;
- le contrôle des acteurs et de leurs résultats ;
- le contrôle et l'évaluation du fonctionnement du système éducatif par les inspections ;
- l'expertise de l'état de l'évaluation du système éducatif (évaluation des acquis des élèves, des performances des établissements et des pratiques éducatives) par le Haut Conseil de l'évaluation de l'école.

**Les acteurs**

Les aspects pédagogiques et l'évaluation individuelle des enseignants relèvent de l'inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) et des inspecteurs pédagogiques régionaux. La mission de contrôle, d'évaluation et de conseil de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR) porte sur les aspects administratifs, financiers, comptables de l'organisation de toutes les structures, de statut public ou privé, recevant des fonds publics, Le Haut Conseil de l'évaluation de l'école (HCEE), autorité administrative indépendante, a pour mission de rendre l'information sur l'école la plus indépendante et transparente possible et de favoriser ainsi la qualité du débat public sur l'éducation. La direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) définit et met en œuvre le dispositif d'évaluation du système éducatif et contribue à l'évaluation des politiques conduites par le ministère.

**Les moyens**

Cette action rassemble les crédits de rémunérations des inspections générales (Inspection Générale de l'Éducation nationale ; inspection générale de l'administration, de l'éducation nationale et de la recherche, inspection générale

des bibliothèques), de la direction de l'évaluation et de la prospective ainsi que du Haut Conseil de l'évaluation de l'école.



## Action n° 03 : Communication

**Finalités propres de l'action**

Cette action concerne le pilotage et la mise en œuvre des politiques d'information et de communication écrite, télématique, et audiovisuelle du ministère tant en administration centrale que dans les services déconcentrés.

Elle vise à permettre le développement des relations avec l'ensemble des partenaires du système éducatif, notamment les médias, en assurant la coordination des réseaux des chargés de communication des académies, des directions et des documentalistes.

**Les acteurs**

L'activité de communication est pilotée, au sein de l'administration centrale, par la délégation à la communication qui coordonne les réseaux des chargés de communication.

**Les moyens**

Cette action regroupe les crédits de rémunération des personnels tant en administration centrale que dans les services déconcentrés en charge de cette activité ainsi que les crédits de fonctionnement de la délégation à l'information et à la communication.



## Action n° 04 : Expertise juridique

**Finalités propres de l'action**

Cette action recouvre :

- la mise à disposition de tous les services et personnels de l'éducation nationale d'outils et d'informations juridiques permettant de sécuriser juridiquement leur action (notamment en les assistant lors de la production de normes juridiques) ;
- la veille législative, réglementaire et jurisprudentielle ;
- la constitution de documentation (centre de documentation chargé de diffuser l'information juridique à tous les services du ministère ; création d'une base de données jurisprudentielles de l'éducation nationale) ;
- les publications juridiques (Code de l'éducation ; Lettre d'information juridique ; Guide juridique du chef d'établissement) ;
- le conseil et l'assistance en cas de contentieux.

**Les acteurs**

Cette action est pilotée, au sein de l'administration centrale, par la direction des affaires juridiques et # est assurée, au sein des académies, par les divisions en charge de ce domaine d'activité. Le réseau du médiateur de l'éducation nationale reçoit les réclamations individuelles concernant le fonctionnement du service public de l'éducation nationale dans ses relations avec les usagers et ses agents.

**Les moyens**

Cette action regroupe les crédits de rémunération des personnels en charge de cette activité, tant en administration centrale qu'en services déconcentrés, les crédits de fonctionnement du médiateur de l'éducation nationale ainsi que les crédits relatifs aux frais de justice et aux réparations civiles.



## Action n° 05 : Action internationale

**Finalités propres de l'action**

Les finalités de cette action concernent :

- la définition et la conduite d'une politique de coopération internationale dans les domaines éducatifs (en liaison avec le ministère des affaires étrangères) ;
- le développement des échanges et de la coopération avec les systèmes scolaires, universitaires et de recherche étrangers ;

- le développement d'une politique d'ouverture internationale des établissements scolaires et universitaires en œuvrant à la promotion de la mobilité et de l'enseignement international.

**Les acteurs**

La direction des relations internationales et de la coopération (DRIC) coordonne le développement des échanges et de la coopération avec les systèmes scolaires, universitaires et de recherche étrangers.

Le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) est rattaché à cette action. Le CIEP contribue à la mise en œuvre des programmes de coopération en éducation, assure la formation et le perfectionnement des spécialistes de l'enseignement du français langue étrangère et favorise le développement des échanges pédagogiques internationaux.

**Les moyens**

Cette action regroupe les crédits de rémunérations des personnels en charge de cette activité tant en administration centrale que dans les services déconcentrés ainsi que des crédits de formation professionnelle et d'actions de promotion au titre, d'une part, des échanges d'élèves dans le cadre de conventions internationales et, d'autre part, des affaires internationales et de coopération (francophonie…). Figurent également les crédits de fonctionnement de la direction des relations internationales et de la coopération, les subventions aux associations et institutions internationales.

Les dépenses d'investissement et la subvention pour charges de service public versée au centre international d'études pédagogiques sont imputées sur cette action.



## Action n° 06 : Politique des ressources humaines

**Finalités propres de l'action**

Cette action concerne :

- la définition et la mise en œuvre de la politique de recrutement, de formation et de gestion des personnels enseignants (à l'exception de leur formation initiale et continue), des personnels d'encadrement supérieur et des personnels non enseignants des services centraux, des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministère chargé de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que des personnels d'inspection ;
- le pilotage de la politique statutaire et indemnitaire ainsi que de la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs, des carrières et des compétences des personnels ;
- la gestion de l'ensemble des personnels du ministère (gestion du mouvement des personnels enseignants, mobilité des personnels…) ;
- la définition de la politique d'action sanitaire et sociale pour l'ensemble des personnels du ministère.

**Les acteurs**

La direction des personnels enseignants (DPE), la direction de l'encadrement (DE), la direction des personnels, de la modernisation et de l'administration et la direction des affaires financières (service des pensions) participent au pilotage de cette action. L'école supérieure de l'éducation nationale (ESEN) est chargée du pilotage et de la mise en œuvre de la formation des personnels d'encadrement des services centraux et déconcentrés ainsi que des établissements publics relevant du ministère.

**Les moyens**

Cette action regroupe les crédits de rémunération des personnels de l'administration centrale et des services académiques chargés de la GRH, les crédits de formation des personnels (à l'exception des personnels enseignants), les frais de changement de résidence ainsi que les crédits concernant l'organisation des concours de recrutement de l'ensemble des personnels.

Les crédits d'action sociale et les crédits relatifs aux subventions d'équipement à caractère éducatif et social sont également imputés sur cette action.



## Action n° 07 : Établissements d'appui de la politique éducative

**Finalités propres de l'action**

Cette action regroupe les établissements publics nationaux administratifs (CNDP ; CNED ; ONISEP ; CEREQ) participant à la mise en œuvre de la politique éducative, à l'exception du CIEP rattaché à l'action internationale.

Les finalités de cette action sont de deux ordres :

- d'une part, veiller à ce que les établissements remplissent leurs différentes missions en respectant les objectifs que fixe l'État (sur la base notamment des contrats d'objectifs État / Établissement) ;

- d'autre part, offrir aux établissements les conditions leur permettant d'exercer leurs missions.

Dès lors, les missions statutairement assignées aux établissements deviennent des finalités de l'action.

**Les acteurs :** les établissements publics nationaux.

Les missions de ces établissements sont les suivantes :

- le CNDP (et les CRDP) exercent auprès des établissements d'enseignement et des communautés universitaires et éducatives une mission d'édition, de production et de développement des ressources éducatives dans tous les domaines de l'éducation ;
- le CNED dispense et promeut un enseignement à distance à tous les niveaux de formation, notamment en faisant appel aux techniques modernes de communication ;
- l'ONISEP élabore et met à la disposition des utilisateurs (élèves, étudiants, adultes en formation continue) la documentation nécessaire à l'information et à l'orientation. Il a pour mission d'améliorer la connaissance des activités professionnelles et de définir les orientations générales de la politique de formation du personnel chargé de l'information sur les enseignements et les professions ;
- le CEREQ collecte et diffuse les informations utiles à la compréhension de la relation entre formation et emploi, auprès d'un public de responsables administratifs, syndicaux et d'entreprises au plan national et régional.

**Les moyens**

Cette action regroupe l'ensemble des subventions pour charges de service public versées à ces établissements.

De même, les crédits relatifs à la construction et à l'entretien de biens immobiliers appartenant à l'État, mais affectés à ces établissements, sont rattachés à cette action.



## Action n° 08 : Logistique, système d'information, immobilier

**Finalités propres de l'action**

Les finalités de cette action concernent la définition, la mise en œuvre et le pilotage des politiques transversales du ministère relatives aux systèmes d'information, aux équipements informatiques et à l'immobilier.

**Les acteurs**

Le pilotage de cette action est assuré par la direction des personnels, de la modernisation et de l'administration (DPMA).

**Les moyens**

Cette action regroupe :

- les crédits de fonctionnement courant des services centraux et des services déconcentrés concourant à cette action ;
- les crédits représentatifs des frais de déplacement des services centraux et des services déconcentrés ;
- les crédits relatifs à l'informatique des services centraux et des services déconcentrés ;
- les crédits destinés à la construction, l'équipement et l'entretien des bâtiments occupés par les lycées et collèges restés à la charge de l'État (notamment les établissements des TOM et de la Polynésie française) ;
- les crédits destinés à la construction et l'entretien des bâtiments occupés par les services administratifs de l'État ;
- les crédits consacrés à la rémunération des personnels de l'administration centrale et des services déconcentrés chargés de ces missions et les crédits de fonctionnement des directions d'administration centrale qui ne figurent pas dans les autres actions.



## Action n° 09 : Certification

**Finalités propres de l'action**

Cette action a pour finalité de définir et mettre en œuvre les politiques de certification. Cette dernière concerne l'organisation des examens destinés à favoriser l'obtention des diplômes à l'issue des cycles de formation.

**Les acteurs**

Les principaux acteurs sont la direction de l'enseignement scolaire et les autorités déconcentrées chargées d'organiser les examens et concours.

**Les moyens**

Cette action regroupe les crédits d'organisation des examens de l'enseignement général et technologique (Brevet, Bac général et technologique, BTS…), des examens de

l'enseignement professionnel (CAP, BEP, Bac pro…) ainsi que les indemnités de jury liées au suivi de ces épreuves.



## Action n° 10 : Transports scolaires

**Finalités propres de l'action**

Cette action concerne la participation de l'État au financement des transports scolaires réalisés au sein de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis et Futuna et de la Polynésie française.

**Les acteurs**

La participation de l'État au financement de dépenses de transports scolaires est complétée par les collectivités et, le cas échéant, par les familles.

**Les moyens**

Cette action intègre les crédits destinés au financement des dépenses de transport terrestre, aérien ou maritime.

## Objectifs et indicateurs

**Introduction - Présentation stratégique :**

Le programme de soutien de la politique de l'éducation nationale regroupe les moyens concourant de manière transversale à la mise en œuvre des programmes de la mission enseignement scolaire et de la mission recherche et enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR). Les fonctions de ce programme se déclinent au sein des 10 actions suivantes :

- Pilotage et mise en œuvre des politiques éducatives et de recherche ;
- Évaluation et contrôle ;
- Communication ;
- Expertise juridique ;
- Action internationale ;
- Politique des ressources humaines ;
- Établissements d'appui de la politique éducative ;
- Logistique, système d'information, immobilier ;
- Certification ;
- Transports scolaires.

Le choix a été fait de ne pas retenir un objectif propre à chacune des actions, mais de faire correspondre les objectifs de la fonction soutien à des grands pôles d'activités. Ces derniers ont été déterminés en raison du caractère significatif des moyens financiers correspondants et de leur importance pour le fonctionnement des programmes soutenus. Ces grands pôles d'activité sont le pilotage, la gestion des ressources humaines, la logistique ainsi que le contrôle et l'évaluation.

### Objectif n° 1 (du point de vue du citoyen, de l'usager et du contribuable) : Réussir la programmation et la gestion des grands rendez-vous de l'année scolaire.

L'activité du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) est ponctuée par plusieurs grands rendez-vous durant l'année scolaire, dont la réussite s'impose à l'ensemble des services du ministère comme une obligation de résultat compte tenu de leur importance. Il s'agit notamment de l'organisation de la rentrée scolaire et des épreuves d'examens ou de concours.

Dans la mesure où le programme soutien à la politique de l'éducation nationale regroupe les fonctions « d'état major » tant au plan national, qu'au plan local, il concourt directement à la réussite de ces grands rendez-vous.

Le premier objectif est d'éviter que des classes ne se retrouvent sans enseignant à la rentrée ou que des examens et concours soient annulés et reportés. Il s'agit de suivre le nombre de postes d'enseignants non pourvus à la rentrée scolaire et la durée moyenne de vacances de postes ainsi que le nombre d'épreuves d'examen et concours annulées et reportées.

Par ailleurs, dans un souci de plus grande efficience, un objectif de maîtrise du coût de la certification est également poursuivi.

Enfin, pour permettre la réalisation des grands rendez-vous de l'année scolaire, il est important que soit assurée une répartition équitable des moyens sur l'ensemble du territoire. Elle est mesurée par le taux de dispersion académique des emplois administratifs par rapport à la moyenne nationale, l'objectif étant de réduire les écarts de dotation entre académies compte tenu de leurs charges respectives.

**Indicateur n° 1 : Nombre de postes d'enseignants non pourvus à la rentrée scolaire et durée moyenne de vacances de postes (enseignement public)**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Postes enseignants du premier degré | nombre | | | 158 | | <250 | <250 |
| Durée moyenne de vacance de poste premier degré | nombre | | | | | | |
| Postes enseignants du second degré | nombre | | | 553 | | <500 | <500 |
| Durée moyenne de vacance de poste second degré | nombre | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPE.
- Le nombre de postes non pourvus est fourni début septembre pour le premier degré et au 1er octobre pour le second degré.

  La durée moyenne de vacances de poste, exprimée en nombre de semaines, est le temps moyen nécessaire pour affecter un enseignant sur un poste non pourvu à la rentrée. Cet indicateur pour les enseignants du premier et du second degré est en cours de construction ; il sera disponible en 2006.

**Indicateur n° 2 : Nombre d'épreuves d'examens et de concours annulées et reportées et effectifs des candidats concernés**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Epreuves du baccalauréat | nombre | | | nd | | 0 | 0 |
| Effectifs de candidats concernés au baccalauréat | nombre | | | nd | | 0 | 0 |
| Epreuves des concours enseignants du premier degré | nombre | | | nd | | 0 | 0 |
| Effectifs de candidats concernés aux concours enseignants du premier degré | nombre | | | nd | | 0 | 0 |
| Epreuves des concours enseignants du second degré | nombre | 0 | | 0 | | 0 | 0 |
| Effectifs de candidats concernés aux concours enseignants du second degré | nombre | 0 | | 0 | | 0 | 0 |
| Epreuves des concours des personnels administratifs | nombre | | | 2 | | 0 | 0 |
| Effectifs de candidats concernés aux concours de personnels administratifs | nombre | | | 1915 | | 0 | 0 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DESCO/DPE/DPMA.

- L'indicateur pour les examens du baccalauréat – toutes séries confondues – et pour les concours enseignants du premier degré n'est pas disponible. Pour les enseignants du second degré, l'indicateur porte sur les concours nationaux de recrutement, public et privé. Pour les personnels administratifs, il concerne les concours des corps à gestions nationale et déconcentrée. Indicateur renseigné par enquêtes.

**Indicateur n° 3 : Coût des examens des élèves et des concours de personnels par candidat présent**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Brevet des collèges | euro | 2,75 | | | | 2,6 | 2,03 |
| CAP/BEP | euro | 30,8 | | | | 29,2 | 22,8 |
| BAC | euro | 61,96 | | | | 58,7 | 45,8 |
| BTS | euro | 141,2 | | | | 133,9 | 104,5 |
| Concours des professeurs des écoles | euro | 144,7 | | | | 137,2 | 107,1 |
| Concours des personnels du second degré | euro | 224,4 | | | | 212,7 | 166,1 |
| Concours administratifs toutes filières | euro | 26,7 | | | | 25,3 | 19,7 |
| Concours administratifs Filière administrative | euro | 24,5 | | | | 23,2 | 18,1 |
| Concours administratifs Filière laboratoire | euro | 44,9 | | | | 42,6 | 33,2 |
| Concours administratifs Filière médico-social | euro | 50,7 | | | | 48,1 | 37,5 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DESCO/DPMA.
- Les dépenses constitutives du coût des concours comprennent l'indemnisation des frais de déplacement, la rémunération des membres de jury et les frais d'organisation. Données de l'enquête SICEC (système d'information relatif aux coûts des examens et concours) pour les examens des élèves et les concours des personnels enseignants. Pour les enseignants du second degré, l'indicateur mesure le coût, rapporté au nombre de candidats présents des concours des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, public et privé. La valeur cible tient compte des résultats de la gestion 2003 des examens et concours.

**Indicateur n° 4 : Dispersion académique des emplois administratifs par rapport à la moyenne nationale**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Ecart positif de l'académie la mieux dotée | nombre | 230 | | 213 | 195 | 178 | 98 |
| Ecart négatif de l'académie la moins bien dotée | nombre | -252 | | -256 | -252 | -230 | -126 |
| Ecart type | nombre | 107 | | 101 | 95 | 87 | 48 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPMA.
- La répartition des emplois administratifs des services académiques et des EPLE s'appuie sur un outil national de classement qui permet de comparer les dotations dont disposent les académies au regard de leurs charges. Cet outil, rénové en 2000 à la demande des académies pour répondre aux évolutions de leurs besoins, prend en compte d'une part, la situation des services académiques et, d'autre part, un ensemble de critères qualitatifs liés notamment :
  - à la situation des élèves, à leur scolarité, au niveau de difficultés sociales, observé dans l'académie ;
  - à la taille des EPLE.

  L'écart type mesure les différences entre les dotations d'emplois administratifs délégués aux académies et les dotations théoriques auxquelles elles auraient droit compte tenu de leurs charges.

**Objectif n° 2 (du point de vue du citoyen et du contribuable) : Assurer l'adéquation des compétences aux qualifications requises.**

Le MENESR est le premier employeur public avec quelque 1.300.000 agents, dont 1.143.000 pour la mission enseignement scolaire. La gestion des ressources humaines constitue donc un enjeu majeur.

Compte tenu de l'importance, tant du point de vue quantitatif que qualitatif, de la gestion des ressources humaines au MENESR, quatre grands axes d'actions ont été retenus. Ils portent sur le recrutement, la formation, la mobilité et l'efficacité de la gestion des ressources humaines.

**- Le recrutement :** l'objectif est ici de garantir un bon niveau de recrutement des personnels. L'indicateur sur le taux de sélectivité des concours de personnels enseignants permet de mesurer le niveau des candidats aux concours. Par ailleurs, dans le cadre de la politique menée en faveur des personnes handicapées, le MENESR a pour objectif de favoriser leur insertion professionnelle.

**- La formation :** l'objectif est d'accroître les compétences et de favoriser la promotion personnelle. C'est un instrument d'adaptation à l'évolution de l'environnement professionnel et un outil de préparation à la prise de poste. Les actions de formation du programme soutien ne concernent que les personnels non enseignants ; les actions de formation des personnels enseignants et assimilés figurent, quant à elles, dans les programmes opérationnels auxquels sont rattachés ces personnels.

**-La mobilité :** l'objectif est de favoriser une plus grande adaptation des agents aux changements et aux exigences nouvelles tout en garantissant la capacité d'adaptation des services et l'adéquation poste-personne. La priorité est la stabilité des équipes éducatives au sein des établissements difficiles. Cet objectif est mesuré par un indicateur portant sur le nombre d'enseignants qui obtiennent une mutation après être restés moins de cinq ans en établissement difficile.

**- Une gestion dynamique des ressources humaines :** le premier objectif est d'accroître l'efficacité de traitement des dossiers des agents. Cet objectif est mesuré par deux indicateurs : les effectifs de personnels gérés par gestionnaire et le délai de prise en charge des rémunérations des agents nouvellement nommés. Cet indicateur mesure la capacité d'une administration à organiser et maîtriser ses processus de gestion afin d'être en mesure de faire face, lors d'arrivées importantes de personnels en septembre, à leur prise en charge financière, dans les délais les plus brefs. Le ministère a pour second objectif une meilleure mobilisation de la ressource enseignante et une optimisation de son utilisation, selon trois axes : la mobilisation de tous les personnels soit en établissement, soit en remplacement, soit dans d'autres types d'activités pédagogiques ; l'optimisation de la répartition géographique de la ressource enseignante (calibrage du mouvement) ; la réduction des surnombres par une amélioration de la gestion prévisionnelle.

**Indicateur n° 1 : Taux de sélectivité des concours de personnels enseignants (public et privé)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Concours externes du premier degré public | % | 23,50 | | 23,16 | | 22 | 20,0 |
| Concours externes du second degré public | % | 18,78 | | 13,17 | | 13,5 | 15 |
| Concours externes du premier degré privé sous contrat | % | | | nd | | | |
| Concours externes du second degré privé sous contrat | % | | | nd | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPE/DAF.
- Le taux de sélectivité mesure le nombre de candidats recrutés par rapport aux candidats présents. Pour le premier degré public, le taux correspond aux recrutements sur listes principale et complémentaire.

  L'indicateur est en cours de construction pour le privé et sera disponible à l'issue de la campagne de recrutement 2006.

**Indicateur n° 2 : Taux d'emploi de personnes handicapées recrutées par catégorie de personnels (enseignants, non enseignants)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Enseignants | % | | | nd | | | |
| Non enseignants | % | | | nd | | | |
| Tous personnels | % | | | nd | | | 6 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPE/DPMA.
- L'indicateur est en cours de construction (livraison prévue fin 2005). Les données actuellement disponibles portent sur un flux entrant par les voies du recrutement et du reclassement professionnel de 488 agents en 2004.

**Indicateur n° 3 : Stabilité des enseignants en établissement difficile**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | 11,82 | | <11 | <10 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPE.
- Le pourcentage de stabilité des enseignants en établissement difficile est le rapport entre le nombre d'enseignants qui obtiennent une mutation après être restés moins de cinq ans en établissement difficile et le nombre total d'enseignants affectés depuis moins de cinq ans dans ces mêmes établissements.

**Indicateur n° 4 : Nombre de personnes gérées par gestionnaire de personnels des services académiques**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Moyenne nationale | nombre | 202,26 | | | nd | 205,8 | 220 |
| Moyenne académique minimale | nombre | 92,31 | | | nd | 108,6 | 174 |
| Moyenne académique maximale | nombre | 266,12 | | | nd | 266,1 | 266 |
| Ecart-type | nombre | 39,24 | | | nd | 34,7 | 16,6 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPMA.
- Les données sont issues d'une enquête nationale (SERACA) effectuée tous les deux ans. Les données pour 2005 seront disponibles en juillet/août 2005.

**Indicateur n° 5 : Pourcentage d'agents nouvellement nommés à la rentrée scolaire ne percevant pas une rémunération complète en octobre**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Enseignants du premier degré : Public | % | 2,86 | | 2,68 | | <1 | < 1 |
| Enseignants du premier degré : Privé sous contrat | % | 4,46 | | 6,29 | | <4 | < 4 |
| Enseignants du second degré : Public | % | 0,76 | | 0,94 | | <1 | < 1 |
| Enseignants du second degré: Privé sous contrat | % | 8,62 | | 7,79 | | <4 | < 4 |
| ATOS | % | 0,77 | | 1,00 | | <0,8 | < 0,8 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DAF.
- L'indicateur est construit par enquêtes annuelles faites auprès des services « payes » des rectorats. Il mesure le délai de prise en charge complète des personnels titulaires et stagiaires nouvellement nommés (mutés, réintégrés et nouveaux recrutés) à la rentrée scolaire. La date d'observation est le 31 octobre de chaque année.

**Indicateur n° 6 : Part des surnombres disciplinaires**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2008 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Lettres | nombre<br>% | 177,83<br>0,43 | | | | | |
| Anglais | nombre % | 18,98<br>0,06 | | | | | |
| Allemand | nombre % | 309,46<br>4,01 | | | | | |
| Espagnol | nombre<br>% | 39,02<br>0,34 | | | | | |
| Histoire-Géographie | nombre % | 0<br>0 | | | | | |
| Mathématiques | nombre<br>% | 0<br>0 | | | | | |
| Technologie | nombre<br>% | 20,75<br>0,22 | | | | | |
| Sciences physiques | nombre<br>% | 0<br>0 | | | | | |
| Sciences et vie de la terre | nombre<br>% | 0<br>0 | | | | | |
| Education physique et sportive | nombre<br>% | 155,08<br>0,52 | | | | | |
| Documentation | nombre<br>% | 1,14<br>0,01 | | | | | |
| Autres disciplines de l'enseignement général et technique | nombre<br>% | 1290,45<br>2,27 | | | | | |
| Enseignement professionnel | nombre<br>% | 489,41<br>0,73 | | | | | |
| Professeurs d'enseignement général de collège | nombre<br>% | 19,94<br>0,09 | | | | | |
| Conseillers principaux d'éducation | nombre<br>% | 13,60<br>0,12 | | | | | |
| Total | nombre<br>% | 2535,66<br>0,65 | 3500<br>0,91 | 3800<br>0,99 | <4000<br><1,05 | <3500<br><0,91 | <2500<br><0,65 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPE.

- Sont considérés comme surnombres disciplinaires les enseignants recensés au-delà des besoins d'enseignement et de remplacement pour une année scolaire donnée. Ce calcul s'effectue par académie. La part des surnombres est la somme, au niveau national, de ces surnombres rapportée au nombre total d'enseignants. Pour une année n, la date d'observation est en juin de l'année n + 1. Pour l'enseignement général et technique, ont été retenues les disciplines à plus forts effectifs.

**Indicateur n° 7 : Mobilisation des surnombres disciplinaires**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2008 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 50 | | 80 | | 90 | 100 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPE.
- L'indicateur sur la mobilisation mesure le pourcentage de surnombres qui sont mobilisés :
  - soit dans un autre type d'établissement, ou dans un autre niveau d'enseignement, ou une autre discipline ou qui sont affectés à des activités pédagogiques ;
  - soit sur des missions académiques ou qui font l'objet d'opérations de reconversion professionnelle.

  Cet indicateur est disponible pour 2004 pour l'ensemble des disciplines considérées. Il sera disponible par discipline en 2006.

**Objectif n° 3 (du point de vue du contribuable) : Optimiser les moyens de fonctionnement.**

Cet objectif se décline autour de deux axes principaux :

- Optimiser la gestion des moyens logistiques, et pour les services déconcentrés réduire les variations entre académies ;
- Moderniser la gestion en s'appuyant sur le développement de l'administration électronique.

S'agissant des moyens logistiques, l'objectif est d'optimiser leur utilisation dans un contexte de stabilisation de la dépense publique, notamment en matière d'achats effectués par l'administration centrale et les services déconcentrés. Le développement de l'administration électronique permet une accélération des procédures, tout en libérant les gestionnaires de tâches répétitives sans grande valeur ajoutée.

**Indicateur n° 1 : Dépense de fonctionnement par agent**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Administration centrale | euro | 7058 | | 7058 | 7058 | 7058 | 7058 |
| Services déconcentrés | euro | 2698 | | 2663 | 2663 | 2663 | 2663 |
| Ecart-type à la moyenne | % | 25 | | 23,38 | 23,38 | <20 | <20 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPMA.
- Cet indicateur se compose :
  - pour l'administration centrale, des dépenses de fonctionnement (hors loyers, hors frais de déplacement et hors rémunérations des personnels) rapportées au nombre d'agents physiquement pris en charge sur ce budget ;
  - pour les services déconcentrés, des dépenses de fonctionnement général inscrites au chapitre 34-98 (hors loyers et hors frais de déplacement) rapportées aux effectifs d'agents rattachés aux structures administratives émargeant sur ces dépenses.

  La valeur cible pour les deux premiers sous-indicateurs est donnée en euros constants.

**Indicateur n° 2 : Disponibilité des applications nationales**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Application AGORA | % | 98,5 | | 99 | | 100 | 100 |
| Application EPP | % | 99,55 | | 98,5 | | 100 | 100 |
| Application KHEOPS | % | 98,5 | | 98,9 | | 100 | 100 |
| Application OCEAN | % | 99,55 | | 99,5 | | 100 | 100 |
| Messagerie en administration centrale | % | 99,5 | | 99,4 | | 100 | 100 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPMA.
- L'indicateur retrace le taux annuel de disponibilité en heures d'un panel d'applications des services académiques et de l'administration centrale (hors applications interministérielles).

  Application AGORA : gestion des personnels ATOSS et ITRF à gestion déconcentrée.

  Application EPP : gestion des personnels du second degré.

  Application KHEOPS : gestion financière.

  Application OCEAN : gestion des examens et concours.

**Indicateur n° 3 : Economies réalisées sur les achats**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPMA.
- L'indicateur est en cours de construction et sera disponible en 2006. Il concerne tous les achats sur crédits du MENESR, destinés aux programmes de la mission « enseignement scolaire ». Il consiste à mesurer la variation en pourcentage, à périmètre d'achat constant, du montant total des achats annuels effectués par l'administration centrale et les services déconcentrés.

**Objectif n° 4 (du point de vue du citoyen) : Développer l'évaluation des politiques éducatives et celle des structures qui les mettent en oeuvre.**

La démarche d'évaluation constitue un instrument de pilotage et de régulation du système éducatif. A l'échelon national, elle doit offrir une vision globale des évolutions de ce système et à l'échelon local, permettre aux responsables éducatifs de situer leur action par rapport aux objectifs et aux résultats nationaux et locaux.

Le ministère a pour objectif le développement de la prévention du contentieux. Celle-ci est favorisée par la mise en place de dispositifs tels que la médiation. En 2004, les médiateurs (national et académiques) ont traités 5 853 réclamations. Parmi les dossiers clos en 2004 et ayant donné lieu à une intervention du médiateur (4 007), 3 216 (80 %) ont eu un résultat positif ou plutôt positif pour le réclamant.

La prise en compte des réclamations de tous ordres des usagers et des personnels comme le degré de satisfaction de ces derniers quant aux réponses qu'ils reçoivent des différents acteurs constituent un indicateur sur le fonctionnement de l'administration de l'éducation nationale, sur son efficacité et son image.

Dans le domaine juridique, il s'agit de développer le conseil et l'expertise fournis aux services de l'administration centrale par la direction des affaires juridiques du ministère, en mesurant sa capacité de réponse aux demandes de consultation des directions opérationnelles sur les projets de textes.

**Indicateur n° 1 : Pourcentage de résultats positifs de l'intervention du médiateur de l'éducation nationale**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | 85 | | 80 | | | supérieur ou égal à 80 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** Médiateur de l'éducation nationale.
- L'indicateur est calculé en pourcentage des réclamations ayant donné lieu à une intervention effective du médiateur. Ne sont pas prises en compte les réclamations n'ayant pas entraîné d'intervention du médiateur : incompétence du médiateur, absence de saisine préalable des services, abandon de la réclamation par l'intéressé…

  La légère baisse du taux observée en 2004 par rapport à 2003 résulte pour partie de l'incidence du nombre d'affaires classées faute de réponse de l'administration (143) d'une part, et du nombre de médiations qui n'ont pas abouti (150) d'autre part, ces deux rubriques ayant été introduites en 2004.

**Indicateur n° 2 : Pourcentage de satisfaction des usagers et des personnels dans le règlement de leurs différents avec l'administration de l'éducation nationale**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DPMA/DEP/Médiateur de l'éducation nationale.
- L'indicateur est créé en 2005. Il est obtenu par sondage auprès d'un échantillon représentatif d'usagers et de personnels sur la base d'un questionnaire. Il doit permettre de mesurer, à travers les variations observées d'une année sur l'autre des personnes interrogées, leur degré de satisfaction dans le règlement de leurs différends avec l'administration de l'éducation nationale au sens large. L'indicateur sera renseigné en 2006.

**Indicateur n° 3 : Délai moyen de réponse de la direction des affaires juridiques aux demandes de consultation sur les projets de textes**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| nombre | | | | | | inférieur ou égal à 15 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** DAJ.
- L'indicateur relève d'un objectif général de réduction des délais d'élaboration des textes en mesurant le temps de réponse, en jours, de la direction des affaires juridiques aux consultations des directions opérationnelles de l'administration centrale sur les projets de textes. Il est en cours de construction, l'action venant de débuter en 2005, avec une période expérimentale sur un semestre. Il sera renseigné en 2006.

# Projet annuel de performances : Justification des crédits

## Éléments transversaux au programme

| N° et intitulé de l'action / sous-action | | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 01 | Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche | 329.236.891 | 34.944.312 | **364.181.203** | 329.236.891 | 34.944.312 | **364.181.203** |
| 02 | Évaluation et contrôle | 47.189.244 | 4.463.413 | **51.652.657** | 47.189.244 | 4.463.413 | **51.652.657** |
| 03 | Communication | 9.222.462 | 9.333.382 | **18.555.844** | 9.222.462 | 9.333.382 | **18.555.844** |
| 04 | Expertise juridique | 7.139.326 | 8.155.327 | **15.294.653** | 7.139.326 | 8.155.327 | **15.294.653** |
| 05 | Action internationale | 5.456.741 | 11.607.507 | **17.064.248** | 5.456.741 | 11.607.507 | **17.064.248** |
| 06 | Politique des ressources humaines | 443.208.967 | 124.186.552 | **567.395.519** | 443.208.967 | 124.243.552 | **567.452.519** |
| 07 | Établissements d'appui de la politique éducative | | 158.558.155 | **158.558.155** | | 158.516.155 | **158.516.155** |
| 08 | Logistique, système d'information, immobilier | 330.901.857 | 295.601.249 | **626.503.106** | 330.901.857 | 291.536.599 | **622.438.456** |
| 09 | Certification | 105.415.956 | 36.923.477 | **142.339.433** | 105.415.956 | 36.923.477 | **142.339.433** |
| 10 | Transports scolaires | | 10.446.373 | **10.446.373** | | 10.446.373 | **10.446.373** |
| **Total** | | **1.277.771.444** | **694.219.747** | **1.971.991.191** | **1.277.771.444** | **690.170.097** | **1.967.941.541** |

### Dépenses de personnel (titre 2)

Pour cette rubrique, les crédits sont exprimés en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de même montant.

#### Emplois exprimés en ETPT et répartis par catégorie

| Catégorie d'emplois | Exécution 2004 | Estimation* pour 2005 | Demandé pour 2006 | Variation 2006 / 2005 | Crédits demandés pour 2006 (y c. charges sociales) |
|---|---|---|---|---|---|
| Enseignants du 1er degré | | 108 | 108 | 0 | 5.073.516 |
| Enseignants du 2nd degré | | 120 | 115 | -5 | 6.748.200 |
| Enseignants chercheurs et assimilés | | 4 | 4 | 0 | 283.728 |
| Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants | | 831 | 832 | +1 | 29.403.712 |
| Personnels d'encadrement | | 1.745 | 1.828 | +83 | 148.574.356 |
| Personnels administratif, technique et de service | | 25.148 | 25.255 | +107 | 918.524.350 |
| Personnels des bibliothèques et des musées | | 21 | 21 | 0 | 888.594 |
| **Total** | | **27.977** | **28.163** | **+186** | **1.109.496.456** |

* *L'année 2006 constituant la première année de décompte des emplois en ETPT par programme, la colonne 2005 retrace l'incidence sur la gestion 2006 des agents présents en 2005 avant impact des mesures propres à l'année 2006.*

## Éléments sur les effets de structure

**Evolution des emplois**

L'augmentation des moyens en personnel du programme à hauteur de 186 ETPT recouvre les évolutions suivantes :

- la transformation de mises à disposition de personnels auprès d'associations ou d'autres organismes en situations de détachement (-15 ETPT) ;

- le transfert en provenance du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » des moyens d'administration centrale chargés du pilotage de la recherche (+252 ETPT) ;

- à hauteur de -51 ETPT, le solde de divers mouvements de transferts entre missions.

**Structure du programme**

Ce programme regroupe les rémunérations des personnels titulaires, stagiaires, contractuels et vacataires intervenant dans les services centraux et académiques de l'éducation nationale au titre de l'enseignement scolaire comme de l'enseignement supérieur:

- personnels administratifs affectés dans les services centraux et académiques (rectorats, inspections académiques)

- personnels techniques, ouvriers et de service (TOS) des services centraux et académiques

- autres personnels (notamment d'inspection, de direction, d'information et d'orientation ou médicaux sociaux) affectés dans les services administratifs centraux et académiques

Parmi ces personnels, 20% environ appartiennent à la catégorie A, 30% environ à la catégorie B et 50% environ à la catégorie C.

### HYPOTHÈSES D'ENTRÉES - SORTIES

| Catégorie | Entrées | Sorties | Solde |
|---|---|---|---|
| Personnels d'encadrement | 53 | 53 | 0 |
| Personnels administratifs, techniques et de service hors encadrement | 1 851 | 1 881 | -30 |
| Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants | 33 | 33 | 0 |

Ces estimations sont fondées sur les prévisions de départ en retraite et les prévisions de recrutement. Elles ne comprennent pas les transferts.

Coût annuel (en euros) par catégories d'emplois (Valeur du point 2006)

| Catégorie | Entrants | Sortants | Moyen |
|---|---|---|---|
| Personnels d'encadrement | 69 742 | 93 353 | 81 277 |
| Personnels administratifs, techniques et de service hors d'encadrement | 33 164 | 40 505 | 36 370 |
| Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants | 30 255 | 42 985 | 35 341 |

Les coûts moyens correspondent au traitement indiciaire moyen de la catégorie, tel qu'il résulte d'une enquête réalisée tous les ans par le ministère, auquel s'ajoute une évaluation des indemnités perçues en moyenne par chaque agent ; les taux de cotisations en vigueur sont appliqués.

Dans le cas des coûts « entrants » et « sortants », les indices retenus sont respectivement, les indices de recrutement et les indices que détiennent, en moyenne, les personnels partant en retraite.

GVT solde du programme (progression de l'indice réel moyen incluant les mesures catégorielles récurrentes) : 0,25% soit 1,5 M€.

## Éléments salariaux

### MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2006 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur de point fonction publique de 53,7110 euros, soit une progression de 1,8% par rapport au montant prévu par la LFI 2005, ce qui représente un montant de 9,11 M€ pour le programme.

La réforme de la grille des agents de catégorie C intervenue au 1er juillet 2005 représente un coût de 3,86 M€ pour le programme.

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale d'allocations familiales (taux 5,4%) est de 28,54 M€.

Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement (taux 0,1%) est de 0,48 M€.

Le montant de la cotisation employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de 253,63 M€ (taux 50,2%).

### PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES

Poursuite de la **revalorisation indemnitaire des personnels non enseignants** engagée depuis plusieurs années : 8,17 M€

Les régimes indemnitaires des personnels non enseignants des services déconcentrés de l'éducation nationale font l'objet depuis plusieurs années d'un effort particulier. Cette mesure s'inscrit dans ce contexte : au total, tous programmes confondus, ce sont 108 M€ qui auront été consacrés à cette politique sur quatre ans (2003 à 2006).

**Amélioration des perspectives de promotion et du déroulement des carrières**: 0,953 M€

Cette mesure vise à augmenter les possibilités de passage d'enseignants dans la hors classe du corps auquel ils appartiennent, et à promouvoir de la même façon davantage de personnels non enseignants dans les grades d'avancement des corps dont ils relèvent.

## Effectifs et activité des services

| Répartition des emplois par action / sous-action | |
|---|---|
| Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche | 6.391 |
| Évaluation et contrôle | 541 |
| Communication | 182 |
| Expertise juridique | 130 |
| Action internationale | 100 |
| Politique des ressources humaines | 9.702 |
| Établissements d'appui de la politique éducative | |
| Logistique, système d'information, immobilier | 9.429 |
| Certification | 1.688 |
| Transports scolaires | |
| **Total des emplois du programme** | **28.163** |

## Autres éléments

**Périmètre des dépenses de personnels**

A titre indicatif, la décomposition des crédits de rémunération en 2006 devrait s'établir de la façon suivante :

● Rémunérations principales (traitement indiciaire, indemnité de résidence, bonification indiciaire, nouvelle bonification indiciaire, supplément familial de traitement, majoration DOM-TOM) : 650 M€

● Indemnités : 112 M€

Les principales sont les suivantes :

- indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires
- indemnité d'administration et de technicité
- prime de participation à la recherche scientifique
- indemnités pour charges administratives

● Vacations et suppléances **:** 29 M€

● Indemnisation du chômage des personnels non titulaires non réemployés et indemnités de licenciement : 3 M€

● Prestations familiales et sociales (congé longue durée, congé de fin d'activité, capital-décès, allocation d'invalidité temporaire, prise en charge des accidents de service ou du travail, prise en charge des trajets domicile travail) : 9 M€

Depuis le 1er juillet 2005, le service des prestations familiales aux agents affectés en métropole a été transféré aux caisses d'allocations familiales. Les DOM et les TOM ne sont pas concernés par cette réforme.

● Cotisations sociales (part employeur) y compris les nouvelles cotisations au titre des allocations familiales et des retraites :

358 M€.

A cela s'ajoutent les dépenses de formation, d'examens et de concours et d'action sociale relevant du titre 2 qui sont décrites dans les actions correspondantes (action 6 : politique des ressources humaines, action 8 : logistique, système d'information, immobilier et action 9 : certification).

# Justification par action

## Action n° 01 : Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *34.944.312* | *364.181.203* |
| *Crédits de paiement* | *34.944.312* | *364.181.203* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

Deux types de dépenses d'intervention sont inscrites à l'action « Pilotage et mise en œuvre des politiques éducatives et de recherche ». D'une part, la subvention attribuée à la collectivité de Mayotte au titre de la rémunération des personnels ATOS et d'autre part, les subventions allouées aux associations assurant la mise en œuvre des politiques éducatives.

Ces crédits correspondent à 34 944 312 € d'autorisations d'engagement et à 34 944 312 € de crédits de paiement.

**Transferts aux collectivités territoriales**

Subvention à la collectivité de Mayotte :

La loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte fait obligation à l'État de prendre en charge les dépenses des agents mis à sa disposition par la collectivité de Mayotte. A ce titre, celle-ci reçoit annuellement une subvention au titre de la rémunération de 92 personnels ATOS mis à disposition du vice-rectorat.

Les crédits prévus au titre de la rémunération de ces personnels s'élèvent à 1 041 348 € (AE = CP).

**Transferts aux autres collectivités**

Les subventions allouées aux principales associations soutenant et développant la politique de l'éducation nationale sont les suivantes :

- Ligue de l'enseignement (montant 2005 : 15,2 M€)
- Fédération nationale des Francas (montant 2005 : 2,3 M€)
- Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (montant 2005 : 2,6 M€)
- Fédération générale des associations départementales des pupilles de l'enseignement public (montant 2005 : 2,4 M€)
- Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale (montant 2005 : 1,5 M€)
- Office central de coopération de l'école (montant 2005 : 1,3 M€)
- Éclaireuses et éclaireurs de France (montant 2005 : 0,5 M€)
- Jeunesse en plein air (montant 2005 : 0,5 M€)
- Association de la fondation étudiante pour la ville (montant 2005 : 0,5 M€).

Une convention pluriannuelle a été signée avec chacune de ces associations par le ministère de l'éducation nationale. Outre les grandes associations recevant des financements récurrents, un nombre important d'associations (41 en 2005) reçoivent une subvention comprise entre 1000 € et 200 000 €.

Les crédits consacrés aux subventions aux associations sont de 33 902 964 € (AE = CP).

## Action n° 02 : Évaluation et contrôle

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *4.463.413* | *51.652.657* |
| *Crédits de paiement* | *4.463.413* | *51.652.657* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

##### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Seuls les crédits de fonctionnement destinés à la réalisation d'opérations d'évaluation et de prospective figurent sur cette action.

Ces crédits de fonctionnement sont de 4 463 413 € en autorisations d'engagement et de 4 463 413 € en crédits de paiement.

Au titre de ces opérations, les services du ministère sont chargés :

- de réaliser des études, des évaluations et des enquêtes statistiques sur le monde éducatif ;
- de développer des systèmes informatiques décisionnels et des bases de données (ACADEMIA, Système d'Information et de Suivi des Étudiants, Base centrale établissements, Base centrale nomenclature …) ;
- de conduire les évaluations de la sixième et du CE2 et de produire les cahiers d'évaluation correspondants ;
- de publier un certain nombre d'ouvrages sur le système éducatif parmi lesquels « L'état de l'école », « La géographie de l'école », les « Notes d'informations », les « Références statistiques » et la revue « Éducation et formation » ;
- d'assurer l'impression et le routage de la plupart des productions.

## Action n° 03 : Communication

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *9.333.382* | *18.555.844* |
| *Crédits de paiement* | *9.333.382* | *18.555.844* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits de fonctionnement dédiés à la communication du ministère figurent sur cette action et s'élèvent à 9 333 382 € en autorisations d'engagement et à 9 333 382 € en crédits de paiement.

Ils sont principalement destinés à financer :

- l'organisation de campagnes de communication institutionnelle ;

- le développement et la maintenance des sites web présentant les politiques conduites par le ministère (www.education.gouv.fr ; www.loi.école.gouv.fr ; www.educadoc.education.fr ; www.education.fr ; www.vie-lyceenne.education.fr ; www.enviedagir.fr )

- l'organisation ou la participation à des événements intéressant le monde éducatif tels que le Salon de l'éducation, le Salon du livre, le Salon de l'étudiant, le Salon de l'emploi public, la Fête du patrimoine ou la Fête de la musique, la remise des prix Envie d'agir ou des prix de l'éducation… ;

- la réalisation d'études et de sondages ;

- l'élaboration des Bulletins officiels, la diffusion des revues de presse,…

#### PRINCIPALE MESURE DE L'ANNÉE

Transfert depuis la Mission interministérielle de la recherche et de l'enseignement supérieur des crédits de communication de la Direction de la recherche : + 1 663 000 € (AE = CP).

## Action n° 04 : Expertise juridique

#### Crédits demandés pour 2006

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *8.155.327* | *15.294.653* |
| *Crédits de paiement* | *8.155.327* | *15.294.653* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits de fonctionnement courant de cette action couvrent les dépenses relatives :

- aux condamnations suite à la mise en cause de l'État au titre de jugements rendus par les tribunaux administratifs, judiciaires, pénaux et les tribunaux des affaires de sécurité sociale (dépenses 2004 : 3,2 M€) ;

- aux condamnations suite à la mise en cause de l'État au titre de la loi du 5 avril 1937 modifiant les règles de la preuve en ce qui concerne la responsabilité civile des instituteurs et l'art.1384 du Code civil relatif à la substitution de la responsabilité de l'État à celle des membres de l'enseignement public (dépenses 2004 : 3,73 M€) ;

- à l'indemnisation des dommages causés aux tiers par des véhicules administratifs (dépenses 2004 : 0,8 M€) ;

- au règlement d'indemnités accordées à la suite d'accords amiables (dépenses 2004 : 0,33 M€) ;

- au paiement des consultations juridiques suscitées par le ministère (règlement des frais et honoraires versés aux avocats) (dépenses 2004 : 0,1 M€).

Les crédits de fonctionnement dédiés aux dépenses juridiques sont de 8 155 327 € en AE=CP.

## Action n° 05 : Action internationale

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *11.607.507* | *17.064.248* |
| *Crédits de paiement* | *11.607.507* | *17.064.248* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

##### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits de fonctionnement courant de cette action sont consacrés à l'organisation des formations, des échanges et des stages en France ou à l'étranger au bénéfice des enseignants des 1er et 2nd degrés. Dans ce cadre sont imputées sur cette action des dépenses de formation et de voyage.

Les crédits dédiés aux dépenses de formation et de voyage sont de 353 947 € en AE=CP.

##### SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Il est prévu une subvention pour charges de service public au Centre international d'études pédagogiques d'un montant de 8 908 339 € en AE=CP.

*Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances.*

##### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

- Mesures nouvelles pour le Centre international d'études pédagogiques :

  - actualisation des rémunérations (+1,8 %) : + 147 347 € (AE = CP)

  - relèvement de l'indice minimum de la fonction publique : + 11 342 € (AE = CP)

  - Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) et Indemnité d'administration et de technicité (IAT ) : + 82 032 € (AE = CP)

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

Le ministère de l'éducation nationale octroie des subventions aux associations pour des projets éducatifs tournés vers l'international. Sont notamment financés les programmes de l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF), de l'association internationale des maires francophones (AIMF) et de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).

En 2005, environ 64 projets ont été subventionnés pour une subvention moyenne de 36 400 € par projet.

Les crédits d'intervention de cette action correspondent à 2 345 221 € en AE=CP.

| Subvention pour des actions internationales | Titre 6 – catégorie 2 | Titre 6 – catégorie 4 | Total |
|---|---|---|---|
| Autorisations d'engagement | 121 334 € | 2 223 887 € | **2 345 221 €** |
| Crédits de paiement | 121 334 € | 2 223 887 € | **2 345 221 €** |

## Action n° 06 : Politique des ressources humaines

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *124.186.552* | *567.395.519* |
| *Crédits de paiement* | *124.243.552* | *567.452.519* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

##### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits de fonctionnement courant de cette action couvrent les frais de changement de résidence des personnels de l'éducation nationale, l'organisation des concours de recrutement de l'ensemble des personnels et les crédits de formation initiale et continue des personnels non enseignants et des personnels d'encadrement. Ces crédits s'élèvent à 95 268 250 € en AE=CP.

**1/ Frais de changement de résidence et congés bonifiés :**

Les crédits de fonctionnement dédiés aux frais de changement de résidence et aux congés bonifiés sont de 66 073 378 € en AE=CP.

- Les frais de changement de résidence favorisent la mobilité des agents s'installant dans une nouvelle résidence administrative. Ils sont régis par quatre décrets selon qu'il s'agit de frais de déplacement au sein de la métropole (décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié), pour l'étranger (décret n° 86-416 du 12 mars 1986 modifié) ou pour l'Outre-mer (décrets n° 89-271 du 12 avril 1989 modifié et n° 98-844 du 22 septembre 1998 modifié).

Ces dépenses comprennent la prise en charge des frais de transport et une indemnité forfaitaire au titre des frais de déménagement.

- Les congés bonifiés : l'agent dont la résidence habituelle est en métropole et qui exerce dans un DOM (y compris Saint-Pierre et Miquelon) ou l'agent dont la résidence habituelle est dans un DOM et qui exerce en métropole ou dans un autre DOM peut bénéficier d'un congé bonifié de 65 jours tous les 3 ans. L'agent bénéficie de la prise en charge de ses frais de transports aller-retour entre son lieu d'affectation et sa résidence habituelle. Ce dispositif est régi par le décret n° 53-511 du 21 mai 1953 modifié et le décret n° 78-399 du 20 mars 1978 modifié.

Indicateurs :

Synthèse des dépenses de changement de résidence et de congés bonifiés exécutées en 2004.

| Constat 2004 | Nombre de dossiers traités | Coût moyen d'un dossier | Coût total |
|---|---|---|---|
| Changement de résidence : métropole | 8 400 | 1 320 € | 11 088 000 € |
| Changement de résidence : DOM | 2 250 | 5 660 € | 12 735 000 € |

| Constat 2004 | Nombre de dossiers traités | Coût moyen d'un dossier | Coût total |
|---|---|---|---|
| Changement de résidence : TOM | 2 100 | 14 000 € | 29 400 000 € |
| Voyages de congés bonifiés | 4 800 | 2 650 € | 12 720 000 € |
| | **17 550** | **23 630 €** | **65 943 000 €** |

**2/ Les concours de recrutement des personnels :**

Les crédits prévus au titre de l'organisation des concours de recrutement de l'Éducation nationale sont imputées sur cette action. Ils s'élèvent à 44 591 194 € (AE = CP). Ces crédits couvrent les indemnités et les frais de déplacement des membres des jurys ainsi que les dépenses d'organisation. La répartition entre les dépenses indemnitaires relevant du titre 2 et les dépenses d'organisation relevant des autres titres est de 61,2 % pour les premières et 38,8 % pour les secondes.

En ce qui concerne les dépenses de personnels (titre 2), 27 294 810 € (AE = CP) sont consacrés au règlement des vacations et des indemnités versées aux membres de jurys.

Concernant les dépenses de fonctionnement, le coût de l'organisation des concours est estimé à 17 296 384€ en AE=CP. Il inclut les frais de déplacement des participants (indemnités journalières de déplacement et transports de personnel) et les frais d'organisation des concours (fournitures, matériels, locations de salles, frais d'impression des sujets et de routage).

Les principaux concours organisés sont les suivants :

- concours des personnels non enseignants (personnels administratifs, personnels médico-sociaux, personnels techniques et de laboratoires, CASU) ;
- concours du premier degré (professeurs des écoles, personnels d'inspection du 1er degré) ;
- concours du second degré (enseignants du 2nd degré, personnels d'encadrement et d'orientation, personnels de direction et d'inspection).

Indicateurs :

Synthèse du coût des concours (hors dépense de rémunération des personnels chargés de leur organisation) et coût par candidat inscrit. Chiffres de 2003.

| Concours | Indemnités de vacation et de jury (1) | Frais d'organisation (2) | Coût global des concours (1+2) | Nombre de candidats inscrits (session 2003) | Coût par candidat inscrit (en €) |
|---|---|---|---|---|---|
| Concours administratifs | 1 170 000 | 991 000 | 2 161 000 | 115 438 | 18,72 |
| Concours 1er degré | 9 745 000 | 2 218 000 | 11 963 000 | 108 254 | 110,51 |
| Concours 2nd degré | 16 023 000 | 13 744 000 | 29 767 000 | 190 197 | 156,51 |
| **TOTAL tous concours** | **26 938 000** | **16 953 000** | **43 891 000** | **413 889** | |

**3/ La formation :**

La formation initiale et continue des personnels non enseignants et des personnels d'encadrement est imputée sur cette action. La formation continue des personnels ATOS est organisée par les services académiques. La formation initiale et continue des personnels d'encadrement est prise en charge par l'École supérieure de l'éducation nationale (ESEN). Le coût total des formations est estimé à 16 490 302 € (AE = CP). Le montant des indemnités versées aux stagiaires et de celles allouées aux formateurs s'élève à 6 591 814 € (AE = CP). La part des dépenses de fonctionnement est de 11 898 488€ en AE=CP.

- Les formations initiales et continues :

Sur cette action sont prises en charge les formations initiales et continues organisées à l'administration centrale ou dans les services académiques.

Ces formations s'adressent aux personnels de direction du 2nd degré, aux personnels d'inspection, aux conseillers d'administration scolaire et universitaire, aux personnels d'encadrement administratifs et aux personnels ATOS.

Les dépenses de formation peuvent être ventilées en deux catégories :

- les dépenses liées aux remboursements de frais de déplacement des participants ;

- les coûts liés à l'organisation des formations (locations de salles, fournitures, publications, documentations, achats de matériels pédagogiques et informatiques, études et recherches…).

Les crédits de fonctionnement dédiés aux formations initiales et continues sont de 8 718 488 € en AE=CP.

Indicateurs :

- Nombre de journées de formation assurées en 2003 : 153 585 journées

- Dépenses constatées en 2003 : 15 375 496 € (dont 8 898 162 € au titre du fonctionnement et 6 477 334 € au titre des indemnités)

- Coût moyen d'une journée de formation : 100,1 € (dont 57,9 € au titre du fonctionnement et 42,2 € au titre des indemnités)

- L'école supérieure de l'éducation nationale :

L'école supérieure de l'éducation nationale est un service à compétence nationale, créé par l'arrêté du 29 avril 2003 et rattaché à la direction de l'encadrement. L'ESEN a pour mission de concevoir, d'animer et de mettre en œuvre la formation des cadres administratifs et pédagogiques de l'éducation nationale.

Elle intervient en particulier dans les trois domaines suivants :

- la formation initiale, après concours de recrutement, des personnels de direction des EPLE, des inspecteurs des premier et second degrés (IEN, IA-IPR) et des conseillers d'administration scolaire et universitaire (CASU),

- la formation d'adaptation à l'emploi pour les cadres accédant à de nouvelles fonctions (conseillers de recteur, inspecteurs d'académie directeurs des services déconcentrés (IA DSDEN), directeurs de CIO…) ;

- la formation permanente qui a pour objet de favoriser l'adaptation des compétences de l'ensemble des cadres à l'évolution des enjeux du système éducatif.

En 2006, outre ses crédits de formation estimés à 1 600 000 €, l'ESEN devrait disposer d'une dotation de 1 580 000€ pour assurer son fonctionnement courant (fournitures administratives et pédagogiques, entretien immobilier, nettoyage, gardiennage, frais de télécommunications, informatiques, reprographie…). La dotation prévisionnelle destinée à l'ESEN s'élève à 3 180 000 € en AE=CP.

Indicateurs :

- coût moyen de la journée de formation ou stage : 100,4 € (chiffres de l'année scolaire 2004-2005).

Indicateurs d'activité pour l'ESEN au titre de l'année scolaire 2004-2005

| | Stagiaires | Jours de formation | Heures de formation |
|---|---|---|---|
| **Formation initiale** | 2 033 | 21 442 | 171 540 |
| **Formation d'adaptation à l'emploi** | 388 | 1 620 | 9 720 |
| **Formation permanente** | 757 | 1 753 | 10 518 |
| | **3 178** | **24 815** | **191 778** |

## AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Aides sociales :

Sur cette action sont imputés les crédits d'action sociale de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale. Les crédits d'action sociale représentent 57 465 373 € (AE = CP) et se décomposent entre le titre 2 et le titre 3.

En effet, une part de ces crédits, estimée à 31 547 071 € (AE = CP), est imputée en titre 2. Il s'agit de l'ensemble des prestations ministérielles ou interministérielles destinées à aider les agents et leurs familles.

Les prestations interministérielles sont les suivantes :

- aide à la restauration en services déconcentrés et en universités (dépenses 2003 : 5,08 M€) ;

- aide à la garde des jeunes enfants (7 325 agents ont bénéficié de cette aide en 2003, montant de la dépenses 2003 : 1,03 M€) ;

- aide aux vacances (45 286 enfants ont été concernés par cette aide en 2003 pour un montant de dépense total de 2,2 M€) ;

- aide aux enfants handicapés (6 148 enfants ont reçu une aide en 2003 pour un montant total de dépense de 5,74 M€).

Les prestations ministérielles concernent les aides suivantes :

- aide au logement, à l'accueil ou à l'information (15 046 bénéficiaires en 2003 pour un montant total de dépense de 7,3 M€) ;

- aide à la garde d'enfant, aide aux études, à la famille ou au secours (28 949 bénéficiaires en 2003, dépenses totale : 9,1 M€) ;

- aide aux vacances, loisirs et sports (8 604 bénéficiaires, dépenses 2003 : 1,06 M€) ;

- aide aux personnels en situation de handicap (452 agents concernés en 2003, dépenses 2003 : 1,03 M€).

La part restante, qui est imputée sur le titre 3 et qui s'élève à 25 918 302 € (AE = CP), correspond à des aides bénéficiant aux agents.

Il existe quatre types d'aides qui sont :

- les aides à la restauration en administration centrale : l'administration participe aux prix des repas servis dans les restaurants administratifs et interadministratifs sous forme d'une subvention qui est versée à l'organisme gestionnaire. Cela se traduit pour les agents par des repas à des tarifs réduits ;

- les aides aux agents et aux enfants des agents en situation de handicap : le ministère subventionne la mutuelle générale de l'éducation nationale afin que celle-ci verse des prestations sociales au titre de l'achat d'équipements spéciaux, de l'aménagement de leurs domiciles ou véhicules personnels, de l'envoi des enfants et jeunes adultes dans des centres de vacances ou loisirs adaptés, du financement d'aides à domicile… ;

- les aides au soutien à la vie personnelle et familiale : l'administration verse des subventions aux mutuelles au titre de la couverture des risques sociaux ou d'aides de ménagères à domicile ou de travailleuses familiales ;

- les aides pour les vacances, la culture et les loisirs : l'administration verse à quelques associations une subvention annuelle correspondant à la participation de l'administration à leurs frais de fonctionnement et permettant de pratiquer une réduction financière sur les tarifs des différentes activités offertes par ces associations (séjours à l'étranger, activités sportives, activités culturelles et de loisirs).

Indicateurs :

Synthèse prévisionnelle des aides sociales qui seront attribuées en 2006

| | Indicateurs | Estimation de la dépense 2006 | Coût moyen |
|---|---|---|---|
| Aide à la restauration des personnels de centrale | 390 000 repas | 1 486 000 € | 3,81 € |
| Actions en faveur des enfants et personnels handicapés | 8 575 agents | 2 826 000 € | 329,55 € |
| Soutien à la vie professionnelle et familiale | | 18 006 000 € | |
| Subventions pour les vacances, culture et loisirs | | 3 600 000 € | |
| | | **25 918 000 €** | |

Participation de l'État à la réservation de logements sociaux

En application des articles R314-4-1 et R314-5 du code de la construction et de l'habitat (modifiés par le décret n°2004-246 du 19 mars 2004), les services de l'État sont autorisés à réserver des logements pour leurs personnels auprès des organismes gestionnaires de logements sociaux. A ce titre, le ministère de l'éducation nationale a réservé 41 logements sociaux en 2004 pour les personnels travaillant à Paris (administration centrale et académie de Paris) et prévoit d'en réserver 19 supplémentaires.

Les crédits d'intervention dédiés à la réservation de logements sociaux sont de 1 000 000 € d'autorisations d'engagement et 1 357 000 € de crédits de paiement.

| Action sociale | Titre 6 – catégorie 1 | Titre 6 – catégorie 4 | TOTAL |
|---|---|---|---|
| Autorisations d'engagement | 25 918 302 € | 1 000 000 € | 26 918 302 € |
| Crédits de paiement | 25 918 302 € | 1 357 000 € | 27 275 302 € |
| *dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux* | *25 918 302 €* | *557 000 €* | *26 475 302 €* |
| Crédits de paiement à ouvrir après 2006 | - | 800 000 € | 800 000 € |

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

### DÉPENSES D'IMMOBILIER

Les crédits d'investissement de cette action couvrent les dépenses d'investissement au titre de l'action sociale. Ces crédits correspondent à 2 000 000 € d'autorisations d'engagement et à 1 700 000 € de crédits de paiement.

Les principales opérations financées sont les suivantes :

- création et rénovation de cafétérias et de restaurants administratifs ;

- premier équipement des restaurants administratifs ;

- remise aux normes d'hygiène et de sécurité des restaurants administratifs et des centres de loisirs pour enfants ;

- construction ou restructuration de centres de loisirs.

Outre ces opérations, le ministère participe également au financement de projets interministériels de restauration agréés par le comité interministériel d'action sociale (CIAS). Cela concerne plus particulièrement la construction, la restructuration ou la mise aux normes d'hygiène et de sécurité de restaurants interadministratifs (RIA).

| Investissements sociaux | Titre 5 |
|---|---|
| Autorisations d'engagement | 2 000 000 € |
| Crédits de paiement | 1 700 000 € |
| *dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux* | *1 200 000 €* |
| Crédits de paiement à ouvrir après 2006 | 800 000 € |

## Action n° 07 : Établissements d'appui de la politique éducative

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *158.558.155* | *158.558.155* |
| *Crédits de paiement* | *158.516.155* | *158.516.155* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Il est prévu d'attribuer des subventions pour charges de service public aux quatre établissements publics nationaux opérateurs principaux de l'État inscrits sur cette action. Ces subventions concernent les dépenses de rémunération et de fonctionnement et s'élèvent à 158 558 155 € en AE=CP.

Les quatre établissements sont les suivants :

- l'Office national d'information sur les enseignements et les professions. Sa dotation 2006 s'élève à 27 667 923 € en AE=CP ;
- le CNDP et les CRDP. Leur dotation 2006 s'élève à 95 755 279 € en AE=CP;
- le Centre d'études et de recherches sur les qualifications. Sa dotation 2006 s'élève à 7 013 694 € en AE=CP;
- le Centre national d'enseignement à distance. Sa dotation 2006 s'élève à 28 121 259 € en AE=CP.

*Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances.*

#### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

- Mesures nouvelles :
  - actualisation des rémunérations (+1,8 %) : + 3 224 279 € (AE = CP)
  - relèvement de l'indice minimum de la fonction publique : + 322 049 € (AE = CP)
  - Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) et Indemnité d'administration et de technicité (IAT ) : + 1367 163 € (AE = CP)

- Transfert depuis la Mission interministérielle de la recherche et de l'enseignement supérieur au Centre national d'enseignement à distance d'un ETP de professeur agrégé et des crédits de rémunération correspondant : + 56 896 € (AE = CP).

## Action n° 08 : Logistique, système d'information, immobilier

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *295.601.249* | *626.503.106* |
| *Crédits de paiement* | *291.536.599* | *622.438.456* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Sur cette action figurent les frais de déplacement des personnels rémunérés sur le programme soutien, les crédits informatiques, les crédits de fonctionnement courant, de maintenance des locaux des services déconcentrés et de l'administration centrale et les dépenses de loyer. Ils représentent, en 2006, y compris les transferts entre missions, un montant de 222 193 949 € en AE=CP.

Frais de déplacement

Les modalités de remboursement des frais de déplacements sont fixées par le décret n°2000-928 du 22 septembre 2000.

Les crédits de fonctionnement dédiés aux frais de déplacement sont de 10 552 647 € en AE=CP.

Indicateurs :

Coûts des frais de déplacement en administration centrale et en services déconcentrés

| | Nombre de missions prévues en 2005 | Coût moyen par mission | Coût total |
|---|---|---|---|
| Administration centrale | 25 100 | 254 € | 6 375 400 € |
| Services déconcentrés | 57 000 | 73 € | 4 161 000 € |
| | **82 100** | **128 €** | **10 536 400 €** |

Fonctionnement courant de l'administration centrale et des services académiques

Les dépenses de fonctionnement courant recouvrent les dépenses de matériels, de fournitures, de mobilier, les achats de services, les frais de correspondance, les travaux d'impression, les frais de télécommunications, les dépenses de fluides, de nettoyage, les travaux de reprographie et les dépenses de véhicules.

Les crédits consacrés au fonctionnement courant s'élèvent à 85 617 328 € en AE=CP.

Indicateurs :

- Effectifs 2004 : 28 966 agents
- Dépenses de fonctionnement courant en 2004 : 83 519 300 €
- Coût moyen du fonctionnement par agent : 2 883 €

#### DÉPENSES D'IMMOBILIER

Frais de maintenance et loyer :

Les crédits destinés aux loyers s'élèvent à 39 989 000 € (AE = CP) et ceux consacrés aux charges et à l'entretien des locaux se montent à 39 726 446 € (AE = CP).

Indicateurs :

- Surfaces louées (administration centrale + services déconcentrés) : 367 747 $m^2$
- Coût du loyer au $m^2$ : 105 €/$m^2$ (378 €/$m^2$ pour l'administration centrale, 92 €/$m^2$ en services déconcentrés)

Coût des charges (fluides, nettoyages, gardiennage…), de la maintenance et de l'entretien :

- Surfaces totales concernées : 1 446 164 $m^2$
- Coût par $m^2$ : 25 €/$m^2$

### DÉPENSES D'INFORMATIQUE

Ces crédits s'élèvent à 46 308 528 € en AE=CP.

Les crédits informatiques peuvent être regroupés en trois catégories :

- Les dépenses incompressibles : 22,22 M€

Il s'agit des marchés et contrats en cours d'exécution telles que les prestations d'exploitation et de maintenance des réseaux, de la sécurité, des matériels et logiciels bureautiques, des prestations d'hébergement externes des applications anciennes et des sites internet, des contrats de maintenance, de licences de logiciels informatiques, des prestations de maintenance courante du parc applicatif.

- Le maintien du potentiel : 13,74 M€

Une part du budget est consacrée à l'entretien des postes de travail informatiques, des infrastructures de réseau et des serveurs et du pilotage technique (études et assistance).

- Les projets en cours : 10,34 M€

Les principaux projets en cours sont :

- le développement de la nouvelle application Paie en EPLE ;

- la distribution au sein des académies de la nouvelle Base Élève et de la Base École ;

- le déploiement généralisé de l'application SCONET (application de gestion des élèves des établissements du 2nd degré) et de STS Web (gestion des services enseignants et calcul des HSA) dans 8 000 EPLE ;

- l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du projet Palier 2006, ACCORD LOLF et NDL LOLF ;

- la rénovation du système d'information sur la recherche universitaire SIREDO.

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

- Mesure au titre de l'augmentation des loyers (+ 1,8 M€ : augmentation de l'indice du coût de la construction) et au titre de l'ajustement des crédits de fonctionnement courant (+ 3,2 M€ : augmentation du taux d'inflation hors tabac) :

+ 5 000 000 € (AE = CP).

- Mesure de transfert depuis la mission interministérielle de la recherche et de l'enseignement supérieur au titre des crédits de fonctionnement de la direction de la recherche et de la direction de l'enseignement supérieur :

+ 10 839 462 € (AE = CP).

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

### DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

La dotation prévue au titre des immobilisations corporelles s'élève à 52 850 000 € en autorisations de programme et 42 914 000 € en crédits de paiement. Elle est répartie entre les conventions de développement signées avec les collectivités de Mayotte et de Wallis-et-Futuna, les opérations de maintenance des établissements restés à la charge de l'État et les opérations d'investissement sur les bâtiments des services académiques et de l'administration centrale.

1/ Les conventions de développement :

AE = 18,77 M€ - CP = 17,76 M€

Les conventions de développement signées avec les collectivités territoriales de Mayotte et de Wallis-et-Futuna, imputées sur cette action, sont les suivantes :

- Mayotte : engagement complémentaire 2003-2006, cet engagement a été prolongé jusqu'en 2009. Cette convention spécifique prévoit la construction de collèges, la rénovation et l'extension des lycées pour tenir compte de l'évolution de la démographie. Montant total de la convention : 103,82 M€.

- Wallis et Futuna : convention de développement 2003-2007 : Elle prévoit des travaux de rénovation, de restructuration des collèges et du lycée de Wallis. Montant total de la convention 2 M€.

Par ailleurs, le ministère de l'éducation nationale finance hors CPER des opérations de construction, de rénovation, d'entretien, d'équipement et de mise en sécurité des lycées d'enseignement général, des lycées professionnels et des antennes de lycées professionnels de Nouvelle Calédonie.

2/ Opérations de maintenance dans les établissements restant à la charge de l'État :

AE = 2,01 M€ - CP = 4,046 M€

Les travaux d'entretien des établissements restés à la charge de l'État (le foyer des lycéennes, le lycée autogéré de Paris, le lycée Comte de Foix d'Andorre et le lycée de St-Pierre-et-Miquelon).

3/ Les opérations de construction, rénovation et modernisation des bâtiments administratifs des services déconcentrés et de l'administration centrale :

AE = 32,07 M€ - CP = 21,108 M€

Un très grand nombre d'opérations actuellement en cours se poursuivront en 2006. Parmi les plus importantes figurent la construction du rectorat de Toulouse, l'achèvement de l'opération de réhabilitation pour le relogement du rectorat de Poitiers, la mise en sécurité des rectorats de Lille, Montpellier et de l'inspection académique de la Haute-Garonne et la poursuite de la restructuration du bâtiment abritant le service des pensions à la Baule.

| Opérations d'investissement | Titre 5 |
|---|---|
| Autorisations d'engagement | 52 850 000 € |
| Crédits de paiement | 42 914 000 € |
| *dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux* | *11 170 000 €* |
| Crédits de paiement à ouvrir après 2006 | 41 680 000 € |

Cette action inclut le transfert de 36.700 € en AE et 18.350 en CP au PITE (filière bois).

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Sur ce titre sont imputés les contrats signés avec les collectivités d'Outre-mer, les subventions allouées aux établissements à la charge de l'État et le Fonds spécifique de sécurité.

**Transferts aux collectivités territoriales**

Les contrats signés avec les collectivités d'Outre-mer

Les contrats de plan conclus avec les départements d'Outre-mer et avec le territoire de Polynésie française sont imputés sur cette action. Ils financent les équipements, les restructurations et les mises aux normes d'hygiène et de sécurité des établissements des 1er et 2nd degrés (écoles primaires, collèges, lycées et lycées professionnels). En outre, un plan exceptionnel d'investissement pour la Guyane prévoit la construction d'établissements scolaires (1er et 2nd degré) pour faire face à la forte croissance démographique de ce département.

Concernant la Polynésie française, une convention de développement 2000-2003 prolongée d'une année par une convention exceptionnelle en 2004 a été totalement financée en autorisations de programme. En 2006, les crédits demandés au titre des conventions ne concernent que des crédits de paiement pour couvrir les autorisations de programme déjà affectées. Les opérations inscrites dans ces conventions concernent en grande majorité de l'équipement de bâtiments scolaires.

Les crédits dédiés à ces contrats s'élèvent à 13 334 000 € en autorisations d'engagement et 18 452 000 € en crédits de paiement.

Indicateurs :

Synthèse des contrats en cours avec les collectivités d'Outre-mer

| | Nature du contrat | Montant total des contrats (en euros) | Taux d'exécution en AE au 31/12/2004 |
|---|---|---|---|
| Wallis | Convention 2003-2007 (entamée en 2005) | 2 000 000 | 0 % |
| | Convention 2000-2004 1er degré | 625 041 | 100 % |
| | Convention 2000-2004 2nd degré | 6 143 635 | 100 % |
| Mayotte | Convention de développement 2000-2004 | 76 224 509 | 96,4 % |
| | Convention exceptionnelle 2003-2009 | 103 817 781 | 10,1 % |
| Polynésie | Convention de développement 2000-2004 | 52 454 461 | 100 % |
| Guadeloupe | CPER 2000-2006 1er degré | 6 097 961 | 16 % |
| | CPER 2000-2006 2nd degré | 6 097 961 | 65 % |
| Guyane | CPER 2000-2006 1er degré | 18 293 882 | 78,5 % |
| | CPER 2000-2006 2nd degré | 18 293 882 | 30,8 % |
| | Plan exceptionnel d'investissement | 7 620 000 | 59,8 % |
| Martinique | CPER 2000-2006 1er degré | 2 286 735 | 58,8 % |
| | CPER 2000-2006 2nd degré | 3 048 980 | 15 % |
| La Réunion | CPER 2000-2006 1er degré | 10 671 431 | 39 % |
| | | **306 907 583** | **58,2 %** |

Les établissements restés à la charge de l'État

Les établissements restés à la charge de l'État reçoivent une dotation de maintenance. La dotation sera en 2006 de 1 070 000 € en autorisations d'engagement et 1 805 000€ en crédits de paiement pour couvrir les autorisations d'engagement déjà engagées.

Le fonds spécifique de sécurité

Les 12 établissements d'enseignement à section binationale ou internationale (les collèges et lycées de Buc, de Saint Germain en Laye, de Sèvres, de Valbonne, de Ferney-Voltaire et le collège de l'Esplanade et le lycée des Pontonniers à Strasbourg) ainsi que les collège et lycée de Font-Romeu ont été décentralisés le 1er janvier 2005. Corrélativement, il a été décidé d'ouvrir un fonds pour la mise en sécurité des bâtiments qui ont été transférés. Il s'agit principalement d'effectuer des remises aux normes en ce qui concerne la sécurité incendie, l'hygiène et la sécurité des cuisines et la sécurité électrique.

Le coût global de ces travaux est chiffré à 12,38 M€ et sera financé sur 2 ans. En 2006, les crédits prévus pour ces travaux sont de 6 190 000 € en autorisations d'engagement et 6 190 000 € en crédits de paiement.

| Subventions d'investissement | Titre 6 – catégorie 3 | Titre 6 – catégorie 4 | Total |
|---|---|---|---|
| Autorisations d'engagement | 13 334 000 € | 7 260 000 € | **20 594 000 €** |
| Crédits de paiement | 18 452 000 € | 7 995 000 € | **26 447 000 €** |
| *dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux* | *4 000 000 €* | *7 995 000 €* | ***11 995 000 €*** |
| Crédits de paiement à ouvrir après 2006 | 14 452 000 € | 0 € | **14 452 000 €** |

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Mesure nouvelle au titre du fonds spécifique de sécurité des établissements anciennement à la charge de l'État qui ont été décentralisés au 1er janvier 2005 : + 3 000 000 € (AE = CP).

La tranche 2006 du fonds spécifique de sécurité s'élève à 6,19 M€ (AE = CP). Elle sera financée d'une part par une mesure nouvelle à hauteur 3 M€ et d'autre part par une mesure de redéploiement de 3,19 M€ au sein des dépenses d'intervention.

## Action n° 09 : Certification

### Crédits demandés pour 2006

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *36.923.477* | *142.339.433* |
| *Crédits de paiement* | *36.923.477* | *142.339.433* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

##### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits (hors crédits de rémunération des agents des rectorats) prévus au titre de l'organisation des examens et concours de l'Éducation nationale sont imputées sur cette action. Ils s'élèvent à 85 962 941 € (AE = CP). Ces crédits sont destinés à couvrir le paiement des indemnités et des frais de déplacement des membres des jurys ainsi que les dépenses d'organisation. La répartition entre les dépenses indemnitaires relevant du titre 2 et les dépenses de fonctionnement courant relevant du titre 3 est de 57% pour les premières et 43% pour les secondes.

- En ce qui concerne les dépenses de personnels (titre 2), 49 039 464 € (AE = CP) sont consacrés au règlement des vacations et des indemnités de jury versées aux personnels.

Les indemnités de vacations correspondent à des recrutements de vacataires au moment des fortes charges de travail dans l'organisation des examens, surtout des baccalauréats. Les indemnités de jury représentent 80 % de la dépense indemnitaire.

- Les dépenses de fonctionnement courant pour les examens représentent 36 923 477 € (AE = CP). Il est possible de distinguer les frais de déplacement des frais d'organisation.

Les dépenses au titre des frais de déplacement représentent une part significative du coût des examens post-baccalauréat (BTS).

Les dépenses au titre des frais d'organisation regroupent principalement les fournitures, les locations de salles et la matière d'œuvre. Le poids de ces dépenses est plus élevé pour les examens de l'enseignement professionnel en raison de l'importance du coût de la matière d'œuvre.

Les principaux examens organisés sont les suivants :

- brevet et certificat de formation générale ;

- certificat d'aptitude professionnelle, brevet d'études professionnelles,

- baccalauréat général, baccalauréat technologique et baccalauréat professionnel ;

- concours général ;

- brevet de technicien supérieur ;

- diplômes d'expertise comptable (diplôme d'expert comptable, diplôme préparatoire aux études comptables et financières, diplôme d'études comptables et financières, diplôme d'études supérieures comptables et financières) ;

- concours d'entrée à l'École normale supérieure (ENS), l'École nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM) et les concours communs polytechniques (CCP) organisés par le Service interacadémique des examens et concours (SIEC).

Synthèse du coût des examens et coût par candidat inscrit, hors dépense de rémunération des personnels chargés de l'organisation des examens en rectorats. (Chiffres de 2003 en euros).

| Examens | Frais de jury (1) | Frais d'organisation (2) | Coût global d'un examen (1+2) | Nombre de candidats inscrits | Coût par candidat inscrit |
|---|---|---|---|---|---|
| Baccalauréat général | 10 398 000 | 6 650 000 | 17 048 000 | 324 683 | 52,5 |
| Baccalauréat technologique | 7 935 000 | 4 894 000 | 12 829 000 | 184 444 | 69,6 |
| Baccalauréat professionnel | 3 875 000 | 3 134 000 | 7 009 000 | 124 245 | 56,4 |
| CAP/BEP | 6 654 000 | 7 135 000 | 13 789 000 | 498 901 | 27,6 |
| DN Brevet | 1 210 000 | 863 000 | 2 073 000 | 808 127 | 2,6 |
| Autres examens 2nd degré | 1 800 000 | 3 841 000 | 5 641 000 | 77 266 | 73 |
| Post-bac | 12 338 000 | 10 133 000 | 22 471 000 | 173 608 | 129, 4 |
| Expertise comptable | 1 010 000 | 270 000 | 1 280 000 | 17 067 | 75 |
| Autres écoles du supérieur | 255 000 | 625 000 | 880 000 | 11 995 | 73,4 |
| **TOTAL** | **45 475 000** | **37 545 000** | **83 020 000** | **2 220 236** | |

**PRINCIPALE MESURE DE L'ANNÉE**

Mesure de transfert depuis la mission interministérielle de la recherche et de l'enseignement supérieur des crédits des examens et des concours de l'enseignement supérieur dont l'organisation relève du Service interacadémique des examens et concours (SIEC) : + 896 000€ (AE = CP).

## Action n° 10 : Transports scolaires

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *10.446.373* | *10.446.373* |
| *Crédits de paiement* | *10.446.373* | *10.446.373* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

**Transferts aux ménages**

Les crédits d'intervention de cette action couvrent les subventions allouées aux familles au titre de la participation de l'État à la prise en charge d'une partie des transports scolaires des élèves de Polynésie française, de Nouvelle Calédonie et de Wallis-et-Futuna.

Ces crédits correspondent à 10 446 373 € en AE=CP.

Les modalités de la participation financière de l'État aux dépenses de transports scolaires terrestre, maritime et aérien dans ces trois collectivités sont définies par le décret n°69-520 du 31 mai 1969.

L'État est compétent pour les transports scolaires à Wallis-et-Futuna alors que pour la Polynésie française et la Nouvelle Calédonie, la compétence est exercée par les territoires. Toutefois dans tous les cas, l'État cofinance les transports scolaires avec les territoires et les autres collectivités locales.

Indicateurs :

Montant de la dotation allouée en 2004 : 8 886 342 €

Effectifs 2004 : 44 843 élèves

Coût moyen par élève : 198 €

Indicateurs des coûts moyens des transports par élève selon le type de transport (chiffres de 2004)

| | **Transport aérien** | | **Transport maritime** | | **Transport terrestre** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectifs | Coût moyen /élève | Effectifs | Coût moyen /élève | Effectifs | Coût moyen /élève |
| Wallis et Futuna | 1 001 | 520 € | - | - | 1 997 | 208 € |
| Polynésie | 1 704 | 798 € | 2 088 | 382 € | 13 946 | 109 € |
| Nouvelle Calédonie | - | - | 40 | 156 € | 24 067 | 177 € |
| **TOTAL** | **2 705** | **695 €** | **2 128** | **377 €** | **40 010** | **155 €** |

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Mesures de transfert au titre de la décentralisation :

Le chapitre III de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit la décentralisation de la compétence de l'État concernant les transports scolaires en Île-de-France. La loi confie au syndicat des transports en Île-de-France (STIF), à compter du 1er juillet 2005, la responsabilité de l'organisation et du financement des transports scolaires et du financement du transport individuel des élèves handicapés.

Le montant du transfert a été évalué à 100 800 000 € en AE=CP.

## Échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement

| | **Autorisations d'engagement demandées pour 2006 et engagements antérieurs** | **Crédits de paiement** | |
|---|---|---|---|
| | | **Demandés pour 2006** | **À ouvrir après 2006** |
| Incidence des autorisations d'engagement demandées pour 2006 | 1.971.991.191 | 1.919.398.969 | 52.592.222 |
| *Incidence des autorisations de programme engagées avant 2006 (Estimation*)* | *267.296.000* | *48.542.572* | *218.753.428* |
| **Total pour le programme** | **2.239.287.191** | **1.967.941.541** | **271.345.650** |

** Estimation réalisée sur la base de la nomenclature de l'ordonnance organique de 1959.*

# Projet annuel de performances : Opérateurs

## Récapitulation des crédits destinés aux opérateurs de l'État

| Nature de la dépense | Exécution 2004 | | LFI 2005 | | PLF 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Subventions pour charges de service public | | | 166.255.386 | 166.213.386 | 167.466.494 | 167.424.494 |
| Transferts ou dotations | | | | | | |
| **Totaux pour le programme** | | | **166.255.386** | **166.213.386** | **167.466.494** | **167.424.494** |

## Consolidation des emplois

| | Exécution 2004 | Prévision 2005 | Prévision 2006 |
|---|---|---|---|
| Rappel des emplois (ETPT) rémunérés par le programme inclus dans le plafond d'emplois du ministère | | 27.977 | 28.163 |
| Emplois (ETPT) rémunérés par les opérateurs hors plafond d'emplois du ministère | | 4.930 | 4.826 |
| **Total général** | | **32.907** | **32.989** |

### Tableau des emplois des opérateurs – année 2005

| Détail des emplois 2005 rémunérés par les opérateurs | Emplois en ETPT | A défaut : effectifs employés |
|---|---|---|
| CEREQ | 193 | |
| CIEP | 216 | |
| ONISEP | 576 | |
| CNED | 1.476 | |
| SCEREN | 2.469 | |
| **Total général** | **4.930** | |

# Présentation des principaux opérateurs

## Centre d'étude et de recherche sur les qualifications (CEREQ)

**Présentation de l'opérateur**

Le statut et les missions du centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) sont définis par le décret n° 85-634 du 25 juin 1985 modifié par les décrets n° 1993-921 du 12 juillet 1993 et 2002-699 du 30 avril 2002.

Le CEREQ collecte et diffuse les informations utiles à la compréhension de la relation entre formation et emploi, auprès d'un public de responsables administratifs, syndicaux et d'entreprises au plan national et régional

Il assure le développement de deux sources statistiques à vocation nationale (l'Observatoire des entrées dans la vie active et le traitement des déclarations d'employeurs relatives au financement de la formation professionnelle) ainsi que la création de dispositifs spécifiques d'enquêtes.

Le CEREQ conduit chaque année une cinquantaine d'études pour le compte des ministères de tutelle ou des partenaires de ces ministères (observatoires, branches professionnelles, partenaires sociaux), et le réseau des centres régionaux associés réalise plus d'une centaine d'études pour les partenaires institutionnels, centres de recherche ou les collectivités territoriales impliquées dans la relation formation et emploi. Enfin, le CEREQ a ouvert récemment un réseau de coopérations européennes et internationales portant sur des thèmes variés.

Un certain nombre de publications permet aux responsables de la communauté éducative, syndicats et entreprises nationales ou régionales de connaître les résultats des études entreprises et de disposer de bases de données. Les publications se partagent entre trois supports principaux : Les Notes emploi formation (NEF) traitent d'une question sous l'angle d'attaque à partir des investigations du Centre ; Rapports et échanges sur les liens formation-emploi (RELIEF) est une collection classique de résultats issus des rapports d'études ou de colloques et séminaires. Enfin, dans un souci de réactivité, a été ouvert sur le site une série " Net.doc " visant à accueillir des résultats bruts d'études avant éventuelle publication dans les collections du Centre.

Le site Internet du CEREQ propose également un portail documentaire permettant l'accès à plusieurs services documentaires : bibliographies préétablies à partir de mots clés, réorientation vers des sites d'institutions proches, accès aux publications et aux bases de données du Centre en ligne. Ce portail est accessible en 4 langues : français, anglais, allemand, espagnol.

L'établissement est rattaché à l'action n° 7 : établissements d'appui de la politique éducative présentée dans le programme " soutien de la politique de l'éducation nationale ".

Le CEREQ est organisé de la manière suivante :

- Un établissement public implanté à Marseille
- Un réseau composé de 18 Centres Régionaux Associés (CRA), insérés dans des équipes de recherche universitaire réparties sur l'ensemble du territoire.

Le CEREQ, établissement public sous la double tutelle du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement reçoit à ce titre deux subventions par jour charges de service public.

Un contrat d'objectif, signé en 2004 entre le ministère et le CEREQ identifie, au sein de ses missions statutaires, les axes prioritaires à développer par l'opérateur jusqu'en 2007.

### Financements de l'État *

| | Exécution 2004 | | LFI 2005 | | PLF 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Action intéressée / nature de la dépense** | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **Action n° 07 : Établissements d'appui de la politique éducative** | | | **7.135.326** | **7.135.326** | **7 013 694** | **7 013 694** |
| Subventions pour charges de service public | | | 7.135.326 | 7.135.326 | 7 013 694 | 7 013 694 |
| **Total** | | | **7.135.326** | **7.135.326** | **7 013 694** | **7 013 694** |

* Hors subvention du Ministère de l'emploi, soit 2,55 M€

## Budget prévisionnel 2005

(en milliers d'euros)

| Ressources de l'opérateur | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Subventions de l'État | Autres subventions et dotations | Ressources fiscales | Ressources propres et autres | **Total** |
| 5.940 | 2.349[3] | | 1.391 | **9.680** |

(en milliers d'euros)

| Dépenses de l'opérateur | | | |
|---|---|---|---|
| Personnel | Fonctionnement | Investissement | **Total** |
| 6.506 | 3.011 | 163 | **9.680** |

## Consolidation des emplois de l'opérateur

| | Exécution 2004 | Prévision 2005 | Prévision 2006 |
|---|---|---|---|
| Emplois (ETPT) rémunérés par l'opérateur | | 193[4] | 189 |
| Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur | | | |
| **Total** | | **193** | **189** |

La consolidation indicative des emplois porte sur les effectifs rémunérés par l'opérateur sur la subvention pour charges de service public et sur autres ressources.

## Centre international d'études pédagogiques (CIEP)

### Présentation de l'opérateur

Le statut et les missions du Centre international d'études pédagogiques (CIEP) sont définis par le décret n° 87-325 du 12 mai 1987 modifié par le décret n° 2000-1017 du 12 octobre 2000.

Le CIEP contribue à la mise en œuvre des programmes de coopération en éducation, assure la formation et le perfectionnement des spécialités de l'enseignement du français langue étrangère et favorise le développement des échanges pédagogiques internationaux.

Par ailleurs l'établissement gère les sessions de différents diplômes ou certifications liés à la langue française et impliquant de nombreux pays. Le Test de connaissance du français (TCF) concerne annuellement environ 20 000 candidats dans plus de 70 pays ; environ 50 000 Diplômes d'études en langue française ou Diplômes approfondi de langue française (DELF et DALF) sont délivrés chaque année dans environ 145 pays. Enfin le CIEP est opérateur pour l'organisation de l'option internationale du baccalauréat qui concerne chaque année environ 900 candidats. Le CIEP gère par ailleurs le centre d'information sur la reconnaissance des diplômes qui est chargé de promouvoir la mobilité internationale en facilitant la lecture des parcours académiques et professionnels étrangers.

Le CIEP est responsable du programme d'échange d'assistants de langue et gère annuellement plus de 6 000 postes d'assistants étrangers en France couvrant une dizaine de langues étrangères, et environ 2 500 assistants français à l'étranger, dans une vingtaine de pays. Cette gestion concerne tout aussi bien l'affectation des assistants que leur accueil (et leur formation lors de leur arrivée en France pour les assistants étrangers).

Le CIEP accueille ou organise des stages pour des membres de la communauté éducative nationale et internationale ayant pour objet la langue française : soit par rapport à son apprentissage (stages de formation pour les enseignants du français langue étrangère, des sections bilingues

[3] Dont 2.347 au titre du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement dont l'établissement est présenté en tant qu'opérateur secondaire dans le programme "Gestion et évaluation des politiques d'emploi et de travail" et l'action "Études et statistiques".
[4] Dont 13 emplois au titre du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

francophones…), soit sur ses aspects linguistiques ou culturels.

Dans le domaine de l'ingénierie éducative, le CIEP mène des études et des missions d'expertise sur la demande des institutions dans des pays étrangers, et joue le rôle d'ensemblier de la réponse française aux appels d'offres dans le secteur de l'éducation.

L'établissement produit et met à disposition de ses partenaires des publications et des ressources documentaires. Un fonds documentaire de choisir 23 000 références (ouvrages, périodiques, documents audio-visuels et multimédia) est accessible au centre de ressources. Celui-ci propose également des produits du fonds documentaire en ligne. Les principales publications sont la Revue internationale d'éducation de Sèvres et le Billet du bilingue. Le site Internet permet d'accéder à de nombreuses informations, et le site " PrimLangues " qui est un appui à l'enseignement des langues en primaire est consulté par environ 20 000 internautes par mois.

L'établissement est rattaché à l'action n° 5 : Action internationale dans le programme « soutien de la politique de l'éducation nationale»

Le CIEP est organisé de la manière suivante :

- 1 centre implanté à Sèvres
- 1 centre local à la Réunion

Le CIEP, établissement public, sous tutelle du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche reçoit à ce titre une subvention pour charges de service public.

Un contrat d'objectif, au sein de ses missions statutaires, signé en 2003 entre le ministère et le CIEP identifie les axes prioritaires à développer par l'opérateur sur trois ans. Le bilan de ce contrat et l'élaboration d'un nouveau contrat interviendront en 2006.

## Financements de l'État

| | Exécution 2004 | | LFI 2005 | | PLF 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Action intéressée / nature de la dépense** | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **Action n° 05 : Action internationale** | | | **9.027.618** | **9.027.618** | **8 908 339** | **8 908 339** |
| Subventions pour charges de service public | | | 9.027.618 | 9.027.618 | 8 908 339 | 8 908 339 |
| **Total** | | | **9.027.618** | **9.027.618** | **8 908 339** | **8 908 339** |

## Budget prévisionnel 2005

(en milliers d'euros)

| Ressources de l'opérateur | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Subventions de l'État | Autres subventions et dotations | Ressources fiscales | Ressources propres et autres | **Total** |
| 9.028 | 111 | | 4.801 | **13.940** |

(en milliers d'euros)

| Dépenses de l'opérateur | | | |
|---|---|---|---|
| Personnel | Fonctionnement | Investissement | **Total** |
| 8.805 | 4.939 | 196 | **13.940** |

## Consolidation des emplois de l'opérateur

| | Exécution 2004 | Prévision 2005 | Prévision 2006 |
|---|---|---|---|
| Emplois (ETPT) rémunérés par l'opérateur | | 216 | 218 |
| Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur | | 0 | 0 |
| **Total** | | **216** | **218** |

La consolidation indicative des emplois porte sur les effectifs rémunérés par l'opérateur sur la subvention pour charges de service public et sur autres ressources.

## Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)

### Présentation de l'opérateur

Le statut et les missions de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) sont définis par le décret n° 70-238 du 19 mars 1970.

L'ONISEP élabore et met à la disposition des utilisateurs (élèves, étudiants, adultes en formation continue) la documentation nécessaire à l'information et à l'orientation.

Il a pour mission d'améliorer la connaissance des activités professionnelles et de définir les orientations générales et la politique de formation du personnel chargé de l'information sur les enseignements et les professions.

Le travail d'élaboration documentaire concerne des collections grand public et des catalogues professionnels pour plus de 110 titres et environ 500 fiches métiers publiés annuellement.

Les productions audiovisuelles et multimédia sont également importantes : elles se rapportent à des vidéos et DVD présentant des métiers (plus de 120 clips métiers sont mis en ligne sur le site onisep.fr), l'atlas de la formation initiale, la collection " Planète métiers " qui constitue l'offre de base de l'ONISEP au sein du Canal numérique des savoirs. Au total, plus de 7 millions de documents, tous supports confondus, sont diffusés chaque année.

L'ONISEP assure un service de diffusion auprès des établissements d'enseignement, des centres d'information et d'orientation, des centres de documentation et d'information au sein d'établissements. Ce service est gratuit pour la plupart des documents, et un service d'abonnement payant permet à environ 1 000 usagers nouveaux d'obtenir les publications de l'établissement. Dans les établissements d'enseignement, l'ONISEP propose des " kiosques ONISEP " permettant de trouver les renseignements sur les métiers et les diplômes, et d'accéder aux bases de données.

Selon les demandes du ministère de tutelle et l'actualité pédagogique, l'ONISEP est amené à créer de nouvelles publications ou collections, comme par exemple sur le thème de la professionnalisation la création récente de la collection " Voie pro " destinée aux collégiens qui commencent une formation professionnelle après la classe de 3e, la parution d'un dossier " Vite un métier, réussir la voie professionnelle " et un guide " Réussir au lycée professionnel ". Dans le domaine du handicap, l'ONISEP participe à la publication d'une revue " Réadaptation " et a mis en place une opération spécifique " Tous partants pour réussir ".

L'ONISEP met à disposition de ses usagers des bases de données et un site internet. L'établissement travaille depuis plusieurs années à la construction d'une base de données en réseau. Cet outil IDEO (Information, Documentation, Edition, Orientation va bientôt permettre une mise à disposition du public de toutes les données sous les formes les plus appropriées, depuis la vision nationale jusqu'aux informations locales au plus proche d'un établissement. Le site Internet de l'ONISEP reçoit environ 7 millions de visiteurs.

L'établissement est rattaché à l'action n° 7 : établissements d'appui de la politique éducative présentée dans le programme « soutien de la politique de l'éducation nationale ».

L'ONISEP est organisé de la manière suivante :

- 1 service central (implanté à Lognes)
- 30 délégations régionales implantées par académie et placées sous la tutelle du recteur.

L'ONISEP, établissement public sous tutelle du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche reçoit à ce titre une subvention pour charges de service public.

Dans le cadre d'un renforcement du dialogue de gestion avec l'établissement, le ministère de tutelle et l'ONISEP formaliseront en 2006 le premier contrat d'objectifs de l'opérateur qui fixera les axes prioritaires à développer pour les trois ans à venir.

### Financements de l'État

| | Exécution 2004 | | LFI 2005 | | PLF 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Action intéressée / nature de la dépense** | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **Action n° 07 : Établissement d'appui de la politique éducative** | | | **27.355.421** | **27.355.421** | **27 667 923** | **27 667 923** |
| Subventions pour charges de service public | | | 27.355.421 | 27.355.421 | 27 667 923 | 27 667 923 |
| **Total** | | | **27.355.421** | **27.355.421** | **27 667 923** | **27 667 923** |

## Budget prévisionnel 2005

(en milliers d'euros)

| Ressources de l'opérateur | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Subventions de l'État | Autres subventions et dotations | Ressources fiscales | Ressources propres et autres | **Total** |
| 27.155 | 3.197 | | 7.428 | **37.780** |

(en milliers d'euros)

| Dépenses de l'opérateur | | | |
|---|---|---|---|
| Personnel | Fonctionnement | Investissement | **Total** |
| 24.448 | 12.438 | 894 | **37.780** |

## Consolidation des emplois de l'opérateur

| | Exécution 2004 | Prévision 2005 | Prévision 2006 |
|---|---|---|---|
| Emplois (ETPT) rémunérés par l'opérateur | | 576 | 581 |
| Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur | | 0 | 0 |
| **Total** | | **576** | **581** |

La consolidation indicative des emplois porte sur les effectifs rémunérés par l'opérateur sur la subvention pour charges de service public et sur autres ressources.

## Centre national d'enseignement à distance (CNED)

### Présentation de l'opérateur

Le statut et les missions du Centre national d'enseignement à distance (CNED) sont définis par le décret n° 2002-602 du 25 avril 2002.

Le CNED dispense et promeut un enseignement à distance à tous les niveaux de formation, notamment en faisant appel aux techniques modernes de communication.

Le CNED est le seul établissement public à dispenser un enseignement et des formations tout au long de la vie, de la petite enfance à l'âge adulte.

Environ 325 000 usagers utilisent les services de formations du CNED. Depuis 2002, le CNED est aussi associé aux campus numériques offrant des formations supérieures en ligne. Pour ce type de produits d'enseignement, le CNED propose aussi aux usagers un suivi individuel de la formation et un accompagnement.

L'établissement ayant de plus en plus recours aux techniques modernes de communication, il élabore des produits spécifiques qui permettront de dispenser des enseignements adaptés aux modes d'échanges actuels (produits audiovisuels de formation et d'autoformation, productions d'images) et conçoit les méthodes et produits techniques qui permettent de coordonner les échanges. Des produits de formation à l'usage des enseignants qui dispensent les formations à distance et qui sont chargés de proposer un soutien aux enseignements en ligne aux sont également élaborés par le CNED.

Hormis la formation initiale, le CNED assure des formations à distance pour l'accès aux concours de la fonction publique dont notamment les concours de recrutement des enseignants (environ 88 000 usagers utilisent cette forme de préparation).

L'établissement intervient aussi dans la formation professionnelle et tout au long de la vie en construisant en liaison avec les milieux professionnels des formations qui permettent de mettre en œuvre le droit individuel à la formation des salariés.

Le CNED a également une chaîne d'accueil à distance qui traite annuellement plus d'un million de contacts, provenant de France ou de l'étranger, sous la forme de demandes de renseignements, d'inscriptions ou de réclamations. Pour ce service comme pour d'autres, l'établissement a développé une démarche qualité.

L'établissement est rattaché à l'action n° 7 : Établissements d'appui de la politique éducative dans le programme " soutien de la politique de l'éducation nationale ".

Le CNED est organisé de la manière suivante :

- 1 direction générale implantée sur le site du Futuroscope à Poitiers ;
- Un réseau de 8 instituts situés à Grenoble, Lille, Lyon, Poitiers, Rennes, Rouen, Toulouse et Vanves.

Le CNED, établissement public, sous tutelle du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche reçoit à ce titre une subvention pour charges de service public.

Dans le cadre d'un renforcement du dialogue de gestion avec l'établissement, le ministère de tutelle et le CNED formaliseront en 2006 le premier contrat d'objectifs de l'opérateur, qui fixera les axes prioritaires à développer pour les trois ans à venir.

## Financements de l'État

| | Exécution 2004 | | LFI 2005 | | PLF 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Action intéressée / nature de la dépense** | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **Action n° 07 : Établissements d'appui de la politique éducative** | | | **28.021.107** | **28.021.107** | **28 121 259** | **28 121 259** |
| Subventions pour charges de service public | | | 28.021.107 | 28.021.107 | 28 121 259 | 28 121 259 |
| **Total** | | | **28.021.107** | **28.021.107** | **28 121 259** | **28 121 259** |

## Budget prévisionnel 2005

(en milliers d'euros)

| Ressources de l'opérateur | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Subventions de l'État | Autres subventions et dotations | Ressources fiscales | Ressources propres et autres | **Total** |
| 27.421 | 175 | | 81.584 | **109.180** |

(en milliers d'euros)

| Dépenses de l'opérateur | | | |
|---|---|---|---|
| Personnel | Fonctionnement | Investissement | **Total** |
| 60.191 | 39.292 | 9.697 | **109.180** |

## Consolidation des emplois de l'opérateur

| | Exécution 2004 | Prévision 2005 | Prévision 2006 |
|---|---|---|---|
| Emplois (ETPT) rémunérés par l'opérateur | | 1 476 | 1 447 |
| Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur | | | |
| **Total** | | **1 476** | **1 447** |

La consolidation indicative des emplois porte sur les effectifs rémunérés par l'opérateur sur la subvention pour charges de service public et sur autres ressources.

### SCEREN - Service culture,éditions, ressources pour l'éducation nationale

**Présentation de l'opérateur**

Le statut et les missions du Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et des Centres régionaux de documentation pédagogique (CRDP) sont définis par le décret n° 2002-548 du 25 avril 2002.

Le CNDP et les CRDP exercent auprès des établissements d'enseignement et des communautés universitaires et éducatives une mission d'édition, de production et de développement des ressources éducatives dans tous les domaines de l'éducation.

L'activité éditoriale du CNDP est très importante. Le réseau CNDP-CRPD édite chaque année environ 450 produits : ouvrages, imprimés, cassettes audiovisuelles, cédéroms et outils sur multi support, à destination de la communauté éducative et principalement des enseignants pour leur préparation pédagogique ou pour un usage dans la classe avec les élèves.

Les publications pédagogiques concernent des revues (représentant environ 50 numéros par an), des collections comme le " référentiel de l'enseignement professionnel ", " enseigner au collège ", " lycée programme ", etc. qui représentent au total environ 1 300 000 exemplaires sous brochures et environ 80 titres différents. Aux documents papiers s'ajoutent les supports modernes de communication (cédérom, DVD, supports Internet) dont la progression augmente.

Le CNDP édite par ailleurs des publications administratives pour le compte du ministère de tutelle, comme le Bulletin officiel de l'éducation nationale (BOEN), le Recueil des lois et règlements (RLR) et certains rapports de jury de concours.

Un important service numérique et une base documentaire sont mis à la disposition des usagers qui peuvent accéder par exemple à une base de données sur les sujets d'examens de l'enseignement professionnel, sur les ressources culturelles et artistiques locales, sur les centres de documentation et d'information ou l'intégration ville-école.

L'opérateur veille à proposer de nouvelles bases selon l'actualité pédagogique et les demandes du ministère de tutelle, avec de nouveaux sites comme " Bien lire " créé dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme. Il y a plus d'un million et demi de visiteurs pour l'ensemble de ces bases et services numériques, et de nombreux usagers abonnés aux lettres d'information rattachées à certains de ces sites.

L'établissement est rattaché à l'action n° 7 : Établissements d'appui de la politique éducative présentée dans le programme " soutien de la politique de l'éducation nationale ".

Le CNDP est organisé de la manière suivante :

- 1 centre national (CNDP)
- 30 centres régionaux de documentation (CRDP) et 88 centres départementaux (CDDP)
- 1 centre de documentation pédagogique en Nouvelle-Calédonie

Le CNDP, établissement public, sous tutelle du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche reçoit à ce titre une subvention pour charges de service public.

Du fait de sa nouvelle implantation à Chasseneuil-du-Poitou, la réorganisation du CNDP et la mise en œuvre de ses missions font l'objet d'une concertation qui doit permettre au ministère de tutelle de fixer à l'opérateur un cadre d'action pour les années à venir.

Un premier contrat d'objectifs formalisera en 2006 les axes prioritaires qui seront à développer et constituera l'un des points forts du nouveau dialogue de gestion.

## Financements de l'État

| | Exécution 2004 | | LFI 2005 | | PLF 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Action intéressée / nature de la dépense** | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **Action n° 07 : Établissements d'appui de la politique éducative** | | | **94.715.914** | **94.673.914** | **95 755 279** | **95 713 279** |
| Subventions pour charges de service public | | | 94.715.914 | 94.673.914 | 95 755 279 | 95 713 279 |
| **Total** | | | **94.715.914** | **94.673.914** | **95 755 279** | **95 713 279** |

## Budget prévisionnel 2005

(en milliers d'euros)

| Ressources de l'opérateur | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Subventions de l'État | Autres subventions et dotations | Ressources fiscales | Ressources propres et autres | **Total** |
| 94.046 | 18.648 | | 44.824 | **157.518** |

(en milliers d'euros)

| Dépenses de l'opérateur | | | |
|---|---|---|---|
| Personnel | Fonctionnement | Investissement | **Total** |
| 98.683 | 54.583 | 4.252 | **157.518** |

## Consolidation des emplois de l'opérateur

| | Exécution 2004 | Prévision 2005 | Prévision 2006 |
|---|---|---|---|
| Emplois (ETPT) rémunérés par l'opérateur | | 2 469 | 2 391 |
| Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur | | | |
| **Total** | | **2 469** | **2 391** |

La consolidation indicative des emplois porte sur les effectifs rémunérés par l'opérateur sur la subvention pour charges de service public et sur ressources propres.

# Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions

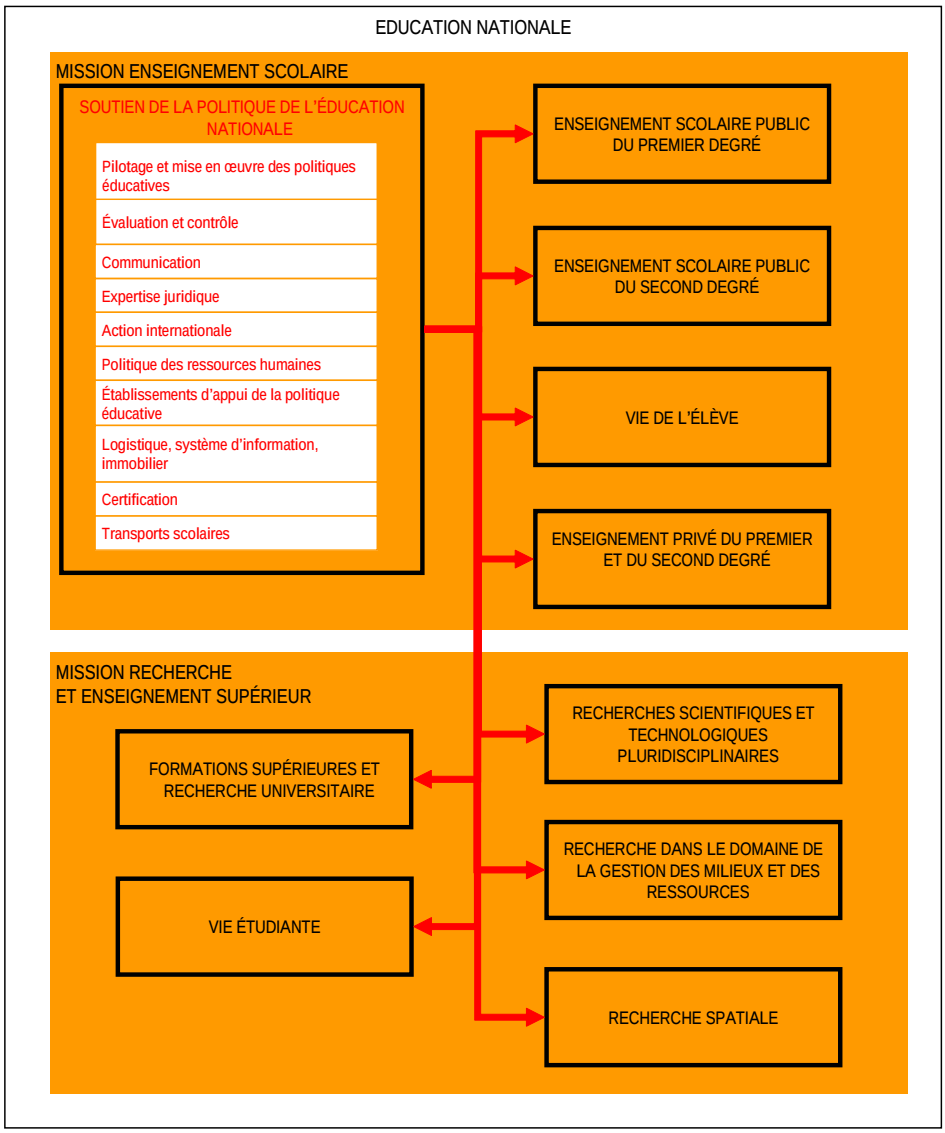
***Avertissement***

*Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits des actions et des programmes de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.*

*S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche adoptée pour ce premier exercice budgétaire en prévision s'est voulue pragmatique, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.*

## Schéma de déversement analytique du programme

Présentation des liens établis entre les actions du programme et d'autres programmes.



## Présentation des crédits de paiement concourant à la mise en œuvre de la politique

| Intitulé de l'action | Crédits prévus | Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents | | Crédits après ventilation |
|---|---|---|---|---|
| | | au sein du programme | entre programmes | |
| Pilotage et mise en oeuvre des politiques éducatives et de recherche | 364.181.203 | | -364.181.203 | 0 |
| Évaluation et contrôle | 51.652.657 | | -51.652.657 | 0 |
| Communication | 18.555.844 | | -18.555.844 | 0 |
| Expertise juridique | 15.294.653 | | -15.294.653 | 0 |
| Action internationale | 17.064.248 | | -17.064.248 | 0 |
| Politique des ressources humaines | 567.452.519 | | -567.452.519 | 0 |
| Établissements d'appui de la politique éducative | 158.516.155 | | -158.516.155 | 0 |
| Logistique, système d'information, immobilier | 622.438.456 | | -622.456.806 | -18.350 |
| Certification | 142.339.433 | | -142.339.433 | 0 |
| Transports scolaires | 10.446.373 | | -10.446.373 | 0 |
| **Total** | **1.967.941.541** | | **-1.967.959.891** | **-18.350** |

| Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes | +1.967.959.891 |
|---|---|
| ENSEIGNEMENT SCOLAIRE PUBLIC DU PREMIER DEGRE (mission Enseignement scolaire) | +533.365.792 |
| ENSEIGNEMENT SCOLAIRE PUBLIC DU SECOND DEGRE (mission Enseignement scolaire) | +940.664.981 |
| VIE DE L'ELEVE (mission Enseignement scolaire) | +200.692.838 |
| ENSEIGNEMENT PRIVE DU PREMIER ET SECOND DEGRES (mission Enseignement scolaire) | +238.651.144 |
| FORMATIONS SUPERIEURES ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE (Mission Recherche et enseignement supérieur) | +39.950.089 |
| VIE ETUDIANTE (Mission Recherche et enseignement supérieur) | +631.091 |
| RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES PLURIDISCIPLINAIRES (Mission Recherche et enseignement supérieur) | +8.127.320 |
| RECHERCHE DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES (Mission Recherche et enseignement supérieur) | +4.739.883 |
| RECHERCHE SPATIALE (Mission Recherche et enseignement supérieur) | +1.136.753 |

## Observations

● **Présentation des fonctions de soutien du programme :**

Le programme est un programme support dont la finalité est de contribuer au pilotage de la politique publique d'enseignement scolaire mise en œuvre à travers l'ensemble des programmes « Enseignement scolaire public du premier degré », « Enseignement scolaire public du second degré », « Vie de l'élève » et « Enseignement privé du premier et du second degré ». Ce programme regroupe les moyens transversaux qu'il n'est pas possible de ventiler au sein des programmes opérationnels.

Les moyens de ce programme sont regroupés au sein de quatre pôles :

un pôle pilotage qui comprend les actions : **« Pilotage et mise en œuvre des politiques éducatives », « Communication », « Expertise juridique », « Etablissements d'appui à la politique éducative » et « Certification »**

un pôle gestion des ressources humaines qui comprend l' action **: « Politique des ressources humaines »**

un pôle logistique qui comprend les actions : **« Logistique, systèmes d'information, immobilier » et « « Transports scolaires »**

un pôle contrôle et évaluation qui comprend l' action **: « Evaluation et contrôle »**

Ce programme retrace des crédits de rémunération de personnels non enseignants, de fonctionnement courant, de formation, d'action sociale, d'investissement, de communication, de maintenance, de conception et de développement des systèmes d'information

**● Modalités de rapprochement et de ventilation des dépenses de fonction de soutien dans les actions.**

Dans un premier temps, une distinction est effectuée au sein des crédits du programme « Soutien de la politique de l'éducation nationale » afin d'isoler les crédits qui sont ventilés sur la mission « Recherche et enseignement supérieur ». Ainsi sont isolés :

- les crédits correspondants à la rémunération des personnels de l'administration centrale qui concourent, dans certaines structures, au pilotage et à la mise en œuvre de la mission « Recherche et enseignement supérieur ». Ces personnels sont principalement implantés dans les structures suivantes : Direction de la recherche, Direction de la technologie, Direction de l'enseignement supérieur et Comité national d'évaluation de la recherche ;

- les crédits de fonctionnement de l'administration centrale rattachés aux directions ou structures précédemment citées liées au pilotage et à la mise en œuvre de la mission « Recherche et enseignement supérieur » ;

- les crédits de rémunération des personnels des rectorats ayant des fonctions dans le domaine de l'enseignement supérieur ;

- les crédits de fonctionnement des rectorats afférents aux personnels ayant des fonctions dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Les crédits restants relèvent exclusivement de la mission « Enseignement scolaire ». Ils sont ventilés sur les actions des autres programmes qui retracent des politiques publiques et comportent donc encore des crédits après les différentes ventilations. Les crédits sont ventilés au prorata du poids des crédits inscrits sur les actions de ces programmes.

# Programme 143 :
# Enseignement technique agricole

# Présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

## Présentation par action et titre des crédits demandés pour 2006

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics | 659.204.136 | 5.921.283 | 170.000 | 21.965.954 | **687.261.373** | |
| 02 Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés | 208.741.139 | | | 274.513.923 | **483.255.062** | |
| 03 Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) | 0 | | | 77.590.224 | **77.590.224** | |
| 04 Évolution des compétences et dynamique territoriale | 0 | | | 6.665.671 | **6.665.671** | 2.800.000 |
| 05 Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé | 0 | 4.432.144 | | | **4.432.144** | |
| **Totaux** | **867.945.275** | **10.353.427** | **170.000** | **380.735.772** | **1.259.204.474** | **2.800.000** |

### Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2006 | Fonds de concours attendus en 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics | 659.204.136 | 5.921.283 | 436.500 | 21.965.954 | **687.527.873** | |
| 02 Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés | 208.741.139 | | | 274.513.923 | **483.255.062** | |
| 03 Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) | 0 | | | 77.590.224 | **77.590.224** | |
| 04 Évolution des compétences et dynamique territoriale | 0 | | | 6.665.671 | **6.665.671** | 2.800.000 |
| 05 Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé | 0 | 4.432.144 | | | **4.432.144** | |
| **Totaux** | **867.945.275** | **10.353.427** | **436.500** | **380.735.772** | **1.259.470.974** | **2.800.000** |

## Présentation par action et titre des crédits votés pour 2005 (loi de finances initiale)

### Autorisations d'engagement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics | 615.035.925 | 6.752.286 | 800.000 | 15.439.105 | **638.027.316** | |
| 02 Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés | 195.894.200 | | | 273.218.000 | **469.112.200** | |
| 03 Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) | | | | 73.272.549 | **73.272.549** | |
| 04 Évolution des compétences et dynamique territoriale | | 300.000 | | 13.369.671 | **13.669.671** | |
| 05 Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé | | 4.115.217 | | | **4.115.217** | |
| **Totaux** | **810.930.125** | **11.167.503** | **800.000** | **375.299.325** | **1.198.196.953** | |

### Crédits de paiement

| Numéro et intitulé de l'action / sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total pour 2005 | Prévisions de fonds de concours 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics | 615.035.925 | 6.752.286 | 708.000 | 15.439.105 | **637.935.316** | |
| 02 Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés | 195.894.200 | | | 273.197.000 | **469.091.200** | |
| 03 Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) | | | | 73.272.549 | **73.272.549** | |
| 04 Évolution des compétences et dynamique territoriale | | 300.000 | | 13.369.671 | **13.669.671** | |
| 05 Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé | | 4.115.217 | | | **4.115.217** | |
| **Totaux** | **810.930.125** | **11.167.503** | **708.000** | **375.278.325** | **1.198.083.953** | |

## Présentation des crédits par titre et catégorie

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consommées en 2004 | Ouvertes en LFI pour 2005 | Demandées pour 2006 | Consommés en 2004 | Ouverts en LFI pour 2005 | Demandés pour 2006 |
| **Titre 2. Dépenses de personnel** | | **810.930.125** | **867.945.275** | | **810.930.125** | **867.945.275** |
| Rémunérations d'activité | | 555.141.835 | 553.955.560 | | 555.141.835 | 553.955.560 |
| Cotisations et contributions sociales | | 254.827.857 | 305.367.518 | | 254.827.857 | 305.367.518 |
| Prestations sociales et allocations diverses | | 960.433 | 8.622.197 | | 960.433 | 8.622.197 |
| **Titre 3. Dépenses de fonctionnement** | | **11.167.503** | **10.353.427** | | **11.167.503** | **10.353.427** |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | 7.064.286 | 7.987.427 | | 7.064.286 | 7.987.427 |
| Subventions pour charges de service public | | 4.103.217 | 2.366.000 | | 4.103.217 | 2.366.000 |
| **Titre 5. Dépenses d'investissement** | | **800.000** | **170.000** | | **708.000** | **436.500** |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat | | 800.000 | 170.000 | | 708.000 | 436.500 |
| **Titre 6. Dépenses d'intervention** | | **375.299.325** | **380.735.772** | | **375.278.325** | **380.735.772** |
| Transferts aux ménages | | 80.442.220 | 80.844.895 | | 80.442.220 | 80.844.895 |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 15.020.633 | 20.020.633 | | 15.020.633 | 20.020.633 |
| Transferts aux autres collectivités | | 279.836.472 | 279.870.244 | | 279.815.472 | 279.870.244 |
| **Totaux hors fonds de concours prévus** | | **1.198.196.953** | **1.259.204.474** | | **1.198.083.953** | **1.259.470.974** |
| *Fonds de concours* | | | *2.800.000* | | | *2.800.000* |
| ***Totaux y compris fonds de concours prévus*** | | ***1.198.196.953*** | ***1.262.004.474*** | | ***1.198.083.953*** | ***1.262.270.974*** |

## Évaluation des dépenses fiscales[5]

### Dépenses fiscales contribuant au programme sans que ce soit leur objet principal

(en millions d'euros)

| Numéro et intitulé de la mesure | Résultat estimé pour 2004 | Évaluation pour 2005 | Évaluation pour 2006 |
|---|---|---|---|
| 110215 Réduction d'impôt pour frais de scolarité | 385 | 390 | 390 |

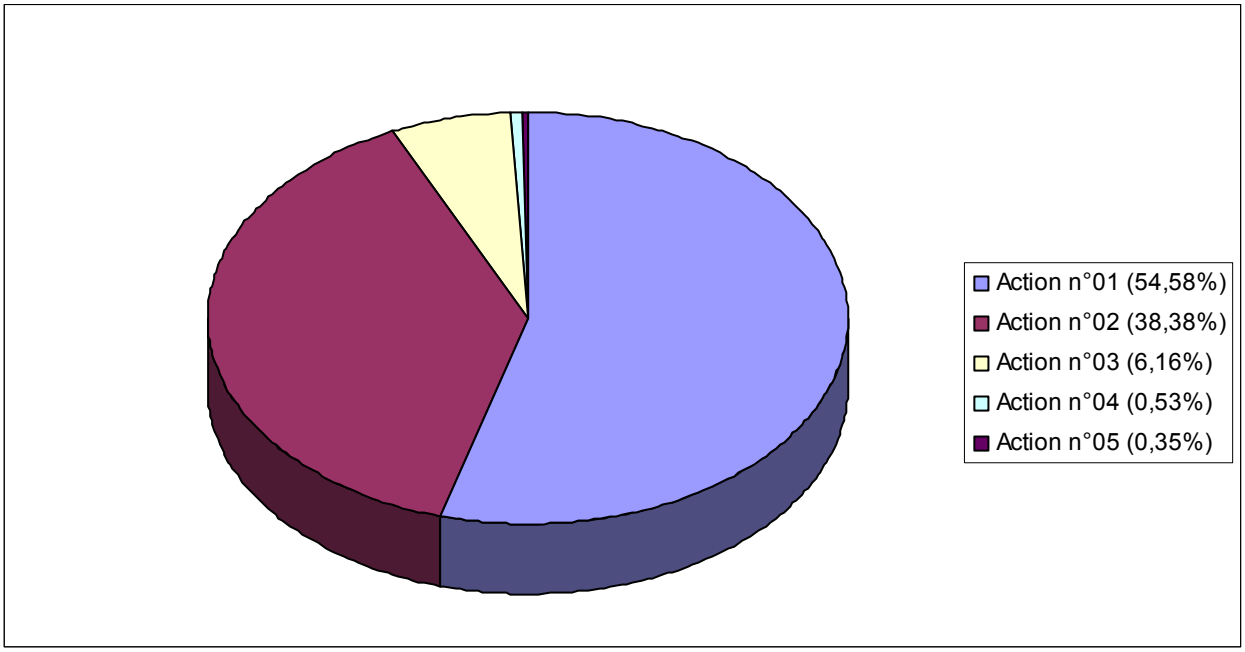
[5] Les dépenses fiscales sont décrites dans le tome II de l'annexe au projet de loi de finances intitulée « Évaluation des voies et moyens ». Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier et précisées dans le projet annuel de performances. Les montants indiqués sont des estimations. Lorsqu'aucun montant ne figure, la lettre « ε »signifie que le coût est estimé à moins de 0,5 million d'euros ; l'abréviation « nc » signifie « non chiffrable » et l'astérisque « * » signifie que l'évaluation de cette mesure fiscale n'est pas disponible lors de la mise sous presse de cette annexe, mais figure en revanche dans le tome II de l'annexe « Évaluation des voies et moyens ».

# Projet annuel de performances : Présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs

## Présentation par action des crédits demandés pour 2006

| Numéro et intitulé de l'action | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
|---|---|---|---|
| 01 | Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics | 687.261.373 | 687.527.873 |
| 02 | Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés | 483.255.062 | 483.255.062 |
| 03 | Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) | 77.590.224 | 77.590.224 |
| 04 | Évolution des compétences et dynamique territoriale | 6.665.671 | 6.665.671 |
| 05 | Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé | 4.432.144 | 4.432.144 |
| **Totaux** | | **1.259.204.474** | **1.259.470.974** |

## Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2006



# Présentation du programme

L'enseignement et la formation agricoles font partie intégrante du service public national d'éducation et de formation. Ils constituent également une composante active du service public de proximité.

L'originalité de l'enseignement technique agricole réside, à côté de la mission de formation initiale et continue, dans la mise en œuvre de quatre missions supplémentaires :

- la contribution à l'insertion scolaire, sociale et professionnelle ;
- la contribution au développement agricole, à l'expérimentation et la recherche appliquée ;
- la participation à l'animation et au développement des territoires ;
- la participation aux actions de coopération internationale.

Les établissements d'enseignement technique dispensent des formations allant de la classe de quatrième aux classes préparatoires ou au brevet de technicien supérieur (enseignement supérieur court) et dans les champs de compétence du MAP (production, transformation et commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires, services en milieu rural, aménagement et environnement). Ils regroupent les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles et les établissements privés sous contrat avec l'État.

Les établissements d'enseignement technique (au nombre de 848) scolarisent 173.908 élèves (38,4 % dans le secteur public) en 2004-2005. Ils sont de petite taille (200 élèves en moyenne par établissement) et présentent la particularité de posséder quasiment tous un internat (57,2 % des élèves sont internes). Par ailleurs, quatre établissements publics nationaux (EPN) participent aux missions d'appui de l'enseignement agricole (innovations pédagogiques, formation des personnels, etc.).

Le développement des liens entre l'enseignement technique et l'enseignement supérieur doit permettre aux meilleurs élèves de baccalauréat technologique d'accéder à des études supérieures longues et de structurer une offre de formation cohérente pour la poursuite d'études des titulaires de brevets de technicien supérieur agricole.

L'enseignement technique agricole est structuré en 5 actions :

- mise en œuvre de l'enseignement dans les établissements publics ;
- mise en œuvre des enseignements dans les établissements privés ;
- aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) ;
- évolution des compétences et dynamique territoriale ;
- moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé.

L'action « évolution des compétences et dynamique territoriale » correspond pour l'essentiel à la maintenance et la modernisation par le MAP de son dispositif de certification et des pratiques pédagogiques en vue de garantir l'égalité de traitement des apprenants. Elle vise aussi à encourager la mobilité des apprenants et à garantir une mise en œuvre lisible et homogène sur l'ensemble du territoire des missions spécifiques confiées à l'enseignement agricole en matière d'animation et de développement des territoires, de développement agricole, d'expérimentation et de recherche appliquée ainsi que de coopération internationale. Comme les liaisons entre l'enseignement technique et l'enseignement supérieur, la mise en œuvre de ces missions spécifiques contribue à une meilleure synergie entre la formation, la recherche et le développement, un des axes importants du projet stratégique de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche.

Le financement de ces différentes missions intervient dans le contexte du partage des compétences avec les régions, notamment en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage.

# Présentation des actions



## Action n° 01 : Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics

Cette action regroupe les moyens humains et financiers affectés à la mise en œuvre de la formation initiale scolaire dispensée dans les lycées d'enseignement général, technologique et professionnel agricole.

Ces moyens se répartissent en :

• **Rémunération des personnels permanents** (personnels enseignants et ATOSS titulaires, agents contractuels

d'enseignement nationaux, personnels d'éducation et de surveillance).

• **Moyens d'ajustement** entre les besoins résultant des référentiels de formation, des structures de classe et des effectifs et les moyens permanents effectivement disponibles et retracés ci-dessus ; ces moyens d'ajustement regroupent les agents contractuels d'enseignement régionaux, les heures supplémentaires, les vacations, les indemnités liées à des fonctions particulières et les remplacements.

• **Moyens nécessaires au recrutement et à la formation continue des personnels des lycées agricoles.**

• **Moyens d'appui et de modernisation du système d'enseignement public** (financement des établissements publics nationaux, subventions aux établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole en matière d'appui pédagogique …) :

- EPN de Rambouillet ;
- Centre d'Étude du Milieu et de Pédagogie Appliquée du Ministère de l'Agriculture ;
- Centre d'Expérimentation Pédagogique ;
- Centre National de Promotion Rurale.

Sont également concernés les moyens de fonctionnement, d'équipement et de construction des établissements des collectivités et territoires d'outre-mer qui sont totalement à la charge de l'État.

• **Réparation des accidents du travail des élèves et étudiants.**



## Action n° 02 : Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés

Cette action regroupe :

- les rémunérations des personnels contractuels de droit public des établissements du temps plein classique ;
- les subventions aux établissements du temps plein (classique et autre) et du rythme approprié (alternant et autre) ;
- les subventions aux organisations fédératives et aux organismes de formation.

Ces moyens se répartissent en :

• **Enseignement agricole privé à temps plein :**

Le code rural (art. L.813-8 et R.813-38) dispose que l'État verse une subvention de fonctionnement aux établissements privés d'enseignement. Cette subvention est déterminée en fonction des conditions de scolarisation (élèves externes, demi-pensionnaires et internes), du coût moyen des charges de personnels non-enseignants, des dépenses de fonctionnement en matériel et des dépenses pédagogiques, supportées par l'État et les régions, avec pour base de calcul le niveau moyen par élève des dépenses correspondantes dans les établissements d'enseignement technique agricole publics.

Le ministère assure la rémunération des enseignants liés à l'État par un contrat de droit public ainsi que celle des documentalistes, intégrés à l'équipe pédagogique.

• **Enseignement agricole privé à rythme approprié :**

On distingue deux types d'enseignement par rythme approprié, le rythme alternant (maisons familiales) et le rythme dit « autre » (établissements rattachés à l'UNREP, à dominante médico-sociale). Ce dernier est plus tourné vers le monde professionnel et bénéficie de taux d'encadrement différents et sensiblement plus élevés pour prendre en compte la spécificité des publics accueillis (divers handicaps).

La subvention aux établissements du rythme approprié est calculée sur la base du nombre de postes nécessaires de formateurs et du coût du poste de formateurs.

Le nombre de postes nécessaires est calculé sur la base de l'effectif constaté à la rentrée. Le critère pertinent est le niveau de formation de l'élève.

Les élèves sont répartis par niveau de formation et en groupes de 18 élèves. Pour chaque niveau de formation est arrêté un taux d'encadrement. Le produit du nombre de groupes de 18 élèves par chacun des taux donne le nombre de postes :

Nombre de postes = Produit du nombre de groupes de 18 élèves par taux d'encadrement.

Le coût d'un poste est déterminé, pour chaque filière de formation, par référence au coût moyen des formateurs selon des paramètres fixés par un décret interministériel.



## Action n° 03 : Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé)

Cette action regroupe les bourses d'études sur critères sociaux et le fonds social lycéen.

Les bourses d'études et les aides financières diverses sont destinées à contribuer à l'entretien des élèves aptes à entreprendre ou à poursuivre des études et dont les ressources familiales ont été reconnues durablement ou temporairement insuffisantes.

Selon le code de l'éducation (articles L.531-4 et L.531-5), des bourses nationales bénéficient aux élèves inscrits dans les établissements d'enseignement visés au titre VIII du code rural.

Elles sont attribuées en fonction des ressources et des charges des parents, appréciées en fonction d'un barème national fixé chaque année par arrêté ministériel et publié au bulletin officiel de l'éducation nationale. Ce barème est appliqué aux élèves relevant du ministère chargé de l'agriculture afin de leur assurer un traitement égal avec ceux relevant du ministère de l'éducation nationale.

Pendant l'année scolaire 2004-2005, plus de 55.800 élèves de l'enseignement technique agricole ont bénéficié de bourses sur critères sociaux (38.700 élèves inscrits dans l'enseignement privé, où 38,4 % des effectifs sont boursiers, 17.100 élèves inscrits dans l'enseignement public où 31,9 % des élèves inscrits sont boursiers).

Parmi les 55.800 boursiers de l'enseignement technique agricole, près de 9.900 ont bénéficié de la majoration spécifique « enfants d'agriculteurs ».

Outre les bourses sur critères sociaux sont attribuées les remises de principe d'internat et les aides au titre du fonds social lycéen. Ce dernier, doté de 1,8 M€, a permis d'aider plus de 11.000 familles en difficulté, dans des situations d'urgence, notamment pour leur permettre de régler les frais d'internat.



## Action n° 04 : Évolution des compétences et dynamique territoriale

Cette action regroupe les moyens humains et financiers affectés à la mise en œuvre des missions confiées spécifiquement à l'enseignement agricole, notamment :

- l'accompagnement de la politique agricole d'installation et de formation des agriculteurs en formation professionnelle continue et apprentissage, réalisé au travers du financement des stages à l'installation, des centres publics de formation d'apprentis (CFA) et centres de formation professionnelle et de promotion agricoles (CFPPA) ;
- le développement d'actions menées dans le cadre du volet formation du plan de développement rural national (PDRN) ;
- l'appui aux établissements d'enseignement et de formation concernés et les actions en faveur du développement et de la valorisation de l'innovation en éducation et formation ;
- la poursuite de la mise en place des dispositifs capacitaires;
- le développement des relations avec les branches professionnelles au moyen de conventions de coopération ;
- la poursuite des programmes « agriculture et développement durable » avec la mise en place de sites expérimentaux en région ;
- le développement du rôle particulier des exploitations agricoles et des ateliers technologiques dans la formation ;
- le développement des partenariats tant en France qu'à l'étranger pour la mise en œuvre de la mission de coopération internationale ;
- le développement de la mobilité des jeunes de l'enseignement technique agricole grâce à des bourses ;
- la mise en œuvre du programme national d'animation et d'action relatif à l'insertion ;
- le développement des formations ouvertes et à distance.



## Action n° 05 : Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé

Cette action regroupe les moyens humains et financiers affectés à la création, la rénovation et la délivrance des diplômes et titres, à l'inspection de l'enseignement agricole, aux enquêtes d'insertion et à l'observatoire national de l'enseignement agricole.

Ces moyens se répartissent en :

• **Création, rénovation et délivrance des diplômes et titres**

Les moyens de fonctionnement des centres d'examen et les indemnités des membres des jurys.

Les crédits affectés à la création et à la rénovation des référentiels des diplômes et titres.

• **Inspection de l'enseignement agricole**

Les missions de l'inspection de l'enseignement agricole fixées par l'arrêté interministériel du 2 septembre 2002 sont au nombre de quatre :

- Missions d'inspection proprement dites des établissements d'enseignements technique et supérieur agricoles, publics et privés, des dispositifs d'enseignement et de formation et des agents, qui peuvent revêtir, selon les cas, trois formes : le conseil, l'évaluation et le contrôle.

- Missions d'expertise pédagogique et administrative en faveur des différents échelons de l'administration, et de prospective sur les savoirs.

- Missions de contribution à l'animation générale du système d'enseignement et de formation professionnelle agricoles.

- Missions de participation à la formation initiale et continue des personnels du système d'enseignement et de formation professionnelle agricoles.

• **Observatoire national de l'enseignement agricole (ONEA) et enquêtes d'insertion**

L'ONEA, placé auprès du ministre chargé de l'Agriculture, a pour mission, selon les termes de son arrêté constitutif « d'analyser, de synthétiser et de diffuser les données sur la connaissance, le suivi et l'insertion professionnelle des élèves, des étudiants, des apprentis et des stagiaires de l'enseignement agricole tant public que privé […]. Il formule des propositions et des recommandations sur ses domaines de compétences. »

Les moyens affectés à l'ONEA lui permettent de réaliser un rapport annuel et d'organiser des journées thématiques.

### Objectifs et indicateurs

Les cinq missions de l'enseignement agricole exposées dans la présentation du programme sont retracées quant à leur mise en œuvre au travers des objectifs et indicateurs de résultat retenus.

Ainsi, les taux de réussite aux examens et d'insertion professionnelle, dont le taux de jeunes en situation d'emploi 7 mois après sont enregistrés au titre de la mission relative à la formation initiale scolaire.

L'utilisation optimale des moyens consacrés à cette mission est retracée par l'objectif n° 2 et les trois indicateurs qui lui sont associés (dépense moyenne de formation par élève et par établissement public, taux d'heures d'enseignement délivrées devant moins de 10 élèves et taux de satisfaction des usagers de l'enseignement agricole).

L'engagement du Ministère de l'agriculture et de la pêche à promouvoir la formation tout au long de la vie se traduit par le développement de l'alternance et des dispositifs de validation des acquis de l'expérience dans le cadre des partenariats avec les branches professionnelles (un indicateur mesure spécifiquement la part des apprentis et adultes dans le flux d'inscriptions à l'ensemble des diplômes et titres délivrés par le MAP).

La contribution de l'enseignement agricole au développement des territoires passe par les expérimentations et les actions portées par les établissements d'enseignement. L'impact de ces projets est mesuré par un indicateur synthétique d'efficacité des actions conduites.

La coopération et les échanges internationaux donnent lieu à la réalisation de stages à l'étranger dont le MAP souhaite apprécier l'intérêt pour les bénéficiaires.

**Objectif n° 1 (du point de vue du citoyen) : Assurer un enseignement général, technologique et professionnel conduisant à la réussite scolaire et à une bonne insertion sociale et professionnelle.**

L'efficacité socio-économique de l'enseignement agricole est mesurée pour chaque jeune accueilli par trois indicateurs complémentaires : à court terme par la réussite scolaire et le taux d'emploi à 7 mois, et à moyen terme par son insertion professionnelle durable, composante non exclusive mais fondamentale d'une bonne insertion sociale.

Le renseignement du taux d'efficacité scolaire (nombre de jeunes ayant obtenu leur diplôme rapporté au nombre jeunes entrés dans le cycle de formation correspondant) est prévu pour mesurer la capacité de l'enseignement agricole à offrir un parcours de la réussite. Il nécessite le « suivi de cohortes » d'élèves et sa connexion avec le logiciel de gestion des examens. Or ce dispositif n'entre en fonction pour l'ensemble des élèves qu'à la rentrée 2005. Comme il est nécessaire de suivre pendant deux années et une année de redoublement éventuel ces élèves pour alimenter l'indicateur, celui-ci ne peut être renseigné pour la première fois qu'en mars 2009 pour le PAP 2010. Il est donc proposé de le remplacer jusqu'au PAP 2009 inclus par le taux de réussite aux examens pour les mêmes diplômes, disponible.

**Indicateur n° 1 : Taux de réussite aux examens**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| BTSA | % | 73.1 | | 73.0 | 71.3 | | |
| Bac S Bac Techno | % | 77.7 | | 77.6 | 78.4 | | |
| Bac Pro BTA | % | 77.6 | | 78.0 | 80.3 | | |
| BEPA | % | 78.0 | | 81.7 | 83.5 | | |
| CAPA | % | 83.0 | | 84.3 | 84.2 | | |
| Moyenne pondérée | % | 78.8 | | 78.9 | 79.9 | 80.2 | 81.0 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** base de données nationale des examens gérée par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche.
- **Explications sur la construction de l'indicateur :** Le taux de réussite aux examens est le rapport entre le nombre d'élèves ayant été admis après l'ensemble des épreuves d'examen et le nombre d'élèves présents aux examens. Les données concernent l'ensemble des candidats (élèves, adultes et apprentis) aux examens par épreuves terminales avec ou non contrôle en cours de formation. Elles ne prennent pas en compte les examens par unités capitalisables, relatifs seulement à l'apprentissage et la formation continue, qui ne sont pas intégrés pour l'instant au logiciel de suivi des examens.

  Les taux de réussite sont calculés par type de diplôme. Un taux de réussite global est calculé en faisant la moyenne des taux de réussite à chaque examen pondérée par la part des présents à chaque examen dans l'ensemble des présents
- **Commentaires :** La cible 2009 est celle prévue au schéma prévisionnel national 2005-2009 des formations de l'enseignement agricole.

**Indicateur n° 2 : Taux d'insertion professionnelle 45 mois après l'obtention d'un diplôme en formation initiale**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| BTSA | % | 93.0 | | 91.7 | | | 93.0 |
| Bac Pro BTA | % | 88.5 | | 88.5 | | | 88.0 |
| BEPA | % | 80.2 | | 78.3 | | | 80.0 |
| CAPA | % | 65.5 | | 65.5 | | | 70 |
| Moyenne pondérée | % | 85.0 | | 84.3 | | | 85.4 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** enquête postale avec deux relances ; DGER.

- **Explications sur la construction de l'indicateur** : Il s'agit d'apprécier le pourcentage de chaque cohorte de diplômés sortis de formation initiale scolaire ou par apprentissage, occupant un emploi 45 mois après la sortie (CDI ou CDD).
- L'indicateur est issu d'une enquête de cheminement labellisée par le Conseil national de l'information statistique (CNIS), inscrite au programme des enquêtes statistiques des services publics. Elle donne la situation de chaque sortant mois par mois.

  La moitié des diplômés est enquêtée alternativement chaque année : les titulaires de BTSA et de BEPA ont été enquêtés en 2004, ceux d'un Bac pro, d'un BEPA et d'un CAPA en 2005. Pour la moitié non enquêtée une année donnée, le taux calculé l'année précédente est reconduit pour l'année suivante.

  Un taux d'insertion global est calculé par une moyenne des taux relatifs à chaque diplôme pondérée par la part des titulaires de chaque diplôme dans l'ensemble de la population enquêtée.

**Indicateur n° 3 : Pourcentage de jeunes en situation d'emploi 7 mois après la sortie de scolarité (hors ceux qui poursuivent des études)**

| | | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Dont niveau 3 | % | 82.3 | | NS | | | |
| Dont niveau 4 | % | 82.3 | | 84.0 | | | |
| Dont niveau 5 | % | 78.9 | | NS | | | |
| Total | % | 81.9 | | | | 82.0 | 82.0 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** extraction de la base de données de l'enquête d'insertion 45 mois après la terminale de chaque diplôme. Les niveaux de formation sont : niveau 5 (CAPA et BEPA), niveau 4 (Bac Pro et BTA) et niveau 3 (BTSA). La population extraite de la base de donnée comporte tous les sortants, qu'ils aient ou non obtenu le diplôme correspondant.
- **Explications sur la construction de l'indicateur** : Compte tenu du délai d'enquête (45 mois après obtention du diplôme) et de la proportion d'enquêtés ayant poursuivi des études (les deux tiers), ces informations sont connues avec un délai moyen d'environ 24 mois.
- **Commentaires :** Les résultats 2004 concernent, compte tenu du protocole d'enquête, des jeunes inscrits en terminale BEPA ou BTSA en 2000 et ayant poursuivi leurs études pendant 3 ans avant de sortir du dispositif en 2003. C'est pourquoi les effectifs des jeunes sortis en 2003 aux niveaux 5 et 3 et enquêtés en janvier 2004 sont trop faibles pour que le pourcentage soit significatif (jeunes toujours au même niveau 3 ans après).

**Objectif n° 2 (du point de vue du citoyen / de l'usager / du contribuable) : Optimiser la gestion de la formation initiale scolaire.**

Le niveau d'atteinte de cet objectif est mesuré par trois indicateurs : deux indicateurs d'efficience et un indicateur de qualité du service rendu.

L'analyse de l'écart type de la dépense moyenne de formation par élève et par établissement public (indicateur 1) doit permettre de maîtriser la dispersion des écarts de coût de la formation par élève entre les établissements de l'enseignement technique agricole public, sans préjudice des autres objectifs de la politique publique, et notamment d'une présence optimale des établissements sur le territoire national, et en tenant compte du champ de contraintes dans lesquelles l'enseignement agricole est mis en œuvre. Il doit ainsi permettre un meilleur pilotage national aux niveaux central, régional et local, en concertation avec les régions dans le cadre des compétences partagées, et une répartition optimale des établissements et des structures de formation sur l'ensemble du territoire.

L'analyse du taux d'heures d'enseignement dispensées devant moins de 10 élèves (indicateur 2), doit permettre de maîtriser la répartition des enseignements entre les classes, les options ou spécialités dans une même classe et les dédoublements pour les enseignements pratiques nécessitant des petits groupes.

Enfin l'analyse du taux de satisfaction des usagers de l'enseignement agricole par la voie scolaire (indicateur 3) doit permettre d'améliorer sans cesse la qualité du service rendu.

**Indicateur n° 1 : Dépense moyenne de formation par élève et par établissement public (crédits de l'Etat)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| Moyenne | € | | | | | | |
| Ecart type | € | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** Les informations sont obtenues à partir de l'ensemble des moyens donnés par l'État aux établissements et destinés à la formation des élèves, en personnels et en crédits.
- **Explications sur la construction de l'indicateur :** Il s'agit de présenter la distribution des établissements en fonction de la dépense moyenne de l'État pour la formation des élèves et d'en calculer l'écart type.
- **Commentaires :** Le contrôle de gestion généralisé dans tous les établissements et la tenue d'un budget de gestion analytique à partir de 2006 permettra de connaître, par ailleurs, les coûts complets de formation de chaque classe alimentés par l'ensemble des financements. Ces informations permettront l'optimisation du pilotage national par l'État aux niveaux central et régional et du co-pilotage État région au niveau régional pour ce qui concerne la formation professionnelle.

  L'indicateur est en cours de construction. Les premières données, relatives à l'année 2006, seront disponibles dans le PAP joint au PLF 2008.

**Indicateur n° 2 : Taux d'heures d'enseignement délivrées devant moins de 10 élèves (enseignement public)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | cible |
| classes | % | | | 5,5 | | | |
| options spécialités | % | | | 1,5 | | | |
| dédoublements | % | | | 3,1 | | | |
| Total | % | | | 10,1 | 10.0 | 9.5 | 9.0 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** logiciel de gestion des heures d'enseignement à partir des fiches de service des enseignants.
- **Explications sur la construction de l'indicateur** : l'enseignement devant moins de 10 élèves peut être imputable à trois causes : l'effectif classe entière ; l'effectif d'option ou de spécialité lorsqu'une classe est ouverte avec deux options ou spécialités comportant un tronc commun ; enfin des dédoublements pour des travaux pratiques, la pluridisciplinarité ou les enseignements de mise à niveau. Les chiffres 2004 correspondent aux fiches de service des enseignants pour l'année scolaire 2004/2005.
- **Commentaires :** il n'est pas possible dès maintenant de fixer une cible précise pour l'évolution du nombre de classes entières à faible effectif, car cela nécessite une analyse approfondie pour déterminer la pertinence de la suppression ou du maintien de chacune de ces classes. Un certain nombre doit en effet être maintenu soit parce qu'elles concernent une filière prioritaire avec un besoin non satisfait de main d'œuvre qualifiée, notamment dans les domaines de la production agricole et des industries agroalimentaires, priorités du Schéma prévisionnel national des formations de l'enseignement agricole 2005/2009, soit parce qu'elles se situent sur un territoire où il convient de maintenir de la proximité dans le recrutement. Ces réflexions seront prochainement conduites dans le cadre des nouvelles modalités de co-pilotage État région, concrétisées par la co-signature par les autorités académiques des conventions annuelles d'application des Plans régionaux de développement des formations professionnelles des jeunes et des adultes (PRDFPJ).

**Indicateur n° 3 : Taux de satisfaction des usagers de l'enseignement agricole (voie scolaire)**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** enquête de satisfaction des élèves et des parents d'élèves dans chaque établissement, avec consolidations régionales et nationale.

- **Explications sur la construction de l'indicateur** : une grille de questionnement en 6 domaines est proposée aux élèves et parents d'élèves. Chaque domaine est renseigné sur une échelle de 1 à 4 dans un diagramme polaire (totalement satisfait ; plutôt satisfait ; plutôt non satisfait ; pas du tout satisfait). Les 6 thèmes sont : l'accueil avant et au début de la formation ; l'information ; la prise en compte du projet de l'élève ; la formation ; la vie scolaire ; le suivi administratif et financier. Cette grille permet d'analyser la qualité perçue. La répartition des points entre les différents items donne un indice maximum de 100.
- **Commentaires** : A des fins d'amélioration du fonctionnement de l'établissement, une grille concernant la qualité « réelle » à partir d'éléments objectifs concernant les mêmes domaines sera renseignée parallèlement. Le rapprochement de ces deux grilles permettra une analyse des points faibles et des écarts entre le perçu et le réel, et la mise en œuvre de plans d'améliorations.

  L'indicateur est en cours de construction. Les premières données, relatives à l'année 2006, seront disponibles dans le PAP joint au PLF 2008.

**Objectif n° 3 (du point de vue du citoyen) : Promouvoir la formation tout au long de la vie, notamment par l'apprentissage, la formation professionnelle continue et les partenariats avec les branches professionnelles.**

Le premier axe d'action du MAP pour atteindre cet objectif réside dans l'adaptation des contenus, des modalités de mise en œuvre et de délivrance de ses diplômes et titres à la formation poursuivie après la sortie du cursus de formation initiale scolaire.

Les pratiques généralisées d'alternance et le développement de la validation des acquis de l'expérience, possibles pour tous les diplômes et titres du MAP, constituent, dans le cadre des partenariats avec les branches professionnelles, un deuxième axe pour la promotion de la formation tout au long de la vie.

**Indicateur n° 1 : Part des apprentis et adultes dans le flux d'inscription aux diplômes et titres délivrés par le MAP**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| % | | | 26,2 | | 27,0 | 30 |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** données annuelles statistiques de mise en œuvre des diplômes et titres du MAP.
- **Explications sur la construction de l'indicateur** : la mesure de la proportion d'apprentis et d'adultes inscrits aux différents diplômes et titres délivrés par le ministère chargé de l'agriculture est la méthode qui a été considérée comme la plus pertinente pour apprécier le nombre de personnes ayant fait la démarche d'acquisition d'une nouvelle compétence, même si elles entrent en formation pour obtenir une seule unité capitalisable d'un diplôme ou titre. Dans ce cas en effet elles doivent s'inscrire au diplôme ou titre concerné. Cet indicateur permet aussi une appréciation de l'attractivité des certifications proposées par le ministère.
- **Commentaires :** Les 26,2 % d'inscrits aux diplômes et titres du ministère chargé de l'agriculture représentent 22 415 candidats dont 14 466 apprentis (14,8%) et 9 949 inscrits en formation continue (11,4 %). Il n'est pas possible de fixer une cible précise dès cette année à cet indicateur, car cela nécessite une réflexion approfondie dans le cadre des partenariats avec les branches professionnelles et du co-pilotage État région, concrétisé désormais par la co-signature par les autorités académiques des conventions annuelles d'application des Plans régionaux de développement des formations professionnelles des jeunes et des adultes (PRDFPJ). On peut toutefois afficher une perspective d'augmentation dans la mesure où la loi de programmation pour la cohésion sociale a prévu des dispositions pour cela.

**Objectif n° 4 (du point de vue du citoyen) : Promouvoir la contribution de l'enseignement agricole au développement de l'agriculture et des territoires.**

Il s'agit d'optimiser l'efficacité socio-économique des moyens de l'État consacrés à la mise en œuvre des missions spécifiques à l'enseignement et la formation professionnelle agricoles. En s'appuyant sur des partenariats interministériels (Éducation nationale, Écologie et développement durable, DATAR, Tourisme, Culture…), ces moyens visent principalement la conception, l'animation et l'évaluation de programmes partenariaux de développement territorial et l'accompagnement de l'innovation agronomique et technologique, notamment à partir des exploitations agricoles et des ateliers technologiques des établissements d'enseignement

agricole. Le financement des actions initiées fait l'objet de contributions publiques (État, collectivités territoriales, chambres consulaires, Union Européenne…) et / ou privées (entreprises, associations, groupements professionnels…).

En synergie avec la mission de formation et dans le cadre de conventions de partenariat avec des structures territoriales ou de recherche et développement, il s'agit de promouvoir toutes les formes d'action favorisant le développement économique, social ou culturel et débouchant sur l'emploi, l'innovation, la promotion des individus, la création ou le développement de services, la diffusion de nouvelles techniques ou encore l'initiation de nouvelles coopérations sur les territoires d'appartenance des établissements d'enseignement agricole.

**Indicateur n° 1 : Indice d'efficacité de la contribution de l'enseignement agricole au développement agricole et des territoires**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** bilans annuels de mise en œuvre des projets d'établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles à partir des critères du cahier des charges des contrats entre les DRAF et les établissements.
- **Explications sur la construction de l'indicateur :** A partir d'une typologie des actions conduites, une grille d'analyse permet d'identifier la nature, l'importance et les effets de ces actions. Une pondération est appliquée aux effets des actions conduites en partenariat pour préciser la part attribuable aux établissements d'enseignement agricole. Enfin, un « poids » relatif est attribué à chaque catégorie d'action pour permettre d'additionner des réalités de nature différente. L'indice 100 est attribué à la valeur nette totale ainsi obtenue la première année qui sera l'année de référence.

  Seront ainsi identifiés et mesurés les activités et les effets sur les bénéficiaires (porteurs de projets accompagnés, nombre de bénéficiaires des actions collectives, emplois créés…) ; sur les territoires (services créés ou développés, coopérations nouvelles initiées, impact médiatique ou culturel…) ou sur les transferts de technologies (diffusion de rapports d'expérimentation ou de recherche appliquée, démonstrations, licences sur brevets…).

  L'indicateur sera renseigné à titre expérimental la première année afin de caler la typologie, les clés de pondération et le « poids » relatif des différentes actions et de leurs effets. Les premières données relatives à l'année 2005 seront disponibles en 2006 pour le projet annuel de performance annexé au PLF 2007.

**Objectif n° 5 (du point de vue du citoyen) : Promouvoir l'ouverture internationale et européenne de l'enseignement agricole.**

Il s'agit de permettre aux publics envoyés à l'étranger et accueillis dans l'enseignement agricole de connaître les réalités techniques, linguistiques, culturelles, économiques et sociales d'un pays étranger dans un réseau structuré d'opérateurs. Cet objectif doit bien entendu contribuer à une meilleure insertion sociale et professionnelle en améliorant le savoir être, l'autonomie et l'ouverture d'esprit.

**Indicateur n° 1 : Taux de satisfaction des bénéficiaires de stages à l'étranger**

| | 2003 | 2004 | 2004 | 2005 | 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Unités | Réalisation | Prévision | Réalisation | Prévision | Prévision | Cible |
| | | | | | | |

**Précisions méthodologiques :**

- **Sources des données :** logiciel de suivi des stages et bilan annuel individuel par l'établissement.
- **Explications sur la construction de l'indicateur :** l'indicateur consiste à apprécier le taux de satisfaction des bénéficiaires de stages à l'étranger au moyen d'une grille d'analyse critériée structurée en 8 domaines : la préparation du stage ; l'accueil et l'insertion sur le lieu de stage ; les conditions matérielles et financières ; le suivi et l'encadrement sur le lieu de stage ; l'adéquation entre la nature du stage et la formation, y compris sur les plans professionnel et linguistique ; la valorisation du stage au retour ; les acquis humains du stage (autonomie, confiance en soi, responsabilité, travail collectif…) ; les acquis culturels.

- **Commentaires :** cet indicateur permet d'analyser la qualité perçue. A des fins d'amélioration du fonctionnement de l'établissement, une grille concernant la qualité « réelle » à partir d'éléments objectifs concernant les mêmes domaines sera renseignée parallèlement. Le rapprochement de ces deux grilles permettra une analyse des points faibles et des écarts entre le perçu et le réel, et la mise en œuvre de plans d'amélioration.

  L'indicateur est en cours de construction. Les premières données, relatives à l'année 2006, seront disponibles dans le PAP joint au PLF 2008.

# Projet annuel de performances : Justification des crédits

## Éléments transversaux au programme

| N° et intitulé de l'action / sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 01 Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics | 659.204.136 | 28.057.237 | **687.261.373** | 659.204.136 | 28.323.737 | **687.527.873** |
| 02 Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés | 208.741.139 | 274.513.923 | **483.255.062** | 208.741.139 | 274.513.923 | **483.255.062** |
| 03 Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) | 0 | 77.590.224 | **77.590.224** | 0 | 77.590.224 | **77.590.224** |
| 04 Évolution des compétences et dynamique territoriale | 0 | 6.665.671 | **6.665.671** | 0 | 6.665.671 | **6.665.671** |
| 05 Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé | 0 | 4.432.144 | **4.432.144** | 0 | 4.432.144 | **4.432.144** |
| **Total** | **867.945.275** | **391.259.199** | **1.259.204.474** | **867.945.275** | **391.525.699** | **1.259.470.974** |

### Dépenses de personnel (titre 2)

Pour cette rubrique, les crédits sont exprimés en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de même montant.

#### Emplois exprimés en ETPT et répartis par catégorie

| Catégorie d'emplois | Exécution 2004 | Estimation* pour 2005 | Demandé pour 2006 | Variation 2006 / 2005 | Crédits demandés pour 2006 (y c. charges sociales) |
|---|---|---|---|---|---|
| A administratifs | | 573 | 580 | +7 | 41.948.539 |
| A techniques | | 588 | 573 | -15 | 36.801.101 |
| B et C administratifs | | 2.304 | 2.268 | -36 | 64.745.982 |
| B et C techniques | | 2.695 | 2.695 | 0 | 89.609.228 |
| Enseignants | | 13.004 | 12.839 | -165 | 634.840.425 |
| **Total** | | **19.164** | **18.955** | **-209** | **867.945.275** |

* *L'année 2006 constituant la première année de décompte des emplois en ETPT par programme, la colonne 2005 retrace l'incidence sur la gestion 2006 des agents présents en 2005 avant impact des mesures propres à l'année 2006.*

### Éléments sur les effets de structure

**Remarque méthodologique** : la ventilation des crédits par catégorie d'emploi, telle que figurant au tableau ci-dessus, inclut les dépenses correspondant aux prestations sociales et allocations diverses.

Le programme emploie 18.955 ETPT pour une masse salariale globale de 867.945.275 €. Sur les 200 suppressions d'ETPT de titulaires qui seront réalisées au niveau ministériel, 71 le seront dans le cadre de ce programme. La différence entre le solde des entrées-sorties et la variation des effectifs entre le PLF 2006 et le PLF 2005 (138 ETPT) s'explique par des transferts vers d'autres programmes.

### HYPOTHÈSES DE SORTIES

Ces sorties définitives se font à la date moyenne du 1er juillet.

| | Départs en retraite | Autres sorties(1) | Total | Coût moyen indiciaire et indemnitaire hors charges sociales |
|---|---|---|---|---|
| **A administratifs** | 4 | 8 | 12 | 48 470 € |
| **A techniques** | 10 | 7 | 17 | 53 898 € |
| **B-C administratifs** | 14 | 8 | 22 | 23 415 € |
| **B-C techniques** | 11 | 15 | 26 | 24 726 € |
| **Enseignants** | 55 | 56 | 111 | 37 556 € |
| **TOTAL** | **94** | **94** | **188** | |

(1) détachements, disponibilités, décès…

### HYPOTHÈSES D'ENTRÉES

Les hypothèses de recrutements par concours ont été déterminées afin de permettre au ministère de réaliser les suppressions d'emplois prévues en 2006.

| | Recrutements par concours | Autres entrées(1) | Total | Coût moyen indiciaire et indemnitaire hors charges sociales |
|---|---|---|---|---|
| **A administratifs** | 5 | 6 | 11 | 36 286 € |
| **A techniques** | 0 | 3 | 3 | 33 772 € |
| **B-C administratifs** | 0 | 11 | 11 | 19 735 € |
| **B-C techniques** | 0 | 14 | 14 | 20 347 € |
| **Enseignants** | 0 | 78 | 78 | 24 595 € |
| **TOTAL** | **5** | **112** | **117** | |

(1) recrutements externes hors concours, retours de mobilité, de détachement, de disponibilité,…

### AUTRES EFFETS DE STRUCTURE

Le GVT positif est estimé à 1,67%, ce qui représente une progression de la masse salariale de 8 504 103€.

Le GVT négatif est estimé à -5 899 506 € (-1,16%).

## Éléments salariaux

### MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2006 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur de point fonction publique de 53,7110 euros, soit une progression de 1,8% par rapport à la LFI 2005 (52,7558 euros), ce qui représente un montant de 4.939.248€ pour ce programme.

Sur ce même programme, le relèvement du minimum de traitement de la fonction publique (ajout de points d'indice à tous les traitements compris entre l'indice brut 263 et l'indice brut 275 à compter du 1er juillet 2005) représente un coût pour 2006 estimé à 432.926€.

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale d'allocations familiales (taux 5,4%) est de 21,88 M€.

Le montant de la cotisation employeur à la Fonds national d'aide au logement (taux 0,1%) est de 0,4 M€.

Le montant de la cotisation employeur au compte d'affectation spéciale des pensions est de 179,16 M€ (taux 50,2 %).

L'assujettissement de l'État à la cotisation au profit de l'association pour la gestion du fonds de financement de la retraite complémentaire et le transfert au régime spécial des fonctionnaires de maîtres de l'enseignement privé sous contrat pour les risques maladie, invalidité, accidents du travail et maternité, en vertu de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 sont estimés à 2 200 000€.

### PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES

**AE : 883.115 € CP : 883.115 €**

Les mesures statutaires concernent principalement la réforme du statut des ingénieurs des travaux en liaison avec la fusion des trois corps d'ingénieur, la réforme du statut des attachés en liaison avec la fusion des trois corps d'attaché, la réforme de l'avancement de grade dans les administrations de l'Etat, ainsi que différents plans de requalification, notamment dans la filière administrative.

Les mesures indemnitaires s'inscrivent dans la poursuite de la politique d'harmonisation qui vise notamment à réduire les écarts entre les filières administrative, technique et enseignante et entre l'administration centrale et les services déconcentrés.

## Effectifs et activité des services

| Répartition des emplois par action / sous-action | |
|---|---|
| Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics | 13.920 |
| Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés | 5.035 |
| Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) | 0 |
| Évolution des compétences et dynamique territoriale | 0 |
| Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé | 0 |
| **Total des emplois du programme** | **18.955** |

### LA RÉPARTITION DES EFFECTIFS

Le programme comprend 18 955 ETPT.

Les personnels de ce programme sont répartis de façon analytique entre les actions n°01 « Mise en œuvre de l'enseignement dans les établissements publics », et 02 « Mise en œuvre des enseignements dans les établissements privés ».

| | ETPT | % du total |
|---|---|---|
| **Action n°1** | 13 920 | 73,44% |
| **Action n°2** | 5 035 | 26,56% |
| **TOTAL** | 18 955 | 100% |

### LES EFFECTIFS RÉMUNÉRÉS ET L'ACTIVITÉ DES SERVICES

L'action 01 regroupe les personnels affectés à la mise en oeuvre de la formation initiale scolaire dispensée dans les lycées d'enseignement général, technologique et professionnel agricole publics.

L'action 02 regroupe les personnels contractuels de droit public des établissements d'enseignement agricole privés.

## Autres éléments

### LES PRESTATIONS SOCIALES ET ALLOCATIONS DIVERSES

**AE : 8 622 197 € ; CP : 8 622 197 €**

Ces crédits alloués aux prestations sociales participent notamment aux dépenses suivantes :

3 758 709€ au titre des crédits affectés aux congés de fin d'activité.

1 540 405€ au titre des crédits affectés aux congés de longue durée.

L'action sociale de ce programme est prise en charge par l'action « moyens des DRAF » du programme « conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ».

# Justification par action

## Action n° 01 : Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *28.057.237* | *687.261.373* |
| *Crédits de paiement* | *28.323.737* | *687.527.873* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

**AE : 3 665 283 € ; CP : 3 665 283 €**

### FONCTIONNEMENT COURANT

Les dépenses de fonctionnement de cette action **(AE=CP : 1 425 283 €)** portent sur le recrutement et la formation continue des personnels des lycées agricoles.

Pour réaliser l'ensemble des opérations liées à l'organisation des concours de recrutement des personnels enseignants et de surveillance, le Ministère prévoit de consacrer, pour les dépenses de logistique, 100 000 € (AE=CP). S'y ajoutent les crédits affectés aux frais de déplacement des membres des jurys soit 190 000 € (AE=CP).

Au titre de la formation continue des personnels des lycées agricoles, des crédits pilotés au niveau de l'administration centrale permettent la mise en œuvre d'actions de formation pour les enseignants et les personnels d'encadrement, organisées au niveau national ou régional (mise à jour des connaissances, formations didactiques, accompagnement à la prise de fonction…). Le Ministère prévoit de consacrer 200 000 € (AE=CP) au titre des actions et 935 283 € au titre des frais de déplacement des agents en formation.

Réparation des accidents du travail des élèves et étudiants : **AE : 2 240 000 € et CP : 2 240 000 €**

Le Ministère de l'agriculture rembourse aux caisses de la Mutualité Sociale Agricole les dépenses engagées par ces dernières et les prestations médicales générées par les accidents du travail des élèves et étudiants de l'enseignement et de la formation professionnelle.

### SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

**AE : 2 256 000 € ; CP : 2 256 000 €**

Les établissements publics nationaux d'appui au système d'enseignement sont présentés dans la partie « opérateurs ».

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

### DÉPENSES POUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES

**AE : 170 000 € ; CP : 436 500 €**

Les lycées agricoles des Collectivités d'Outre-Mer [LPA de Wallis, LEGTA d'Opunohu en Polynésie Française, LEGTA de Pouembout en Nouvelle Calédonie et LPA de Mayotte] ne sont pas décentralisés et demeurent entièrement à la charge de l'Etat, tant pour ce qui concerne leur fonctionnement que les investissements.

Compte tenu des besoins récurrents de ces quatre établissements en matière d'équipement, le Ministère prévoit 170 000 € en AE et 436 500 € en CP, en particulier destinés à des mises au norme en matière de sécurité.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

### TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**AE : 20 020 633 € ; CP : 20 020 633 €**

Assistants d'éducation employés dans les EPLEFPA AE : 20 020 633 € CP : 20 020 633 €

L'objectif est de doter chaque établissement des assistants d'éducation nécessaires à la sécurité des élèves [en moyenne, 1 assistant d'éducation pour 70 élèves ou 1 assistant d'éducation pour 40 élèves internes]. Compte tenu de l'extinction progressive du statut maîtres d'internat – surveillants d'externat, le Ministère prévoit 900 assistants d'éducation en poste dans les EPLEFPA en 2006. Les assistants d'éducation sont rémunérés sur la base du SMIC soit un coût annuel par poste, toutes charges comprises, de 21 600 € en métropole et de 35 000 € en Outre-Mer.

### TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

**AE : 1 945 321 € ; CP : 1 945 321 €**

Les postes de dépenses suivants sont financés par ces transferts : (1) subventions versées aux EPLEFPA au titre des assistants d'éducation (2) financement d'actions ponctuelles à caractère pédagogique (3) moyens de fonctionnement des lycées agricoles des Collectivités d'Outre-Mer (4) réparation des accidents du travail des élèves et étudiants.

Actions ponctuelles à caractère pédagogique AE : 1 297 321 € CP : 1 297 321 €

Elles sont mises en œuvre, soit par les établissements publics nationaux d'appui, soit par des établissements publics de l'enseignement supérieur agricole, soit par des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole. L'objectif est de soutenir des actions particulières développées par des établissements (exemples : innovation pédagogique et création d'outils multimédias, technologies de l'information et de la communication…) ou de conforter les différents réseaux thématiques de l'enseignement technique agricole (exemple : agriculture et développement durable…).

Moyens de fonctionnement des lycées agricoles

des Collectivités d'Outre-Mer AE : 648 000 € CP : 648 000 €

600 élèves sont scolarisés dans les 4 lycées agricoles concernés et la subvention moyenne par élève est de 1 080 €. Ces moyens complètent les subventions d'investissement reçues par ces lycées et mentionnées précédemment.

## Action n° 02 : Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *274.513.923* | *483.255.062* |
| *Crédits de paiement* | *274.513.923* | *483.255.062* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

##### TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

**AE = 274.513.923 € ; CP = 274.513.923 €**

En application du Code rural, les établissements d'enseignement agricole privé peuvent souscrire un contrat avec l'Etat au titre de l'article L. 813-8 pour le temps plein ou de l'article L. 813-9 pour le rythme approprié.

**Etablissements du TEMPS PLEIN :** AE : 102 562 523 € CP : 102 562 523 €

L'article L. 813-8, tel qu'il résulte de l'article 4 de la loi n° 84-1285 du 31 décembre 1984 portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privé, dispose que « l'association ou l'organisme intéressé reçoit une subvention de fonctionnement versée par élève et par an qui tient compte des conditions de scolarisation et qui est déterminée en fonction du coût moyen des charges de personnel non enseignant et des dépenses (…) des formations correspondantes de l'enseignement agricole public ».

L'Etat doit ainsi déterminer le coût moyen d'un élève dans l'enseignement agricole public et le prendre comme base de calcul pour la subvention versée aux établissements privés.

La subvention de fonctionnement couvre, non seulement, le fonctionnement des établissements mais aussi la rémunération de leurs personnels non enseignants et non documentalistes. Son mode de calcul est prévu par le Code rural (art. R 813-38).

La subvention dépend de deux paramètres : nombre d'élèves répartis selon leur régime de scolarisation [externes, internes et demi-pensionnaires] et taux par régime.

Les effectifs pris en compte sont ceux de la rentrée n-1 pour les 1er et 2ème versements et ceux de janvier de l'année n pour le solde de la subvention. Le Code rural prévoit un écrêtage de la subvention au-delà de 45 élèves par classe.

Les taux à l'élève externe, demi-pensionnaire et interne sont déterminés par référence au coût moyen de l'élève dans l'enseignement agricole public, sur la base de la dernière enquête réalisée en 2002 par l'Inspection de l'enseignement agricole. La prochaine enquête est prévue en 2007.

Pour 2006, les hypothèses suivantes sont retenues :

1 / maintien, pour la rentrée 2005, année civile 2006 des effectifs constatés à la rentrée 2004, année civile 2005.

2 / actualisation des parts à l'élève.

Soit total des subventions :

| | Taux 2006 | Effectifs | Montant |
|---|---|---|---|
| Subvention à l'élève externe | 1 307 € | 6 124 | 8,0 M€ |
| Subvention à l'élève demi-pensionnaire | 1 615 € | 27 188 | 43,9 M€ |
| Subvention à l'élève interne | 2 376 € | 21 317 | 50,6 M€ |
| TOTAL | | 54 629 | 102,5 M€ |

Évolution :

| | Taux 2005 | Taux 2004 |
|---|---|---|
| Subvention à l'élève externe | 1 286 € | 1 266 € |
| Subvention à l'élève demi-pensionnaire | 1 589 € | 1 545 € |
| Subvention à l'élève interne | 2 337 € | 2 281 € |
| TOTAL effectifs élèves | 55 160 | 54 521 |

**Etablissements du RYTHME APPROPRIE** : AE : 169 131 000 € CP : 169 131 000 €

L'article L. 813-9, tel qu'il résulte de l'article 5 de la loi n° 84-1285 du 31 décembre 2004 susvisée, dispose que « l'aide financière de l'Etat est calculée sur la base du nombre de postes de formateurs nécessaire à la mise en œuvre de filières de formation retenues par le schéma prévisionnel national (…) et du coût d'un poste, déterminé, pour chaque filière de formation, par référence au coût moyen des formateurs qui participent aux filières analogues existant dans les établissements visée à l'article 4 », dits du Temps Plein.

La subvention aux établissements du rythme approprié (MFR et UNREP) est destinée à couvrir la rémunération de l'ensemble des personnels des établissements (enseignants et non enseignants) et leur fonctionnement. Son mode de calcul est prévu par le Code rural (art. R. 813-46 à 49). Elle est le produit du nombre de postes de formateurs par le coût du poste de formateur.

Les effectifs pris en compte sont ceux de la rentrée n-1 pour les 1er et 2ème versements et ceux de janvier de l'année n pour le solde de la subvention. Le Code rural prévoit la notion d'effectifs maxima aux contrats.

Pour 2006, l'hypothèse suivante est retenue : effectifs financés à la rentrée 2005, dans le cadre du plafond d'effectifs maxima aux contrats et sur la base du coût du formateur.

Soit total des subventions :

| **Maisons familiales rurales (MFR)** | **4ème 3ème** | **BEPA CAPA** | **Sde, Tale, BTA, BTSA** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Effectifs | 16 245 | 21 097 | 9 648 | 46 990 |
| groupes de 18 | 903 | 1172 | 536 | |
| Taux d'encadrement | 1,30 | 1,77 | 1,82 | |
| Nombre de postes | 1 173 | 2 075 | 976 | |
| Coût du poste : subvention | 38 138 | 38 138 | 38 992 | 161 901 452 |

| **Etablissements relevant de l'UNREP (partie rythme approprié)** | **4ème 3ème** | **BEPA CAPA** | **Sde, Tale, BTA, BTSA** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Effectifs | 677 | 823 | 296 | 1 796 |
| groupes de 18 | 38 | 46 | 16 | |
| Taux d'encadrement | 1,77 | 1,78 | 1,82 | |
| Nombre de postes | 67 | 81 | 30 | |
| Coût du poste : subvention | 40 489 | 40 489 | 41 396 | 7 229 548 |

| | |
|---|---|
| Total Effectifs MFR et UNREP | 48 786 |
| Total Subvention | 169 131 000 |

Evolution :

| Effectifs | Maisons familiales | UNREP |
|---|---|---|
| 2003-2004 | 48 420 | 1 879 |
| 2004-2005 | 48 520 | 1 879 |
| Coût du formateur | | |
| Cycle court : | | |
| 2004 | 36 740 | 38 502 |
| 2005 | 38 138 | 40 489 |
| Cycle long : | | |
| 2004 | 37 819 | 39 632 |
| 2005 | 38 992 | 41 396 |

**Subventions aux fédérations** : AE : 605 400 € CP : 605 400 €

L'article L. 813-4 du Code rural prévoit qu'une subvention de fonctionnement est versée aux fédérations nationales représentant les établissements privés de l'enseignement technique agricole.

Les modalités de calcul de la subvention sont déterminées par des conventions annuelles passées avec chaque fédération.

Le montant alloué est déterminé de manière forfaitaire, en fonction du nombre d'élèves par fédération, du nombre d'établissements affiliés à la fédération et du nombre de postes notifiés à chaque fédération.

Pour 2006, la subvention prévue est de 605 400 €.

**Subventions aux organismes de formation** : AE : 2 215 000 € CP : 2 215 000 €

Les articles L. 813-10-2 et R. 813-56 à 59 du Code rural prévoient qu'une subvention de fonctionnement est versée aux organismes de formation (IFEAP, UNREP et ANFRA) qui offrent une formation pédagogique, de qualification et de perfectionnement aux enseignants et aux chefs d'établissement.

Un contrat est conclu pour 5 ans avec les organismes de formation et un arrêté interministériel annuel prévoit le montant maximum alloué par organisme de formation.

Le mode de calcul de la subvention intègre une part forfaitaire liée aux effectifs scolarisés, le nombre maximum de stagiaires en formation et une part liée aux déplacements.

Pour 2006, la subvention prévue est de 2 215 000 €.

## Action n° 03 : Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé)

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *77.590.224* | *77.590.224* |
| *Crédits de paiement* | *77.590.224* | *77.590.224* |

## Justification des éléments de la dépense par nature

### DÉPENSES D'INTERVENTION

#### TRANSFERTS AUX MÉNAGES

**AE : 77 590 224 € ; CP : 77 590 224 €**

Les bourses d'études et les aides financières diverses sont destinées à contribuer à l'entretien des élèves aptes à entreprendre ou à poursuivre des études et dont les ressources familiales ont été reconnues, durablement ou temporairement, insuffisantes.

Le niveau de la dépense résulte du nombre d'élèves de l'enseignement technique agricole, public et privé, remplissant les conditions d'accès aux différents dispositifs d'aide que sont les bourses sur critères sociaux, les primes attribuées selon les niveaux de scolarité et les aides particulières permettant de répondre à des situations exceptionnelles.

Bourses sur critères sociaux : somme du nombre de part de bourses attribuées à chaque élève après examen de la situation fiscale des parents multiplié par un taux unitaire.

Primes : montants fixes versés aux élèves boursiers présentant des caractéristiques particulières durant leur parcours de formation ; on distingue la prime d'équipement, la prime de qualification, la prime d'internat, la prime d'entrée en seconde, la prime d'entrée en première et la prime d'entrée en terminale.

Aides particulières : elles regroupent le crédit complémentaire spécial et la remise de principe d'internat. Le crédit complémentaire spécial permet de répondre à des situations exceptionnelles qui n'ont pas, pour diverses raisons (nouveaux élèves, nouvelles situations familiales, cas particuliers), fait l'objet de décisions d'attribution de bourses au 1er trimestre de l'année scolaire. La remise de principe d'internat est établie en fonction de la composition de la famille et consiste en une réduction, totale ou partielle, des frais d'internat lorsque plusieurs enfants de la même famille sont internes ou demi-pensionnaires durant l'année scolaire dans des établissements d'enseignement public.

Les prévisions ont été faites à partir des effectifs de l'année scolaire 2004-2005.

Le fonds social lycéen est destiné à faire face à des situations difficiles que peuvent connaître les lycéens ou leurs familles pour assumer les dépenses de scolarité et de vie scolaire. La dépense annuelle est répartie entre les régions au prorata du nombre de bourses de chaque région. Les crédits sont répartis par les DRAF entre les établissements selon les mêmes critères. En 2006, 11.000 élèves en bénéficieront pour un montant moyen de 149 €. En l'absence d'un fonds social pour les cantines, plus de 80 % de ces crédits permettront de régler des frais d'internat. **1 638 000 €** seront consacrés en 2006 au FSL.

| | | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|
| **Effectifs boursiers** | | | |
| Secondaire | Public | 16 949 | 17 143 |
| | Privé | 36 288 | 38 693 |
| | **Total** | **53 237** | **55 836** |
| Supérieur court | Public | 6 074 | 5 762 |
| | Privé | 2 648 | 2 555 |
| Non compris taux 0 | **Total** | **8 722** | **8 317** |
| Y compris taux 0 | Total | 10 211 | 9 839 |
| **Effectifs élèves** | | | |
| Secondaire | Public | 53 570 | 53 691 |
| | Privé | 99 010 | 100 560 |
| | Temps plein | 49 409 | 50 215 |
| | Rythme approprié | 49 601 | 50 345 |
| | **Total** | **152 580** | **154 251** |
| Supérieur court | Public | 13 510 | 13 169 |
| | Privé | 6 690 | 6 488 |

| | | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|---|
| **Effectifs boursiers** | | | |
| | Temps plein | 5 112 | 4 943 |
| | Rythme approprié | 1 578 | 1 545 |
| | **Total** | **20 200** | **19 657** |
| **Effectifs boursiers / effectifs élèves** | | | |
| Secondaire | Public | 32 % | 32 % |
| | Privé | 37 % | 38 % |
| | **Total** | **35 %** | **36 %** |
| Supérieur court | Public | 45 % | 44 % |
| | Privé | 40 % | 39 % |
| | Total | **43 %** | **42 %** |

| **Enseignement secondaire technique** | Années scolaires 2005-2006 et 2006-2007 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Taux unitaire | Nb de bénéficiaires : enseignement public | Nb de bénéficiaires : enseignement privé | TOTAL |
| Part de bourses sur critères sociaux | 40,71 | 17 143 | 38 693 | 22 073 633 |
| Prime d'équipement | 341,71 | 5 775 | 15 921 | 7 413 740 |
| Prime de qualification | 435,84 | 7 241 | 17 096 | 10 607 038 |
| Prime d'internat | 234,93 | 10 446 | 25 561 | 8 459 125 |
| Bourses au mérite | 775,23 | 650 | 550 | 930 276 |
| Prime d'entrée en seconde | 217,06 | 1 183 | 399 | 343 389 |
| Prime d'entrée en première | 217,06 | 3 084 | 3 569 | 1 444 100 |
| Prime d'entrée en terminale | 217,06 | 2 970 | 3 120 | 1 321 895 |
| Crédit complémentaire spécial | | | | 839 156 |
| Remise de principe d'internat | | | | 430 844 |
| **TOTAL** | | | | **53 863 196** |
| Nombre de parts moyen | | 9,60 | 9,76 | |

| **Enseignement supérieur court** | Années scolaires 2005-2006 et 2006-2007 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **enseignement public** | | **enseignement privé** | | TOTAL |
| | Taux moyen | Nombre de bénéficiaires : | Taux moyen: | **Nombre de bénéficiaires** | |
| Bourses sur critères sociaux | 2 623 | 5 762 | 2 553 | 2 555 | 21 636 641 |
| Crédit complémentaire spécial | 2 581 | 130 | 2 519 | 55 | 474 075 |
| **TOTAL** | | | | | **22 110 716** |

## Action n° 04 : Évolution des compétences et dynamique territoriale

**Crédits demandés pour 2006**

| | Hors titre 2 | Total |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *6.665.671* | *6.665.671* |
| *Crédits de paiement* | *6.665.671* | *6.665.671* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES D'INTERVENTION

##### TRANSFERTS AUX MÉNAGES

**AE : 3 254 671 € ; CP : 3 254 671 €**

Les postes de dépenses suivants sont financés par ces transferts : (1) stages préparatoires à l'installation (2) bourses de stages individuels à l'étranger.

Les stages préparatoires à l'installation débutés en 2005 et achevés en 2006 seront financés sur la base d'un coût unitaire de 1.000 €.

Il est prévu 2 500 stagiaires en 2006 soit 2 579 671 € (AE=CP).

Les bourses de stages individuels à l'étranger sont attribuées sur la base d'un montant unitaire de 400 € pour les Bac Pro, les sections européennes et la filière BTA.

1 700 bourses devraient être attribuées en 2006 soit 675 000 € en (AE=CP).

##### TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

**AE : 3 411 000 € ; CP : 3 411 000 €**

Financement des compétences non transférées en matière d'apprentissage

et de formation professionnelle continue : AE : 801 000 € CP : 801 000 €

- centres nationaux de formation d'apprentis : 230 apprentis au coût unitaire de 2 500 € soit 575 000 € (AE = CP)

- partenariat avec les branches professionnelles : 226 000 € (AE = CP)

**Financement des actions de portée générale en matière d'apprentissage et de formation professionnelle continue :**
AE : 1 351 000 € CP : 1 351 000 €

- individualisation des parcours de formation

- modernisation, appui à la démarche qualité, ingénierie, mise en place d'études, enseignement à distance et centres de ressources

- développement de la pédagogie de l'alternance

Il est prévu un montant moyen de 7 000 € par établissement. Un cofinancement FSE complète ces moyens ainsi que celui réalisé par les collectivités territoriales dans le cadre des Contrats de Plan Etat Région.

**Moyens affectés aux missions spécifiques de l'enseignement agricole : insertion, adaptation pédagogique, animation et développement rural :**

AE : 869 000 € CP : 869 000 €

- financement des dossiers d'accompagnement aux stages à l'installation (maîtres exploitants, stages à l'étranger dans le cadre du programme SESAME, diagnostic des CAD ) ;

- programme national de développement durable en partenariat avec le MEDD qui a pour objectif de mettre en place un dispositif d'accompagnement à la généralisation de l'agriculture et du développement durable ;

- coordination nationale et animation régionale de la mission insertion ;

- rénovation et adaptation des formations et des diplômes, élaboration des référentiels professionnels et de formation ;

- développement des technologies de l'information et de la communication et des ressources éducatives par la réalisation d'actions ou d'animations pédagogiques, thématiques ou disciplinaires ;

- mise en œuvre du programme « égalité des chances » qui s'inscrit dans l'axe 5, mesure 8 de l'objectif 3 du FSE ; agir sur les territoires dans les secteurs de la formation et de l'emploi pour une meilleure prise en compte du rôle respectif des hommes et des femmes ;

- mise en réseau des établissements porteurs de thématiques communes (viticulture, agriculture raisonnée, élevage bovin…).

Il est prévu une dépense moyenne de 4 500 € par établissement.

**Echanges et coopération internationale** : AE : 390 000 € CP : 390 000 €

Financement des échanges linguistiques sur la base d'un montant unitaire de 2 500 € dans la limite d'une prise en charge à hauteur de 75 % des frais de transport.

48 opérations financées en 2006 soit 120 000 €.

Le dispositif des échanges et de la coopération internationale fonctionne sur un réseau d'établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle supports des différentes actions dont les bourses à l'étranger [échanges linguistiques et bourses de stages individuels]. Les établissements s'impliquent au travers des réseaux géographiques ou thématiques qu'ils contribuent à faire vivre. Chaque établissement support d'un réseau reçoit, en moyenne, 9 000 € soit 270 000 € pour la trentaine d'établissements supports.

## Action n° 05 : Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé

**Crédits demandés pour 2006**

| | *Hors titre 2* | *Total* |
|---|---|---|
| *Autorisations d'engagement* | *4.432.144* | *4.432.144* |
| *Crédits de paiement* | *4.432.144* | *4.432.144* |

### Justification des éléments de la dépense par nature

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

**AE : 4 322 144 € ; CP : 4 322 144 €**

**FONCTIONNEMENT COURANT**

Les dépenses de cette action portent sur l'inspection de l'enseignement agricole et sur l'organisation des examens de l'enseignement technique agricole.

**Inspection de l'enseignement agricole :** AE : 613 500 € CP : 613 500 €

Il est prévu une dotation forfaitaire de 1 400 € par inspecteur afin de couvrir les frais bureautiques, d'impression et de documentation. 65 inspecteurs à compétence générale, administrative ou pédagogique interviennent sur la France.

Les crédits relatifs aux frais de déplacement des inspecteurs sont également inscrits sur cette action. Un montant moyen de 8 000 € par inspecteur a été retenu.

**Organisation et gestion des examens** : AE : 3 628 644 € CP : 3 628 644 €

au titre des moyens de fonctionnement, il convient de distinguer, d'une part, les moyens attribués aux dépenses de logistique et, d'autre part, les frais de déplacement des membres des jurys d'examens.

Dotation affectée aux moyens logistiques (centres interrégionaux des services des examens et centres d'examens)

| Forfait par session | Nombre de sessions | Coût unitaire | Total |
|---|---|---|---|
| Niveau 3 (BTSA) | 26,5 | 1 524 | 40 386 |
| Niveaux 4 et 5 (Bac, BEPA, CAPA) | 70,2 | 1 524 | 106 985 |

| Forfait par candidat | Nombre de candidats | Coût unitaire | Total |
|---|---|---|---|
| Niveau 3 | 14 404 | 3,96 | 57 040 |
| Niveaux 4 et 5 | 65 946 | 1,68 | 110 789 |
| CIRSE (Centres interrégionaux de service aux examens) | 80 350 | 2 | 160 700 |

| Forfait par secrétariat de président de jury | Nombre de candidats | Coût unitaire | Total |
|---|---|---|---|
| Niveau 3 | 14 404 | 0,45 | 6 482 |
| Niveaux 4 et 5 | 65 946 | 0,63 | 41 546 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Total | | | 523 928 |

Dotation affectée aux frais de déplacement des membres des jurys d'examens

| Niveau de formation | Effectifs | Taux unitaire | Total |
|---|---|---|---|
| CAPA | 6 486 | 19,82 | 128 553 |
| BEPA | 29 469 | 14,48 | 426 711 |
| BTA | 5 840 | 24,39 | 142 438 |
| BAC PRO | 10 680 | 32,01 | 341 867 |
| BAC TECHNO | 13 471 | 22,87 | 308 082 |
| BTSA | 14 404 | 60,98 | 878 356 |
| Unités Capitalisables | 12 050 | 7,62 | 91 821 |

| Niveau de formation | Effectifs | Taux unitaire | Total |
|---|---|---|---|
| Validation des Acquis de l'Expérience | 153 | 60,98 | 9 330 |
| Choix des sujets | 88 commissions | 533,57 | 46 954 |
| Autres déplacements | | | 730 604 |
| Total | | | 3 104 716 |

### AUTRES DÉPENSES

**AE : 80 000 € ; CP : 80 000 €**

Il s'agit de crédits affectés à la réalisation des enquêtes d'insertion par l'Observatoire National de l'Enseignement Agricole (ONEA).

### SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

**AE : 110 000 € ; CP : 110 000 €**

L'Observatoire National de l'Enseignement Agricole (ONEA) doit disposer dans le cadre de ses activités de moyens logistiques afin d'organiser des réunions régulières des membres de l'Observatoire (frais de déplacement), de réaliser des études sur des thématiques particulières et d'assurer la publication du rapport annuel.

## Échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement

| | Autorisations d'engagement demandées pour 2006 et engagements antérieurs | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|
| | | Demandés pour 2006 | À ouvrir après 2006 |
| Incidence des autorisations d'engagement demandées pour 2006 | 1.259.204.474 | 1.256.624.803 | 2.579.671 |
| *Incidence des autorisations de programme engagées avant 2006 (Estimation*)* | *2.846.171* | *2.846.171* | *0* |
| **Total pour le programme** | **1.262.050.645** | **1.259.470.974** | **2.579.671** |

** Estimation réalisée sur la base de la nomenclature de l'ordonnance organique de 1959.*

# Projet annuel de performances : Opérateurs

## Récapitulation des crédits destinés aux opérateurs de l'État

| Nature de la dépense | Exécution 2004 | | LFI 2005 | | PLF 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Subventions pour charges de service public | | | 4.103.217 | 4.103.217 | 2.366.000 | 2.366.000 |
| Transferts ou dotations | | | 92.000 | 1.838.700 | 990.000 | 990.000 |
| **Totaux pour le programme** | | | **4.195.217** | **5.941.917** | **3.356.000** | **3.356.000** |

## Consolidation des emplois

| | Exécution 2004 | Prévision 2005 | Prévision 2006 |
|---|---|---|---|
| Rappel des emplois (ETPT) rémunérés par le programme inclus dans le plafond d'emplois du ministère | | 19.164 | 18.955 |
| Emplois (ETPT) rémunérés par les opérateurs hors plafond d'emplois du ministère | | 126 | 126 |
| **Total général** | | **19.290** | **19.081** |

Les emplois rémunérés par les opérateurs sont des agents contractuels de droit public (83 %), d'anciens agents contractuels titularisés dans des corps de fonctionnaires à l'issue des plans de « déprécarisation » (9 %) et des agents contractuels de droit privé (8 %) recrutés dans le cadre de contrats aidés (contrats emploi-solidarité, contrats emploi-consolidé, emplois jeunes).

### Tableau des emplois des opérateurs – année 2004

| Détail des emplois 2004 rémunérés par les opérateurs ou catégories d'opérateurs | Emplois en ETPT | A défaut : effectifs employés |
|---|---|---|
| CEMPAMA de Beg-Meil | 8 | |
| EPN de Rambouillet (CEZ) | 64 | |
| CEP de Florac | 5 | |
| CNPR de Clermont-Ferrand | 46 | |
| **Total général** | **123** | |

# Présentation des principaux opérateurs

## Centres d'appui à l'enseignement technique agricole

Sont ici regroupés les quatre établissements publics nationaux suivants :

- le Centre d'Étude du Milieu et de Pédagogie Appliquée du Ministère de l'Agriculture de Beg-Meil (CEMPAMA) ;
- l'établissement public national de Rambouillet (CEZ) ;
- le Centre d'Expérimentation Pédagogique de Florac (CEP) ;
- le Centre National de Promotion Rural de Clermont-Ferrand (CNPR).

Les quatre établissements publics nationaux relèvent, d'une part, du décret n 85-349 du 20 mars 1985, pris en application de l'article 14-VI de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 pour le CEZ de Rambouillet, le CEP de Florac et le CEMPAMA de Beg-Meil et, d'autre part, du décret n° 93-1119 du 23 septembre 1993 pour le CNPR de Clermont-Ferrand.

Chaque établissement s'est spécialisé sur un champ de compétences particulier : enseignement à distance et nouvelles technologies éducatives pour le CNPR, agriculture et développement durable pour le CEZ de Rambouillet, éducation et pédagogie pour le CEP et gestion des ressources naturelles (relation terre mer) pour le CEMPAMA.

Les missions de l'EPN de Rambouillet ont été définies par l'arrêté du 28 juillet 1994 de la manière suivante :

- enseignement en formation initiale ;
- développer les actions de formation continue ;
- recherche et développement dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement ;
- centre national de ressource sur le thème de l'agronomie et de l'environnement ;
- mise en œuvre d'actions thématiques sur les relations entre l'homme et l'animal, entre l'agriculture, la zootechnie et le milieu périurbain.

Le décret n°93-1119 du 23 septembre 1993 fixe au CNPR les missions d'enseignement initial et de formation continue à distance. Il est chargé de la conduite et de la promotion de l'enseignement à distance en développant les Formations Ouvertes et A Distance (FOAD)

Le décret n° 99-298 du 16 avril 1999 actualise l'organisation administrative et financière des établissements publics nationaux et rappelle dans son titre Ier les missions dévolues à ces établissements. Ils constituent une interface entre l'enseignement technique et l'enseignement supérieur. A ce titre, ils ont vocation à développer et gérer des dispositifs nationaux d'appui, de recherche et développement, d'animation de réseaux et de formation des maîtres.

Pour développer ses activités, l'EPN, dans le cadre de ses missions, peut conclure au plan local, régional, national ou international des conventions avec des établissements d'enseignement, des organismes professionnels, des entreprises publiques ou privées, des collectivités territoriales ou des ministères intéressés.

Les quatre EPN participent, au sein du programme 143 « enseignement technique agricole », à la mise en œuvre des enseignements dans les établissements publics et leur activité constitue l'essentiel de la sous-action : appui et modernisation de l'appareil de formation public.

Ils interviennent également dans la mise en œuvre de l'action « évolution des compétences et dynamique territoriale » en relayant des actions diversifiées : formation professionnelle continue avec la construction des référentiels, agriculture et développement durable, actions du programme Primo cofinancé par des fonds européens, nouvelles technologies éducatives, formations ouvertes et à distance…

Les quatre établissements publics nationaux sont sous la tutelle du MAP qui est exercée par la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche.

Seul le CNPR s'est engagé dans une démarche de contrat d'objectif. Après une période transitoire depuis la fin du précédent contrat (2004), un nouveau contrat doit être conclu entre l'établissement et la DGER pour la période 2006-2008.

L'activité des quatre établissements publics nationaux est organisée au travers de conventions cadre pluriannuelles déclinées en conventions annuelles d'application.

## Financements de l'État

| | Exécution 2004 | | LFI 2005 | | PLF 2006 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Action intéressée / nature de la dépense** | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **Action n°01 : mise en œuvre de l'enseignement dans les établissements publics :** | | | **92 000** | **1 874 800** | **2 496 000** | **2 496 000** |
| Subventions pour charges de service public | | | | 1 554 000 | 2 256 000 | 2 256 000 |
| Transferts ou dotations | | | 92 000 | 320 800 | 240 000 | 240 000 |
| **Action n°04 : évolution des compétences et dynamique territoriale :** | | | | **1 517 900** | **750 000** | **750 000** |
| Transferts ou dotations | | | | 1 517 900 | 750 000 | 750 000 |
| **Total** | | | **92 000** | **3 392 700** | **3 246 000** | **3 246 000** |

## Budget prévisionnel de l'opérateur

(en milliers d'euros)

| Ressources de l'opérateur | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Subventions de l'État | Autres subventions et dotations | Ressources fiscales | Ressources propres et autres | **Total** |
| 5 204 | 3 502 | | 5 723 | **14 429** |

(en milliers d'euros)

| Dépenses de l'opérateur | | | |
|---|---|---|---|
| Personnel | Fonctionnement | Investissement | **Total** |
| 5 762 | 6 568 | 3 035 | **15 365** |

## Consolidation des emplois de l'opérateur

| | Exécution 2004 | Prévision 2005 | Prévision 2006 |
|---|---|---|---|
| Emplois (ETPT) rémunérés par l'opérateur | | 126 | 126 |
| Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur | | | |
| **Total** | | **126** | **126** |

# Projet annuel de performances : Coûts du programme et des actions

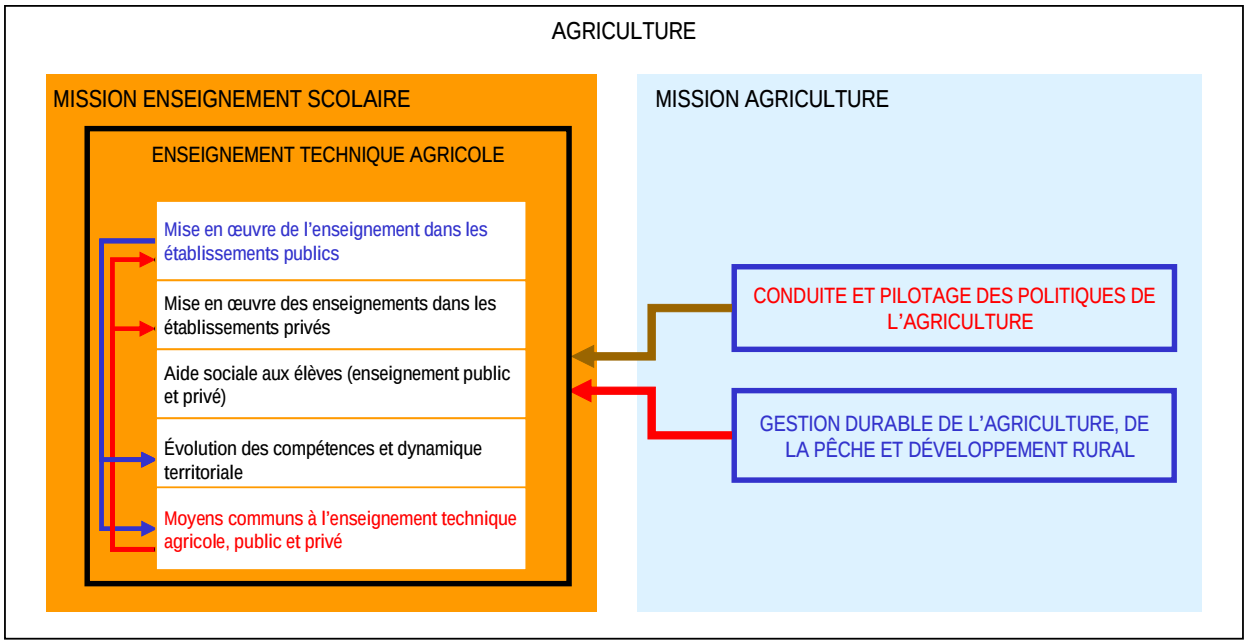
***Avertissement***

*Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits des actions et des programmes de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.*

*S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche adoptée pour ce premier exercice budgétaire en prévision s'est voulue pragmatique, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.*

## Schéma de déversement analytique du programme

Présentation des liens établis entre les actions du programme et d'autres programmes.



## Présentation des crédits de paiement concourant à la mise en œuvre de la politique

| Intitulé de l'action | Crédits prévus | Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents | | Crédits après ventilation |
|---|---|---|---|---|
| | | au sein du programme | entre programmes | |
| Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics | 687.527.873 | -29.167.704 | +35.515.303 | 693.875.472 |
| Mise en oeuvre des enseignements dans les établissements privés | 483.255.062 | +6.783.883 | +15.359.143 | 505.398.088 |
| Aide sociale aux élèves (enseignement public et privé) | 77.590.224 | 0 | +1.101.951 | 78.692.175 |
| Évolution des compétences et dynamique territoriale | 6.665.671 | +26.494.169 | +28.270.088 | 61.429.928 |
| Moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé | 4.432.144 | -4.110.348 | +12.632.607 | 12.954.403 |
| **Total** | **1.259.470.974** | **0** | **+92.879.092** | **1.352.350.066** |

| Ventilation des crédits de soutien et/ou polyvalents vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes | - 92 879 093 |
|---|---|
| GESTION DURABLE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE ET DÉVELOPPEMENT RURAL (MISSION AGRICULTURE, PÊCHE, FORET ET AFFAIRES RURALES) | -5 224 543 |
| CONDUITE ET PILOTAGE DES POLITIQUES DE L'AGRICULTURE (MISSION AGRICULTURE, PÊCHE, FORET ET AFFAIRES RURALES) | -87 654 550 |

## Observations

### LES MOYENS DE GESTION DE POLITIQUE

**Présentation du programme**

Les actions de ce programme intègrent l'ensemble des dépenses de personnel, fonctionnement et investissement liées à la gestion et à la mise en œuvre du dispositif d'enseignement technique agricole.

**L'action "moyens communs à l'enseignement technique agricole, public et privé"**

C'est une action qui regroupe les moyens humains et financiers affectés à la création, la rénovation et la délivrance des diplômes et titres, à l'inspection de l'enseignement agricole, aux enquêtes d'insertion et à l'observatoire national de l'enseignement agricole.

Le caractère commun à l'enseignement public et privé, des formations et examens, ainsi que les activités transversales de l'inspection de l'enseignement agricole ou de l'observatoire national de l'enseignement agricole ont conduit à ne pas ventiler cette action entre les autres actions du programme.

Cette action est abondée des crédits relatifs à la rémunération des inspecteurs de l'enseignement agricole inscrits sur l'action "mise en œuvre des enseignements dans les établissements publics" qui supporte l'ensemble des dépenses de personnel public du programme.

Par ailleurs, les dépenses des moyens logistiques (frais de déplacement des membres des jurys et frais de fonctionnement des services) relatives à la délivrance des diplômes et titres ont été redistribuées entre les actions "mise en œuvre des enseignements dans les établissements publics", "mise en œuvre des enseignements dans les établissements privés" et "évolution des compétences et dynamique territoriale" au prorata du nombre de candidats inscrits aux examens.

Enfin la part des moyens des directions départementales et régionales relevant exclusivement de l'organisation des examens a été reventilée vers les trois mêmes actions selon les modalités précédemment définies.

**L'action "mise en œuvre de l'enseignement dans les établissements publics"**

C'est une action qui regroupe les moyens humains et financiers affectés à la mise en œuvre de la formation initiale scolaire dispensée dans les lycées d'enseignement général, technologique et professionnel agricole.

Au sein de cette action, une partie des indemnités des membres de jurys d'examens a été affectée aux actions "mise en œuvre des enseignements dans les établissements privés" et "évolution des compétences et dynamique

territoriale" au prorata des inscrits aux examens de chacune des formations.

Par ailleurs une partie du personnel permanent a été affecté à l'action "évolution des compétences et dynamique territoriale" sur la base des ETP attribués à cette action par la DGER.

Enfin, les rémunérations et charges de pension des inspecteurs de l'enseignement agricole ont été affectées à l'action "moyens communs à l'enseignement technique, public et privé" (voir paragraphe précédent).

### LES FONCTIONS DE SOUTIEN

**Présentation des fonctions de soutien :**

- **du programme "gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural"**

Le programme bénéficie de crédits en provenance de l'action "mise en œuvre des politiques de l'agriculture et du développement rural" qui regroupe l'ensemble des moyens de personnels et de fonctionnement des directions départementales de l'agriculture et de la forêt (DDAF). Ces moyens sont utilisés, pour l'essentiel, à l'organisation et la gestion des examens. Le programme bénéficie aussi du concours du CNASEA, pour le versement des subventions aux centres de formation. A cet égard, 6% de la subvention de fonctionnement versé à cet organisme a été affecté au programme, à l'action "évolution des compétences et dynamique territoriale".

- **du programme spécifique de conduite et pilotage**

Le programme bénéficie aussi des crédits en provenance des actions du programme "Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture" : Moyens de l'administration centrale, moyens des directions régionales de l'agriculture et de la forêt, moyens communs.

**Modalités de rapprochement et de ventilation des dépenses de fonction de soutien dans les actions.**

Les actions "mise en œuvre des politiques de l'agriculture et du développement rural, de la valorisation des produits et de l'orientation des marchés, de la forêt et des politiques menées pour le compte du ministère de l'écologie" et "moyens des directions régionales de l'agriculture et de la forêt" sont réparties entre les actions des programmes, à partir de données obtenues par une enquête annuelle auprès des agents des directions départementales et régionales. Cette enquête est remplie par chaque agent qui indique la part de son temps de travail passée sur chaque activité qu'il accomplit. Ces activités sont classées en thèmes et sous-thèmes. Une grille de passage a été élaborée entre ces thèmes et les actions LOLF.

Les actions "moyens de l'administration centrale" et "moyens communs" sont réparties entre les programmes, soit directement en ce qui concerne les coûts de fonctionnement et de personnel directement imputables aux structures, soit indirectement , pour les coûts des fonctions transversales. Des clés sont alors utilisées pour leur répartition entre programmes : une clé "personnes physiques" est utilisée pour la répartition des coûts de la fonction de gestion du personnel. Une clé "effectif personnes physiques hors enseignants" est appliquée pour répartir les coûts de la fonction "gestion de l'immobilier". Enfin les coûts des autres fonctions transversales (cabinet, corps d'inspection, services de la communication , des affaires juridiques, direction des affaires financières…) sont répartis en fonction d'une clé dite "résiduelle" : c'est la part des crédits affectés à chaque programme, abondés des crédits des fonctions "soutien" déjà répartis.

Les crédits des actions "moyens de l'administration centrale" et "moyens communs" sont ensuite répartis entre les actions du programme, au moyens d'une clé "effectifs équivalent temps plein travaillé". Cette clé de répartition a été déterminée par la ventilation des agents des sous-directions techniques et de l'inspection de l'enseignement agricole directement affectable à une action. Les personnels exerçant des fonctions transversales ont été répartis en fonction de la ventilation directe.